

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE *MONTRÉAL-MATIN* (1930-1978),  
UN JOURNAL D'INFORMATION POPULAIRE

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR  
MATHIEU NOËL

DÉCEMBRE 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»



## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier ma directrice, Dominique Marquis, et mon codirecteur, Julien Goyette, pour leurs lectures attentives, leurs précieux conseils et leur grande disponibilité. Je remercie également Madame Anne Francoeur, le Groupe de recherche sur les mutations du journalisme de l'Université Laval et le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal de l'Université du Québec à Montréal pour leur soutien financier. Finalement, je tiens à exprimer ma gratitude envers ma famille, mes parents, ma conjointe et mes amis. Un merci particulier à ma mère, Kate-Audrey Desjardins, pour son support et ses encouragements continuels.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES GRAPHIQUES.....	x
RÉSUMÉ.....	xi
INTRODUCTION.....	1

### CHAPITRE I

#### CADRE THÉORIQUE, HISTORIOGRAPHIE ET APPROCHE

MÉTHODOLOGIQUE.....	5
1.1 Cadre théorique.....	5
1.2 Bilan historiographique.....	9
1.2.1 Le champ de l'histoire de la presse.....	9
1.2.2 Les recherches sur l'Union nationale et sur le duplessisme.....	33
1.2.3 Les recherches sur le <i>Montréal-Matin</i> .....	50
1.3 Problématique.....	53
1.4 Méthodologie et présentation des sources.....	55

### CHAPITRE II

#### LE JOURNAL D'UN HOMME, 1930-1947.....

2.1 Le Québec de 1930.....	60
2.2 La fondation du journal.....	61
2.3 <i>L'Illustration</i> : 1930-1936.....	64
2.4 <i>L'Illustration Nouvelle</i> : 1936-1941.....	77
2.5 Le <i>Montréal-Matin</i> : 1941-1947.....	99

CHAPITRE III	
LE JOURNAL D'UN PARTI, 1947-1972.....	112
3.1 Le Québec d'après-guerre.....	112
3.2 Un réseau médiatique unioniste.....	114
3.3 L'achat du <i>Montréal-Matin</i> par l'Union nationale.....	116
3.4 Les années Duplessis, 1947-1959.....	117
3.5 Antonio Barrette et le contrôle des actions.....	131
3.6 Les années Johnson, 1961-1968.....	136
3.7 Les années Bertrand, 1968-1970.....	144
3.8 Les dernières années sous l'Union nationale, 1971-1972.....	148
CHAPITRE IV	
LE JOURNAL D'UN CONGLOMÉRAT, 1972-1978.....	155
4.1 La société québécoise des années 1970.....	155
4.2 L'achat du <i>Montréal-Matin</i> par le groupe Desjardins.....	156
4.3 L'administration Desjardins, d'août 1972 à août 1973.....	158
4.4 L'achat du <i>Montréal-Matin</i> par Paul Desmarais.....	160
4.5 L'administration Beauregard, 1973-1976.....	162
4.6 L'assujettissement à <i>La Presse</i> .....	167
4.7 La grève de 1977-1978.....	169
4.8 Le retour au travail et la fermeture du journal.....	170
CHAPITRE V	
ANALYSE DE LA MORPHOLOGIE ET DE LA MISE EN PAGE.....	177
5.1 Présentation de l'échantillon.....	178
5.2 Le choix d'une technique.....	180
5.3 Le volume du journal.....	181
5.4 Espace rédactionnel et espace publicitaire.....	183

5.5	Les types de publicités.....	188
5.6	La mise en page.....	202

## CHAPITRE VI

ANALYSE DU CONTENU RÉDACTIONNEL.....		225
6.1	Les genres journalistiques.....	225
6.2	Les aires géographiques.....	231
6.3	Les sujets abordés.....	236
6.3.1	Échantillon de 1934.....	237
6.3.2	Échantillon de 1944.....	242
6.3.3	Échantillon de 1954.....	247
6.3.4	Échantillon de 1965.....	254
6.3.5	Échantillon de 1974.....	257
6.4	Les sources des articles.....	264

## CHAPITRE VII

LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DES ÉLECTIONS PROVINCIALES...		272
7.1	Présentation des campagnes électorales.....	273
7.2	L'espace alloué aux élections.....	278
7.3	La position officielle du journal.....	282
7.4	Les articles journalistiques.....	297
7.4.1	Les comptes rendus des activités.....	298
7.4.2	Les thèmes et les promesses électorales.....	304
7.4.3	Les scandales libéraux.....	306
7.4.4	L'assurance de la victoire.....	310
7.5	Le contenu iconographique.....	316
7.6	La publicité électorale.....	323
7.7	Les lendemains de campagne.....	327

CONCLUSION.....	334
BIBLIOGRAPHIE.....	340

## LISTE DES FIGURES

Figure		Page
5.1	Publicité de la brasserie Black Horse dans le <i>Montréal-Matin</i> en 1944.....	195
5.2	Page intérieure de <i>L'Illustration</i> en 1934.....	205
5.3	Page intérieure de <i>La Presse</i> en 1934.....	206
5.4	Une de <i>L'Illustration</i> , 19 mars 1934.....	209
5.5	Une de <i>La Presse</i> , 19 mars 1934.....	210
5.6	Dernière page de <i>L'Illustration</i> , 16 mai 1934.....	211
5.7	Une du <i>Montréal-Matin</i> , 23 février 1944.....	212
5.8	Une de <i>La Presse</i> , 23 février 1944.....	213
5.9	Une du <i>Montréal-Matin</i> , 6 août 1954.....	214
5.10	Une de <i>La Presse</i> , 6 août 1954.....	215
5.11	Une du <i>Montréal-Matin</i> , 27 septembre 1965.....	216
5.12	Une de <i>La Presse</i> , 27 septembre 1965.....	217
5.13	Une du <i>Montréal-Matin</i> , 24 juillet 1974.....	218
5.14	Une de <i>La Presse</i> , 24 juillet 1974.....	219
6.1	Page centrale illustrée du <i>Montréal-Matin</i> , 11 novembre 1944.....	244
6.2	Le « Réveil-Matin » du 24 juillet 1974.....	259
7.1	Une de <i>L'Illustration</i> , 31 juillet 1931.....	311
7.2	Caricature éditoriale de <i>L'Illustration</i> , 5 août 1931.....	317
7.3	Caricature éditoriale de <i>L'Illustration Nouvelle</i> , 17 août 1936...	318
7.4	Caricature éditoriale du <i>Montréal-Matin</i> , 25 octobre 1973.....	319
7.5	Photos des candidats unionistes de l'île de Montréal, 11 août 1936.....	321

7.6	Photographie d'Antonio Barrette posant avec une fillette.....	322
7.7	Publicité « Laissons Duplessis continuer son œuvre ».....	325



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
5.1	Échantillon des numéros analysés.....	180
6.1	Surface occupée par les différents genres journalistiques (% de la surface rédactionnelle).....	226
6.2	Surface consacrée aux catégories de sujets en 1934 (% de la surface rédactionnelle).....	237
6.3	Surface consacrée aux catégories de sujets en 1944 (% de la surface rédactionnelle).....	243
6.4	Surface consacrée aux catégories de sujets en 1954 (% de la surface rédactionnelle).....	247
6.5	Surface consacrée aux catégories de sujets en 1965 (% de la surface rédactionnelle).....	254
6.6	Surface consacrée aux catégories de sujets en 1974 (% de la surface rédactionnelle).....	257
7.1	Les campagnes électorales analysées.....	273

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique		Page
5.1	Nombre moyen de pages par numéro.....	182
5.2	Espace rédactionnel et espace publicitaire (% de la surface imprimée).....	185
5.3	Les types de publicités (% de la surface publicitaire).....	190
5.4	Surface allouée au texte, au titre et à l'illustration (% de la surface rédactionnelle).....	203
6.1	Les aires géographiques (% de la surface rédactionnelle).....	232
6.2	Évolution de la catégorie politique (% de la surface rédactionnelle).....	261
6.3	Évolution de la catégorie sports (% de la surface rédactionnelle).....	262
6.4	Évolution de la catégorie justice et faits divers (% de la surface rédactionnelle).....	263
6.5	Les sources des articles (% de la surface rédactionnelle).....	265
7.1	Espace alloué aux élections dans le <i>Montréal-Matin</i> (% de la surface imprimée).....	279

## RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur l'histoire du *Montréal-Matin*, un journal quotidien d'information populaire qui a longtemps appartenu à l'Union nationale, et qui paraît de 1930 à 1978. Nous présentons la gestion, l'évolution et les caractéristiques du *Montréal-Matin*. Nous cherchons à déterminer comment le journal s'inscrit dans le système des journaux montréalais et quel est son apport à l'appareil de presse québécois. De plus, nous vérifions comment il négocie le fait d'être à la fois un journal d'information populaire et d'être lié à un parti politique.

De 1930 à 1946, le journal appartient à l'homme d'affaires Eugène Berthiaume. Celui-ci utilisait son journal comme un outil de négociation pour obtenir des privilèges. Persuadé que les libéraux provinciaux tentaient de nuire à ses affaires, il souhaitait un changement de gouvernement. Dans les années 1930, les administrateurs de la compagnie éditrice tissent donc des liens avec les conservateurs et les unionistes. Ensuite, dans les années 1940, Berthiaume est à la recherche d'une source de financement politique pour l'aider à produire le journal. Il cherche d'abord du côté de ses alliés naturels, mais comme ceux-ci sont incapables de lui venir en aide, il envisage un changement de camp.

En 1947, le *Montréal-Matin* est vendu à l'Union nationale et les actions de la compagnie éditrice sont remises à Maurice Duplessis. Elles se transmettront par la suite de chef en chef de l'Union nationale jusqu'en 1972. À tour de rôle, ceux-ci nommeront des hommes de confiance dans la compagnie éditrice pour s'assurer le soutien du journal. Durant cette période, le *Montréal-Matin* devient le principal quotidien francophone du matin à Montréal.

L'Union nationale se départit du *Montréal-Matin* en 1972. Après avoir appartenu un an à un groupe d'actionnaires dirigé par Régent Desjardins, le journal est racheté par Paul Desmarais. Ce dernier utilise le *Montréal-Matin* pour diviser le marché de la presse populaire du matin à Montréal et empêcher ainsi le *Journal de Montréal* de dépasser le tirage de *La Presse*.

Une analyse de contenu comparative du *Montréal-Matin* et de *La Presse* permet de relever les caractéristiques du journal du matin à différents moments de son histoire et, en comparant son contenu à celui de *La Presse*, nous pouvons identifier ses particularités. Or, ce qui définit avant tout le *Montréal-Matin*, c'est le fait d'être un journal d'information populaire. Il innove en introduisant dans le système des journaux quotidiens québécois plusieurs caractéristiques de la presse

populaire : il est en effet le premier quotidien publié en format tabloïd; il accorde une grande importance aux illustrations; il conçoit ses premières pages à l'aide de photographies et de manchettes accrocheuses; ses sujets de prédilection sont les nouvelles locales, les faits divers, les affaires judiciaires et les sports, etc. Par ailleurs, l'analyse de contenu montre que dans ses opérations quotidiennes, le *Montréal-Matin* se garde bien d'afficher une partisanerie politique trop apparente. Peu d'espace est alloué à la politique et, à l'exception de la page éditoriale, rares sont les traces d'une quelconque affiliation entre le quotidien et l'Union nationale.

Toutefois, notre analyse de la couverture médiatique des élections provinciales dans le *Montréal-Matin* montre qu'en période électorale, la fonction partisane est généralement activée. D'abord, le journal a clairement pris position en faveur des conservateurs, en 1931, et des unionistes, en 1936. En 1944, le *Montréal-Matin* ne prend pas position, mais par la suite, lorsque le journal appartient au chef unioniste, différentes stratégies sont utilisées pour tenter d'influencer les lecteurs de voter pour l'Union nationale. La tactique était sensiblement toujours la même. Elle consistait à projeter une image positive de l'Union nationale et une image négative du Parti libéral. Finalement, l'alliance partisane entre le *Montréal-Matin* et l'Union nationale est rompue à l'élection générale de 1973.

Bref, le *Montréal-Matin* a parfois joué un rôle partisan, mais seulement à certains moments opportuns. Le reste du temps, comme les autres quotidiens d'information de son époque, sa priorité était d'augmenter son tirage et ses revenus publicitaires. Pour ce faire, il misait sur les caractéristiques de la presse populaire. Notre thèse permet donc de connaître les origines et le développement de la presse d'information populaire au Québec.

Mots-clés : XX<sup>e</sup> siècle, histoire, Québec, presse, populaire, tabloïd, Union nationale.

## INTRODUCTION

Selon une représentation inspirée notamment des écrits d'Alexis de Tocqueville<sup>1</sup>, la presse écrite est souvent considérée comme un contre-pouvoir indispensable en démocratie. Désignée comme le quatrième pouvoir de l'État, elle jouerait le rôle de « chien de garde » des intérêts du peuple. D'autres auteurs, comme Edward Herman et Noam Chomsky<sup>2</sup>, pensent plutôt la presse comme un instrument de contrôle de l'opinion publique au service des élites politiques et économiques. Peu importe à quelle conception on adhère, il appert que la presse écrite est une institution importante des sociétés contemporaines. Elle s'impose en raison de son rôle et de son influence dans les démocraties, mais aussi parce qu'elle assure la recherche et la circulation des informations, qu'elle représente un lieu d'expression et de débats, qu'elle participe à la production et à la transmission de la culture, etc. Or, l'histoire de la presse est un champ plutôt négligé de l'historiographie québécoise. Certains journaux, comme *Le Devoir*, ont certes attiré l'attention des universitaires, mais plusieurs quotidiens attendent toujours leur historien.

Le *Montréal-Matin* est l'un de ces journaux qui n'avait jamais jusqu'ici fait l'objet d'une étude scientifique approfondie. Pourtant, il nous apparaît comme un acteur incontournable de l'histoire de la presse québécoise. Le journal se distingue d'abord par sa longévité, puisqu'il paraît pendant 48 ans, soit de 1930 jusqu'en 1978. Pendant plusieurs années, il sera le deuxième quotidien de langue française le plus vendu à Montréal et le principal quotidien francophone du matin. Le *Montréal-Matin* se démarque aussi par son caractère innovateur et sa façon propre de faire du journalisme au Québec. Il s'agit effectivement du premier quotidien montréalais à

---

<sup>1</sup> Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome II, Paris, Gallimard, 1986 [1840], 471 p.

<sup>2</sup> Edward Herman et Noam Chomsky, *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 2008 [1988], 653 p.



adopter le format tabloïd. Pour se distinguer de ses concurrents, il se dote de caractéristiques propres à la presse populaire : le journal alloue en effet beaucoup d'espace aux illustrations et aux photographies; déjà dans les années 1930, il conçoit ses premières pages à l'aide de gros titres et de photos; il accorde par la suite une grande importance aux nouvelles locales, aux faits divers et aux affaires judiciaires; enfin, au début des années 1950, le *Montréal-Matin* fait de la couverture sportive sa marque de commerce, à tel point que dans les années 1960 et 1970, plus de la moitié du journal est réservé aux sports. Le *Montréal-Matin* apporte donc au système des quotidiens québécois un modèle de presse populaire qu'on retrouvait surtout jusque-là dans le monde anglo-saxon.

D'autre part, le *Montréal-Matin* a la particularité d'avoir appartenu successivement à un individu, à un parti politique et à un conglomérat. Après avoir été la propriété de l'homme d'affaires Eugène Berthiaume de 1930 à 1947, il est acheté par l'Union nationale en 1947. Les actions de la compagnie éditrice sont remises à Maurice Duplessis et elles se transmettront par la suite de chef en chef de l'Union nationale jusqu'en 1972. Finalement, le *Montréal-Matin* passe sous la propriété de Paul Desmarais et du conglomérat Gesca de 1973 à 1978. Retracer l'histoire du *Montréal-Matin*, c'est donc en apprendre à la fois sur ses propriétaires et sur la conception que chacun d'eux se faisait du rôle de la presse.

Le caractère original, novateur et carrément fascinant du *Montréal-Matin* n'a toutefois pas réussi, jusqu'à maintenant, à attirer l'attention des chercheurs. Est-ce parce qu'il était un journal populaire? A-t-on conclu de manière précipitée et réductrice qu'il s'agissait seulement du « journal de Duplessis »? Nous verrons pourtant qu'au-delà des apparences, le *Montréal-Matin* a joué un rôle significatif dans l'histoire de la presse au Québec.

Au premier chapitre, « Cadre théorique, historiographie et approche méthodologique », nous définissons certains concepts utilisés dans cette thèse. Ensuite, nous situons notre recherche dans l'historiographie afin de vérifier l'état des connaissances sur les thèmes abordés. Nous observons d'abord l'histoire de la presse en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis, avant de tourner notre regard vers les recherches réalisées au Canada et au Québec. Par la suite, nous examinons les publications sur l'Union nationale, avant de présenter ce qui a été écrit plus spécifiquement sur le *Montréal-Matin*. Au terme de ce bilan historiographique, nous terminons avec la présentation de notre problématique et de nos approches méthodologiques.

Le chapitre deux, « Le journal d'un homme », porte sur l'histoire sociale et économique du *Montréal-Matin* de 1930 à 1947. Ce chapitre est divisé en trois sous-périodes : celle de *L'Illustration* (1930-1936), celle de *L'Illustration Nouvelle* (1936-1941) et les premières années du *Montréal-Matin* (1941-1947). À cette époque, le journal appartient à Eugène Berthiaume. Nous verrons comment celui-ci se servait de son journal comme d'un outil de négociation dans le but d'obtenir des privilèges.

Dans le troisième chapitre, « Le journal d'un parti », nous examinons l'histoire du *Montréal-Matin* de 1947 à 1972, alors qu'il est la propriété des chefs de l'Union nationale. Comme au chapitre précédent, nous vérifions le contexte de production et les finances du journal. Une attention particulière sera portée aux relations qu'entretiennent les administrateurs de la compagnie éditrice avec le personnel politique de l'Union nationale.

Le chapitre quatre, « Le journal d'un conglomérat », porte sur les dernières années d'existence du *Montréal-Matin*, c'est-à-dire lorsqu'il est la propriété du groupe Régent Desjardins (1972-1973) et ensuite de Paul Desmarais (1973-1978). Nous



verrons que cette période a été tumultueuse et nous tenterons de comprendre ce qui a entraîné la fermeture du journal en 1978.

Dans les chapitres cinq et six, nous proposons une analyse de contenu comparative du *Montréal-Matin* et de *La Presse*. D'abord, au chapitre cinq, nous observons différents éléments de la morphologie des deux journaux. Le sixième chapitre, quant à lui, s'attarde au contenu rédactionnel du *Montréal-Matin* et de *La Presse*. Cette analyse permet de relever les caractéristiques du *Montréal-Matin* à différents moments de son histoire et, en comparant son contenu à celui de *La Presse*, d'identifier ses particularités.

Finalement, le septième et dernier chapitre traite de la couverture médiatique des élections provinciales dans le *Montréal-Matin*. Comme le journal a longtemps appartenu à un parti politique, nous vérifions si, dans le contexte particulier des élections provinciales, ses propriétaires ont été tentés de lui faire jouer un rôle partisan.

## CHAPITRE I

### CADRE THÉORIQUE, HISTORIOGRAPHIE ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Dans cette thèse, nous souhaitons retracer l'histoire du journal *Montréal-Matin* et, dans une perspective plus globale, contribuer aux champs de l'histoire de la presse et de l'histoire intellectuelle au Québec. Ce chapitre en particulier propose un bilan historiographique en lien avec notre sujet de recherche, l'exposition de notre problématique et, enfin, la présentation de la méthodologie que nous entendons utiliser. Mais avant d'entreprendre la présentation historiographique et méthodologique, définissons les concepts qui constituent l'armature théorique de notre thèse.

#### 1.1 Cadre théorique

Notre thèse s'inscrit dans les champs combinés de l'histoire de la presse et de l'histoire intellectuelle. Par « presse », nous entendons l'ensemble des moyens de diffusion par voies imprimées de l'information journalistique. Cette définition s'applique plus précisément à la presse d'information du XX<sup>e</sup> siècle puisque, selon les époques, la nature et les fonctions des journaux diffèrent. Ces transformations de la presse peuvent être comprises à l'aide du concept de « paradigme journalistique », tel que développé par Jean Charron et Jean de Bonville<sup>1</sup>. Dans *Nature et*

---

<sup>1</sup> Jean Charron et Jean de Bonville ont entrepris l'analyse des transformations du journalisme en 1993 avec la création du Groupe de recherche sur les mutations du journalisme (GRMJ) à l'Université Laval et la publication en 1996 de deux articles significatifs : « Journalismes en mutation. Perspectives de recherche et orientations méthodologiques », *Communication*, vol. 17, n° 2, décembre 1996, p. 15-49

*transformation du journalisme*<sup>2</sup>, les auteurs présentent des concepts associés à la théorie des transformations journalistiques et proposent une typologie des différents paradigmes journalistiques. Ils définissent le paradigme journalistique comme « une manière spécifique et singulière de concevoir et de pratiquer le journalisme<sup>3</sup> ». Basées sur le concept d'idéal-type, les recherches de Charron et de Bonville ont permis de développer des modèles de journalisme associés chacun à une période particulière de l'histoire de la presse au Québec. Ainsi, il existe, selon eux, quatre grands paradigmes journalistiques, soit le journalisme de transmission au 17<sup>e</sup> siècle, le journalisme d'opinion au 19<sup>e</sup> siècle, le journalisme d'information au 20<sup>e</sup> siècle et le journalisme de communication à partir des années 1970. Le passage d'un paradigme à l'autre est décrit comme une « crise paradigmatique ».

Les paradigmes décrits par Charron et de Bonville demeurent toutefois des catégories idéalisées ou construites qui ne sont jamais parfaitement représentatives de la réalité journalistique. Cela signifie qu'il peut exister des tensions à l'intérieur même d'un paradigme et que certaines caractéristiques propres à différents paradigmes peuvent coexister<sup>4</sup>. Par exemple, les auteurs présentent la presse d'information comme une presse universelle et objective qui recherche avant tout les profits commerciaux<sup>5</sup>. Or, il nous semble que ces caractéristiques peuvent être nuancées. En ce qui concerne l'objectivisation, la monographie de Dominique Marquis sur *L'Action catholique*<sup>6</sup> montre qu'un journal d'information, sans exclure la recherche de la rentabilité, peut

---

et « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication*, vol. 17, n° 2, décembre 1996, p. 51-97.

<sup>2</sup> Colette Brin, Jean Charron et Jean de Bonville, *Nature et transformation du journalisme : théorie et recherches empiriques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2004, xvi-454 p.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>4</sup> Dans un article sur la chronique parlementaire, Jocelyn Saint-Pierre montre certaines des tensions et des contradictions qui peuvent exister à l'intérieur d'un paradigme journalistique. Voir Jocelyn Saint-Pierre, « La chronique parlementaire dans les quotidiens québécois de 1871 à 1921 : partisane ou impartiale », *Communication*, vol. 17, n° 2, 1996, p. 189-215.

<sup>5</sup> Jean Charron et Jean de Bonville, *op. cit.*, p. 74.

<sup>6</sup> Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église : l'Action catholique, 1910-1940*, Montréal, Leméac, 2004, 220 p.

mener des combats idéologiques. En d'autres termes, les deux fonctions peuvent coexister et même se renforcer l'une l'autre : la presse d'information peut chercher à augmenter ses profits par la publicité, à augmenter son lectorat et à proposer un contenu plus varié tout en ne renonçant pas à influencer idéologiquement ses lecteurs.

Comme le propose Maurice Mouillaud<sup>7</sup>, la presse d'information s'insère dans un système de journaux où les différents acteurs s'influencent mutuellement. Le concept de « système de journaux » met en lumière les liens qui unissent les journaux entre eux et les règles qui sont communes à l'ensemble des acteurs de la presse d'information. Pour bien connaître l'histoire d'un journal, il faut donc prendre en considération le système dans lequel il évolue ainsi que les influences multiples qu'il subit. Le système des journaux d'information montréalais sera d'ailleurs abordé dans la deuxième section de notre thèse consacrée à l'analyse de contenu.

Bien que les journaux s'insèrent dans un système, il demeure que chacun possède des caractéristiques qui lui sont propres. En ce qui concerne le *Montréal-Matin*, nous pensons qu'il s'agit d'un quotidien d'information populaire. Notre conception de la presse populaire rejoint celle de Gilles Lugin dans *Genres de la presse écrite et analyse de discours*<sup>8</sup>. Tout comme lui, nous considérons que la presse populaire ne se définit pas nécessairement par ses lecteurs, mais plutôt par son approche du journalisme, son mode de communication original et son rapport au public<sup>9</sup>. Les journaux populaires sont souvent imprimés en format tabloïd, adoptent une mise en page de l'information accrocheuse, accordent une place de choix aux illustrations,

---

<sup>7</sup> Maurice Mouillaud, « Le système des journaux (Théorie et méthodes pour l'analyse de presse) », *Langages*, n° 11, 1968, p. 61-83.

<sup>8</sup> Jean-Michel Adam et Gilles Lugin, (dir.), *Genres de la presse écrite et analyse de discours*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001, 201 p.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 73.

préfèrent la brièveté du propos aux longs discours, privilégient des thèmes comme le sport, le scandale et le sexe et souhaitent être le plus accessible possible.

Par ailleurs, le *Montréal-Matin* a longtemps été un « journal de parti », puisque pendant 25 ans, les actions de la compagnie éditrice appartenaient au chef de l'Union nationale. La presse de parti était répandue sous le paradigme de la presse d'opinion, mais beaucoup moins sous celui de la presse d'information. Ces journaux jouent parfois un rôle partisan : ils prennent la défense des intérêts et des idées d'un parti politique tout en attaquant les positions du camp adverse.

Dans la mesure où nous étudions aussi le contenu du *Montréal-Matin*, notre recherche s'inscrit également dans la mouvance de l'histoire intellectuelle. En nous inspirant des écrits d'Arthur Lovejoy et de Michel Foucault, nous concevons l'histoire des idées comme une historicisation de représentations abstraites ou d'opinions que l'humain se fait de quelque chose, d'une situation ou d'un être<sup>10</sup>. Ainsi, l'histoire des idées, qui constitue une branche du champ de l'histoire intellectuelle, s'intéresse à l'évolution des idées humaines. Le concept d'« idéologie », pour sa part, réfère, comme le précise Fernande Roy, à « un ensemble coordonné de valeurs, de représentations, d'idées, proposant et légitimant un certain aménagement de la société globale<sup>11</sup> ».

Au Québec, l'historien Yvan Lamonde considère l'histoire intellectuelle comme une composante de l'histoire culturelle<sup>12</sup>, mais sans pour autant rejeter l'histoire sociale, comme le démontrent les deux premiers tomes de sa synthèse sur l'histoire des idées

<sup>10</sup> Arthur O. Lovejoy, *Essays in the History of Ideas*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1948, xv-359 p. ; Michel Foucault, *Les Mots et les Choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966, 405 p.

<sup>11</sup> Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal Express, 1988, p. 46.

<sup>12</sup> Yvan Lamonde, « L'histoire culturelle comme domaine historiographique au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, 1997, p. 288.



au Québec<sup>13</sup>. La plupart des spécialistes canadiens et québécois de l'histoire intellectuelle inscrivent d'ailleurs leurs recherches dans cette perspective d'histoire socioculturelle. En 2003, un colloque a été organisé à l'Université McGill pour discuter de la résurgence de la vie intellectuelle dans l'historiographie canadienne<sup>14</sup>. Selon les organisateurs, l'histoire intellectuelle et l'histoire culturelle sont interreliées, interdépendantes et complémentaires. Pour eux, « il est aussi illusoire de vouloir dissocier l'intellectuel du culturel que d'isoler l'individu de la société. L'individu existe par la société alors que la société existe par les individus. La culture naît de la pensée alors que la pensée se structure grâce à la culture<sup>15</sup>. » Les actes de ce colloque offrent des pistes épistémologiques, historiographiques et méthodologiques enrichissantes visant à encadrer la recrudescence d'un champ quelque peu négligé depuis la fin des années 1970.

## 1.2 Bilan historiographique

### 1.2.1 Le champ de l'histoire de la presse

Le champ de l'histoire de la presse est particulièrement dynamique en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis. Intéressons-nous d'abord aux grandes tendances en histoire de la presse au sein de ces historiographies influentes. Par la suite, nous pourrions tourner notre regard vers les recherches en histoire de la presse réalisées plus près de nous, soit au Canada et au Québec.

---

<sup>13</sup> Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, Montréal, Fides, 2000-2004, 2 vol.

<sup>14</sup> Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, (dir.), *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2004, 281 p.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 9.

### 1.2.1.1 Grande-Bretagne, France et États-Unis

En Grande-Bretagne, des recherches pionnières en histoire de la presse ont été réalisées au XIX<sup>e</sup> siècle par des journalistes et des propriétaires de journaux tels Alexander Andrews, James Grant et J.B. Williams<sup>16</sup>. Cependant, pour que le champ se professionnalise, il faut attendre les années 1940, avec les travaux de R.K. Webb et d'Asa Briggs sur les lecteurs et le public cible des journaux<sup>17</sup>. L'historien Asa Briggs est l'un des principaux acteurs du développement de l'histoire des médias en Grande-Bretagne. En 2002, il publie, en collaboration avec Peter Burke, *A Social History of the Media*<sup>18</sup>. Il s'agit d'une synthèse de l'histoire des médias où les auteurs étudient les impacts sociaux provoqués par l'émergence d'un nouveau média. Ils concluent que l'arrivée d'un nouveau média dans la société ne signifie pas nécessairement la mort de ceux qui existent déjà. Selon eux, il nous faut envisager les médias comme un système en perpétuel changement dans lequel différents éléments jouent de plus grands ou de plus petits rôles<sup>19</sup>. Souvent, les médias apprennent à cohabiter. Par exemple, lorsque la radio émerge dans les années 1920, des stations réalisent des alliances avec des journaux afin de s'entraider : alors que le journal publie l'horaire quotidien de la station radiophonique, cette dernière, en échange, accepte de lire en ondes les grands titres du journal. *A Social History of the Media* est une synthèse intéressante pour se familiariser avec l'histoire des médias en Occident, mais nous regrettons le manque d'uniformité entre les parties des deux auteurs.

---

<sup>16</sup> Alexander Andrews, *The History of British Journalism, from the Foundation of the Newspaper Press in England to the Repeal of the Stamp Act in 1855*, London, Richard Bentley, 1859, 2 vol ; James Grant, *The Newspaper Press; Its Origin--Progress--and Present Position*, London, Tinsley Bros, 1871-1872, 3 vol ; J.B. Williams, *A History of English Journalism to the Foundation of the Gazette*, London, Longmans, 1908, 293 p.

<sup>17</sup> R.K. Webb, *The British Working Class Reader, 1790-1848*, London, G. Allen and Unwin, 1955, 192 p. ; Asa Briggs, *Press and Public in Early Nineteenth-Century Birmingham*, Oxford, Printed for the Dugdale Society, 1948, 29 p.

<sup>18</sup> Asa Briggs et Peter Burke, *A Social History of the Media: from Gutenberg to the Internet*, Cambridge, Polity, 2002, viii-374 p.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 5.



Ces dernières années, les principaux axes de recherche en histoire de la presse britannique concernent le rôle social de la presse, l'étude de la *people's press* et les rapports du peuple avec les médias<sup>20</sup>. Dans la plupart des cas, les journaux sont présentés comme un moyen d'influencer les classes populaires<sup>21</sup>. Conçue sur ce modèle, une monographie de l'historien Martin Conboy se révèle particulièrement utile à notre recherche. Dans *The Press and Popular Culture*<sup>22</sup>, l'auteur réalise une analyse comparative de la presse populaire en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Selon lui, la presse populaire américaine, qui se manifeste d'abord par la presse à un sou (*penny press*) et ensuite par la presse jaune (*yellow journalism*), s'est développée grâce à des innovations dans le style et dans la présentation matérielle. Les journaux à un sou se caractérisent par un prix de vente beaucoup moins élevé que les autres journaux de l'époque et la simplicité de leurs propos. Le premier journal populaire à un sou aux États-Unis, le *New York Sun* de Benjamin H. Day's, repousse les limites du journalisme en 1833 grâce à l'ajout d'une section d'offres d'emplois destinée aux ouvriers, l'embauche de camelots dans les quartiers populaires de New York et la location d'espaces publicitaires pour les plus petits commerçants de la ville. En 1835, James Gordon Bennett innove à son tour en organisant le contenu du *New York Herald* autour de trois thèmes : les nouvelles locales, les crimes et les sports. La formule introduite par Bennett a grandement influencé ce que l'on désignera dans les années 1880-1890 comme le courant du *New Journalism*. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la compétition entre le *New York World* de Joseph Pulitzer et le *New York Journal* de William Randolph Hearst conduit à la création d'une nouvelle catégorie de journaux sensationnalistes que l'on qualifiera de « presse jaune ». Contrairement à la presse à un sou qui tentait de rejoindre les masses en misant sur son accessibilité sur le plan du

<sup>20</sup> À titre d'exemples, citons Hannah Barker, *Newspapers, Politics, and English Society, 1695-1855*, Harlow, Longman Books, 2000, 246 p. ; Mark Hampton, *Visions of the Press in Britain, 1850-1950*, Chicago, University of Illinois Press, 2004, 232 p.

<sup>21</sup> Le sociologue marxiste Michael Burrage évoquait déjà la prédominance de cette thèse dans un article de 1969 : Michael Burrage, « Two Approaches to the Study of Mass Media », *Archives européennes de sociologie*, vol. 10, n° 2, 1969, p. 238-253.

<sup>22</sup> Martin Conboy, *The Press and Popular Culture*, London, Sage Publications, 2002, 194 p.

prix aussi bien que du contenu, la presse jaune table sur une nouvelle formule journalistique axée sur le divertissement et le sensationnalisme. Pendant la période des journaux jaunes, la presse populaire américaine est caractérisée par l'apparition des premiers quotidiens en format tabloïd, l'utilisation de la couleur, ainsi que la montée en popularité des bandes dessinées et des caricatures.

La presse populaire britannique, pour sa part, réussit à s'établir en exprimant des idées populistes et en défendant les droits des « petites gens ». Le style et la forme populaires, répandus aux États-Unis, ne semblent présents en Grande-Bretagne que dans les journaux du dimanche. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'apparition de journaux comme le *Daily Star*, le *Daily Mail* et le *Daily Express*, que la formule de la *Sunday press* est étendue sur une base quotidienne. Alfred Harmsworth (Lord Northcliffe) est l'un des principaux artisans de l'émergence de la presse populaire en Grande-Bretagne. En 1896, il fonde le *Daily Mail*, qui est considéré comme le premier journal tabloïd. Ce format facilite la distribution et la lecture des journaux dans les transports en commun.

L'ouvrage de Martin Conboy, qui combine les approches de l'histoire sociale et de l'histoire économique, est convaincant et représente une étude incontournable pour tout chercheur qui s'intéresse à l'analyse d'un journal populaire. Il permet d'identifier différents procédés utilisés dans les journaux pour rejoindre un plus large lectorat (accessibilité, sensationnalisme, divertissement, défense des « petites gens », etc.). Dans le cadre de notre recherche, nous tâcherons de vérifier lesquels de ces procédés ont été repris dans le *Montréal-Matin*. De plus, nous tenterons de déterminer si des courants journalistiques comme la presse à un sou et la presse jaune ont influencé, de près ou de loin, la pratique journalistique au *Montréal-Matin*.

En France, les premières recherches professionnelles en histoire de la presse datent du milieu du XX<sup>e</sup> siècle. L'un des principaux artisans de ce champ historiographique est

le journaliste Claude Bellanger. Après s'être intéressé aux journaux français sous l'Occupation, il dirige en 1969 une synthèse de l'histoire de la presse française en quatre volumes<sup>23</sup>. Dans celle-ci, les contributeurs portent une attention particulière à l'influence de la politique sur la presse. Contrairement à l'historiographie britannique qui se concentre sur le rôle social de la presse et l'impact de cette dernière sur la société, les recherches en France concernent souvent les liens qu'entretient la presse avec la sphère politique. Outre la synthèse de Claude Bellanger, celles de Charles Ledré<sup>24</sup> et de Christian Delporte et Fabrice D'Almeida<sup>25</sup> ont elles aussi pour problématique le rôle de la presse dans la politique française. De nombreuses monographies ont également été publiées sur les rapports presse-politique. Pensons encore une fois aux ouvrages de Christian Delporte et de Fabrice D'Almeida<sup>26</sup>, mais aussi à ceux de Daniel Cornu, de Jacques Le Bohec et de Géraldine Muhlmann<sup>27</sup>. Le livre de Jacques Le Bohec est particulièrement enrichissant. D'abord, l'auteur étudie les obstacles à l'analyse des rapports presse-politique. Selon lui, l'analyse de contenu des journaux ne suffit pas à la compréhension des relations entre les journalistes et les politiciens, puisque celles-ci sont bâties sur des alliances inavouées, des compromis, des informations non divulguées ou retardées, etc. Il privilégie par conséquent le recours aux analyses externes pour véritablement saisir la nature des relations entre journalistes et politiciens. Ensuite, Le Bohec étudie le rôle de la presse dans les démocraties libérales. Il note que depuis 1986, la France encourage le retour des journaux d'opinion par l'attribution de subventions, puisqu'ils représentent des

---

<sup>23</sup> Claude Bellanger, (dir.), *Histoire générale de la presse*, Paris, Presses universitaires de France, 1969, 4 vol.

<sup>24</sup> Charles Ledré, *Histoire de la presse*, Paris, Fayard, 1958, 411 p.

<sup>25</sup> Christian Delporte et Fabrice D'Almeida, *Histoire des médias en France : de la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2003, 434 p.

<sup>26</sup> Christian Delporte, *La France dans les yeux...*, op. cit. ; Fabrice D'Almeida, *Images et propagande*, Paris, Casterman, 1995, 191 p.

<sup>27</sup> Daniel Cornu, *Journalisme et vérité : l'éthique de l'information au défi du changement médiatique*, Genève, Labor et Fides, 2009, 486 p. ; Jacques Le Bohec, *Les rapports presse-politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, 253 p. ; Géraldine Muhlmann, *Une histoire politique du journalisme : XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2004, ix-247 p.

instruments stimulant la participation citoyenne<sup>28</sup>. En considérant que le *Montréal-Matin* a longtemps appartenu à un parti politique, l'historiographie française, dominée par les études sur les relations entre la presse et la politique, nous semble particulièrement attrayante pour notre recherche.

Également, nous apprécions l'approche que privilégient certains historiens français dans leur analyse d'un journal. Les ouvrages de Patrick Eveno sur *Le Monde*<sup>29</sup> et de Laurent Martin sur *Le Canard enchaîné*<sup>30</sup> sont axés sur l'histoire d'entreprise du journal. Eveno présente le quotidien *Le Monde* comme un journal indépendant des partis politiques, des puissances financières et des Églises. Il conceptualise l'indépendance comme étant la capacité de défendre sa propre vision de la société. De son côté, Laurent Martin cherche à comprendre comment *Le Canard enchaîné*, qui ne bénéficie d'aucun revenu publicitaire, réussit à survivre depuis 1915 dans le paysage médiatique français. Il soulève le fait que vers la fin des années 1950, le journal, tout en conservant son caractère humoristique et satirique, emprunte la voie de l'enquête. Eveno et Martin présentent, dans leur ouvrage respectif, les fondateurs des journaux, les changements d'administration, les finances et les recettes de l'entreprise, les tirages du journal, la relation entre le patronat et les employés, les différents problèmes internes et externes, etc. Cette approche permet de mieux saisir les changements morphologiques et idéologiques du journal et nous force à considérer ce dernier comme un objet commercial et non pas seulement comme un véhicule d'informations et d'idées. Dans la première section de notre thèse, l'approche que nous avons choisie pour étudier le *Montréal-Matin* s'inspire directement de celle de Patrick Eveno et de Laurent Martin.

---

<sup>28</sup> Jacques Le Bohec, *op.cit.*, p. 126.

<sup>29</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde. 1944-2004*, Paris, Albin Michel, 707 p.

<sup>30</sup> Laurent Martin, *Le Canard enchaîné. Histoire d'un journal satirique, 1915-2005*, Paris, Nouveau Monde, 2005, 774 p.

Aux États-Unis, le pionnier en histoire de la presse est Frank Luther Mott. Il reçoit le prix Pulitzer en 1939 pour l'ouvrage *A History of American Magazines*<sup>31</sup>. Deux ans plus tard, il publie la synthèse *American Journalism: A History of Newspapers in the United States Through 250 Years*<sup>32</sup>. Ces publications et le succès qu'elles obtiennent ont eu pour effet de populariser la pratique de l'histoire de la presse aux États-Unis. En 1981, l'*American Journalism Historians Association* (AJHA) est fondée avec pour objectif de rassembler les « historiens du journalisme ». L'association regroupe aujourd'hui plus de 120 universitaires et publie, quatre fois par année, la revue *American Journalism*.

Une analyse historiographique permet de déceler les grandes tendances en histoire de la presse américaine. Premièrement, des historiens se sont intéressés aux impacts de la société et de l'économie sur la presse. Dans l'une des principales synthèses en histoire de la presse américaine, Edwin Emery et Michael Emery portent une attention particulière aux effets de certains événements socioéconomiques sur les journaux américains<sup>33</sup>. D'autres universitaires préfèrent aborder l'histoire de la presse américaine à travers ses fonctions politiques. Par exemple, dans sa synthèse, le sociologue Michael Schudson choisit comme fil conducteur le développement de l'objectivité dans la presse new-yorkaise et son rôle dans la démocratie<sup>34</sup>. De tels travaux nous incitent à considérer la presse comme un élément central de la pratique du jeu démocratique.

---

<sup>31</sup> Frank Luther Mott, *A History of American Magazines*, Cambridge, Harvard University Press, 1938, 5 vol.

<sup>32</sup> Frank Luther Mott, *American Journalism: A History of Newspapers in the United States Through 250 Years, 1690-1940*, New York, Macmillan Co, 1941, ix-772 p.

<sup>33</sup> Edwin Emery et Michael Emery, *The Press and America: An Interpretative History of the Mass Media*, Boston, Allyn & Bacon, 1999, 698 p.

<sup>34</sup> Michael Schudson, *Discovering the News. A Social History of American Newspapers*, New York, Basic Books, 1978, ix-233 p.



Le collectif *American Journalism : History, Principles, Practices*<sup>35</sup>, sous la direction de David Sloan et de Lisa Mullikin Parcell, reflète bien la dualité entre histoire socioéconomique et histoire politique dans le champ de l'histoire de la presse aux États-Unis. Parmi les trente-huit articles écrits par quarante-et-un collaborateurs, deux ont particulièrement attiré notre attention. Le premier, « Politics and Partisanship » de Ford Risley<sup>36</sup>, dresse un portrait intéressant des débuts de la presse partisane aux États-Unis. Les premiers journaux partisans américains sont apparus lors du *Stamp Act* de 1765. Dans le contexte de lutte pour l'indépendance nationale, des journaux prennent position en faveur des révolutionnaires, tandis que d'autres défendent la Grande-Bretagne. Puis, une fois l'indépendance acquise, la rivalité entre Thomas Jefferson et Alexandre Hamilton, respectivement Secrétaire d'État et Trésorier dans le gouvernement de George Washington, mène à la fondation des premiers partis politiques et du système bipartite. Dans ce contexte d'opposition, Jefferson et Hamilton contribuent financièrement à la fondation de journaux partisans : le *National Gazette* pour les fédéralistes d'Hamilton et le *Gazette of the United States* pour les républicains de Jefferson. Ces journaux sont utilisés pour appuyer les idées et les opinions du parti, mais aussi pour attaquer les positions du camp adverse. Ce chapitre, bien que concis, représente une bonne synthèse sur les origines de la presse partisane et des journaux de partis politiques aux États-Unis.

Erika J. Pribanic-Smith, pour sa part, traite du sensationnalisme et de l'apparition des tabloïds<sup>37</sup>. L'auteure définit le sensationnalisme comme un appel aux émotions fondamentales (la peur, la tristesse, l'horreur, etc.) dans le but de provoquer une forte réaction chez le lecteur. Le recours au sensationnalisme devient une pratique courante dans la presse américaine lors de l'apparition des journaux à un sou. Ces journaux

<sup>35</sup> Lisa Mullikin Parcell et David Sloan, (dir.), *American Journalism : History, Principles, Practices*, Jefferson, McFarland & Company, 2002, 384 p.

<sup>36</sup> Ford Risley, « Politics and Partisanship », dans Lisa Mullikin Parcell et David Sloan, *op. cit.*, p. 14-22.

<sup>37</sup> Erika J. Pribanic-Smith, « Sensationalism and Tabloidism », dans Lisa Mullikin Parcell et David Sloan, *op. cit.*, p. 267-276.

impriment à la une des nouvelles criminelles et des histoires de bandits, telles que les aventures de Jesse James. La presse jaune de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle repousse quant à elle les limites du sensationnalisme et adopte généralement le format tabloïd, déjà populaire en Angleterre. Cette réflexion de Pribanic-Smith sur les différentes formes du sensationnalisme dans la presse nous permettra d'examiner si cette caractéristique est présente dans le *Montréal-Matin*.

Comparativement aux historiographies britannique et française, l'historiographie américaine comprend de nombreuses études de cas sur l'histoire de journaux et plusieurs biographies de grands journalistes. Parfois, les auteurs écrivent simultanément l'histoire d'un journal et la biographie d'un personnage qui y est associé. Le livre *Bennett's New York Herald and the Rise of the Popular Press*<sup>38</sup> de James L. Crouthamel est un bel exemple de cette approche. Dans cet ouvrage, l'auteur réalise l'histoire du *New York Herald*, alors que le journal est la propriété de James Gordon Bennett (1835-1872). Le *New York Herald* de Bennett et le *New York World* de Joseph Pulitzer sont considérés par l'auteur comme les pionniers de la presse populaire américaine. Dans la première partie de son livre, Crouthamel adopte un style biographique afin de présenter les débuts de James Gordon Bennett dans le journalisme. Ensuite, dans la seconde partie, il étudie les éditoriaux de Bennett et la couverture médiatique réalisée par le *New York Herald* lors de certains événements sociopolitiques, tels que la conquête de l'Ouest et la Guerre de Sécession. Bref, étude de cas et biographie cohabitent dans cet ouvrage. Bien qu'intéressante, l'approche utilisée par Crouthamel est trop descriptive et n'accorde pas assez d'importance aux analyses externes. Néanmoins, ce livre démontre qu'un quotidien populaire tel que le *New York Herald* peut chercher à augmenter sa part de marché et en même temps influencer l'opinion publique lors d'événements sociopolitiques importants. Autrement dit, dans les journaux populaires new-yorkais du XIX<sup>e</sup> siècle, la recherche

---

<sup>38</sup> James L. Crouthamel, *Bennett's New York Herald and the Rise of the Popular Press*, Syracuse, Syracuse University Press, 1989, xi-202 p.



d'un large auditoire et de prospérité ne s'accompagne pas nécessairement d'un idéal de neutralité journalistique.

#### 1.2.1.2 Canada

Au Canada anglais, l'histoire de la presse s'inspire largement de la tradition britannique. Plusieurs recherches ont été réalisées dans le cadre des chaires en *Media Studies* et dans les écoles de journalisme, telles que la *Rogers Chair of Studies in Journalism and New Information Technology* de l'University of Western Ontario et la *School of Journalism* de l'University of British Columbia. Ces recherches sont influencées par des approches et des méthodes propres aux *Media Studies*, c'est-à-dire en communication et en études journalistiques.

Paul Rutherford est l'un des pionniers en histoire de la presse au Canada anglais. En 1978, il publie *The Making of Canadian Media*<sup>39</sup>, l'une des rares synthèses sur l'histoire de la presse canadienne. Dans celle-ci, l'auteur privilégie une approche sociale de la presse et porte une attention particulière aux impacts des médias sur la société. Il note que les premiers journaux canadiens s'inscrivent dans un modèle de presse d'opinion et de presse partisane, pour ensuite emprunter la voie des médias de masse entre 1867 et 1930. Dans un article de 1975, Rutherford présente l'émergence de la *people's press*, une étape significative selon lui dans la transformation de l'appareil de presse canadienne<sup>40</sup>. L'auteur définit la *people's press* comme une catégorie de journaux qui jaillit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en réaction aux conventions journalistiques de l'époque ainsi qu'à l'omniprésence de la presse partisane. Influencés par le système de journaux américain, les propriétaires des « journaux du

<sup>39</sup> Paul Rutherford, *The Making of the Canadian Media*, Montréal-Toronto, McGraw-Hill, 1978, xi-141 p.

<sup>40</sup> Paul Rutherford, « The People's Press : The Emergence of the New Journalism in Canada, 1869-99 », *Canadian Historical Review*, vol. 56, n° 2, 1975, p. 169-191.

peuple » sont d'avis que le rôle de la presse est de participer à l'éducation citoyenne et de servir de tribune pour le peuple. À Montréal, *La Presse* et *The Montreal Star* adoptent cette forme journalistique. L'article de Paul Rutherford permet de réaliser l'importance prise par la *people's press* canadienne au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi le caractère éphémère de celle-ci.

Parmi les autres ouvrages notoires en histoire de la presse canadienne, mentionnons ceux de Douglas Fetherling, de Stephen Ward et de Cecil Rosner. Dans *The Rise of the Canadian Newspaper*<sup>41</sup>, Fetherling aborde l'histoire de la presse canadienne en étudiant les liens qui unissent les premiers journaux aux partis politiques. La démarche est intéressante, mais en présentant la presse comme une marche progressive vers la liberté et l'indépendance, l'auteur fait souvent preuve de téléologie. Stephen Ward, pour sa part, examine l'évolution du concept d'objectivité<sup>42</sup>. Selon lui, un changement d'éthique journalistique se produit dans les années 1920. Alors qu'auparavant les journalistes définissaient l'objectivité par le fait de ne déplaire à aucun lecteur, les reporters des années 1920 à 1950 visent plutôt un idéal d'objectivité qui consiste à ne présenter que des faits épurés de toute opinion. Ward termine en proposant la théorie de « l'objectivité pragmatique », où il invite les journalistes à délaisser la traditionnelle perspective littéraire au profit d'une perspective contemporaine plus scientifique.

Dans *Behind the Headlines: A History of Investigative Journalism in Canada*<sup>43</sup>, Cecil Rosner explore une facette importante des relations entre les médias et la politique au Canada : le journalisme d'enquête. En donnant de nombreux exemples de grandes enquêtes journalistiques, l'auteur souligne que celles-ci ont souvent eu des impacts

<sup>41</sup> Douglas Fetherling, *The Rise of the Canadian Newspaper*, Toronto, Oxford University Press, 1990, x-130 p.

<sup>42</sup> Stephen Ward, *The Invention of Journalism Ethics: the Path to Objectivity and Beyond*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2006, xii-360 p.

<sup>43</sup> Cecil Rosner, *Behind the Headlines: A History of Investigative Journalism in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 2008, 272 p.

dans la société et des répercussions sur la scène politique. La thèse de Rosner est intéressante pour nous. En effet, aux chapitres six et sept, nous tenterons de déterminer si le journalisme d'enquête pratiqué au *Montréal-Matin* répond à des fins partisans. Par exemple, est-ce que les journalistes réalisent des enquêtes lorsque les libéraux forment le gouvernement dans le but de soulever des scandales? De plus, est-ce que le journal publie des enquêtes défavorables au gouvernement alors que c'est l'Union nationale qui est au pouvoir?

Toujours dans l'historiographie canadienne-anglaise, il convient de considérer les travaux de Daniel J. Robinson sur les sondages et le pouvoir de la publicité dans les médias<sup>44</sup>, ainsi que ceux de Mary Vipond, spécialiste de la radiodiffusion<sup>45</sup>. Dans *The Measure of Democracy*, Robinson examine l'implantation de la pratique des sondages d'opinion au Canada. Selon lui, l'apparition des sondages résulte de la rencontre des objectifs de trois groupes : les entreprises qui désirent mieux cibler leur marché, les médias qui souhaitent connaître leur lectorat et les spécialistes des sciences sociales qui cherchent à mettre en pratique leur savoir. Aussi, il note que la pratique des sondages d'opinion au Canada est grandement influencée par le modèle américain. L'ouvrage de Robinson est une référence pertinente pour ceux et celles qui s'intéressent au rapport de la presse avec l'opinion publique. Les recherches de Mary Vipond, pour leur part, permettent de mesurer l'impact qu'a eu l'arrivée de la radio sur la presse écrite canadienne, dans les années 1920 et 1930, et de comprendre également la collaboration qui s'est établie entre ces deux médias de masse.

Enfin, soulignons qu'en 2004, des universitaires canadiens-anglais (Patricia Lockhart Fleming, John Hare) et québécois (Claude Galarneau, Gilles Gallichan, Jean-Pierre Wallot) ont collaboré pour traiter des débuts de la presse canadienne dans le

<sup>44</sup> Daniel J. Robinson, *The Measure of Democracy: Polling, Market research, and Public life, 1930-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, ix-252 p.

<sup>45</sup> Mary Vipond, *Listening in: The First Decade of Canadian Broadcasting, 1922-1932*, Montréal/Buffalo, McGill-Queen's University Press, 1992, xvii-380 p.

quatrième chapitre du collectif *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*<sup>46</sup>. Ces textes brossent le portrait des premiers propriétaires de journaux et de l'appareil de presse canadien. Ils soulignent la difficile conquête de la liberté de presse, présentent les premières luttes idéologiques entre journaux et permettent plus globalement de comprendre l'émergence des presses d'opinion, de combat et partisane à la suite de l'adoption de l'Acte constitutionnel de 1791.

### 1.2.1.3 Québec

En ce qui a trait à l'historiographie québécoise, deux approches ont servi à l'étude de la presse : l'analyse de contenu et l'analyse du « contenant ». D'abord, les historiens se sont intéressés à l'analyse de contenu idéologique et littéraire des journaux québécois. Citons, à titre d'exemples, les travaux de John Hare et de Jean-Pierre Wallot sur les imprimés bas-canadiens au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>47</sup>, ainsi que la série *Idéologies au Canada français* de Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Jean Hamelin<sup>48</sup>. Cette dernière constitue une œuvre pionnière qui permet de connaître les idées défendues dans différents journaux entre 1850 et 1976<sup>49</sup>. De son côté, le groupe réuni autour de Maurice Lemire effectue, dans le *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*<sup>50</sup>, une analyse de contenu littéraire de certains journaux canadiens-français, tels que *Le Fantasque* de Napoléon Aubin et *La Lanterne* d'Arthur Buies. Comme le souligne l'historienne Fernande Roy dans un bilan historiographique

<sup>46</sup> Patricia Lockhart Fleming et coll., « Les chemins de l'innovation », *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada. Des débuts à 1840*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2004, p. 65-97.

<sup>47</sup> John Hare et Jean-Pierre Wallot, *Les imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1810*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1967, xxiii-381 p.

<sup>48</sup> Fernand Dumont et coll., *Idéologies au Canada français*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971-1981, 4 vol.

<sup>49</sup> Parmi les journaux étudiés, nous retrouvons des périodiques tels que *La Lanterne*, *L'Union*, *Le Nationaliste*, *Le Franc-Parleur*, *La Croix*, *Clarté*, *La Nation*, *Combat* et *Parti-Pris*, ainsi que des quotidiens tels que *Le Devoir*, *Le Soleil* et *L'Action catholique*.

<sup>50</sup> Maurice Lemire et coll., *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, Montréal, Fides, 1971-, 8 vol.

significatif en histoire de la presse<sup>51</sup>, la majorité des recherches restent encore, au tournant des années 2010, axées sur l'analyse de contenu des journaux. Par contre, le regard des historiens se pose, à présent, davantage sur le contenu culturel que sur le contenu idéologique. Sans remettre en question l'apport scientifique de ces études de contenu, Roy regrette que l'histoire des « contenants », en l'occurrence les journaux, soit encore largement ignorée. À ce jour, au Québec, l'étude de la presse a été considérée moins comme une fin en soi que comme une manière privilégiée de connaître les mentalités et les idéologies d'une époque.

Les premières recherches québécoises sur la presse ont été réalisées dans les années 1960 par les historiens André Beaulieu et Jean Hamelin. En 1966, ces derniers publient « Aperçu du journalisme québécois<sup>52</sup> », un article dans lequel ils esquissent les transformations du journalisme, classifient les journaux et circonscrivent les pôles de pensée. Il s'agit du premier texte scientifique sur l'histoire de la presse québécoise, mais aussi de la première tentative de synthèse. Le principal mérite de cet article, en dehors des nombreuses pistes de réflexion qu'il propose, demeure la présentation des grandes étapes de l'histoire de la presse au Québec. Les auteurs affirment que les origines de la presse québécoise datent du passage au régime britannique en 1763, que par la suite, le XIX<sup>e</sup> siècle fait figure d'âge d'or de la presse d'opinion et, enfin, que la fin du XIX<sup>e</sup> siècle constitue une période de grandes transformations du journalisme qui mènent à l'établissement de la presse d'information et commerciale vers 1914.

---

<sup>51</sup> Fernande Roy, « Recent Trends in Research on the History of the Press in Quebec: Towards a Cultural History », dans Gene Allen & Daniel J. Robinson, (dir.), *Communicating in Canada's past. Essays in Media History*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 257-270.

<sup>52</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, « Aperçu du journalisme québécois d'expression française », *Recherches sociographiques*, vol. 7, n° 3, 1966, p. 305-348.



À la fin des années 1960, André Beaulieu et Jean Hamelin entreprennent la réalisation de l'ouvrage de référence *La presse québécoise des origines à nos jours*<sup>53</sup>, un inventaire en dix volumes des périodiques québécois publiés entre 1764 et 1975. Cet inventaire fournit de précieuses informations sur les anciens périodiques québécois (date et lieu de publication, périodicité, tarif d'abonnement, tirage, lieu de conservation, noms de personnes ayant joué un rôle important dans la vie du périodique, etc.). Bien que ces ouvrages comportent quelques erreurs, ils ont ouvert la voie à la pratique de l'histoire de la presse au Québec et demeurent des références incontournables.

Au cours des années 1970 et 1980, des historiens se sont intéressés à l'histoire de la presse québécoise. Certains ont posé leur regard sur les premiers journaux publiés au lendemain de la Conquête de 1760. Par exemple, Jean-Paul de Lagrave a traité de la fondation de *La Gazette de Québec* en 1764 par William Brown et Thomas Gilmore, et de *La Gazette littéraire de Montréal*<sup>54</sup> en 1778 par Fleury Mesplet<sup>55</sup>. D'autre part, le développement de la presse canadienne-française au XIX<sup>e</sup> siècle est relativement bien connu grâce aux travaux de Claude Galarneau. En 1984, ce dernier publie un article synthèse sur l'histoire de la presse préconfédérative<sup>56</sup>. Il s'intéresse spécialement aux innovations techniques et aux principaux acteurs de l'histoire de la presse, en plus de souligner l'emprise de la sphère politique sur les journaux de cette époque.

<sup>53</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973-1990, 10 vol.

<sup>54</sup> Plus récemment, l'intégralité de *La Gazette littéraire de Montréal* a été rééditée dans une anthologie présentée par Nova Doyon : *La Gazette littéraire de Montréal (1778-1779)*, annotée par Jacques Cotnam avec la collaboration de Pierre Hébert, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011, 977 p.

<sup>55</sup> Jean-Paul de Lagrave, *Les origines de la presse au Québec, 1760-1791*, Montréal, Éditions de Lagrave, 1975, 157 p.

<sup>56</sup> Claude Galarneau, « La presse périodique au Québec, de 1764 à 1859 », *Mémoires et comptes rendus de la Société royale du Canada*, 4<sup>e</sup> série, XII, 1984, p. 143-166.



La transformation de la presse québécoise au tournant du XX<sup>e</sup> siècle est assurément la période la mieux documentée de notre historiographie, grâce surtout aux travaux de Jean de Bonville, l'un des principaux auteurs en histoire de la presse au Québec. En 1988, celui-ci fait paraître *La presse québécoise de 1884 à 1914, genèse d'un média de masse*<sup>57</sup>, un ouvrage dans lequel il dresse un portrait approfondi de la presse québécoise entre 1884 et 1914. Selon l'auteur, cette période est caractérisée par des changements majeurs dans la façon de concevoir et de pratiquer le journalisme écrit au Québec. Jean de Bonville soutient que la presse d'opinion est pensée en fonction de transmettre des idées politiques et de convaincre le lectorat, tandis que la presse d'information s'inscrit dans une logique de capitalisme marchand et cherche à engendrer des profits en servant de support à la publicité. L'auteur présente les facteurs permettant le passage du paradigme de la presse d'opinion vers celui de la presse d'information. Dans un premier temps, l'industrialisation, l'urbanisation et l'alphabétisation qui accompagnent la modernité permettent aux entreprises de presse d'augmenter leur lectorat. Ensuite, les innovations en matière de communication (le télégraphe et le téléphone) et de transport (les chemins de fer et le bateau à vapeur) contribuent à accélérer la cueillette des informations et la diffusion des journaux. Finalement, la nouvelle presse rotative permet d'augmenter la quantité et la rapidité de la production de journaux. D'une presse destinée à l'élite, nous passons à une presse destinée à la masse. Les statistiques fournies par l'auteur sont révélatrices. En 1884, le tirage total des quotidiens québécois est de 104 913 exemplaires, tandis qu'en 1914, ce même tirage atteint 518 720 exemplaires<sup>58</sup>. Le changement paradigmatique décrit par Jean de Bonville est convaincant. Son analyse permet, entre autres, de confirmer que l'avènement de la publicité comme source de revenus oblige les propriétaires de journaux à augmenter leurs tirages et, par le fait même, leurs tarifs publicitaires. Pour rejoindre un plus grand lectorat, l'accent est mis sur la nouvelle et

---

<sup>57</sup> Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, 416 p.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 254.

l'information. Nous sommes d'accord avec la thèse de l'auteur. Par contre, comme nous l'avons souligné en ouverture, nous croyons qu'un journal d'information est apte à mener des combats idéologiques et qu'il n'a pas forcément à souscrire, du moins pas dans tous les contextes, à l'idéal de neutralité qu'associe Jean de Bonville à la presse d'information.

En 1999, Jean de Bonville poursuit son examen de la presse québécoise du tournant du XX<sup>e</sup> siècle en analysant l'influence du « nouveau journalisme » américain et de sa variante de la « presse jaune » sur les journaux montréalais<sup>59</sup>. Il considère que certains quotidiens, comme *La Presse* et le *Star*, s'inspirent durant quelques années de cette formule journalistique. Ces journaux défendent les intérêts des « petites gens », font de l'autopromotion, accordent une plus grande importance aux reportages, aux nouvelles locales et aux faits divers, commencent à utiliser les illustrations et la couleur, etc. Si certains éléments du « nouveau journalisme », comme le sensationnalisme, sont rapidement écartés, d'autres, comme les techniques de reportage et la présence de faits divers et de nouvelles locales, se banalisent dans la presse montréalaise.

D'autre part, des historiens se sont intéressés à certaines catégories de journaux. Premièrement, Dominique Marquis s'est penchée sur les relations entre la presse et l'Église catholique à l'ère des journaux d'information. Dans *Un quotidien pour l'Église : L'Action catholique, 1910-1940*<sup>60</sup>, elle analyse le développement de la presse catholique au Québec en prenant pour témoin le quotidien *L'Action catholique*, l'organe de l'Action sociale catholique. Marquis souscrit à la thèse de Jean de Bonville en affirmant que « pour de multiples raisons, les journaux politiques du XIX<sup>e</sup> siècle, engagés dans des luttes pour faire prévaloir une idée sur une autre ou un

<sup>59</sup> Jean de Bonville, « Le "nouveau journalisme" américain et la presse québécoise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », dans Florian Sauvageau, (dir.), *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1999, p. 73-100.

<sup>60</sup> Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église...*, op. cit.

parti sur un autre, ont tranquillement dû céder leur place, au XX<sup>e</sup> siècle, à une presse d'information plus orientée sur la nouvelle que sur le commentaire<sup>61</sup> ». Toutefois, l'auteure soutient que l'Église catholique, par l'entremise du journal *L'Action catholique*, ne renonce pas à sa volonté d'influencer. En analysant la pratique journalistique du journal, elle montre de façon concluante que l'Église catholique apprivoise et s'approprie la presse pour diffuser ses idées. Mentionnons également que dans le cinquième chapitre de son ouvrage, qui porte sur les sources de financement, l'auteure aborde les relations de *L'Action catholique* avec le gouvernement de l'Union nationale. Cette analyse révèle que non seulement ce journal catholique est favorable aux politiques de Maurice Duplessis, mais aussi qu'il a profité de généreux contrats d'impression du gouvernement unioniste. L'ouvrage de Marquis permet donc de se familiariser avec l'histoire d'un quotidien d'information qui maintient des objectifs idéologiques malgré le changement de paradigme.

Dans son mémoire de maîtrise, Andréanne Guérin examine pour sa part la réaction de l'épiscopat québécois à l'industrialisation de la presse lors du changement paradigmatique de 1884-1914<sup>62</sup>. En analysant la correspondance privée des évêques, Guérin conclut que l'Église est irritée par l'industrialisation de la presse, spécialement par la montée du sensationnalisme, mais que, finalement, elle accepte de participer à cette nouvelle forme de presse en tentant d'influencer le contenu des grands quotidiens.

D'autres historiens ont porté leur attention à la presse régionale. Parmi les recherches récentes, nous ne pouvons passer sous silence la thèse de doctorat de Maude Roux-

---

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>62</sup> Andréanne Guérin, *La réaction de l'épiscopat québécois à l'industrialisation de la presse, 1884-1914*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université Laval, 2006, vii-158 p.

Pratte sur *Le Bien public* et ses réseaux<sup>63</sup>. La compagnie Le Bien public gère un hebdomadaire catholique, une maison d'édition et une imprimerie. Roux-Pratte associe les succès de cette compagnie à sa situation privilégiée dans différents réseaux. En effet, les dirigeants du Bien public entretiennent des contacts dans les milieux littéraires et cléricaux, ainsi qu'au sein du gouvernement provincial. L'étude de Maude Roux-Pratte permet d'être au fait des positions conservatrices du *Bien public* et de ses relations privilégiées avec le gouvernement de l'Union nationale. Mais en dehors de la perspective de l'histoire de la presse, elle représente aussi un bel exemple de recherche historique conçue à partir de l'approche de l'étude des réseaux.

Des historiens se sont intéressés aux artisans de la presse québécoise. Dans un mémoire de maîtrise remarquable, Christiane Campagna examine le rôle de la presse selon les propriétaires et les rédacteurs des journaux montréalais entre 1830 et 1880<sup>64</sup>. En analysant les prospectus et les éditoriaux qui accompagnent la fondation, l'achat ou la relance des périodiques, Campagna confirme la volonté des propriétaires et des rédacteurs des journaux du XIX<sup>e</sup> siècle de contribuer au façonnement de l'opinion publique. Selon eux, le rôle de la presse est d'éduquer, d'influencer et de plaire. Campagna note que la fonction d'éducation est souvent présentée en priorité, mais qu'en réalité, les journaux cherchent surtout à influencer. L'auteure souligne également la dépendance des journaux d'opinion à l'égard du financement du gouvernement, d'un parti, de l'archevêché ou d'une association<sup>65</sup>.

---

<sup>63</sup> Maude Roux-Pratte, *Le Bien public (1909-1978) : un journal, une maison d'édition, une imprimerie la réussite d'une entreprise mauricienne à travers ses réseaux*, Thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 2008, 357 p.

<sup>64</sup> Christiane Campagna, *Le rôle de la presse selon les propriétaires et rédacteurs des journaux montréalais, 1830-1880*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 1998, 144 p.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 111.

Florence Le Cam, pour sa part, s'est intéressée, dans *Le journalisme imaginé*<sup>66</sup>, à la profession journalistique au Québec entre 1880 et 2000. Son approche rappelle celle de l'historien français Christian Delporte dans *Les journalistes en France (1880-1950)*<sup>67</sup>. À l'instar de ce dernier, elle aborde l'histoire des journalistes par le truchement de leurs regroupements professionnels, de leurs luttes et de leurs revendications syndicales, en plus de retracer les étapes vers la professionnalisation du métier de journaliste. À l'aide des documents administratifs émanant de différentes organisations professionnelles de journalistes québécois, elle analyse la manière dont celles-ci « imaginent » le journalisme. L'auteure considère que leur rapport à la nation alimente et sert de fil conducteur à la réflexion des journalistes. Utile pour connaître l'histoire de la profession journalistique au Québec, cet ouvrage permet aussi de se familiariser avec les grandes luttes syndicales et les réglementations dans le milieu de la presse québécoise. La période correspondant aux premières années du *Montréal-Matin* est notamment présentée comme le réveil syndical des journalistes<sup>68</sup>.

Jocelyn Saint-Pierre a lui aussi abordé l'histoire des artisans du journalisme québécois. Dans *Histoire de la Tribune de la presse à Québec*<sup>69</sup>, il examine les relations entre les journalistes parlementaires et les politiciens à l'Assemblée législative du Québec, entre 1871 et 1959. Selon l'auteur, la presse politique au Québec s'inspire principalement du modèle anglais, mais aussi des modèles américain et français. En Angleterre, la diffusion de l'information parlementaire est « tolérée » depuis 1768. Par la suite, les journalistes parlementaires anglais luttent pour obtenir une reconnaissance officielle, et leurs gains sont élargis à l'ensemble de

---

<sup>66</sup> Florence Le Cam, *Le journalisme imaginé. Histoire d'un projet professionnel au Québec*, Montréal, Leméac, 2009, 255 p.

<sup>67</sup> Christian Delporte, *Les journalistes en France (1880-1950) : naissance et construction d'une profession*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, 449 p.

<sup>68</sup> Florence Le Cam, *op. cit.*, p. 59.

<sup>69</sup> Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.



l'Empire britannique, dont la colonie du Québec<sup>70</sup>. L'ouvrage de Jocelyn Saint-Pierre permet de prendre connaissance des différents lieux associés à la Tribune de la presse à Québec, ainsi que du fonctionnement du métier de journaliste parlementaire. Par exemple, dans le cinquième chapitre, l'auteur explique le système du « pool », grâce auquel les journalistes de différents journaux mettent leur travail en commun en se relayant pour s'assurer de ne rien manquer des débats en chambre. À la fin de 1949, Saint-Pierre identifie deux « pools » distincts. Le premier se compose des journalistes de *L'Action catholique*, du *Montréal-Matin* et de *La Presse*, tandis que le second regroupe ceux de *L'Événement*, du *Soleil*, de *La Tribune* et du *Nouvelliste*<sup>71</sup>. Bref, les « pools » et les alliances entre journalistes parlementaires semblent se constituer selon les allégeances politiques de leur journal. Bien que la recherche de Saint-Pierre soit concluante, notre seule réserve concerne l'utilisation que fait l'auteur de certaines références. En effet, lorsqu'il traite des journalistes parlementaires sous l'ère duplessiste, Jocelyn Saint-Pierre se réfère régulièrement aux idées développées par Conrad Black<sup>72</sup>. Or, comme nous le verrons, la biographie de Maurice Duplessis écrite par Black n'est pas des plus rigoureuses.

Dans ses recherches, Jean Charron s'est lui aussi intéressé aux relations entre la presse parlementaire et les acteurs politiques au Québec. Dans *La production de l'actualité*<sup>73</sup>, il examine le système d'interactions dans lequel se rencontrent les journalistes et les sources politiques. À l'aide de la méthode d'analyse systémique-stratégique, il retrace également les modalités des interrelations entre les différents acteurs. Charron a réalisé des entrevues anonymes avec des journalistes, des politiciens et des attachés de presse afin de mieux saisir les intérêts et les stratégies de chacun. Il explique que les politiciens essaient de contrôler l'information en misant

---

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 26-27.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>72</sup> Conrad Black, *Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, 2 vol.

<sup>73</sup> Jean Charron, *La production de l'actualité. Une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques*, Montréal, Boréal, 1994, 446 p.

sur la routine organisationnelle de la Tribune de la presse et en nouant des relations privilégiées avec certains journalistes. Les courriéristes, pour leur part, tentent de bâtir des réseaux d'informateurs pour ne pas être dépendants d'une seule source politique. L'ouvrage de Charron éclaire le système d'interactions et d'interdépendances entre les journalistes parlementaires et les sources politiques. Il permet aussi de prendre conscience que la nouvelle parlementaire est une construction symbolique qui découle d'un jeu d'influence entre journalistes et politiciens.

En 2006, Charron publie deux articles sur le discours du journalisme politique au Québec. Dans un premier article, il examine l'évolution de la subjectivation dans des textes consacrés à la politique dans *Le Devoir* et *La Presse* entre 1945 et 1995<sup>74</sup>. En étudiant la fréquence de quatre indicateurs linguistiques de subjectivité énonciative (attributions d'état psychologique, connecteurs logiques, modalités subjectives et énoncés prospectifs), Charron montre qu'à partir des années 1960 et 1970, les journalistes accordent une plus grande place à la subjectivité dans leurs écrits sur la politique. Dans un second article, qui exploite le même corpus, l'auteur aborde les modalités du discours rapporté dans les articles politiques de *La Presse* et du *Devoir*<sup>75</sup>. Plus précisément, il observe la mise en scène du discours politique à travers la citation journalistique. Encore une fois, l'auteur note un changement d'approche à partir des années 1960. En 1945 et en 1955, les journalistes privilégient la figure du journaliste-reporter en laissant parler les acteurs politiques et en misant sur la citation directe mais, progressivement, ils délaissent cette figure pour adopter celle du journaliste-analyste qui leur permet de poser un regard critique sur la nouvelle. Il s'agit d'une thèse intéressante à laquelle nous tenterons de contribuer en observant,

<sup>74</sup> Jean Charron, « Subjectivation du discours du journalisme politique au Québec, 1945-1995 », *Mots. Les langages du politique*, n° 82, 2006, p. 81-94.

<sup>75</sup> Jean Charron, « Journalisme, politique et discours rapporté : évolution des modalités de la citation dans la presse écrite au Québec : 1945-1995 », *Politique et Sociétés*, vol. 25, n°s 2-3, 2006, p. 147-181.

lorsque la situation se présentera, le rapport des journalistes du *Montréal-Matin* au discours rapporté.

En 2012, Jean Charron et Jocelyn Saint-Pierre poursuivent l'étude de la pratique du journalisme parlementaire en observant la manière dont les journalistes du *Devoir* ont, entre 1915 et 2006, couvert les activités parlementaires à Québec<sup>76</sup>. À l'aide d'un modèle d'analyse original, ils s'intéressent à la forme des articles en provenance de la Tribune de la presse. De 1915 à 1945, notent-ils, les textes des courriéristes sont principalement des comptes rendus des discours prononcés en chambre. Les articles de 1955 et 1965 adoptent une forme hybride entre le compte rendu et la nouvelle, tandis qu'à partir de 1975, la nouvelle s'impose comme le genre dominant. L'article de Charron et Saint-Pierre permet de mieux connaître la nature des rapports entre la presse et les institutions politiques, de noter le jeu mutuel d'influence entre les journaux et les parlementaires, mais aussi, il apporte un élément original à notre connaissance du *Devoir*.

Plusieurs universitaires se sont intéressés à l'histoire du *Devoir*. Il s'agit assurément du quotidien le mieux connu et le plus documenté dans l'historiographie québécoise. Le journal fondé par Henri Bourassa a fait l'objet de nombreux articles et de quelques ouvrages. Mentionnons tout d'abord le livre grand public *Le Devoir* de Pierre-Philippe Gingras<sup>77</sup>. L'auteur y retrace l'histoire du quotidien de sa fondation en 1910 jusqu'au début des années 1980. La section sur les années 1947-1963, alors que le journal est sous la direction de Gérard Filion, nous intéresse davantage. Dans celle-ci, Gingras aborde le changement d'allégeance politique du *Devoir* durant les années 1950 et il présente les conflits qui ont opposé les journalistes du *Devoir* à l'Union

---

<sup>76</sup> Jean Charron et Jocelyn Saint-Pierre, « Les formes du journalisme parlementaire au *Devoir* », *Communication* [En ligne], vol. 29, n° 2, 2012, (<http://communication.revues.org/2842>), consulté le 13 juillet 2012.

<sup>77</sup> Pierre-Philippe Gingras, *Le Devoir*, Montréal, Libre Expression, 1985, 295 p.

nationale. Toutefois, il est dommage que l'auteur cite rarement ses sources et que le livre soit dépourvu de références.

Le collectif *Le Devoir, reflet du 20<sup>e</sup> siècle*<sup>78</sup>, sous la direction de Robert Lahaise, constitue une meilleure référence. Les collaborateurs y abordent l'histoire du *Devoir* en examinant différentes sections du journal, tels que les pages littéraires (Réginald Hamel) et les critiques musicales (Normand Baillargeon et Jean Pichette). D'autres étudient le rapport du journal à l'art (Laurier Lacroix), à la science (Yves Gingras) et à l'économie (Michel Nadeau). Également, certains analysent les positions du journal sur des questions de société, comme le syndicalisme (Jacques Rouillard) et le suffrage féminin (Diane Lamoureux). Suzanne Clavette et Robert Comeau, pour leur part, observent l'évolution des relations entre *Le Devoir* et l'Union nationale entre 1947 et 1959<sup>79</sup>. Selon les auteurs, *Le Devoir* s'éloigne de l'Union nationale dès la fin des années 1940<sup>80</sup> et ils concluent que *Le Devoir* des années 1950 représente mieux le mouvement antiduplessiste que la revue *Cité libre*<sup>81</sup>.

Outre *Le Devoir* et *L'Action catholique*<sup>82</sup>, les autres quotidiens québécois du XX<sup>e</sup> siècle ont rarement été l'objet d'ouvrages scientifiques. Néanmoins, signalons l'existence de quelques monographies grand public, tels que *Le roman du Soleil : un journal dans son siècle*<sup>83</sup> de Louis-Guy Lemieux, *Histoire de La Presse*<sup>84</sup> de Cyrille

<sup>78</sup> Robert Lahaise, (dir.), *Le Devoir, reflet du Québec au 20<sup>e</sup> siècle*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1994, 504 p.

<sup>79</sup> Suzanne Clavette et Robert Comeau, « Grandeur et misère d'un antiduplessisme de 1947 à 1959 », dans Robert Lahaise, *op. cit.*, p. 345-373.

<sup>80</sup> *Le Devoir* appuie Duplessis à l'élection de 1948, mais c'est faute de pouvoir faire confiance aux libéraux de l'époque après l'épisode de la conscription.

<sup>81</sup> Suzanne Clavette et Robert Comeau, *op. cit.*, p. 366.

<sup>82</sup> Concernant les études dédiées au quotidien *L'Action catholique*, rappelons la monographie de Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église*, *op. cit.*, ainsi que le livre de Richard Jones, *L'idéologie de L'Action catholique, 1917-1939*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1974, 359 p.

<sup>83</sup> Louis-Guy Lemieux, *Le roman du Soleil : un journal dans son siècle*, Sillery, Septentrion, 1997, 299 p.

<sup>84</sup> Cyrille Felteau, *Histoire de La Presse*, Montréal, Éditions La Presse, 1983-1984, 2 vol.

Felteau et *L'information-opium : une histoire politique du journal La Presse*<sup>85</sup> de Pierre Godin. Ces livres, rédigés par des journalistes, brossent un portrait général de l'histoire du *Soleil* et de *La Presse*.

Au total, nous constatons que les origines de la presse et l'émergence de la presse d'information entre 1884 et 1914 représentent des périodes de l'histoire de la presse relativement bien documentées. Certains auteurs se sont intéressés à l'histoire de la profession journalistique, alors que d'autres ont porté leur attention sur des catégories de journaux, comme la presse catholique et la presse régionale. Également, nous remarquons que *Le Devoir* est le journal le mieux connu de l'historiographie québécoise. Cela dit, plusieurs journaux importants de l'histoire de la presse au Québec n'ont toujours pas fait l'objet d'études scientifiques approfondies. Les journaux d'information populaire ont particulièrement été négligés. D'autre part, à l'exception de Jean Charron et de Jocelyn Saint-Pierre, peu de chercheurs se sont penchés sur les relations entre la presse et la sphère politique en dehors de l'analyse de contenu idéologique. À ce jour, aucune recherche n'a été réalisée sur la situation d'un quotidien de parti politique à l'ère des médias de masse au Québec. En étudiant le *Montréal-Matin*, nous contribuons à corriger ces lacunes de l'historiographie. Puisque ce journal a longtemps appartenu à l'Union nationale, il convient maintenant de présenter les principales études réalisées sur ce parti politique.

### 1.2.2 Les recherches sur l'Union nationale et sur le duplessisme

En 2009, Michel Lévesque et Martin Pelletier ont publié une bibliographie de l'Union nationale afin de recenser les différents écrits sur ce parti et sur ses chefs<sup>86</sup>. Cet outil

---

<sup>85</sup> Pierre Godin, *L'information-opium : une histoire politique du journal La Presse*, Montréal, Parti pris, 1972, 479 p.



de référence comprend de nombreuses entrées, mais nous remarquons que peu d'études ont été réalisées directement sur la formation politique. En fait, l'histoire détaillée de l'Union nationale reste à écrire.

L'Union nationale a parfois elle-même commandé la réalisation de livres sur son histoire. En 1956, en pleine campagne électorale, Robert Rumilly publie *Quinze années de réalisations*<sup>87</sup>, un ouvrage dans lequel il défend le bilan du parti depuis 1936. Également, mentionnons la publication, en 1969, de *L'Union nationale, son histoire, ses chefs, sa doctrine*<sup>88</sup>. Il s'agit d'un petit livre partisan écrit par du personnel politique de l'Union nationale. Destiné aux membres, il visait à leur faire connaître l'origine et l'histoire de leur parti. Les auteurs insistent sur les réalisations passées de la formation politique et terminent en présentant des biographies élogieuses des différents chefs. Ces écrits partisans doivent être considérés davantage comme des sources primaires sur la propagande unioniste que comme de véritables références sur l'histoire du parti.

En 1963, le politologue Herbert F. Quinn publie *The Union Nationale. A study in Quebec nationalism*<sup>89</sup>. L'auteur propose d'abord une synthèse de la vie politique au Québec où il analyse, entre autres, le statut de minorité des Canadiens français, l'influence de l'Église catholique et les conséquences de l'industrialisation et des deux crises de la conscription sur la politique québécoise. Lorsqu'il est question de l'Union nationale, Quinn défend la thèse selon laquelle Duplessis a pris le pouvoir en proposant des idées réformistes et nationalistes, mais qu'une fois élu, il a trahi ses engagements. Le livre brosse un portrait négatif et peu nuancé de l'Union nationale.

---

<sup>86</sup> Michel Lévesque et Martin Pelletier, *L'Union nationale : bibliographie (1936-2009)*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, 2009, ix-127 p.

<sup>87</sup> Robert Rumilly, *Quinze années de réalisations : les faits parlent*, Montréal, [s.n.], 1956, 237 p.

<sup>88</sup> Dominique Lapointe et Christian Vien, *L'Union nationale, son histoire, ses chefs, sa doctrine*, Québec, Éditions du Mercredi, 1969, 183 p.

<sup>89</sup> Herbert F. Quinn, *The Union Nationale. A study in Quebec nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, 249 p.

D'autre part, mentionnons la publication en 1978 de *Si l'Union nationale m'était contée*<sup>90</sup>, un recueil qui contient les témoignages d'une soixantaine de personnes ayant connu de près l'Union nationale : d'anciens organisateurs et députés tels que Joseph-Damase Bégin, Auréa Cloutier, Noël Dorion, Gabriel Loubier et Jean-Noël Tremblay, mais également d'anciens adversaires politiques comme Georges-Émile Lapalme, Jean Lesage et René Lévesque. Les entrevues ont été menées par les journalistes Mario Cardinal et Florian Sauvageau. Le politologue Vincent Lemieux a pour sa part écrit des mises en contexte pour guider les lecteurs. Le livre se présente sous forme de questions et réponses. Différents thèmes sont abordés : l'histoire du parti, ses chefs, l'organisation et le rapport aux autres<sup>91</sup>. Les témoignages sont bien sûr intéressés et on devine que certains d'entre eux contiennent de fausses informations – les auteurs ne se gênent pas d'ailleurs pour confronter les réponses les unes aux autres afin de montrer les contradictions et les différentes interprétations. Malgré tout, le livre donne un bon aperçu du fonctionnement interne de l'Union nationale et des clivages qui existaient à l'intérieur du parti.

Si, comme on vient de le voir, il existe peu d'études portant sur l'histoire institutionnelle de l'Union nationale, la documentation sur Maurice Duplessis et sur le duplessisme est toutefois plus abondante. La plupart des ouvrages à propos du régime duplessiste participent à un débat historiographique plus large sur l'avènement de la modernité québécoise. Certains auteurs, de moins en moins nombreux il faut le dire, conçoivent le Québec sous le règne de Duplessis comme une période de « Grande noirceur ». Pendant cette période, le gouvernement québécois aurait été traditionaliste et opposé à l'idée du progrès. Selon ces auteurs, l'élection de « l'équipe du tonnerre » de Jean Lesage en 1960 représente l'entrée subite dans la modernité de la société québécoise. Pour d'autres, le duplessisme contribue, dans une certaine

---

<sup>90</sup> Mario Cardinal, Vincent Lemieux et Florian Sauvageau, *Si l'Union nationale m'était contée...*, Montréal, Les Éditions du Boréal express, 1978, 348 p.

<sup>91</sup> Les « autres » sont l'Église, les forces d'opposition, le nationalisme et les autres partis.

mesure, au progrès. Les tenants de cette thèse souhaitent relativiser le concept de « Grande noirceur » et ce qu'ils qualifient comme le « récit de la Révolution tranquille ». Ils considèrent que la société québécoise duplessiste était déjà en voie de modernisation. Dans les pages qui suivent, tout en présentant les principaux ouvrages axés sur le duplessisme, nous observerons les idées de ces deux camps. Puis, nous tenterons de déterminer quelle contribution notre recherche peut apporter à ce débat historiographique.

Les premiers auteurs à s'être attaqués au régime duplessiste sont d'anciens adversaires politiques de Maurice Duplessis. En 1963, le journaliste Leslie Roberts publie une biographie politique de l'ancien premier ministre dans laquelle il présente le duplessisme comme un régime traditionaliste opposé au progrès<sup>92</sup>. Puis, dans *Les années d'impatience*<sup>93</sup>, l'ancien journaliste et politicien Gérard Pelletier décrit le duplessisme comme un « régime pourri » faisant obstacle à l'épanouissement des libertés individuelles<sup>94</sup>. Pierre Laporte, pour sa part, se montre plus nuancé : dans *Le vrai visage de Duplessis*<sup>95</sup>, il présente l'ex-chef de l'Union nationale comme un adversaire des intellectuels et un opposant aux idées progressistes, mais aussi comme un individu généreux et un habile politicien.

Outre ces écrits d'anciens adversaires politiques, des recherches scientifiques contribuent aussi à la condamnation du duplessisme. À partir de la fin des années 1950 et du début des années 1960, des universitaires développent les concepts de « Grande noirceur » et de Révolution tranquille<sup>96</sup>. Les auteurs présentent la période

---

<sup>92</sup> Leslie Roberts, *The Chief: a Political Biography of Maurice Duplessis*, Toronto, Clarke-Irwin, 1963, ix-205 p.

<sup>93</sup> Gérard Pelletier, *Les années d'impatience, 1950-1960*, Montréal, Stanké, 1983, 320 p.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 95.

<sup>95</sup> Pierre Laporte, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, 140 p.

<sup>96</sup> L'expression « Révolution tranquille » est utilisée pour la première fois en 1960 par un journaliste torontois du *Globe and Mail*. À ce sujet, voir André Gervais, « D'où vient l'expression révolution tranquille? », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, n° 2, hiver 1998, p. 115-122.

duplessiste à l'aide d'une dichotomie opposant traditionalisme et modernisme. Ils envisagent la Révolution tranquille comme une rupture dans l'histoire du Québec. Au départ, cette thèse est portée par des sociologues comme Jean-Charles Falardeau, Hubert Guindon et Marcel Rioux. En étudiant le passage de la société traditionnelle canadienne-française à la société moderne québécoise, ils concluent que le Québec francophone des années 1950 accuse un retard par rapport aux autres sociétés occidentales<sup>97</sup>. Le recours aux concepts de « Grande noirceur » et de Révolution tranquille se généralise vers la fin des années 1960. En 1967, Robert Boily décrit le duplessisme comme une « partitocratie » à tendance antidémocratique<sup>98</sup>. Par la suite, des auteurs comme Jean-Louis Roy, Kenneth McRoberts et Dale Posgate continuent de perpétuer le récit triomphaliste de la Révolution tranquille<sup>99</sup>. En 1990, Fernand Ouellet affirme que la rupture de 1960 « marqua incontestablement pour les Québécois francophones le moment capital de leur entrée dans la modernité<sup>100</sup> ». Léon Dion, pour sa part, reconnaît que des intellectuels proposaient déjà des idées progressistes dans les années 1950, mais selon lui, elles étaient freinées par le traditionalisme de l'État<sup>101</sup>. Dion soutient que les intellectuels modernistes s'opposaient à Duplessis et désiraient faire table rase de la société traditionaliste. Il reconduit ainsi l'opposition duale entre tradition et modernité pour décrire cette période. Globalement, ces différents écrits contribuent à présenter le duplessisme comme une période sombre et archaïque de l'histoire du Québec.

<sup>97</sup> Pour un survol de la sociologie québécoise à ce propos, voir Marcel Fournier, *L'entrée dans la modernité : science, culture et société au Québec*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986, 199 p., et Jean-Philippe Warren, *L'engagement sociologique : La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Montréal, Boréal, 2003, 447 p.

<sup>98</sup> Robert Boily, « Les hommes politiques du Québec, 1867-1967 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 21, n° 3, 1967, p. 599-634.

<sup>99</sup> Jean-Louis Roy, *La marche des Québécois. Le temps des ruptures : 1945-1960*, Montréal, Leméac, 1976, 383 p. ; Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, 350 p.

<sup>100</sup> Fernand Ouellet, « La révolution tranquille, tournant révolutionnaire? », dans Thomas S. Axworthy et Pierre Elliott Trudeau, (dir.), *Les années Trudeau : la recherche d'une société juste*, Montréal, Le Jour, 1990, p. 334.

<sup>101</sup> Léon Dion, *Québec 1945-2000 : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.

En réaction à ces lectures critiques de la période duplessiste, des auteurs ont tenté de relativiser la prétendue « Grande noirceur ». Premièrement, nous retrouvons des biographies écrites dans une logique de valorisation du duplessisme. Les deux principales biographies de Duplessis sont celles de Robert Rumilly<sup>102</sup> et de Conrad Black<sup>103</sup>, des admirateurs avoués de l'ancien premier ministre. Dans les deux cas, il s'agit d'ouvrages apologétiques, des biographies anecdotiques dans lesquelles les auteurs tentent de réhabiliter la figure de Duplessis. L'ouvrage de Conrad Black est le fruit de recherches doctorales en histoire, mais la valeur scientifique de sa thèse demeure douteuse. L'objectif de Black est de redorer l'image de Duplessis, qu'il juge injustement salie par les auteurs libéraux des années 1960<sup>104</sup>. Notons par ailleurs que dans les deux cas, les auteurs ne citent jamais leurs sources.

À partir des années 1980, des universitaires remettent à leur tour en question la dichotomie traditionalisme/modernisme et la pertinence du concept de « Grande noirceur » pour décrire le duplessisme. Selon eux, le Québec des années 1935-1959 constitue une société moderne et libérale. D'abord, le politologue Gérard Boismenu analyse, dans *Le duplessisme : politique économique et rapports de force*<sup>105</sup>, les politiques économiques de l'Union nationale. L'auteur soutient que dans le cadre de la Confédération, les positions économiques des provinces sont dépendantes de celles du gouvernement fédéral. Ainsi, le régime duplessiste n'avait d'autres choix que de situer ses politiques économiques dans le modèle du libéralisme. En 1935, l'alliance entre l'Action libérale nationale et le Parti conservateur du Québec s'inscrit dans une perspective économique keynésienne. Par contre, lors de la fusion des deux partis politiques, l'Union nationale réoriente sa politique économique vers le libéralisme conservateur. Selon Boismenu, Duplessis rejette le keynésianisme puisqu'il associe

---

<sup>102</sup> Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1978, 2 vol.

<sup>103</sup> Conrad Black, *Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, 2 vol.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>105</sup> Gérard Boismenu, *Le duplessisme : politique économique et rapports de force, 1944-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981, 432 p.



cette politique à la centralisation des pouvoirs à Ottawa. Il n'en demeure pas moins que le duplessisme s'inscrit dans le libéralisme économique. Fernande Roy souscrit elle aussi à cette thèse. En 1993, elle soutient que « l'Union nationale reste imperméable au nationalisme économique, conformément à la logique libérale selon laquelle l'individu l'emporte sur la collectivité<sup>106</sup> ».

Le libéralisme duplessiste a également intéressé les sociologues. En 1988, Gilles Bourque et Jules Duchastel font paraître *Restons traditionnels et progressifs*<sup>107</sup>. Cet ouvrage, au titre en apparence paradoxal, s'inscrit dans un projet de recherche sur le « discours duplessiste ». Les auteurs abordent ce discours par l'étude des énoncés budgétaires du gouvernement québécois entre 1934 et 1960. À l'aide d'une méthode quantitative doublée d'une analyse du discours, les auteurs examinent les thèmes abordés par l'Union nationale lors des discours du budget. Ils constatent que le discours duplessiste comprend une dimension traditionaliste qui repose sur l'agriculture, la religion, le parti et la famille, mais aussi, une dimension progressiste avec des thèmes tels le progrès, la technologie, l'industrialisation, les richesses naturelles et le travail salarié. Ainsi, tout en conservant des valeurs traditionnelles, l'Union nationale propose une idéologie du progrès. Gilles Bourque et Jules Duchastel situent le progressisme de l'Union nationale dans le modèle du « libéralo-fordisme autoritaire »<sup>108</sup>, puisque les politiques budgétaires du parti contribuent à l'instauration d'une société de consommation québécoise. Les historiens John A. Dickinson et Brian Young, auteurs d'une synthèse socioéconomique sur l'histoire du Québec, abondent dans le même sens lorsqu'ils expliquent que « l'importance de plus

---

<sup>106</sup> Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Boréal, 1993, p. 95.

<sup>107</sup> Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs : pour une nouvelle analyse du discours politique : le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1988, 399 p.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 342.

en plus grande du secteur tertiaire constitua l'élément clé du développement économique d'après-guerre<sup>109</sup> ».

Dans *La société libérale duplessiste*<sup>110</sup>, Jacques Beauchemin se joint à Gilles Bourque et Jules Duchastel pour poursuivre l'analyse du discours duplessiste. Cette fois, leur corpus est constitué des discours électoraux, législatifs, constitutionnels et du trône, de l'Union nationale, durant la période 1944-1960. Alors que dans *Restons traditionnels et progressifs*, les auteurs soutenaient que le discours duplessiste est à la fois traditionnel et progressif, cette fois, dans *La société libérale duplessiste*, ils insistent sur la prépondérance du libéralisme, de la modernité et du progrès dans le discours de l'Union nationale. Dans un bilan historiographique fort intéressant, les auteurs rejettent le concept de « Grande noirceur ». Selon eux, le trait majeur du discours politique de cette période est le modernisme<sup>111</sup>. Ils défendent la thèse selon laquelle « le Québec se développe comme une société libérale périphérique au sein d'un État clérical<sup>112</sup> ». Dans le cadre de leur analyse quantitative et sémantique, les trois auteurs étudient des thèmes tels que le fédéralisme, l'autonomie, la modernité émancipatrice, l'éthique, le contrôle social, le patriarcalisme et le bloc social duplessiste. Les travaux de Gérard Boismenu, Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin permettent de jeter un regard plus éclairé sur la prétendue « Grande noirceur » des années 1936-1959. Dans le cadre de notre recherche, il sera intéressant de vérifier si le *Montréal-Matin* reflète cette dualité entre modernité et tradition qui caractérise le discours duplessiste.

---

<sup>109</sup> John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec, Septentrion, 2003, p. 314.

<sup>110</sup> Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste : 1944-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 36.

À ces études qui nuancent le traditionalisme de la période duplessiste, nous pouvons ajouter celles des représentants de la « nouvelle sensibilité historique »<sup>113</sup>, ainsi que l'ouvrage *Oublier la révolution tranquille*<sup>114</sup> de l'économiste Gilles Paquet. Également, signalons les livres *Sortir de la « grande noirceur »*<sup>115</sup> d'E.-Martin Meunier et de Jean-Philippe Warren et *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*<sup>116</sup> de Michael Gauvreau, dans lesquels les auteurs expliquent de façon convaincante que le processus de modernisation du Québec était déjà en marche sous la période duplessiste grâce à la montée du personnalisme dans l'Église catholique. Meunier et Warren, en particulier, définissent le personnalisme comme la recherche de la dignité de la personne. Une idée qui repose sur trois sensibilités : le réalisme, le rejet du déterminisme et la définition d'un nouveau socialisme orienté par l'épanouissement spirituel de chaque être humain<sup>117</sup>. Le personnalisme conduit à l'esprit du concile Vatican II (1962-1965), caractérisé par l'ouverture à la modernité et à la sécularisation de l'Église catholique<sup>118</sup>.

Dans ses travaux, Yvan Lamonde considère lui aussi que le processus de modernisation du Québec était en marche bien avant 1960. Dans *Histoire sociale des idées au Québec*<sup>119</sup> et dans *La modernité au Québec*<sup>120</sup>, le projet de Lamonde est de réaliser une généalogie de ce qu'on a confusément et paradoxalement appelée la Révolution tranquille. L'auteur souhaite prouver que le Québec d'avant 1960 n'est pas aussi sombre et immobile que l'ont dépeint certains universitaires et politiciens.

<sup>113</sup> Stéphane Kelly, *Les idées mènent le Québec : essai sur une sensibilité historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, 222 p.

<sup>114</sup> Gilles Paquet, *Oublier la révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*, Montréal, Liber, 1999, 159 p.

<sup>115</sup> E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « grande noirceur » : l'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Québec, Septentrion, 2002, 207 p.

<sup>116</sup> Michael Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008, 457 p.

<sup>117</sup> E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *op.cit.*, p. 69.

<sup>118</sup> E.-Martin Meunier, *Le pari personnaliste : modernité et catholicisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Fides, 2007, p. 253.

<sup>119</sup> Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, *op. cit.*

<sup>120</sup> Yvan Lamonde, *La modernité au Québec*, Montréal, Fides, 2011-, 2 vol.

À côté d'idées traditionalistes, des intellectuels canadiens-français ont mené, depuis 1760, une lutte pour une société moderne, libérale et démocratique. Dans le premier tome de *La modernité au Québec*<sup>121</sup>, Lamonde analyse les idées au Québec durant les années 1930. Il soutient que des intellectuels délient le nœud de la tradition au nom de la modernité, mais que ce même nœud est aussi partiellement renoué par un conservatisme toujours existant. Différents signes permettent à Lamonde de conclure que le processus de modernisation est en cours au Québec lors de cette période : la rupture entre l'action catholique et l'action nationale, l'apport des artistes qui représentent la vie, le présent et le réel urbanisé, le désir des jeunes intellectuels d'être de leur temps, la découverte de l'américanité du Québec, le rapport nouveau à la France contemporaine, etc.

Bref, des recherches comme celles d'E.-Martin Meunier, de Jean-Philippe Warren et d'Yvan Lamonde montrent que le processus de modernisation était déjà en cours au Québec durant la période duplessiste, tandis que celles de Gérard Boismenu, de Gilles Bourque, de Jules Duchastel et de Jacques Beauchemin font voir que l'Union nationale a participé à cette modernisation en proposant des idées libérales et progressistes.

Entre les auteurs qui décrivent l'élection du gouvernement Lesage comme l'« an un » de la modernité québécoise et ceux qui considèrent le Québec duplessiste comme une société libérale et moderne, certains intellectuels ont proposé des positions intermédiaires. C'est le cas notamment de Paul-André Linteau, de Jean-Claude Robert, de René Durocher et de François Ricard qui présentent, dans leur synthèse de l'histoire du Québec, la Révolution tranquille non plus comme une rupture, mais bien

---

<sup>121</sup> Yvan Lamonde, *La modernité au Québec*. Tome 1 : *La Crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*, Montréal, Fides, 2011, 323 p.

comme une accélération du processus de modernisation<sup>122</sup>. Suivant cette idée, des historiens de cette génération auraient tenté de démontrer une certaine « normalité historique » dans le développement du Québec. Ces recherches ont été sévèrement critiquées dans les années 1990 par Ronald Rudin<sup>123</sup>, qui accuse ses collègues de « réviser » l'histoire du Québec pour démontrer son évolution normale vers la modernité, au détriment des traits qui distingueraient le Québec des autres sociétés occidentales. De tels propos ont provoqué une controverse historiographique sur la façon de faire de l'histoire au Québec et sur l'avènement de la modernité québécoise<sup>124</sup>. Maintenant que la poussière est retombée, la plupart des historiens considèrent que la modernisation du Québec était déjà enclenchée sous la période duplessiste, mais que l'élection du gouvernement Lesage en 1960 en a permis l'accélération. D'autres universitaires invitent plutôt à ne plus concevoir la Révolution tranquille comme le passage de la société québécoise à la modernité, mais bien comme la transformation qualitative du mode d'intervention de l'État dans la socioéconomie provinciale<sup>125</sup>.

Les différentes interprétations du duplessisme ont donné lieu à des colloques et à des débats percutants. En 1996, dans le cadre du soixantième anniversaire de la première élection de Maurice Duplessis, un colloque interdisciplinaire a été organisé par Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet. Plusieurs des communications prononcées à cette occasion s'inscrivent dans le débat sur le libéralisme duplessiste. Dans les actes

<sup>122</sup> Paul-André Linteau et coll., *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1986, 739 p.

<sup>123</sup> Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, xiii-294 p.

<sup>124</sup> [Les retombées de la table ronde sur le « révisionnisme »], *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, 1995, p. 3-74 ; « Débat à propos de *Making History in Twentieth-Century Quebec* de Ronald Rudin », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, 1998, p. 106-156.

<sup>125</sup> C'est le cas notamment de Jocelyn Létourneau dans *Croissance économique et régulation duplessiste : retour sur les origines de la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1986, 62 p.



du colloque<sup>126</sup>, Jacques Rouillard, Michael Behiels et Dorval Brunelle s'attaquent tour à tour aux travaux de Jacques Beauchemin, Gilles Bourque et Jules Duchastel. Jacques Rouillard rejette l'idée d'un conservatisme libéral, en affirmant que le duplessisme relève fondamentalement du conservatisme clérical<sup>127</sup>. Le sociologue Dorval Brunelle critique ses trois collègues de l'Université du Québec en questionnant leur conceptualisation du libéralisme<sup>128</sup>. Michael Behiels, pour sa part, reconnaît l'existence d'une forme de libéralisme sous Duplessis, mais il s'agirait d'un libéralisme classique porté par « l'État libéral le plus régressif du monde occidental<sup>129</sup> ». Le dernier texte du collectif est la réplique de Beauchemin, Bourque et Duchastel<sup>130</sup>. Les trois sociologues se défendent de vouloir réhabiliter la figure de Duplessis ou de poursuivre quelque visée nationaliste. Selon eux, les perceptions opposées quant à la « société libérale duplessiste » relèvent de conceptualisations divergentes du libéralisme.

D'autres sujets reliés à Maurice Duplessis et à l'Union nationale ont été abordés durant le colloque de 1996. Parmi les principales communications, signalons d'abord celle d'Alain-G. Gagnon et de Louiselle Lévesque sur le traitement de l'Union nationale dans les éditoriaux du *Devoir* et *The Gazette* lors des élections de 1936 à 1956<sup>131</sup>. Les auteurs démontrent que *Le Devoir* est partisan de l'Union nationale aux élections de 1936, 1939 et 1948, tandis que *The Gazette* appuie la formation de Duplessis à partir de l'élection de 1948. Mentionnons également la communication de

<sup>126</sup> Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *Duplessis : entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Québec/Amérique, 1997, 396 p.

<sup>127</sup> Jacques Rouillard, « Duplessis : le Québec vire à droite », dans Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *op. cit.*, p. 183-206.

<sup>128</sup> Dorval Brunelle, « La société illibérale duplessiste », dans Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *op. cit.*, p. 327-347.

<sup>129</sup> Michael Behiels, « Duplessis, le duplessisme et la prétendue reconstitution du passé », dans Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *op. cit.*, p. 317-326.

<sup>130</sup> Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, « Mais qu'est-ce donc qu'une société libérale? Réponse aux interventions des professeurs Behiels, Brunelle et Rouillard », dans Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *op. cit.*, p. 349-375.

<sup>131</sup> Alain-G. Gagnon et Louiselle Lévesque, « *Le Devoir* et la *Gazette* face aux gouvernements Duplessis », dans Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *op. cit.*, p. 65-85.

Robert Comeau et de Jean-François Nadeau à propos du militantisme antiduplessiste de Jacques Perrault. Ce dernier aurait notamment empêché Duplessis de s'emparer du journal *Le Devoir* en 1946. Jack Jedwab, pour sa part, s'intéresse au rapport entre l'électorat anglo-montréalais et l'Union nationale. Puis, Michel Sarra-Bournet compare les positions économiques du gouvernement Duplessis avec celles de l'Église catholique.

En 2009, dans le cadre du cinquantième anniversaire du décès de Maurice Duplessis, un colloque est organisé par les historiens Lucia Ferretti et Xavier Gélinas<sup>132</sup>. Plus d'une trentaine de communications ont été présentées sur des sujets comme la présence de Duplessis dans le comté de Trois-Rivières, le développement des régions rurales, les luttes autonomistes de l'Union nationale, les opposants au duplessisme et les lieux et instruments de mémoire reliés à Duplessis. Dans les actes du colloque s'ajoutent quelques articles concernant le rapport de Duplessis avec les médias québécois.

Premièrement, Jocelyn Saint-Pierre signe un texte sur les relations entre Maurice Duplessis et les journalistes parlementaires à l'Assemblée législative<sup>133</sup>. Saint-Pierre présente d'abord les allégeances politiques des journaux avant l'élection de 1936. Selon lui, *L'Évènement*, *L'Action catholique* et *The Quebec Chronicle Telegraph* de Québec, ainsi que *La Patrie* et *Le Devoir* de Montréal, se montraient bienveillants envers les conservateurs. Ensuite, lors de la période duplessiste (1936-1959), Saint-Pierre affirme que « les journaux ont entrepris une dépolitisation de leur contenu. Appartenant à des hommes d'affaires proches du Parti libéral, ils n'osent attaquer de front le gouvernement<sup>134</sup>. » Seuls *Le Devoir*, à partir de 1949, la revue *Cité libre* et

<sup>132</sup> Lucia Ferretti et Xavier Gélinas, (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*, Montréal, Septentrion, 2010, 520 p.

<sup>133</sup> Jocelyn Saint-Pierre, « Maurice Duplessis et la Tribune de la presse : confrontation, neutralité bienveillante ou appui inconditionnel? », dans Lucia Ferretti et Xavier Gélinas, *op. cit.* p. 329-345.

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 334.

Radio-Canada sont opposés à l'Union nationale. Saint-Pierre conclut que Duplessis a profité de ce rapport de force pour établir « une relation de dominant à dominé avec les journalistes parlementaires<sup>135</sup> ». L'article de Saint-Pierre permet d'améliorer nos connaissances sur les liens entre Maurice Duplessis et les journalistes parlementaires, mais il ne fournit étonnement aucune information sur les relations du Premier ministre avec les journalistes de *L'Illustration* et du *Montréal-Matin*.

Dans un autre article du collectif, Alexandre Turgeon analyse les caricatures de Robert La Palme qui mettent en vedette les ministres du cabinet unioniste<sup>136</sup>. Turgeon montre que ces derniers sont présentés comme des « béni-oui-oui sans envergure » et qu'ils sont infantilisés par le caricaturiste<sup>137</sup>. Charles Panneton, pour sa part, survole dans son article la carrière journalistique de Pierre Laporte<sup>138</sup>. Il remarque que les enquêtes les plus retentissantes de Laporte sont celles qui concernent le gouvernement de l'Union nationale. Finalement, nous retrouvons un article de Pierre Pagé sur les contre-pouvoirs culturels de la radio à l'époque de Duplessis et un article de Marc-André Robert sur la propagande cinématographique de l'Union nationale<sup>139</sup>. Robert établit de façon convaincante que les films documentaires de l'abbé Maurice Proulx représentent une vitrine publicitaire des réalisations de l'Union nationale. Également, l'auteur indique que les films de Proulx étaient parfois commandés directement par Maurice Duplessis et qu'ils étaient payés à même les fonds publics, par le biais de l'enveloppe destinée au Service de ciné-photographie de la province de

---

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 337.

<sup>136</sup> Alexandre Turgeon, « Le petit cabinet de Maurice Duplessis : l'administration du Québec selon Robert La Palme », dans Lucia Ferretti et Xavier Gélinas, *op. cit.* p. 346-366.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 356.

<sup>138</sup> Jean-Charles Panneton, « Pierre Laporte, une figure singulière du journalisme sous Duplessis », dans Lucia Ferretti et Xavier Gélinas, *op. cit.*, p. 313-328.

<sup>139</sup> Pierre Pagé, « Les contre-pouvoirs culturels de la radio à l'époque de Duplessis », dans Lucia Ferretti et Xavier Gélinas, *op. cit.*, p. 231-244 ; Marc-André Robert, « Duplessis et la propagande cinématographique : le Service de ciné-photographie et le cinéma documentaire de l'abbé Maurice Proulx, 1944-1959 », dans Lucia Ferretti et Xavier Gélinas, *op. cit.*, p. 196-217.

Québec. Cette étude démontre à quel point la propagande médiatique de l'Union nationale dépassait les limites de la presse écrite.

Alain Lavigne s'est lui aussi intéressé à la propagande de l'Union nationale dans *Duplessis. Pièce manquante d'une légende*<sup>140</sup>. Il examine les stratégies de communication déployées par les unionistes lors des campagnes électorales de 1936 à 1956. Selon Lavigne, l'Union nationale, sous le règne de Duplessis, a fait preuve de professionnalisme et d'avant-gardisme dans son utilisation de la communication politique. L'auteur suppose que les succès de la propagande de l'Union nationale sont spécialement attribuables à la présence de deux experts de la communication, soit Joseph-Damase Bégin, le principal stratège et l'organisateur en chef du parti entre 1943 et 1960, et Paul Bouchard, le directeur de la publicité à partir de 1946. Les principales sources de l'auteur sont les objets et les documents électoraux produits par l'Union nationale. D'ailleurs, le livre comprend de nombreuses illustrations d'objets promotionnels conçus par le parti : calendriers, casse-têtes, verres à l'effigie de Duplessis, cartons d'allumettes, etc. En plus de présenter des objets de propagande inédits, Lavigne montre de quelle façon les méthodes de marketing ont servi l'Union nationale et met en lumière le rôle important de Joseph-Damase Bégin dans l'élaboration des stratégies unionistes. Malheureusement, la place du *Montréal-Matin* dans la stratégie communicationnelle de l'Union nationale n'est pas abordée par l'auteur.

Ce survol des études sur le duplessisme permet de constater que la plupart des ouvrages s'inscrivent dans un débat historiographique sur l'avènement de la modernité québécoise. Plusieurs intellectuels se sont questionnés sur les fondements du concept de « Grande noirceur » et sur la présence d'idées libérales et progressistes pendant cette période. Pour ce faire, ils étudient spécialement les politiques

---

<sup>140</sup> Alain Lavigne, *Duplessis. Pièce manquante d'une légende. L'invention du marketing politique*, Québec, Septentrion, 2012, 194 p.

économiques et sociales du régime duplessiste. D'autre part, en dehors des analyses sur le progressisme et/ou le traditionalisme, nous remarquons que les autres aspects du duplessisme ne sont que rarement abordés. Certains historiens ont tenté de diversifier les recherches, notamment lors des colloques de 1996 et de 2009, mais plusieurs sujets restent à approfondir, dont certainement celui des relations entre l'Union nationale et la presse écrite.

En ce qui concerne la littérature sur l'Union nationale post-duplessiste, il importe de considérer les études réalisées sur Daniel Johnson, le chef du parti de 1961 à 1968. La référence la plus complète sur Johnson est la biographie écrite par le journaliste Pierre Godin en 1980<sup>141</sup>. Ce dernier n'est pas un historien professionnel, mais il est rigoureux dans sa démarche et fait preuve d'un souci d'objectivité. Il cite ses sources et il les confronte parfois entre elles. Celles-ci sont principalement des articles parus dans *Le Devoir* et des entrevues qu'il a réalisées avec des personnes de l'entourage de l'ancien premier ministre. En tout, Godin a mené 56 entrevues avec d'anciens collaborateurs et conseillers de Johnson tels que Mario Beaulieu, Paul Chouinard, André Lagarde et Jean Loïselle, avec d'anciens députés et ministres unionistes comme Paul Dozois, Marcel Masse et Jean-Noël Tremblay, ainsi qu'avec Régent Desjardins, le président-directeur général du *Montréal-Matin* de 1963 à 1973. Le principal apport de cette biographie est la présentation des relations de Johnson avec les autres membres de l'Union nationale. Dans les années 1960, plusieurs luttes internes ont lieu dans le parti et Godin expose bien la situation en reconstituant les différentes alliances. La course à la chefferie de 1961 entre Johnson et Bertrand est particulièrement bien décrite par l'auteur. Également, Godin aborde le déroulement des élections de 1962 et de 1966, les idées constitutionnelles de Johnson, les préparatifs entourant la visite du général de Gaulle en 1967, etc. Finalement, soulignons qu'il est quelquefois question du *Montréal-Matin* et des liens

---

<sup>141</sup> Pierre Godin, *Daniel Johnson*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1980, 2 vol.



qu'entretenait Johnson avec certains administrateurs du journal. Bref, il s'agit d'un ouvrage qui n'est pas sans intérêt pour notre recherche.

En 1990, un colloque sur Daniel Johnson a été organisé à l'Université du Québec à Montréal<sup>142</sup>. Les actes comprennent plusieurs témoignages d'amis et de membres de la famille de l'ancien premier ministre. Les deux principaux sujets abordés par les participants sont la démocratisation de l'Union nationale sous Johnson et les relations fédérales-provinciales. Le seul texte du collectif qui aborde la question de la presse est un témoignage du journaliste Mario Cardinal<sup>143</sup>. Celui-ci rappelle qu'au début des années 1960, *Le Devoir* était hostile à Johnson. Selon l'auteur, l'image du chef unioniste s'est améliorée dans la presse écrite après les assises générales de l'Union nationale en 1965. Précisons qu'aucune mention au *Montréal-Matin* n'est faite dans ce texte.

Finalement, d'anciens collaborateurs de Daniel Johnson ont écrit des ouvrages pour témoigner de leur expérience professionnelle auprès de l'ancien premier ministre<sup>144</sup>. Malgré le manque de distance critique des auteurs, ces livres sont intéressants dans la mesure où ils permettent de mieux connaître Johnson dans son intimité et le fonctionnement interne de l'Union nationale.

Peu d'auteurs se sont donc intéressés à l'histoire institutionnelle du parti. La plupart des écrits concernent plutôt les chefs de l'Union nationale – et plus particulièrement Duplessis – et les époques qui leur sont associées. Retenons que la place du *Montréal-Matin* dans le parti n'a encore jamais été étudiée. Or, une telle recherche nous semble essentielle pour mieux comprendre la stratégie de communication de

<sup>142</sup> Robert Comeau, Michel Lévesque et Yves Bélanger, (dir.), *Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, x-451 p.

<sup>143</sup> Mario Cardinal, « Johnson et la presse », dans Robert Comeau, Michel Lévesque et Yves Bélanger, *op. cit.*, p. 47-55.

<sup>144</sup> Paul Gros d'Aillon, *Daniel Johnson, l'égalité avant l'indépendance*, Montréal, Stanké, 1979, 257 p. ; Jean Loiselle, *Daniel Johnson. Le Québec d'abord*, Montréal, VLB Éditeur, 1999, 267 p.

l'Union nationale. Également, elle apportera de nouvelles connaissances à propos des rapports qu'entretenait l'Union nationale avec le monde de la presse écrite. Regardons, à présent, les quelques études qui abordent de près ou de loin l'histoire du *Montréal-Matin*.

### 1.2.3 Les recherches sur le *Montréal-Matin*

La seule étude entièrement consacrée au *Montréal-Matin* est celle de Joseph Bourdon, un ancien journaliste de *L'Illustration* et du *Montréal-Matin*. Publiée en 1978, la monographie *Montréal-Matin : son histoire, ses histoires*<sup>145</sup> retrace les grandes lignes de l'histoire du journal entre 1930 et 1974. Toutefois, puisque les principales sources de l'auteur sont ses souvenirs personnels, ce livre doit être considéré avant tout comme un témoignage. De plus, soulignons que l'ouvrage a été commandé et édité par les éditions de La Presse, soit l'entreprise qui était alors propriétaire du *Montréal-Matin*. Sans remettre en cause l'honnêteté de Bourdon, ce livre manque trop de distance critique pour qu'on puisse le considérer comme une source impartiale<sup>146</sup>. Néanmoins, comme Bourdon a été journaliste pendant la quasi-totalité de l'existence du journal, qu'il y a occupé divers postes de direction et qu'il a eu accès à des archives administratives qui sont aujourd'hui inaccessibles<sup>147</sup>, son ouvrage demeure un témoignage important. Bourdon signale régulièrement les arrivées et les départs dans le personnel du journal, il décrit les conditions de travail des employés et il mentionne les décisions d'ordre matériel, comme les achats d'équipements et les déménagements, des informations qui nous seront

<sup>145</sup> Joseph Bourdon, *Montréal-Matin : son histoire, ses histoires*, Montréal, La Presse, 1978, 282 p.

<sup>146</sup> Ce manque de distance est particulièrement frappant dans les dernières pages de l'ouvrage, où Joseph Bourdon accueille avec enthousiasme la vente du *Montréal-Matin* au conglomérat de Paul Desmarais.

<sup>147</sup> Joseph Bourdon se réfère à quelques occasions au *Livre des procès-verbaux de la Fédération des journalistes canadiens*, qui est la compagnie éditrice du journal entre 1936 et 1972. Malgré nos recherches, nous n'avons pas retrouvé les traces de ce document.

particulièrement utiles pour la première partie de notre thèse consacrée à l'histoire d'entreprise du *Montréal-Matin*.

Dans le monde universitaire, seuls Jean de Bonville et Martin Langevin ont porté un réel intérêt au *Montréal-Matin*. Dans une analyse des quotidiens montréalais<sup>148</sup>, de Bonville a réalisé une analyse morphologique et une analyse de contenu de quatre quotidiens montréalais sur une période de quarante ans. Les journaux choisis sont *Le Devoir*, *La Presse*, *The Montreal Star/The Gazette* et le *Montréal-Matin/Le Journal de Montréal*. Le *Montréal-Matin* est étudié pour les années 1945, 1955 et 1965; pour les années 1975 et 1985, il est remplacé par *Le Journal de Montréal*. L'auteur s'intéresse à la pratique journalistique de ces quotidiens et présente le nombre de pages par semaine dans le journal, les pourcentages occupés par l'espace publicitaire et l'espace rédactionnel, le pourcentage de la surface consacrée aux différentes catégories d'objets, l'origine des sources, les types d'articles, etc. Le livre *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985* constitue un brillant modèle d'analyse de contenu. De plus, il permet de relever des données quantitatives intéressantes sur l'évolution du *Montréal-Matin* entre 1945 et 1965<sup>149</sup>. L'ouvrage de Jean de Bonville est un bon outil de recherche statistique et il constitue un riche point de départ pour notre thèse. Par contre, il nous semble pertinent de réaliser une nouvelle analyse de contenu du *Montréal-Matin* afin de couvrir l'ensemble de sa période d'existence. De plus, alors que l'approche de Jean de Bonville est surtout quantitative, celle que nous privilégions se veut à la fois quantitative et qualitative.

De son côté, Martin Langevin a réalisé un mémoire de maîtrise en 1992 sur la pensée nationaliste de Roger Duhamel alors que celui-ci était directeur du *Montréal-Matin*

<sup>148</sup> Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, IQRC, 1995, 223 p.

<sup>149</sup> À titre d'exemple, de Bonville note que les articles dans le *Montréal-Matin* sont moins longs que ceux des autres quotidiens montréalais. En effet, en 1945, le nombre moyen de mots par article est de 241 dans le *Montréal-Matin*, tandis qu'il est de 299 dans *La Presse* et de 392 dans *Le Devoir* : Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, op. cit., p. 65.

(1947-1952)<sup>150</sup>. L'auteur considère Roger Duhamel comme un fervent catholique et un nationaliste de droite. Ses idées s'inscrivent dans une perspective traditionaliste, mais il demeure ouvert aux idéologies nouvelles, notamment le corporatisme social. D'autre part, Martin Langevin note dans les éditoriaux de Duhamel un intérêt pour les questions internationales. La littéraire Sophie Dubois s'est elle aussi intéressée au *Montréal-Matin* durant cette période. Dans un article paru en 2012, elle a comparé la couverture journalistique du Refus global dans *Le Devoir*, *Le Canada*, *La Presse*, *La Patrie* et le *Montréal-Matin*<sup>151</sup>. Elle conclut que le *Montréal-Matin* s'est opposé aux idées contenues dans le recueil et que le journal a défendu la décision du gouvernement unioniste de renvoyer Paul-Émile Borduas de l'École du meuble. Le mémoire de Martin Langevin et l'article de Sophie Dubois sont intéressants sur le plan de l'histoire intellectuelle et permettent de mieux connaître la pensée d'un ancien directeur et rédacteur en chef du *Montréal-Matin*.

Comme nous le constatons, l'historiographie s'est peu penchée sur le journal *Montréal-Matin*. Pourtant, il s'agit d'un quotidien important dans l'histoire de la presse québécoise. Longtemps le second quotidien francophone le plus vendu dans la région métropolitaine, le *Montréal-Matin* introduit une nouvelle approche du journalisme dans le paysage médiatique. Il est le premier quotidien publié en format tabloïd et il adopte plusieurs caractéristiques de la presse populaire. Une telle formule connaissait déjà du succès aux États-Unis, mais le *Montréal-Matin* est le premier quotidien à l'adapter à la presse québécoise<sup>152</sup>. Réaliser l'histoire du *Montréal-Matin* nous renseigne donc sur les débuts de la presse populaire au Québec, un aspect jusqu'ici peu étudié par les historiens.

<sup>150</sup> Martin Langevin, *La pensée nationaliste de Roger Duhamel, directeur de Montréal-Matin (1947-1952)*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1992, viii-168 p.

<sup>151</sup> Sophie Dubois, « Le Devoir, journal de combat? Étude de l'Affaire Refus Global », dans Jean Charron, Jean de Bonville et Judith Dubois, *Points de vue sur un journal en mouvement. Six études sur Le Devoir (1910-2010)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 27-42.

<sup>152</sup> Précisons, toutefois, que *Le Petit Journal*, un hebdomadaire de Montréal, privilégiait une formule journalistique semblable dès la fin des années 1920.

### 1.3 Problématique

L'historien Jean de Bonville situe le passage du paradigme de la presse d'opinion à celui de la presse d'information entre 1884 et 1914. Il souligne que l'avènement de la presse d'information marque les débuts des médias de masse au Québec. Par la suite, des études permettent de comprendre la diversité de la presse d'information. Par exemple, dans ses recherches sur *L'Action catholique*, Dominique Marquis montre qu'il est possible de faire de l'information tout en maintenant des objectifs idéologiques. Nous pensons que le *Montréal-Matin* participe lui aussi à cette diversité de la presse d'information. Il se distingue, entre autres, par son caractère populaire et le fait qu'il a longtemps été associé à un parti politique. Ce sont deux caractéristiques qu'on ne s'attend pas à retrouver dans un seul et même journal. C'est également cette dualité qui a initialement attiré notre attention vers le *Montréal-Matin*.

Dans cette thèse, nous cherchons, dans un premier temps, à retracer l'histoire du *Montréal-Matin*. Nous pensons qu'il s'agit d'un acteur important de l'histoire de la presse au Québec et que la production d'une étude scientifique approfondie à son sujet est nécessaire. Nous souhaitons connaître son fonctionnement, son évolution et ses caractéristiques. Le *Montréal-Matin* a paru pendant 48 ans et il a longtemps été le second quotidien francophone le plus vendu dans la région de Montréal. Nous cherchons à déterminer de quelle manière il s'inscrit dans le système des journaux montréalais et comment il innove pour se distinguer de ses concurrents. Autrement dit, quelle place occupe le *Montréal-Matin* dans l'appareil de presse québécois? Quelle mise en page privilégie-t-il, comment sont présentées les nouvelles et quels sont ses sujets de prédilection?

D'autre part, notre thèse permet d'en apprendre davantage sur les propriétaires du *Montréal-Matin* et sur leur conception du rôle de la presse. Par exemple, pourquoi Eugène Berthiaume et les frères Dansereau fondent-ils le journal en 1930? Quel rôle



le maire de Montréal et chef conservateur provincial Camillien Houde a-t-il joué dans la vie du jeune journal? Enfin, comment a évolué le journal sous la propriété d'Eugène Berthiaume et pourquoi subit-il des changements de noms?

En 1947, le *Montréal-Matin* est vendu à l'Union nationale. Pourquoi ce parti achète-t-il un journal d'information populaire? Quel rôle joue le *Montréal-Matin* dans l'appareil médiatique de l'Union nationale et dans sa stratégie communicationnelle? Autrement dit, le *Montréal-Matin* sert-il les intérêts du parti? Quelle est l'attitude du journal dans le contexte des élections provinciales au Québec? De plus, quels sont les rapports du personnel du *Montréal-Matin* avec celui de l'Union nationale? Quelle était la priorité au *Montréal-Matin* : atteindre la rentabilité économique ou servir les intérêts d'un parti politique?

Par ailleurs, pour quelles raisons l'Union nationale se départit-elle du *Montréal-Matin* en 1972? Qui sont les nouveaux propriétaires et comment gèrent-ils la compagnie? Un an plus tard, le *Montréal-Matin* est de nouveau vendu, cette fois à Paul Desmarais. Pourquoi Desmarais, déjà propriétaire de *La Presse*, se procure-t-il un deuxième quotidien montréalais? Les différents changements de propriétaire provoquent-ils des transformations au *Montréal-Matin*? Enfin, quelles sont les raisons qui expliquent la fermeture du journal en 1978? Voilà plusieurs questions auxquelles nous tenterons de répondre dans cette thèse.

En accomplissant une étude approfondie du *Montréal-Matin*, nous participons à montrer la diversité de la presse d'information québécoise du XX<sup>e</sup> siècle. Notre thèse permet d'améliorer nos connaissances sur les débuts et le développement de la presse populaire au Québec, une catégorie de journaux qui a rarement été étudiée. De plus, comme le *Montréal-Matin* a longtemps été associé à l'Union nationale, notre thèse offre l'occasion d'examiner la situation d'un journal de parti à l'ère des médias de masse au Québec. Nous vérifions comment la partisanerie, répandue dans la presse

d'opinion au XIX<sup>e</sup> siècle, trouve son chemin jusque dans la presse d'information du XX<sup>e</sup> siècle. Notre thèse permet de vérifier comment le *Montréal-Matin* négocie le fait d'être à la fois un journal d'information populaire et d'être lié à un parti politique.

#### 1.4 Méthodologie et présentation des sources

Afin de répondre à notre problématique, nous avons divisé notre thèse en trois sections, représentant un total de sept chapitres. Chaque section a été conçue à l'aide d'une approche différente : 1) l'histoire d'entreprise; 2) l'analyse de contenu; 3) l'analyse de la couverture médiatique lors des élections provinciales au Québec. Ces approches sont interreliées et chacune d'elles renforce les deux autres en apportant de nouvelles connaissances et en relevant de nouveaux éléments.

Dans la première section de la thèse, notre objectif est de reconstituer l'histoire du journal *Montréal-Matin*. L'histoire d'entreprise permet de comprendre le fonctionnement du journal et son évolution au fil des années. Notre perspective est ici socio-économique. Sociale, puisque nous identifions les personnes qui se trouvent à la tête du journal et les relations que les administrateurs entretiennent entre eux. Aussi, nous ciblons les principaux membres de la salle de rédaction du journal, nous observons les relations de travail entre les employeurs et les employés et nous présentons le contexte de production du journal. Économique, puisque nous examinons les finances de l'entreprise et ses sources de financement. Notre approche s'inspire des travaux des historiens français Patrick Eveno et Laurent Martin<sup>153</sup>. Comme eux, nous considérons qu'il est important, lorsqu'on étudie un journal, de réaliser son histoire d'entreprise. Cette première section est divisée en trois chapitres : les débuts sous Eugène Berthiaume (1930-1947), lorsque le *Montréal-Matin*

---

<sup>153</sup> Patrick Eveno, *op. cit.* ; Laurent Martin, *op. cit.*

appartient à l'Union nationale (1947-1972) et les dernières années alors que le journal est successivement la propriété du groupe Desjardins et du conglomérat Gesca (1972-1978).

Dans la seconde section, nous analysons la morphologie et le contenu rédactionnel du *Montréal-Matin* pour comprendre comment ce journal s'inscrit dans le système de journaux montréalais. La cueillette des nouvelles, la rédaction des articles et la mise en page de l'information constituent des éléments qu'il convient ici d'étudier. Pour que les résultats obtenus soient significatifs, il est essentiel de comparer la morphologie et le contenu rédactionnel du *Montréal-Matin* à ceux d'autres journaux. Ainsi, nous avons appliqué la même grille d'analyse et le même échantillonnage au quotidien *La Presse*, l'archétype du journal d'information au Québec. L'échantillon, conçu à l'aide de la méthode de la « semaine composée », comprend des numéros parus lors de cinq années échelonnées sur cinq décennies<sup>154</sup>. Chaque numéro échantillonné est analysé à l'aide d'une méthode quantitative et qualitative. Notre choix des éléments à l'étude s'inspire des grilles d'analyses utilisées par les historiens de la presse Jacques Kayser, Jean de Bonville et Dominique Marquis<sup>155</sup>. Dans un premier temps, notre objectif est de mieux connaître la morphologie des deux journaux. Pour ce faire, les éléments à l'étude sont le nombre de pages, la proportion occupée par l'espace publicitaire, la nature des publicités, puis, à l'intérieur de l'espace rédactionnel, la proportion accordée aux images, aux titres et aux textes. Par la suite, notre analyse se concentre sur le contenu rédactionnel du *Montréal-Matin* et de *La Presse*. Nous examinons la provenance des articles, les genres journalistiques, l'espace géographique et les sujets abordés. Cette analyse comparative permet de situer le *Montréal-Matin* dans le système des journaux montréalais et de connaître ses différentes caractéristiques.

<sup>154</sup> La conception de l'échantillon est expliquée de façon plus détaillée au début du cinquième chapitre.

<sup>155</sup> Jacques Kayser, *Le quotidien français*, Paris, A. Colin, 1963, 167 p. ; Jean de Bonville, *L'analyse de contenu des médias : de la problématique au traitement statistique*, Bruxelles, De Boeck, 2006, 451 p. ; Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église...*, op. cit.

Finalement, dans la troisième section, nous examinons la couverture médiatique des élections provinciales dans le *Montréal-Matin*. Notre objectif est de déterminer l'attitude du journal dans le contexte des élections provinciales au Québec. Nous cherchons à vérifier si le *Montréal-Matin* adopte une attitude partisane à l'égard de l'Union nationale et, si tel est le cas, comment se manifeste sa partisanerie. Pour ce faire, nous réalisons une analyse de contenu du journal lors de différentes campagnes électorales. Plus précisément, nous observons l'espace alloué aux élections, la position officielle du journal, le traitement de l'information, l'argumentaire, le contenu iconographique, la publicité électorale et la présentation des résultats.

Les sources utilisées sont, premièrement, les informations fournies directement dans les pages du *Montréal-Matin*. Il s'agit de la principale source utilisée dans le cadre de l'analyse de contenu et de l'analyse de la couverture médiatique des élections provinciales. Nous avons aussi dépouillé certains fonds d'archives. Il n'existe malheureusement pas de fonds d'archives du *Montréal-Matin*. Lors du changement de propriétaire en 1973, il est probable que les documents administratifs du journal ont été remis à La Presse ltée. Toutefois, lorsque nous l'avons contacté, le Service des Archives de La Presse a répondu n'avoir en leur possession que les bobines microfilms négatives et positives du journal, ainsi qu'une collection de photos sportives prises par d'anciens photographes du *Montréal-Matin*.

Néanmoins, nos recherches en archives nous ont permis de retrouver plusieurs documents administratifs du journal, pour la période de 1930 à 1947, dans le fonds Clément-Arthur Dansereau<sup>156</sup> de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Ce fonds comprend les archives de Lucien Dansereau, le procureur d'Eugène Berthiaume, l'actionnaire majoritaire de la compagnie éditrice. Le fonds contient des bilans financiers, ainsi que la correspondance de Berthiaume avec plusieurs acteurs

---

<sup>156</sup> Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, Bibliothèque et Archives nationales du Québec à Montréal.

importants du journal, dont Lucien Dansereau, Fernand Dansereau, Adrien Arcand et Jacques-Narcisse Cartier, et avec des politiciens, y compris quelques lettres échangées avec Maurice Duplessis. Également, nous avons dépouillé le fonds d'archives de la famille Berthiaume<sup>157</sup>, ainsi que celui de Roger Duhamel<sup>158</sup>, le directeur et rédacteur en chef du *Montréal-Matin* de 1947 à 1952. Enfin, nous avons retrouvé quelques informations intéressantes dans le fonds Maurice Duplessis<sup>159</sup> aux archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières. Les fonds d'archives des autres chefs de l'Union nationale ont des restrictions légales sur la plupart des pièces qui auraient été susceptibles de nous intéresser.

Par ailleurs, nous avons consulté avec intérêt les témoignages d'anciens dirigeants et employés du *Montréal-Matin*<sup>160</sup>. Le plus important d'entre eux est celui de Joseph Bourdon<sup>161</sup>, déjà présenté. Également, signalons les témoignages de Paul Gros d'Aillon<sup>162</sup>, rédacteur en chef et éditorialiste du *Montréal-Matin* au début des années 1970 et copropriétaire de la compagnie éditrice en 1973, de Jacques Beauchamp<sup>163</sup>, célèbre journaliste sportif à l'emploi du journal de 1944 à 1969, et de Luc Beauregard<sup>164</sup>, président-éditeur du *Montréal-Matin* de 1973 à 1976. Nous avons également retrouvé les témoignages de plusieurs ex-journalistes du *Montréal-Matin* recueillis dans le cadre de la Commission Kent en 1980<sup>165</sup>, et consulté les écrits de

---

<sup>157</sup> Fonds Famille Trefflé Berthiaume, P207, Bibliothèque et Archives nationales du Québec à Montréal.

<sup>158</sup> Fonds Roger Duhamel, CLG46, Bibliothèque et Archives nationales du Québec à Montréal.

<sup>159</sup> Fonds Maurice L. Duplessis, FN0019, Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières.

<sup>160</sup> Ces témoignages possèdent une indéniable valeur, mais comprennent inévitablement une part de subjectivité. Pour cette raison, nous le précisons clairement dans le texte lorsque nous les utilisons et rappelons qu'il s'agit de l'interprétation d'un événement par un témoin.

<sup>161</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*

<sup>162</sup> Paul Gros d'Aillon, *Daniel Johnson, l'égalité avant l'indépendance*, Montréal, Stanké, 1979, 257 p.

<sup>163</sup> Jacques Beauchamp, *Le sport c'est ma vie*, Montréal, Les Éditions Quebecor, 1979, 254 p.

<sup>164</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapiere, *Luc Beauregard, le pari de la vérité*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, xviii-360 p.

<sup>165</sup> Gérald LeBlanc, « Le vécu de la concentration. La petite histoire du *Montréal-Matin*, du *Soleil* et du *Journal du Nord-Ouest* », *Du côté des journalistes, études sur l'industrie des quotidiens*, Ottawa, Commission royale sur les quotidiens, 1981, p. 117-139.



certaines personnes politiques, dont les mémoires d'Antonio Barrette<sup>166</sup>, le propriétaire du journal en 1960 et en 1961.

Finalement, les répertoires Ayer's<sup>167</sup> fournissent des renseignements sur le tirage du journal, tandis que des outils comme l'*État des comptes publics de la province de Québec* offrent le moyen de retracer les ententes commerciales du *Montréal-Matin*.

---

<sup>166</sup> Antonio Barrette, *Mémoires*, Montréal, Beauchemin, 1966, 448 p.

<sup>167</sup> Destiné aux annonceurs, ce répertoire publié annuellement présente des informations sur les journaux américains et canadiens, comme le format, la périodicité, l'allégeance politique, le nom du propriétaire, le tirage, etc.

## CHAPITRE II

### LE JOURNAL D'UN HOMME

1930-1947

Ce premier chapitre sur l'histoire d'entreprise du *Montréal-Matin* porte sur la période où le journal est la propriété d'Eugène Berthiaume. Il est divisé en trois sous-périodes : l'époque de *L'Illustration* (1930-1936), celle de *L'Illustration Nouvelle* (1936-1941) et les premières années du *Montréal-Matin* (1941-1947). Mais d'abord, présentons brièvement le contexte sociopolitique dans lequel le journal est fondé.

#### 2.1 Le Québec de 1930

En 1930, le Québec, à l'instar de l'Occident, entre dans une période de crise économique. Celle-ci affecte non seulement l'économie et le monde du travail, mais aussi la politique, la culture et de nombreux autres aspects de la vie quotidienne des Québécois. Déjà une ville industrielle de plus de 800 000 habitants, Montréal est particulièrement touchée par la crise, puisque son économie est en grande partie liée aux exportations internationales<sup>1</sup>. Le maire Camillien Houde, élu en 1928, fait face à une croissance affolante du taux de chômage. À l'échelle provinciale, les libéraux gouvernent sans partage depuis 1897, tandis qu'au fédéral, les conservateurs de Richard B. Bennett sont élus à l'été de 1930.

En ce qui concerne le système de journaux montréalais, celui-ci compte quatre quotidiens francophones au début de l'année 1930. *La Presse* possède les plus forts

---

<sup>1</sup> Paul-André Linteau et coll., *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 14.

tirages. Il s'agit d'un journal du soir appartenant à Arthur Berthiaume et Pamphile Du Tremblay. Elle est l'archétype du journal d'information, vise le grand public et se montre plutôt sympathique aux idées du Parti libéral de Louis-Alexandre Taschereau<sup>2</sup>. Parmi les autres quotidiens du soir, nous retrouvons *La Patrie*, propriété de l'organisateur conservateur David-Ovide L'Espérance<sup>3</sup>, et *Le Devoir*, un journal au tirage modeste qui s'adresse à une élite intellectuelle et nationaliste. En 1930, ce dernier critique ouvertement les libéraux, mais il n'offre qu'un appui timide aux conservateurs<sup>4</sup>. Le quatrième quotidien francophone est *Le Canada*, le seul qui soit publié le matin. Il s'agit de l'organe officiel du Parti libéral du Canada et il est, sans surprise, partisan des libéraux provinciaux. Bref, le soir, les conservateurs peuvent compter sur *La Patrie* pour défendre leurs intérêts, mais le matin, les libéraux occupent seuls le marché montréalais avec *Le Canada*. Le contexte est donc favorable à la création d'un nouveau quotidien du matin sympathique aux idées du Parti conservateur.

## 2.2 La fondation du journal

On doit au journaliste Fernand Dansereau (1887-1964) le projet de fonder un nouveau quotidien francophone du matin à Montréal. Il est le fils de Clément-Arthur Dansereau (1844-1918), un ancien rédacteur en chef et directeur à *La Minerve* et à *La Presse*. Pour mener à bien son projet, Fernand s'associe à son frère Lucien (1885-1967) ainsi qu'à Eugène Berthiaume (1881-1946), le fils de Trefflé Berthiaume (1848-1915), l'ancien propriétaire de *La Presse*. En plus d'être collègues, les pères

<sup>2</sup> Yves Frenette, « Les éditoriaux de "La Presse", 1934-1936 : une défense de la démocratie libérale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 3, décembre 1979, p. 451-462 ; Cyrille Felteau, *Histoire de La Presse*, tome II, Montréal, La Presse, 1984, p. 97-98.

<sup>3</sup> David-Ovide L'Espérance achète *La Patrie* de la famille Tarte en 1926. Il en conserve la propriété jusqu'en 1933, année où il vend les actions à *La Presse*.

<sup>4</sup> André Bernard, « Les élections provinciales, 1912-1994 », dans Robert Lahaise, (dir.), *Le Devoir, reflet du Québec au 20<sup>e</sup> siècle*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1994, p. 313-329.

des trois hommes étaient des amis de longue date. Une amitié qui se poursuit à travers leurs fils, en particulier entre Lucien et Eugène. Lorsque le premier s'est procuré un terrain à Outremont, il y a fait construire deux somptueuses maisons : une pour lui et l'autre pour Eugène<sup>5</sup>. Puis, lorsque ce dernier déménage à Paris à la fin des années 1920, Lucien est chargé de gérer ses affaires à Montréal. Précisons qu'Eugène Berthiaume est un homme fortuné engagé dans plusieurs ententes commerciales, notamment dans le secteur de la distribution de nourriture et de biens de consommation. En 1928, son revenu annuel est de 129,254.72 \$<sup>6</sup>. Il semble peu affecté par la crise économique, puisqu'entre 1932 et 1938, son revenu annuel moyen est passé à 109,308.00 \$.

Eugène Berthiaume fournit les 20 000 \$ nécessaires pour entreprendre la publication du nouveau journal<sup>7</sup>. Différentes raisons expliquent sa participation au projet des frères Dansereau. Il souhaite bien sûr aider ses amis, mais il voit là aussi un moyen de défendre ses intérêts personnels. En effet, l'un de ses objectifs est de prendre le contrôle du lucratif quotidien *La Presse*<sup>8</sup>. Depuis le décès de son père en 1915, Eugène lutte pour en obtenir les actions. Trefflé Berthiaume avait rédigé un testament en 1913 où il léguait 5000 actions à son fils aîné Arthur et 2500 actions à partager entre ses autres enfants (Eugène, Édouard et Angelina). Toutefois, en 1914, il avait signé une donation fiduciaire selon laquelle il transférait 7400 des 7500 actions à trois fiduciaires : Joseph Mainville, Zenon Fontaine et son fils Arthur. Trefflé Berthiaume

---

<sup>5</sup> L'amitié entre Lucien Dansereau et Eugène Berthiaume est évoquée dans l'autobiographie du fils de Lucien, l'écologiste Pierre Dansereau. Voir Pierre Dansereau, *Projets inachevés : autobiographie*, Sainte-Foy, Éditions MultiMondes, 2005, p. 32.

<sup>6</sup> Nous connaissons les salaires d'Eugène Berthiaume puisqu'ils ont été notés dans un mémoire judiciaire du procès à la Cour du banc du roi en 1939 opposant Berthiaume à sa première femme, Yvonne D'Astous, concernant le versement d'une pension alimentaire. Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS5, BAnQ (Montréal).

<sup>7</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Lucien Dansereau, 23 septembre 1930, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>8</sup> En 1930, *La Presse* a terminé l'année avec un bénéfice de 767 119 \$. *Rapport financier de la compagnie de publication La Presse Limitée*, Fonds Famille Trefflé Berthiaume, P207, BAnQ (Montréal).

souhaitait qu'Arthur administre *La Presse*, mais uniquement sous la tutelle des deux autres hommes, qui agissaient en tant qu'avocat et notaire. Les enfants Berthiaume vont d'abord tenter de faire annuler la donation, en prétendant que leur père était malade et influençable, mais le juge donne raison à Mainville et Fontaine. En 1921, Mainville meurt, ce qui entraîne la formation de deux clans au sein de la famille Berthiaume pour la nomination du fiduciaire remplaçant. Le premier groupe, constitué d'Eugène et Édouard Berthiaume, souhaite qu'Eugène soit choisi comme fiduciaire, tandis que le second groupe, composé d'Arthur Berthiaume, Zenon Fontaine et Pamphile Du Tremblay, demande à ce que ce soit plutôt Du Tremblay. Les tribunaux tranchent en faveur du deuxième groupe, et Du Tremblay, le mari d'Angelina Berthiaume, entre au conseil de tutelle. À partir de 1921, une lutte constante s'établit entre Eugène Berthiaume et son beau-frère pour le contrôle de *La Presse*. Berthiaume tente à plusieurs reprises de faire annuler la donation de 1914, alors que Du Tremblay en défend la légalité. En 1932, à la suite du décès d'Arthur Berthiaume, Du Tremblay est nommé président de *La Presse*, un poste qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1955<sup>9</sup>.

Pris dans des démêlés judiciaires forts médiatisés, Eugène Berthiaume considère la fondation de son propre journal comme un moyen de présenter sa version des faits<sup>10</sup>, en même temps que de stimuler ses affaires commerciales. Par exemple, alors qu'il travaille dans l'importation de vins, il demandera qu'une série d'articles vantant les bienfaits de la consommation de ce produit paraisse dans le journal<sup>11</sup>. Il estime également que la défense de certaines positions politiques lui permettra de se trouver de nouveaux alliés et de bénéficier de faveurs. Berthiaume croit que les libéraux provinciaux ont manigancé en 1921 pour nommer Pamphile Du Tremblay au conseil

<sup>9</sup> Les archives judiciaires de ces nombreux procès sont conservées dans le fonds Famille Trefflé Berthiaume, P207, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec à Montréal.

<sup>10</sup> À plusieurs reprises, *L'Illustration* portera des attaques contre Pamphile du Tremblay. Par exemple, voir les numéros d'août 1932.

<sup>11</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Eugène Berthiaume, 16 octobre 1930, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).



de tutelle de *La Presse* et que, depuis, ils reconnaissent la légitimité de la donation fiduciaire de 1914 pour l'empêcher de prendre le contrôle du journal<sup>12</sup>. De plus, il pense que les libéraux cherchent à nuire à ses affaires commerciales. Il en conclut que ce serait plus avantageux pour lui si les conservateurs formaient le gouvernement. C'est dans ce contexte que *L'Illustration* est fondée en 1930 : Berthiaume a besoin d'un outil pour promouvoir ses intérêts commerciaux, présenter sa version du conflit qui entoure la succession de son père et faire tomber le gouvernement libéral dans le but de le remplacer par un régime qui lui serait plus favorable.

La Société des Journalistes canadiens, la compagnie éditrice du journal, est officiellement enregistrée le 11 juin 1930<sup>13</sup>. À l'origine, Eugène Berthiaume possède la totalité des actions, soit 200 actions de 100 \$ chacune. Les bureaux de la Société des Journalistes canadiens sont initialement situés au-dessus de l'imprimerie Monitor, au 5357 de l'avenue du Parc à Montréal. Notons par ailleurs que ce sont d'abord des cabinets d'avocats (Lancôt & Hamelin, suivi de Lacoste & Lacoste) qui s'occupent des questions administratives.

### 2.3 *L'Illustration* : 1930-1936

Le premier numéro du nouveau quotidien paraît le 4 juillet 1930 sous le titre *L'Illustration*. Pour se distinguer de ses concurrents et attirer les regards, le journal est imprimé sur du papier rose – il conservera cette particularité jusqu'en 1941. Le numéro est vendu deux sous, alors que l'abonnement annuel coûte cinq dollars. La première année, le tirage est d'environ 3000 exemplaires<sup>14</sup>.

<sup>12</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Lucien Dansereau, 10 décembre 1930, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>13</sup> *La Gazette officielle du Québec*, vol. 62, n° 27, p. 2463.

<sup>14</sup> Le tirage a été vérifié dans le répertoire *Ayer's*.

*L'Illustration* se présente comme « le seul quotidien français illustré du matin en Amérique ». Dans son cartouche d'entête, elle arbore deux devises qui expriment sa vocation populiste : « Par le peuple et pour le peuple » et « Le journal des hommes, des femmes et des enfants ». Lors de sa première année de publication, un encadré en page éditoriale rappelle chaque jour que sa mission est d'encourager « le développement [des] ressources naturelles afin de donner du travail à tout le monde, la réduction des heures de travail, un plus grand nombre de parcs pour les enfants, l'amélioration de la voirie urbaine [et] la construction de voies souterraines pour améliorer [le] système ferroviaire ». Ainsi, l'équipe du journal privilégie d'abord une formule populiste, comparable à celle décrite par Paul Rutherford et Jean de Bonville dans leurs travaux respectifs sur l'influence du « nouveau journalisme » au Canada à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>. Durant ces années, des propriétaires considéraient à la fois leur journal comme un outil d'éducation citoyenne et une tribune pour le peuple. Selon Rutherford, *La Presse* de Trefflé Berthiaume, dirigée par Clément-Arthur Dansereau, était l'un des principaux représentants de ce courant journalistique<sup>16</sup>. Comme la stratégie avait bien fonctionné à l'époque, il est possible que leurs fils aient d'abord songé à la reproduire pour *L'Illustration*. La formule populiste sera toutefois abandonnée, ou du moins tempérée, par la suite.

Eugène Berthiaume est le propriétaire du journal, mais en 1930, il habite à Paris et semble peu intéressé par l'administration de la compagnie. Lors des votes tenus par le conseil d'administration, c'est Lucien Dansereau qui le représente à titre de procureur de l'actionnaire majoritaire. En réalité, dans les premiers temps du journal, la

---

<sup>15</sup> Paul Rutherford, « The People's Press : The Emergence of the New Journalism in Canada, 1869-99 », *Canadian Historical Review*, vol. 56, n° 2, 1975, p. 169-191 ; Jean de Bonville, « Le "nouveau journalisme" américain et la presse québécoise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », dans Florian Sauvageau, (dir.), *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1999, p. 73-100.

<sup>16</sup> Paul Rutherford, *op. cit.*, p. 179.

véritable tête dirigeante est Fernand Dansereau<sup>17</sup>, qui occupe les fonctions de président de la compagnie et de directeur de *L'Illustration*.

En 1930, la salle de presse est plutôt modeste. Selon Joseph Bourdon, elle compte moins de dix employés. En plus de ses fonctions administratives, Fernand Dansereau est également rédacteur en chef du journal. Samuel Gascon est responsable de l'information, Joseph Bourdon, Maurice Dubrûle et Jean Robitaille sont journalistes, un certain Fluty agit comme traducteur et trois autres employés remplissent des fonctions diverses. Plus tard au cours de l'année, le journal embauche le journaliste Paul Boisclair comme chroniqueur judiciaire, de même que le photographe Gérard Laferrière<sup>18</sup>. Bourdon décrit ainsi les conditions de travail : « Pour travailler, quatre ou cinq tables ou pupitres, mais pas autant de machines à écrire. Il faut même parfois attendre son tour pour taper un article<sup>19</sup>. » Il explique aussi que les premiers numéros étaient souvent des traductions d'articles écrits dans *The Gazette*, faute de personnel et de ressource à l'interne pour récolter les actualités<sup>20</sup>.

Après la fondation du journal, Lucien Dansereau entreprend aussitôt des négociations avec le Parti conservateur du Canada pour établir une alliance. Dans le fonds Dansereau, nous avons retrouvé une copie d'une résolution prise par le caucus québécois du Parti conservateur fédéral selon laquelle le caucus aurait voté pour « que le Parti conservateur maintienne le journal du matin, *L'Illustration* de Montréal, étant le seul organe de langue française qui donne un loyal et ferme appui à la politique du Premier ministre du Canada ». D'autre part, le caucus propose « qu'un sous-ministre de langue française soit incessamment nommé au département de la marine, recommandant particulièrement la nomination de monsieur Lucien

<sup>17</sup> Dans son témoignage, Joseph Bourdon explique que pour les employés, le « patron » est Fernand Dansereau. Joseph Bourdon, *Montréal-Matin : son histoire, ses histoires*, Montréal, La Presse, 1978, p. 5.

<sup>18</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 9.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> *Ibid.*

Dansereau<sup>21</sup> ». Dès 1930, Berthiaume et Dansereau tissent donc des liens avec le Parti conservateur afin de les aider à produire le journal. En échange de leur appui, ils reçoivent leurs premières récompenses, puisque Dansereau est effectivement engagé en tant que conseiller spécial d'Alfred Duranleau, le ministre de la Marine<sup>22</sup>.

À l'automne de 1930, une autre entente est conclue, cette fois avec Camillien Houde, maire de Montréal et chef du Parti conservateur du Québec. N'ayant pas réussi à retrouver le contrat original, nous n'en connaissons pas les termes exacts. Toutefois, selon la correspondance entre Dansereau et Berthiaume<sup>23</sup>, Houde « loue » pendant une période déterminée les actions de la compagnie. Pendant cette période, il peut contrôler la politique éditoriale de *L'Illustration*, mais il s'engage à payer les frais de production. Houde est donc influent au journal à partir de l'automne de 1930, mais il n'en est pas le propriétaire; il s'agit d'une location. Durant celle-ci, Fernand Dansereau demeure le président-directeur général de la compagnie.

Tandis que Houde s'introduit dans la politique éditoriale de *L'Illustration*, le journal libéral *Le Canada* engage le polémique journaliste Olivar Asselin (1874-1937) comme rédacteur en chef. Une lutte débute alors entre les deux quotidiens du matin. Plus que deux journaux concurrents, ce sont deux réseaux politiques qui s'affrontent. Un bref survol des journaux permet de constater qu'au début de l'année 1931 *Le Canada* critique régulièrement Houde<sup>24</sup>, tant dans son rôle à Québec que dans celui qu'il tient à l'Hôtel de Ville de Montréal, et *L'Illustration* s'en prend aux positions

<sup>21</sup> *Résolution du caucus québécois du Parti conservateur du Canada*, 1930, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D4, BAnQ (Montréal).

<sup>22</sup> Jean-Paul Forest, « L'homme du mois », *Commerce*, octobre 1955, p. 8.

<sup>23</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Eugène Berthiaume, 16 octobre 1930, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>24</sup> « L'absence de M. Houde nuit au Bill de Montréal », *Le Canada*, 12 février 1931, p. 1. ; « Palinodies oppositionnistes », *Le Canada*, 5 mars 1931, p. 1.

libérales de son adversaire. Plus spécifiquement, le journal attaque la figure d'Asselin en ressortant ses vieux articles du temps du *Nationaliste* où il dénonçait les libéraux<sup>25</sup>.

Le 4 février 1931, cinq journalistes du *Canada* quittent leur employeur pour se joindre à l'équipe de *L'Illustration* : Romuald Tremblay (directeur de l'information), J-E-A. Pin (responsable de la page ouvrière), George Olivier (chroniqueur financier), Louis-A. Larivée (rédacteur sportif) et Dominique Laberge (chroniqueur théâtral et musical). Signalons deux autres transfuges, soit J-A. Choquet (directeur de la publicité) et Gaétan Benoît (traducteur des dépêches). Selon Bourdon, ils quittent *Le Canada* parce qu'ils ne s'entendent pas avec Olivar Asselin<sup>26</sup>. C'est plausible, mais il y a probablement aussi le fait que Fernand Dansereau s'est montré généreux dans ses offres de contrats afin de se constituer une équipe de journalistes expérimentée et déstabiliser ainsi son principal concurrent.

Mentionnons aussi l'arrivée à *L'Illustration* de Jovette-Alice Bernier le 18 mai 1931. Auparavant à *La Tribune* de Sherbrooke, elle est nommée directrice de la page féminine, où elle tient quotidiennement une chronique d'opinion. Elle demeurera à l'emploi du journal jusqu'en 1941.

L'augmentation des effectifs permet à la Société des Journalistes canadiens de publier, à partir de 1932, un numéro du samedi soir. *L'Illustration* commandite aussi une émission de radio animée par Ernest Loiselle et Lucille Turner à CFCF. Les deux animateurs font des sketches et, à la fin de l'émission, ils lisent en ondes les grands

---

<sup>25</sup> « Asselin veut faire arrêter Ch. Lanctôt », *L'Illustration*, 10 janvier 1931, p. 5. ; « 2 justices à Québec affirme Olivar Asselin », *L'Illustration*, 12 janvier 1931, p. 1.

<sup>26</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 11.



titres du journal<sup>27</sup>. *L'Illustration* semble ici s'inspirer du système de journaux montréalais et de la complicité qui s'est établie entre *La Presse* et CKAC<sup>28</sup>.

Pendant ce temps, Eugène Berthiaume et Lucien Dansereau observent de loin la situation et ils évitent de se mêler des questions administratives de la compagnie. Leur stratégie est de laisser manœuvrer Camillien Houde au journal, jusqu'à ce que celui-ci réussisse à se fasse élire à Québec et qu'ensuite ils puissent bénéficier de retours d'ascenseur. Dansereau écrit à Berthiaume : « Le seul homme en qui on peut avoir confiance, c'est le maire Houde, et je suis bien convaincu que si nous réussissons à le mettre au pouvoir, il ne nous fera jamais défaut. Une chose certaine c'est que tu peux compter sur lui pour faire triompher tes droits.<sup>29</sup> » En plus de « prêter » *L'Illustration* au chef conservateur, Dansereau suggère à Berthiaume de contribuer au financement de la campagne électorale du parti : « Houde, écrit-il, a rompu avec toutes les traditions des chefs conservateurs de la Province de Québec; il entend à être le vrai chef et à ne pas se laisser mener par la finance anglaise. Pour cela il faut lui constituer un fonds électoral indépendant. [...] Si tu pouvais trouver des fonds, tu assurerais davantage le succès.<sup>30</sup> » Le plan visant à « mettre Houde au pouvoir » se solde toutefois par un échec. En 1932, ce dernier perd la chefferie du Parti conservateur du Québec – il sera éventuellement remplacé par Maurice Duplessis –, pour ensuite être battu aux élections municipales par Fernand Rinfret.

Joseph Bourdon explique qu'à l'époque de ses revers politiques, Houde est plus présent au journal. Il y établit d'ailleurs son bureau personnel. Officiellement, Houde n'aurait écrit qu'à deux reprises dans *L'Illustration*, mais officieusement, il dictait des

---

<sup>27</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 13.

<sup>28</sup> Les fondements de l'alliance ne sont toutefois pas les mêmes, car dans le cas de *La Presse*, elle est directement propriétaire de CKAC de 1922 à 1968.

<sup>29</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Eugène Berthiaume, 16 mars 1931, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>30</sup> *Ibid.*

textes aux journalistes<sup>31</sup>. L'ancien maire tente de jouer un plus grand rôle dans la Société des Journalistes canadiens, mais ses deux défaites lui ont fait mal financièrement et, bientôt, le journal en subit les conséquences. À l'été de 1932, l'équipe du journal doit déménager dans l'édifice de *La Patrie*, sur la rue Sainte-Catherine. Puis, le 21 septembre 1932, soit deux jours seulement après la démission de Houde comme chef de l'Opposition à Québec, *L'Illustration* cesse de paraître quotidiennement et la compagnie ne conserve que le numéro hebdomadaire du samedi soir. Les rédacteurs du journal soulignent que ce sera au prochain chef du Parti conservateur de déboursier pour la publication d'un quotidien « bleu » :

Le public a dû constater, par divers changements assez brusques que nous avons dû faire depuis quelques mois, que nous éprouvions quelques difficultés à affronter l'énorme dépense d'un quotidien. Tant que nous avons dû défendre une cause, nous avons soutenu l'effort. Maintenant que cette cause pourra être défendue par le prochain chef de l'Opposition ou tout autre personnage ou association qui voudrait s'y dévouer en consentant les mêmes sacrifices que nous avons dû nous imposer, nous croyons devoir cesser la publication quotidienne de notre journal pour nous en tenir à notre hebdomadaire du samedi soir<sup>32</sup>.

À la suite des insuccès de Houde, et puisque ce dernier n'a plus l'argent nécessaire pour produire le numéro quotidien, Eugène Berthiaume et Lucien Dansereau reprennent l'administration du journal. La « location » de *L'Illustration* par Houde se termine définitivement au mois de février 1933<sup>33</sup>. La première action de Berthiaume consiste à rembourser une partie des dettes contractées par l'administration Houde, puis à confier la relance du journal à Lucien Dansereau. Ce dernier semble optimiste quant à l'avenir de la compagnie. Le 4 avril 1933, il écrit à Berthiaume :

<sup>31</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 16-17.

<sup>32</sup> *L'Illustration*, 21 septembre 1932, p. 3.

<sup>33</sup> Lettre de Camillien Houde à Fernand Dansereau, 11 février 1933, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).

Je crois qu'avec l'expérience des erreurs du passé, il y a réellement moyen d'en faire une entreprise payante, et de plus d'obtenir un journal qui aura certainement beaucoup d'influence, car si les choses vont bien, non seulement nous publierons une édition du matin, mais aussi une édition du midi et du soir. [...] Tout ce qu'il reste à faire, c'est de donner un meilleur ton au journal et de le rendre plus intéressant<sup>34</sup>.

Dans une seconde lettre, il ajoute que « le crédit réel du support que ce journal donne à la cause conservatrice a toujours été crédité en hauts lieux, et je t'assure que cela est loin de nuire pour des raisons que je n'oserais pas écrire<sup>35</sup> ».

Jusque-là, Berthiaume semblait plus ou moins apprécier « son » journal. Il confie même à Dansereau qu'il comprend « que les amis se lassent de souscrire à *L'Illustration* », parce que lui-même s'est lassé de le lire. Cela dit, il pense « que ce serait dommage de l'abandonner quand un rien permettrait d'en faire une proposition payante<sup>36</sup> ». À partir de l'hiver de 1933, le propriétaire donne ses consignes et s'implique dans les prises de décisions pour tenter d'améliorer *L'Illustration* :

Je crois pouvoir déclarer que ce journal tire plutôt sur ce que l'on appelle [en France] « les petits journaux cinématographiques » et sur les « illustrés du sport ». Non pas que j'aie une objection à l'égard du cinéma ou du sport, mais ceci ne doit pas empiéter sur le reste. Un portrait de vedette cinématographique et un couple de boxeurs font bien, mais quand à cela s'ajoute ladite vedette sous toutes les coutures et les boxeurs dans toutes les poses, cela n'intéresse plus qu'une clientèle absolument limitée, et qui a ses journaux propres. Ne crois-tu pas qu'il serait temps de remplacer ces photos innocentes par des articles de choix et ces images enfantines par une matière plus élevée et plus d'actualités pour le territoire où il est publié<sup>37</sup>?

<sup>34</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Eugène Berthiaume, 4 avril 1933, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>35</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Eugène Berthiaume, 1<sup>er</sup> décembre 1933, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>36</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Lucien Dansereau, 15 décembre 1933, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>37</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Lucien Dansereau, 15 décembre 1933, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).

Berthiaume juge que *L'Illustration* mise trop sur le cinéma et les sports, et qu'il comprend trop d'images. Qui plus est, il exprime le souhait de voir le journal mieux cibler le lectorat conservateur : « Ce journal, au lieu de s'adresser à n'importe qui, avec n'importe quoi dedans, doit viser deux millions de lecteurs et surtout s'adresser aux lecteurs conservateurs. Il y en a quelques centaines de mille dans la province de Québec, et je crois qu'il ne les touche que de très loin<sup>38</sup>. » Les administrateurs s'interrogent sur la formule à privilégier : doit-on insister sur le caractère populaire ou sur le caractère partisan de *L'Illustration*? Alors que la salle de rédaction semble favoriser la première approche, le propriétaire aimerait que le contenu de son journal soit un peu plus sérieux, question, selon lui, d'intéresser les lecteurs conservateurs.

Suivant les directives de Berthiaume, Lucien Dansereau investit des sommes importantes dans la Société des Journalistes canadiens pour relancer le journal. D'abord, il achète les presses de l'ancien hebdomadaire *Le Miroir*, ce qui permet à la compagnie de reprendre la publication d'un numéro quotidien à partir du 24 avril 1933<sup>39</sup>. Puis, en 1934, il se porte acquéreur d'un édifice sur la rue Marie-Anne, où le journal demeurera jusqu'en 1964. Il s'agit d'un bâtiment moderne de trois étages et équipé d'accessoires devant favoriser le travail des journalistes, comme une radio ondes courtes pour capter les messages de la police et une sonnerie raccordée par fil à la centrale d'alarme des incendies. Également, l'argent investi par Berthiaume permet d'augmenter considérablement le nombre de journalistes. Lorsque *L'Illustration* redevient un quotidien, la salle de rédaction est composée de plus d'une vingtaine de journalistes, dont les plus connus sont Jean Barrette, Gaétan Benoit, Jovette-Alice Bernier, Joseph Bourdon, Maurice Dubrûle, Armand Jokisch, Louis-A. Larivée, Jean-Baptiste Nowlan et J-E-A Pin<sup>40</sup>.

---

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Eugène Berthiaume, 18 avril 1933, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>40</sup> Les autres membres de la salle de rédaction sont les journalistes Édouard Baudry, Fernand Bilodeau, Jean Bohémier, René Boivin, Hénault Champagne, Georges Galipeau, Zotique Lespérance, Adolphe

Pour diriger cette équipe, Louis Francoeur (1895-1941), un journaliste expérimenté, est engagé comme rédacteur en chef<sup>41</sup>. En plus d'avoir été courriériste parlementaire à *La Patrie* et au *Star*, il a été en 1929 le premier directeur et rédacteur en chef du journal conservateur *Le Journal*, à Québec. D'autre part, mentionnons que Francoeur est un militant conservateur avéré – il a notamment été candidat aux élections provinciales de 1931. C'est donc à un journaliste d'expérience, mais aussi à un potentiel allié politique, que Berthiaume et Dansereau confient la salle de rédaction en 1934.

En dépit du départ de Camillien Houde de la Société des Journalistes canadiens, *L'Illustration* l'appuie lors des élections municipales de 1934<sup>42</sup>. Une fois réélu maire, Houde remercie Berthiaume en congédiant le comité d'experts financiers de la Ville de Montréal présidé par Pamphile Du Tremblay. De plus, il nomme Jean Barrette, le journaliste de *L'Illustration*, comme secrétaire de la nouvelle Commission athlétique.

Nous avons retrouvé deux rapports financiers de la Société des Journalistes canadiens au cours de cette période. Le premier est daté d'août 1933 et rend compte des finances de la compagnie depuis la réappropriation des actions par Eugène Berthiaume<sup>43</sup>. En août, l'entreprise a reçu 4891 \$ de la vente des numéros, 656 \$ en publicité et 602 \$ en travaux d'impression, pour un revenu total de 6150 \$. Par contre, les dépenses habituelles se chiffrent à 10 170 \$. À cette perte de 4020 \$, il faut ajouter un paiement mensuel de 1574 \$ qui a servi à rembourser une partie des dettes de l'administration Houde, ce qui laisse un déficit mensuel de 5594 \$. Le bilan couvrant la période du 28 février au 31 août 1933 indique que la Société des

---

Nantel, Paul Parizeau, Jacques Robitaille, Jean Robitaille, Jean Sabourin et le photographe Charles Weiss.

<sup>41</sup> Avant l'embauche de Francoeur, en mai 1934, Fernand Dansereau agissait comme rédacteur en chef.

<sup>42</sup> Voir le numéro du 19 mars 1934, où presque la moitié du journal est utilisée pour louer Camillien Houde.

<sup>43</sup> *Rapport financier du mois d'août 1933*, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D4, BAnQ (Montréal).



Journalistes canadiens a reçu 35 845 \$, mais elle a déboursé 58 174 \$ et remboursé 4778 \$, ce qui représente un déficit total de 27 107 \$.

Le second rapport financier s'échelonne de mai 1934 à mars 1935<sup>44</sup>. La compagnie est toujours déficitaire, mais si on compare à 1933, la situation s'est améliorée, essentiellement grâce aux travaux d'impression. En mai 1934, le tirage quotidien de *L'Illustration* est de 6500 exemplaires, ce qui fait que la vente rapporte environ 600 \$ par semaine. Également, la Société des Journalistes canadiens reçoit chaque semaine 600 \$ en contrats d'impression et 250 \$ en publicité. Cela fait donc un revenu hebdomadaire de 1600 \$. En mars 1935, l'entreprise reçoit par semaine 1250 \$ de la vente, 1200 \$ en contrats d'impression et 500 \$ en publicité, pour un total de 2950 \$. Entre mai 1934 et mars 1935, les revenus engendrés par l'imprimerie et la publicité ont donc doublé. Toujours en mars 1935, les dépenses hebdomadaires représentent 3500 \$. La compagnie fait ainsi un déficit de 500 \$ par semaine. D'autre part, ce rapport financier permet de voir qu'entre mai 1934 et mars 1935, Berthiaume a versé 50 000 \$ afin de rembourser des dettes, et qu'il lui reste encore 75 000 \$ à payer. Finalement, les différents actifs de la compagnie sont inscrits à la fin du rapport. À l'hiver de 1935, la Société des Journalistes canadiens possède une presse Duplex, quatre linotypes, deux intertypes, une machine typographique Ludlow et un département de photogravure. Le tout est évalué à une valeur de 99 871 \$. Bref, si on peut dire qu'en mars 1935 la compagnie éditrice du journal est déficitaire et a contracté des dettes considérables, on note aussi qu'elle détient des actifs qui en accroissent la valeur.

---

<sup>44</sup> *Rapport financier daté du 4 avril 1935*, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D4, BAnQ (Montréal).

À l'automne de 1935, Louis Francoeur quitte le journal pour se présenter aux élections fédérales sous la bannière du Parti de la reconstruction<sup>45</sup>. Il est alors remplacé par Dollard Dansereau, qui sera rédacteur en chef de *L'Illustration* jusqu'en février 1936. Précisons qu'il n'existe pas de lien de parenté avec les administrateurs Lucien et Fernand Dansereau. Par contre, Dollard est un ami de Pierre, le fils de Lucien, avec lequel il a participé à la fondation des Jeune-Canada, un groupe de jeunes nationalistes opposés aux libéraux de Taschereau. Durant le court mandat de Dollard Dansereau, l'hebdomadaire du samedi soir est transformé en journal sportif. Intitulé *L'Illustration sportive*, cet hebdomadaire est dirigé par le journaliste Jean Robitaille.

En novembre, *L'Illustration* accueille favorablement la fusion du Parti conservateur du Québec et de l'Action libérale nationale qui mènera finalement à la création de l'Union nationale. Dans le numéro du 8 novembre, on titre en première page : « Alliance entre Duplessis et Gouin. Front uni contre le régime ». Puis, dans l'éditorial, on peut lire :

Convaincus de l'urgente nécessité d'assainir la politique provinciale et mus par le même patriotisme et le même dévouement aux intérêts publics, MM. Maurice Duplessis et Paul Gouin, respectivement chefs du Parti conservateur québécois et de l'Action Libérale Nationale, se sont unis pour renverser le Régime Taschereau qui, depuis quinze ans, trompe le peuple de cette province et l'exploite au bénéfice d'une minorité gavée d'honneurs et d'argent. [...] La crise a fait sentir cruellement à notre peuple les abus du Régime Taschereau. Nous en avons assez d'un gouvernement préoccupé avant tout de la popularité de son chef. Les seules manœuvres électorales du Régime, surtout la falsification des listes, suffisent à le condamner. Deux hommes, actifs et distingués, se présentent aujourd'hui devant l'électorat; l'un et l'autre prouvent par leur alliance qu'ils désirent avant tout le salut public et le renversement du Régime. Ils méritent la confiance de notre peuple; tous deux sont dignes

<sup>45</sup> Il s'agit d'un parti politique fédéral fondé en 1935 par Henry Herbert Stevens (1878-1973) et d'autres conservateurs qui n'acceptaient pas que le gouvernement Bennett refuse d'appliquer les recommandations de la Commission royale d'enquête sur les écarts de prix.

de gouverner la province de Québec. Leur parti d'union nationale devrait triompher<sup>46</sup>.

Par la suite, *L'Illustration* s'efforce de donner une image positive du nouveau parti et de faire connaître ses représentants auprès de ses lecteurs. Par exemple, à partir du 3 janvier 1936, le journal publie quotidiennement une page complète pour présenter la biographie et la photo d'un député de l'Union nationale. Mentionnons aussi que des membres de la Société des Journalistes canadiens ont participé à la production du *Catéchisme des électeurs*<sup>47</sup>, un outil de propagande sous forme de questions-réponses. Parmi les auteurs, nous retrouvons Louis Francoeur qui, lors du processus de rédaction, était fort probablement encore le rédacteur en chef de *L'Illustration*, ainsi qu'Édouard Masson, l'avocat d'Eugène Berthiaume et actionnaire minoritaire dans la Société des Journalistes canadiens. Les autres auteurs sont Louis Dupire, journaliste au *Devoir*, et Roger Maillet, un des cofondateurs du *Petit Journal*. Des employés de Berthiaume ont donc joué un rôle important dans la rédaction du premier programme officieux de l'Union nationale. D'autre part, soulignons que Masson agira comme organisateur en chef du district de Montréal pour l'Union nationale lors des élections de 1936.

Le tirage de *L'Illustration* passe d'environ 6 500 exemplaires en janvier 1934 à 10 500 en février 1935. Malgré des débuts difficiles, les choses semblent s'améliorer au journal depuis qu'Eugène Berthiaume et Lucien Dansereau s'occupent de l'administration de la Société des Journalistes canadiens. Retenons que *L'Illustration* est au départ un organe pro-Houde, puisque celui-ci en contrôle la politique éditoriale, mais qu'à partir de 1933, le journal se rapproche de Duplessis et contribue, à sa façon, à l'ascension de l'Union nationale.

<sup>46</sup> « Le parti national », *L'Illustration*, 8 novembre 1935, p. 4.

<sup>47</sup> Louis Dupire, Louis Francoeur, Roger Maillet et Édouard Masson, *Le Catéchisme des électeurs*, Montréal, J.-B. Thivierge & fils éditeurs, 1935, 128 p.

## 2.4 *L'Illustration Nouvelle* : 1936-1941

L'année 1936 s'amorce par un conflit juridique qui faillit provoquer la fermeture du journal. En janvier, comme la Société des Journalistes canadiens a accumulé de lourdes dettes, la cour des faillites décide de mettre la compagnie en liquidation pour rembourser les créanciers. Deux groupes s'affrontent pour la nomination du liquidateur par le juge. Le premier groupe est représenté par les avocats Édouard Masson et Gustave Monette. Il est constitué des soixante-douze employés du journal, auxquels la compagnie doit la somme de 4 000 \$, ainsi que d'Eugène Berthiaume et de Lucien Dansereau, qui soutiennent avoir investi respectivement 75 000 \$ et 62 000 \$ dans la Société des Journalistes canadiens<sup>48</sup>. La créance totale des membres de ce groupe s'élèverait donc à environ 142 000 \$. Ils souhaitent que le liquidateur de la compagnie soit Hermas Perras.

Le second groupe, représenté par les avocats Philippe Brais et Rosario Genest, est composé de différents créanciers de la Société des Journalistes canadiens<sup>49</sup>, ainsi que de Camillien Houde, qui réclame 26 000 \$. Ce montant est constitué de différentes dettes que Houde aurait personnellement payées lorsqu'il était administrateur de *L'Illustration*. La créance du deuxième groupe s'élève à 37 000 \$, et ses membres demandent la nomination de George Duclos comme liquidateur. Le premier groupe suggère que la Société des Journalistes canadiens déclare d'abord faillite, pour être ensuite liquidée à la Fédération des Journalistes canadiens que vient de faire enregistrer Berthiaume à l'aide de prête-noms<sup>50</sup>. Ce dernier propose de ne payer que 1000 \$ pour les actifs de la Société des Journalistes canadiens. Ainsi, les dettes seraient en partie payées par l'État grâce à la loi sur les faillites, et Berthiaume

<sup>48</sup> Ces investissements auraient été utilisés pour acheter du matériel et pour rembourser certaines dettes.

<sup>49</sup> Parmi les compagnies réclamantes, mentionnons la Photogravure Nationale ltée et la Montreal Light, Heat and Power Co.

<sup>50</sup> *La Gazette officielle du Québec*, vol. 68, n° 7, p. 736.

pourrait poursuivre la publication du journal. Le deuxième groupe souhaite plutôt que la compagnie soit fermée et que tous ses actifs soient liquidés afin que les réclamants puissent être remboursés immédiatement<sup>51</sup>.

Le 25 février 1936, le juge Louis Boyer rend un jugement favorable au deuxième groupe. Il considère que les investissements de Berthiaume et de Dansereau ne peuvent être considérés comme des créances puisque ces derniers sont actionnaires de la compagnie. Comme la créance du second groupe est ainsi plus élevée, le choix du liquidateur, tranche-t-il, leur revient<sup>52</sup>. Des huissiers se présentent alors pour prendre possession de l'édifice de la Société des Journalistes canadiens, mais ils sont arrêtés par les employés de *L'Illustration* qui se sont barricadés et qui refusent de les laisser entrer<sup>53</sup>. Entretemps, le groupe de Berthiaume porte le jugement en appel, et les deux partis en viennent finalement à une entente. Il semblerait que Berthiaume ait reçu l'autorisation de transférer tous les actifs à la Fédération des Journalistes canadiens, mais qu'il se soit engagé à rembourser les créanciers de la défunte Société des Journalistes canadiens.

Dans ses pages, *L'Illustration* affirme avoir fait faillite<sup>54</sup>, mais en analysant les rapports financiers des années subséquentes, nous remarquons que Berthiaume doit payer un montant mensuel pour rembourser la créance consolidée « par le jugement Boyer »<sup>55</sup>. À partir du 26 février 1936, la compagnie éditrice du journal est la Fédération des journalistes canadiens, et le journal est publié sous un nouveau titre : *L'Illustration Nouvelle*.

---

<sup>51</sup> Les détails du procès sont présentés par *Le Canada* : Léonard-C. Archambault, « G. Duclos est nommé comme liquidateur de L'Illustration », 26 février 1936, *Le Canada*, p. 6.

<sup>52</sup> Léonard-C. Archambault, « L'Illustration est entre les mains du liquidateur nommé », *Le Canada*, 7 mars 1936, p. 5.

<sup>53</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 49.

<sup>54</sup> *L'Illustration Nouvelle*, « Une situation définitivement réglée », 9 mai 1936.

<sup>55</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 14 avril 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).



Alors que *L'Illustration* était un journal pro-Houde, *L'Illustration Nouvelle* s'impose comme un adversaire politique du maire de Montréal. Selon l'équipe du journal, l'objectif de Houde, en poursuivant la Société des Journalistes canadiens, était de provoquer la mort de *L'Illustration*, une manière pour lui d'entrer dans les bonnes grâces des libéraux de Taschereau :

*L'Illustration* a été fondée en juillet 1930 d'abord et avant tout pour combattre le régime Taschereau et éclairer le peuple sur ses méfaits. Un groupe d'hommes libres et convaincus avaient alors confié les destinées du journal au maire Camillien Houde. On se souvient qu'il était alors un adversaire irréductible du premier ministre Taschereau, un adversaire tout aussi violent en paroles qu'en actes. Le support financier n'a jamais manqué au journal tant et aussi longtemps qu'il s'est agi de poursuivre la lutte contre le régime taschereautiste. Pour des raisons que la raison n'a pas, M. Houde semble s'être rallié au régime qu'il combattait hier encore. Il a cessé de le condamner. Il a posé des actes équivoques qui ressemblent fort à une approbation. Les promoteurs bienveillants n'ont jamais refusé d'accorder leurs sympathies à *L'Illustration*. Ils ont poursuivi et poursuivent encore leur lutte contre le régime Taschereau, en faveur des intérêts véritables de la population. En butte à des tracasseries sans nombre, venant d'individus ayant tout intérêt à faire taire *L'Illustration*, ils entendent quand même poursuivre leur œuvre. [...] Les véritables intéressés, ceux qui n'ont pas varié ni en principe, ni en fait, ni en allégeance politique, ont décidé de consacrer leurs ressources à publier un autre journal qui portera le nom de *L'Illustration Nouvelle* et qui combattrà le régime qui cherche à l'heure actuelle à supprimer un journal d'opposition<sup>56</sup>.

Les attaques envers Camillien Houde se poursuivront plusieurs jours dans *L'Illustration Nouvelle*. Le 27 février, on précise que « menacée de suppression par le maire Houde qui voulait l'offrir en holocauste au Premier ministre Taschereau dans le

<sup>56</sup> *L'Illustration Nouvelle*, « Dehors la clique! Plus vite que ça! Ça presse! », 26 février 1936, p. 1.

but de se ménager ses faveurs, *L'Illustration* a dû faire place à *L'Illustration Nouvelle* qui a immédiatement dénoncé la manœuvre de M. Houde<sup>57</sup> ».

Hertel La Roque, un des biographes de Camillien Houde, propose une explication intéressante, quoique difficilement vérifiable, sur ce rapprochement entre le maire de Montréal et le premier ministre Taschereau. Il rapporte une conversation qu'il aurait eue avec Houde selon laquelle le maire s'était lourdement endetté lors de son passage à *L'Illustration*. À son départ, il avait été dans l'obligation de laisser un billet personnel dans les coffres de *La Patrie*, alors l'imprimeur du journal, afin de couvrir une partie du déficit. Par la suite, *La Patrie* a été vendue à *La Presse*, et Pamphile Du Tremblay a du coup mis la main sur la reconnaissance de dette. Ce dernier aurait menacé de mettre Houde en faillite, ce qui aurait eu l'effet de le disqualifier comme maire de Montréal, s'il refusait de se rallier au Parti libéral du Québec<sup>58</sup>. C'est donc dans ce contexte de chantage de la part de Du Tremblay que Houde aurait tenté de mettre fin à *L'Illustration*.

Dans la foulée du procès, Fernand Dansereau quitte la direction du journal et Dollard Dansereau son poste de rédacteur en chef. Willie Juneau et Adrien Arcand sont engagés pour les remplacer.

Willie Juneau est un ancien courtier en valeurs mobilières. Bourdon explique qu'à son arrivée au journal, il ne connaît rien au journalisme, mais qu'il est un bon administrateur et l'un des partisans et admirateurs les plus enthousiastes de Duplessis<sup>59</sup>. Juneau semble pressé d'en découdre avec les libéraux. D'ailleurs, il prête un local de l'immeuble de la Fédération des Journalistes canadiens au groupe des

<sup>57</sup> *L'Illustration Nouvelle*, « Les remerciements de *L'Illustration Nouvelle* », 27 février 1936, p. 3.

<sup>58</sup> Hertel La Roque, *Camillien Houde : le p'tit gars de Ste-Marie*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1961, p. 87-88.

<sup>59</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 70.

Jeunes Réformistes de Roger Prévost pour que ceux-ci puissent poursuivre leur militantisme contre les libéraux<sup>60</sup>.

Adrien Arcand (1899-1967) est une figure mieux connue. Il débute dans le journalisme en 1918 à *La Patrie*, avant d'être employé à *La Presse* en 1922. Au journal de Pamphile Du Tremblay, il tente de mettre sur pied un syndicat, ce qui déplaît aux administrateurs et provoque son congédiement. Selon Jean-François Nadeau, cette mise à pied oriente le jeune journaliste vers le militantisme et l'engagement politique<sup>61</sup>. En compagnie de l'imprimeur Joseph Ménard, Arcand fonde différents journaux : *Le Goglu*, un hebdomadaire satirique, en août 1929, *Le Miroir* en décembre 1929, suivi quelques mois plus tard par *Le Chameau*. Arcand et Ménard utilisent les trois journaux pour prendre position, diffuser leurs idées et ridiculiser leurs adversaires. Par ailleurs, Arcand fonde au début de l'année 1930 sa première organisation militante : l'Ordre patriotique des Goglus. L'objectif de ce groupe est de lutter contre le communisme et les Juifs. Les actions militantes d'Arcand et des Goglus mènent à la création du Parti National Social Chrétien (PNSC) en 1934. Présent sur la scène fédérale, ce parti politique prône un fédéralisme centralisateur, l'antisémitisme et le fascisme. Au cours des années 1930, Adrien Arcand est considéré par plusieurs comme le chef fasciste canadien. Il est partisan des politiques de Franco, d'Hitler et de Mussolini, mais il ajoute à sa pensée fasciste d'autres idées comme le royalisme et le catholicisme<sup>62</sup>.

Le PNSC est actif sur la scène politique fédérale, mais au provincial, Arcand appuie l'Union nationale. Depuis 1933, il a toujours été plutôt favorable à Maurice Duplessis, entre autres parce qu'il apprécie la lutte que mène le chef conservateur aux mouvements de gauche. Arcand envisage l'Union nationale comme une étape

---

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>61</sup> Jean-François Nadeau, *Adrien Arcand, führer canadien*, Montréal, Lux éditeur, 2010, p. 40.

<sup>62</sup> À ce sujet, voir l'article de Pierre Trépanier, « La religion dans la pensée d'Adrien Arcand », *Les Cahiers des Dix*, n° 46, 1991, p. 207-247.

transitoire vers l'établissement d'un État fasciste : « Le mouvement de l'Union nationale constitue pour nos idées un mouvement de transition vers l'unité nationale que nous voulons. [...] L'Union nationale est libre de toute affiliation juive et bon nombre de ses membres connaissent les dangers de la conspiration mondiale juive<sup>63</sup>. »

Le contact entre Arcand et les administrateurs de *L'Illustration Nouvelle* s'est probablement fait par le biais de Joseph Ménard, collaborateur de la première heure d'Arcand et, rappelons-le, quelque temps l'imprimeur de *L'Illustration* en 1933. Dès son embauche, Arcand devient l'ami personnel d'Eugène Berthiaume, qui habite toujours à Paris. Ce dernier semble apprécier la fougue de son nouveau rédacteur en chef. Tous deux partagent également une grande animosité à l'égard de Pamphile Du Tremblay. Le témoignage suivant résume bien la haine qu'Arcand lui voue :

Je ne peux pas oublier que j'ai donné à *La Presse* les onze années les plus fébrilement actives de ma jeunesse, honnêtement, déployant zèle et dévouement, décuplant le chiffre des annonces d'amusements; que, pour avoir voulu protéger mes camarades contre les empiètements de cette grosse truie égoïste, je fus jeté sur le pavé; le coup me vint sans préparation, à l'improviste, cruel et dur, avec le résultat que ma femme et mes deux jeunes bébés souffrirent pendant six mois les effets d'une pauvreté abjecte, douloureuse. J'en ai toujours tenu cette vachissime peau de cochon directement responsable. Jusqu'ici je n'ai pu que lui dire ma façon de penser, mais le jour de la rétribution approche. [...] Du fait que des bambins demandaient du lait en pleurant et ne pouvaient recevoir qu'un peu d'eau légèrement sucrée, chauffée du creux des mains faute de chauffage, il faut que l'immonde personnage paie la pleine rançon, si la raison ne veut pas douter que la justice existe encore<sup>64</sup>.

<sup>63</sup> Adrien Arcand, « L'Union nationale doit triompher », *Le Fasciste canadien*, juillet 1936, p. 1, cité dans Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 120.

<sup>64</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 11 octobre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

Dans leur correspondance, il est fréquent qu'Arcand et Berthiaume critiquent Du Tremblay et imaginent des actions pour lui nuire. Berthiaume applique le dicton selon lequel les ennemis de nos ennemis sont nos amis et, conséquemment, Adrien Arcand monte rapidement les échelons au sein de la Fédération des Journalistes canadiens. D'abord rédacteur en chef, il sera promu au conseil d'administration, nommé procureur de l'actionnaire majoritaire et même, pendant quelque temps, actionnaire minoritaire de *L'Illustration Nouvelle*.

Au moment de l'arrivée de Juneau et Arcand, quelques nouveaux journalistes sont engagés. Parmi les plus connus, mentionnons Marc Thibeault, qui sera longtemps chroniqueur aux arts et spectacles, ainsi que Mario Duliani, un Italien qui a séjourné quelque temps à Paris, engagé à la demande expresse de Berthiaume<sup>65</sup>. Duliani écrit notamment des articles sur la politique internationale. Dans la correspondance entre Arcand et Berthiaume, les opinions de Duliani sur ses collègues sont souvent mentionnées. Ceci laisse penser qu'il était peut-être les « yeux » de l'administration dans la salle de rédaction.

Nous constatons aussi quelques départs en 1936. Lorsque l'Union nationale est élue, des membres de la compagnie sont nommés à des postes importants au sein de la fonction publique. D'abord, Dollard Dansereau devient sous-ministre adjoint au Secrétariat de la province. Le journaliste Jean-Louis Dussault est engagé comme secrétaire particulier du ministre de la Voirie, François Leduc. Il est promu par la suite au poste de directeur du service des achats et Samuel Gascon, correspondant du journal à Québec, est nommé secrétaire de Leduc. En 1938, Gascon est à son tour promu, au poste de directeur de la Statistique provinciale<sup>66</sup>. Ainsi, l'élection de l'Union nationale permet à quelques journalistes de *L'Illustration Nouvelle* d'obtenir

---

<sup>65</sup> Lettre de recommandation, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D2, BAnQ (Montréal).

<sup>66</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 59.



des postes dans les hautes sphères de la fonction publique. Le journal sert de tremplin vers la fonction publique, dont le recrutement est alors très partisan<sup>67</sup>.

À la suite de l'élection de l'Union nationale, il arrive parfois que Lucien Dansereau écrive directement à Maurice Duplessis pour lui recommander des « amis » du parti. Par exemple, le 13 mai 1937, Dansereau suggère au premier ministre d'offrir une bourse d'études à Claude Beaulieu et de trouver un emploi à J.A. Beaulieu<sup>68</sup>. Nous retrouvons également des requêtes faites par le parti et qui sont destinées à la Fédération des Journalistes canadiens. Le 13 janvier 1938, Georges Léveillé, chef du cabinet de Duplessis, recommande à Dansereau d'engager comme correspondant parlementaire Arthur Langlois, un ancien journaliste à *L'Événement*<sup>69</sup>. Puis, en 1940, *L'Illustration Nouvelle* engage Albert Plouffe comme nouveau correspondant parlementaire à Québec, lui qui était auparavant secrétaire particulier de Duplessis. Nous sommes en droit de nous demander si Plouffe disposait d'une réelle marge de manœuvre ou s'il se contentait tout simplement d'écrire ce que lui dictait son ancien patron. Bref, entre 1936 et 1941, l'Union nationale semble influencer le choix du correspondant parlementaire à *L'Illustration Nouvelle*. Il s'agit d'un poste important pour les politiciens puisque, comme le souligne Jocelyn Saint-Pierre, le correspondant parlementaire est « l'intermédiaire entre les députés et leurs lecteurs »<sup>70</sup>.

---

<sup>67</sup> Fernande Roy et Jocelyn Saint-Pierre ont écrit un article sur le recrutement de journalistes dans la fonction publique au XIX<sup>e</sup> siècle. Fernande Roy et Jocelyn Saint-Pierre, « La haute rédaction des quotidiens québécois entre 1850 et 1920 », dans Yves Roby et Nive Voisine, (dir.), *Érudition, humanisme et savoir : hommage à Jean Hamelin*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 401-423.

<sup>68</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Maurice Duplessis, 13 mai 1937, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>69</sup> Lettre de Georges Léveillé à Lucien Dansereau, 13 janvier 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>70</sup> Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB Éditeur, 2007, p. 193.

Le 25 mars 1937, un cahier spécial est publié dans *L'Illustration Nouvelle*. Tous les membres du personnel (journalistes, typographes, secrétaires et même livreurs) y sont identifiés et on retrouve en plus leur photo. Par exemple, nous y apprenons que le directeur de la typographie est Rodrigue Thibault. Lionel Hotte est responsable de la circulation. Paul Dorais est responsable du département de la comptabilité, Georges Hooker de celui de la publicité et Adélard Vézina de celui de la distribution. En tout, la compagnie comptait 103 employés, dont 14 journalistes : Jovette-Alice Bernier, Fernand Bilodeau, Jean Bohémier, Joseph Bourdon, Maurice Dubrûle, Mario Duliani, Armand Jokisch, Louis Le Marchand (caricaturiste), Roger Meloche, Alphonse Loiselle, J.-B. Nowlan, J.-E.-A. Pin, Robert Prévost et Marc Thibeault. Notons que le nom d'Adrien Arcand ne figure nulle part dans ce cahier, bien que celui-ci soit officiellement le rédacteur en chef. Est-ce que c'est par volonté de ne pas se mettre à dos la communauté juive que le journal préfère rester discret sur les activités d'Arcand dans le journal? Toujours est-il que pour l'occasion, c'est Joseph Bourdon qui est identifié comme le rédacteur en chef.

Précisons que contrairement à d'autres journaux de l'époque qui refusaient les annonces des commerçants juifs<sup>71</sup>, la Fédération des Journalistes canadiens ne peut se permettre, selon Berthiaume, de perdre quelque annonceur que ce soit. Il fait d'ailleurs comprendre à Arcand que les Juifs constituent une partie importante de la clientèle publicitaire de *La Presse*. Pour que *L'Illustration Nouvelle* puisse survivre, ajoute-t-il, il ne faut pas « leur en fermer la porte »<sup>72</sup>.

Nous n'avons malheureusement pas retrouvé de bilans financiers officiels pour cette période. Par contre, quelques indices sur la situation financière du journal nous sont

---

<sup>71</sup> C'était le cas par exemple de *L'Action catholique* de Québec qui refusait la plupart des annonces de commerçants juifs. Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église : L'Action catholique, 1910-1940*, Montréal, Leméac, 2004, p. 164.

<sup>72</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Adrien Arcand, 8 novembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

livrés par le procès de 1939 qui oppose Eugène Berthiaume à son ancienne femme, Yvonne d'Astous, à propos du paiement d'une pension alimentaire. Dans le mémoire judiciaire de ce procès<sup>73</sup>, le juge étudie les différentes dépenses de Berthiaume. Selon le juge, entre 1936 et 1938, maintenir la publication de *L'Illustration Nouvelle* coûte à Berthiaume la somme annuelle de 50 000 \$. Impossible de connaître l'état exact des finances de l'entreprise grâce à cette source, mais, chose certaine, la Fédération des Journalistes canadiens n'est toujours pas rentable et le journal doit sa survie à la fortune de son propriétaire.

L'imprimerie possède malgré tout quelques clients. En 1936, la Fédération des Journalistes canadiens est l'imprimeur des circulaires des supermarchés Steinberg<sup>74</sup>, entreprise qui appartient à une famille juive montréalaise d'origine hongroise. Également, elle imprime les hebdomadaires *Jeunesse ouvrière* de la JOC et *Le Fasciste canadien* du PNSC<sup>75</sup>, ainsi que des pamphlets, comme *La clef du mystère* d'Adrien Arcand<sup>76</sup>.

D'autre part, l'étude des comptes publics de la province de Québec permet de noter que *L'Illustration Nouvelle* reçoit quelques contrats de la part du gouvernement unioniste<sup>77</sup>. En 1934 et en 1935, sous le gouvernement libéral, *L'Illustration* n'avait bénéficié d'aucun contrat d'impression et de seulement deux petites publicités gouvernementales de moins de 10 \$ chacune. Du 30 juin 1936 au 30 juin 1937, soit la première année du gouvernement Duplessis, *L'Illustration Nouvelle* reçoit de l'État 2136 \$ en contrat d'impression et 901 \$ pour de la publicité. Ces 3 000 \$ représentent une somme plutôt modeste si nous la comparons à celles obtenues par les journaux

<sup>73</sup> *Mémoire du procès à la Cour du banc du Roi. Berthiaume contre d'Astous*, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673,S2,SS5, BAnQ (Montréal).

<sup>74</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 62.

<sup>75</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973-, 10 vol.

<sup>76</sup> Jean-François Nadeau, *op. cit.*, p. 216.

<sup>77</sup> Les données ont été tirées de l'*État des comptes publics de la province de Québec*.

« bleus » de Québec comme *L'Action Catholique* et *Le Journal*. Même *Le Soleil*, pourtant de tendance libérale, récolte beaucoup plus d'argent – il obtient un contrat de 33 650 \$ pour imprimer la *Gazette officielle du Québec*. On peut supposer que pour des raisons pratiques, il était plus facile pour le gouvernement de confier les travaux d'impression à des imprimeurs situés dans la capitale provinciale. Durant les années suivantes, *L'Illustration Nouvelle* reçoit de l'État 2578 \$ en 1938, 679 \$ en 1939 et 924 \$ en 1940<sup>78</sup>. Retenons que le journal bénéficie de ses premiers contrats lors de la prise du pouvoir par l'Union nationale, mais que malgré ceux-ci, la Fédération des Journalistes canadiens demeure une entreprise déficitaire.

En 1938, des conflits éclatent au sein de l'équipe d'administration de la compagnie. D'abord, Berthiaume réclame le renvoi de Juneau comme directeur du journal. Il estime que sa mauvaise gestion l'oblige à signer un chèque personnel de 17 000 \$ pour rembourser des créanciers, et que, une fois ce paiement effectué, il lui restera encore 14 000 \$ à verser. D'autre part, il reproche à Juneau d'avoir été malhonnête dans ses bilans, ce qui a entraîné une suspension du journal de l'ABC pour une durée de six mois<sup>79</sup>. Finalement, l'actionnaire majoritaire soupçonne Juneau de vouloir s'emparer des actions de la compagnie<sup>80</sup>. Adrien Arcand se porte à la défense de Juneau, en prétextant qu'il travaille seize heures par jour au journal et que souvent, il avance personnellement le salaire des employés afin d'éviter des débrayages. Selon Arcand, Juneau est un bon directeur et il est fidèle à Berthiaume<sup>81</sup>. Néanmoins, le propriétaire demeure catégorique et Juneau est remplacé comme directeur de *L'Illustration Nouvelle* par Émile Délâge à l'automne de 1938. Mentionnons que

---

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> L'*Audit Bureau of Circulations* (ABC) est une agence qui vérifie et compile les tirages des différents journaux. La suspension du journal devait projeter une mauvaise image de la Fédération des Journalistes canadiens et nuire à la vente de publicités.

<sup>80</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Adrien Arcand, 1<sup>er</sup> septembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>81</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 6 septembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).



Juneau reçoit une importante indemnité de départ, entre autres parce qu'il possède des débentures dans la compagnie qui lui rapportent mensuellement 1000 \$. Ce montant sera considéré comme un boulet par les administrateurs suivants<sup>82</sup>.

Toujours à l'automne de 1938, un conflit éclate entre les actionnaires. Cette fois, la dispute oppose Eugène Berthiaume aux deux autres principaux actionnaires de la Fédération des Journalistes canadiens, soit son ami d'enfance et procureur Lucien Dansereau et son avocat Édouard Masson. La mésentente vient du fait que dans le registre des procès-verbaux, une note indique qu'en septembre 1938, Berthiaume a donné, par le biais de Dansereau, un chèque de 15 000 \$ à Masson pour « apaiser les créanciers ». Toutefois, cette somme ne figure nulle part dans les livres comptables de la compagnie, ce qui attise la méfiance de l'actionnaire majoritaire envers ses associés<sup>83</sup>. Dans ce contexte, Berthiaume remplace Dansereau par Arcand comme procureur et il cède des actions à ce dernier ainsi qu'à Délâge. La manœuvre permet aux deux hommes de faire enquête dans les livres de la compagnie pour retrouver le 15 000 \$ manquant et de vérifier, par le fait même, s'il y a eu des fraudes contre leur patron. Berthiaume semblait avoir raison de se méfier : l'enquête d'Arcand et Délâge montrera que Dansereau a déposé à la banque des chèques de Berthiaume, destinés à la Fédération des Journalistes canadiens, en garantie de ses dettes personnelles<sup>84</sup>.

En janvier 1939, Berthiaume détient 134 des 200 actions de la Fédération des Journalistes canadiens. Arcand et Délâge possèdent une action chacun, tandis que les autres actions sont partagées entre Édouard Masson et Lucien Dansereau<sup>85</sup>. Dans le

---

<sup>82</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 14 avril 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>83</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 18 novembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>84</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 14 avril 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>85</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 25 janvier 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).



cadre de l'enquête interne, les finances de l'entreprise sont souvent évoquées par Arcand et Berthiaume. Depuis le congédiement de Juneau, trois mois plus tôt, Berthiaume a dû déboursier 35 000 \$ pour rembourser des dettes et il doit encore verser 14 273 \$<sup>86</sup>.

Outre ces problèmes financiers et les disputes dans l'équipe d'administration de *L'Illustration Nouvelle*, retenons qu'à partir de novembre 1938, Adrien Arcand est le nouveau procureur et homme de confiance d'Eugène Berthiaume.

En constatant le rôle important joué par Arcand dans la Fédération des Journalistes canadiens, il apparaît nécessaire de vérifier si sa pensée antisémite et nazie s'est reflétée de quelque manière dans *L'Illustration Nouvelle*. Or, il semble que le poids d'Arcand dans l'orientation politique du journal soit limité, puisqu'il prend ses consignes d'Eugène Berthiaume. En effet, c'est normalement le propriétaire qui, de Paris, dicte la politique éditoriale du quotidien. Ce qui n'empêche toutefois pas *L'Illustration Nouvelle* de flirter à l'occasion avec les idées d'extrême droite, puisque Berthiaume montre lui aussi de l'intérêt pour le fascisme et le mouvement d'Arcand. Le 21 juin 1938, il lui écrit : « Je me berce à l'idée de savoir ce qui me ferait le plus de plaisir : vous saluer comme chef fasciste canadien ou rédacteur en chef de *L'Illustration*<sup>87</sup>. »

D'autre part, nous savons que Berthiaume protège des intérêts financiers en Italie, puisqu'il a conclu des ententes commerciales avec certains industriels romains proches du régime fasciste<sup>88</sup>. La bienveillance du propriétaire pour l'Italie de Mussolini fait en sorte qu'avant même l'arrivée d'Arcand dans la compagnie,

<sup>86</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 7 février 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>87</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Adrien Arcand, 21 juin 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>88</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 16 novembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

*L'Illustration* défend la conquête d'Éthiopie en 1935 et s'oppose aux sanctions économiques prises contre l'Italie<sup>89</sup>. Berthiaume semble obtenir de la reconnaissance pour cet appui. À ce sujet, Arcand lui écrit le 16 novembre 1938 : « Maintenant que les gouvernements britanniques ont reconnu officiellement la conquête éthiopienne, j'ai fait aujourd'hui avec Mario [Duliani] la démarche officielle pour que la part prise par le journal soit reconnue de façon tangible dans la personne de son propriétaire. Je fais passer l'affaire via mon ami Virginio Gayda [porte-parole du gouvernement italien]<sup>90</sup>. »

Une situation semblable se produit lors de la Guerre civile espagnole, alors que *L'Illustration Nouvelle* appuie les révolutionnaires fascistes de Franco. En éditorial, Arcand écrit que « la contre-révolution fasciste qui vient de se produire, en Espagne, est née des excès, des abus, des meurtres, des spoliations, des incendies, des pillages et de la terreur qu'a pratiquée sans répit le haut commandement communiste du Front Populaire<sup>91</sup> ». En reconnaissance de cet appui, Arcand tentera de décrocher une décoration à Berthiaume :

Le représentant de Franco est revenu me témoigner la gratitude entière de Burgos [siège temporaire du gouvernement fasciste] pour ce que *L'Illustration* a fait pour la cause nationaliste depuis le premier instant du conflit; de nouveau, il m'a laissé entendre que j'aurais à dresser, pour décorations, une liste de ceux qui en ce pays ont moralement soutenu la Cause [...] inutile de vous dire que vous serez le premier sur la liste d'importance<sup>92</sup>.

Berthiaume semble également intéressé par l'Allemagne nazie. À l'automne de 1938, il demande à Arcand de se présenter au consulat d'Allemagne et de conclure une

<sup>89</sup> « La guerre en Éthiopie », *L'Illustration*, 4 octobre 1935, p. 4.

<sup>90</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 16 novembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>91</sup> « Les soubresauts de l'Espagne », *L'Illustration Nouvelle*, 21 juillet 1936, p. 4.

<sup>92</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 6 octobre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

entente secrète avec ses représentants pour abonner *L'Illustration Nouvelle* au service de presse nazi Trans-Ocean News. Ainsi, juge-t-il, « *L'Illustration Nouvelle*, avant longtemps, serait le seul organe de la grande presse quotidienne canadienne, à donner des nouvelles qui mettraient sous les yeux du lecteur le vrai portrait de la France<sup>93</sup> ». Cette entente a bel et bien été prise. Dans le fonds Dansereau, nous avons retrouvé une copie d'une lettre adressée à Hans Thomsen qui confirme qu'un accord avec Arcand a été conclu pour lui donner les fils de presse, et ce sans que *L'Illustration Nouvelle* ne soit tenue de citer la provenance des textes<sup>94</sup>. Bref, nous pouvons affirmer que Berthiaume est sympathique aux régimes fascistes. D'une part, il a demandé, ou du moins autorisé, son rédacteur en chef à défendre l'Italie et l'Espagne dans leurs guerres respectives. D'autre part, il a fait en sorte que son journal prenne discrètement un abonnement à un service de presse nazi.

Par contre, Berthiaume ne partage pas les idées antisémites d'Arcand. Dans une lettre datée du 8 novembre 1938, il explique à ce dernier que l'un de ses meilleurs amis, l'avocat Peter Bercovitch, est juif. Vu le respect qu'il a pour cet ami, mais aussi pour ne pas se mettre à dos les annonceurs juifs – comme les supermarchés Steinberg –, Berthiaume refuse que soient imprimés des propos antisémites dans son journal<sup>95</sup>. D'ailleurs, avant de nommer Arcand comme procureur, il lui pose comme condition de ne pas « lancer des cris de races dans le journal et de laisser les Juifs à leur sort<sup>96</sup> ». À cette requête, Arcand répond :

Je n'ai jamais voulu faire d'antijuiverie ni de fascisme à *L'Illustration Nouvelle*, et n'ai pas l'intention de le faire dans l'avenir. Parfois même, j'ai biffé des textes qui me semblaient avoir été écrits dans le but de me

<sup>93</sup> Télégraphe de Colette Berget [pseudonyme d'Eugène Berthiaume] à Adrien Arcand, 27 septembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>94</sup> Copie d'une lettre adressée à Hans Thomsen, 9 mars 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>95</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Adrien Arcand, 8 novembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>96</sup> *Ibid.*

plaire. Je considère le journal indépendant, sympathique à ceux pour qui vous l'êtes, ennemi de vos ennemis. En ligne générale : droitiste, traditionaliste, d'esprit national, anti-internationaliste, anticomuniste, antimarxiste. Avant tout, ce doit être une entreprise d'affaires qui doit d'abord viser à se soutenir par elle-même et mettre fin une fois pour toutes à l'ère des déficits<sup>97</sup>.

Cela dit, Berthiaume doit parfois rappeler à l'ordre son rédacteur en chef, notamment lorsqu'éclate la Deuxième Guerre mondiale:

En période électorale, en temps de guerre, les tergiversations ne sont plus permises. On ne doit pas plus marchander son concours aux amis politiques qu'aux alliés. Le choix doit être fait instantané et le dévouement entier. Dans l'un comme dans l'autre cas, le marchandage prend le nom odieux de chantage. Même si on n'aime pas follement les Alliés, on doit les préférer à Hitler et sans ressentir le grand amour pour Duplessis et son parti, on doit le préférer au sieur Godbout et à ses amis<sup>98</sup>.

Bien qu'il apprécie certains aspects du fascisme, Berthiaume considère donc que son journal doit clairement appuyer les Alliés. Il faut dire qu'une position contraire aurait fort probablement mené à la censure et à la fermeture de *L'Illustration Nouvelle*.

D'autre part, Berthiaume exprime à plusieurs occasions son désir de voir Arcand abandonner son militantisme pour se consacrer entièrement au succès de *L'Illustration Nouvelle*. En juillet 1938, il lui écrit que « la sympathie que nous avons pour vous ici nous fait regretter votre double emploi au point d'envisager à brève échéance sa cessation<sup>99</sup> ». Puis, le 16 septembre de la même année, Berthiaume lui demande : « Ne croyez-vous pas que si tous vos efforts avaient été concentrés pour le

<sup>97</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 16 novembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>98</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Adrien Arcand, 24 octobre 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>99</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Adrien Arcand, 22 juillet 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

succès de [*L'Illustration Nouvelle*] ce serait beaucoup mieux et pour le journal et pour vous<sup>100</sup>? »

Bref, tout cela paraît un peu paradoxal. D'un côté, Berthiaume refuse qu'il y ait des textes antisémites publiés dans *L'Illustration Nouvelle* et il semble agacé par le militantisme de son rédacteur en chef, mais de l'autre, il souhaite que son journal reprenne les informations de dépêches nazies. Mesurait-il bien l'importance de l'antisémitisme dans l'idéologie nazie? Notons aussi que des publicités pour les activités du PNSC paraissent dans le journal<sup>101</sup>. La promotion du parti d'Arcand ne devait pas passer inaperçue chez les annonceurs juifs, avec qui Berthiaume désirait pourtant rester en bons termes.

Berthiaume refuse par ailleurs de voir son journal devenir une tribune pour le racisme et l'antisémitisme, puisqu'il tient à ce que *L'Illustration Nouvelle* demeure respectable aux yeux de Duplessis. Entre 1936 et 1940, Berthiaume négocie avec lui dans le but d'obtenir quelques privilèges en échange de l'appui de son journal. D'une part, il aimerait que le gouvernement adopte un projet de loi privé pour lui redonner le contrôle de *La Presse*. D'autre part, il veut être nommé représentant de la province de Québec en France. À ce sujet, Lucien Dansereau écrit au premier ministre en août 1937 :

Ce qu'Eugène propose, c'est d'ouvrir, à ses frais, des bureaux à Paris, pour représenter la province. Comme je vous l'ai déjà dit, c'est le rêve de sa vie d'avoir une position officielle de son gouvernement, à Paris. Je puis vous affirmer qu'il est assez intelligent pour faire honneur à la province, et la grande fortune dont il dispose lui permettra d'assumer tous les frais de la représentation. [...] Vous avez eu toujours en Eugène un ami dévoué, et qui a dépensé sans compter tous ses revenus pour lutter contre

<sup>100</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Adrien Arcand, 16 septembre 1938, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>101</sup> *L'Illustration Nouvelle*, 5 octobre 1936, p. 7.



le régime Taschereau. Cette lutte, il l'a entreprise voilà au-delà de vingt ans<sup>102</sup>.

Toujours grâce à la lecture de la correspondance entre Dansereau et Duplessis<sup>103</sup>, nous apprenons qu'à l'hiver de 1939, Berthiaume a bel et bien inauguré un « bureau du Québec » à Paris et qu'il a engagé du personnel, mais que le propriétaire de *L'Illustration Nouvelle* n'est pas officiellement accrédité comme agent de la province par le gouvernement, ce qui nuit à son travail de représentant. Cette absence de reconnaissance serait attribuable à l'état matrimonial de Berthiaume<sup>104</sup>. Pour convaincre le premier ministre, Dansereau lui rappelle les avantages qu'il a à maintenir une bonne relation avec son patron :

Les circonstances en faveur d'Eugène à l'heure actuelle, c'est qu'il occupe une position plutôt importante dans le journalisme de notre province. Cette importance pourrait être mise en valeur si nous le voulions, pour le plus grand bien de notre province. Les grandes lignes de sa vie indiquent clairement qu'il a toujours lutté instinctivement contre tous les clans qui, par leur association, imposaient un joug à notre province. Quand il était tout puissant à *La Presse*, il luttait aveuglement contre le régime libéral, et c'est ce qui a amené en grande partie cette ligue de tous les libéraux contre lui, et qui a permis à Pamphile, dans le temps, de lutter victorieusement contre lui. Dans son exil à Paris, Eugène a continué à lutter par tous les moyens possibles, donnant son argent généreusement, fondant ce petit journal du matin que vous connaissez, et qui a toujours défendu les grands principes que vous défendez vous-même. [...] À part quelques articles malheureux qui ont échappé à la direction, [*L'Illustration*] s'est bien conduit. Tout en n'étant pas un journal de parti, il a constamment pris la défense des grands principes que vous défendez. Il n'a jamais donné asile à aucun de vos ennemis, malgré toute la sollicitation qui a été faite<sup>105</sup>.

<sup>102</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Maurice Duplessis, 30 août 1937, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>103</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Maurice Duplessis, 15 février 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>104</sup> Rappelons qu'Eugène Berthiaume est divorcé et impliqué dans un procès pour le versement d'une pension alimentaire, ce qui était mal perçu à l'époque ; Lettre de Lucien Dansereau à Maurice Duplessis, 15 février 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS6, BAnQ (Montréal).

<sup>105</sup> Lettre de Lucien Dansereau à Maurice Duplessis, 15 février 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS6, BAnQ (Montréal).

Au même moment, Adrien Arcand menace de retirer l'appui de *L'Illustration Nouvelle* à l'Union nationale si Duplessis ne répond pas aux exigences de Berthiaume. Le 11 février 1939, il écrit à son patron : « Si quelqu'un en autorité vient me voir ou me demande d'aller le voir, je n'ai toujours que la même chose à répéter : "M. Berthiaume a consenti une grande faveur au Premier, à sa demande; avant que M. Berthiaume ait obtenu satisfaction en ce qu'il désire (Pamphile et Paris), je puis difficilement faire plus"<sup>106</sup>. » Puis, Arcand explique qu'il favorise l'Union nationale dans les nouvelles et les rapports, mais qu'il « néglige volontairement d'en parler dans les éditoriaux, sauf lorsque c'est absolument nécessaire », parce qu'il ne « veut faire aucun zèle avant que Délâge soit allé [à Québec] et ait constaté ce [que l'Union nationale était] prêt à faire de tangible pour le journal<sup>107</sup> ».

Le 8 mai 1939, Arcand et Délâge rencontrent le ministre unioniste William Tremblay pour négocier « de l'aide pour le journal »<sup>108</sup>. Arcand mentionne à Berthiaume que le ministre « s'est montré très sympathique et [qu'il] a dit qu'il présenterait lui-même un mémoire à son chef ». Les trois hommes auraient convenu que l'échec de *L'Illustration Nouvelle* serait « fatal » à l'Union nationale, car le journal est publiquement lié à Maurice Duplessis aux yeux de la presse adverse. En d'autres mots, l'insuccès de *L'Illustration Nouvelle* serait perçu comme un échec de l'Union nationale. Finalement, Arcand et Délâge tentent de convaincre le ministre de présenter un projet de loi pour destituer Du Tremblay. Arcand lui fait valoir qu'ainsi, l'Union nationale aurait « plus que *L'Illustration* pour [les] aider aux prochaines élections, [elle aurait] *La Presse*, *La Patrie*, la sympathie de CKAC, CHLP, [soit] le plus fort consortium de propagande au Canada français<sup>109</sup> ».

---

<sup>106</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 11 février 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 8 mai 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>109</sup> *Ibid.*

En somme, à l'hiver de 1939, Berthiaume, Dansereau et Arcand négocient l'appui de *L'Illustration Nouvelle* à l'Union nationale. Ils sont prêts à collaborer avec Maurice Duplessis, mais en échange, ils veulent l'adoption d'un projet de loi privé pour destituer Pamphile Du Tremblay de *La Presse*, l'accréditation officielle d'Eugène Berthiaume comme représentant du Québec à Paris et obtenir de l'argent pour le journal. Berthiaume n'obtiendra finalement pas les privilèges tant désirés. Plus tard, il rejettera la faute sur Arcand et ses discours antisémites qui auraient, selon lui, rebuté Duplessis<sup>110</sup>.

En dépit de l'incertitude qui plane sur la relation entre les deux institutions, la Fédération des Journalistes canadiens a tout de même profité de quelques contrats de la part du gouvernement du Québec. À ce sujet, Arcand écrit à Berthiaume en avril 1939 : « Les affaires s'améliorent légèrement pour nous et le gouvernement provincial vient de nous promettre pour au moins \$15,000 pour les 12 mois prochains. Nous venons de commencer des impressions pour la Commission des Liqueurs et pour des départements provinciaux dont nous n'avions encore jamais eu d'aide. Le ministère des Mines nous a promis des annonces régulières pour \$75,00 par semaine<sup>111</sup>. » Également, le journal aurait reçu 10 000 \$ de Maurice Duplessis en 1938, une somme qui selon Arcand ne figure nulle part dans les livres comptables de la compagnie<sup>112</sup>.

<sup>110</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Adrien Arcand, 27 juin 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>111</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 14 avril 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal). Précisons que les montants évoqués par Arcand ne concordent pas avec ce qui est noté dans l'*État des comptes publics de la province de Québec*. Lors de notre dépouillement, nous n'avons retrouvé que 679 \$ pour l'année allant du 30 juin 1938 au 30 juin 1939 et 924 \$ pour l'année allant du 30 juin 1939 au 30 juin 1940.

<sup>112</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 11 juillet 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

Les administrateurs de la Fédération des Journalistes canadiens entretiennent aussi des liens avec les conservateurs fédéraux, mais comme l'explique Arcand, ceux-ci ne sont pas disposés à offrir une aide financière :

Du côté politique, rien n'est encore entré dans la caisse. Je sais que Manion répète ne pas avoir encore d'argent. Son organisateur pour Québec est Samuel Gobeil, un de mes amis et des meilleurs lecteurs de *L'Illustration*. Si d'ici huit jours, rien n'a encore bougé, je verrai à ce qu'une démarche efficace soit faite. Je n'ai pas voulu marcher sur les brisées du président, M. Lucien, qui avait toujours fait les tractations politiques jusqu'à ce jour. Il tenait à être bon ami avec tout le monde, mais je crois que les hésitations de l'extérieur viennent du fait qu'on sait qu'il est en aussi bons termes avec le camp Cardin qu'avec le camp bleu. Cela peut avoir des avantages problématiques, mais je crois que les désavantages sont plus grands, car le journal n'a réussi à avoir d'aide d'aucun des deux camps, en définitive<sup>113</sup>.

Ainsi, selon Arcand, la compagnie ne reçoit plus d'aide de la part des conservateurs parce que Lucien Dansereau a fraternisé avec des libéraux. Quelques semaines plus tard, il écrit avoir rencontré Samuel Gobeil, l'organisateur québécois du Parti conservateur du Canada, afin d'obtenir du financement pour le journal. Celui-ci aurait réitéré sa sympathie pour *L'Illustration Nouvelle*, mais aurait confié ne pas disposer de budget pour de la propagande<sup>114</sup>.

En 1940, Eugène Berthiaume s'impatiente devant les maigres résultats obtenus par Dansereau et Arcand dans leurs négociations avec des politiciens. Il pose alors un ultimatum à son rédacteur en chef et procureur : soit il met fin à son militantisme, soit il quitte définitivement le journal :

Vous êtes allé au Nouveau-Brunswick et plusieurs fois en Ontario pour votre mouvement. Est-ce au titre de propagandiste de votre mouvement

<sup>113</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 14 mars 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>114</sup> Lettre d'Adrien Arcand à Eugène Berthiaume, 8 mai 1939, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

ou de rédacteur en chef de *L'Illustration* que je vous paye? [...] Êtes-vous décidé, oui ou non, à consacrer votre talent, votre capacité de travail, votre temps à *L'Illustration* [...] De votre réponse dépend, non pas votre rentrée au journal, puisque à mes yeux, vous n'en êtes pas sorti, mais votre maintien à votre poste<sup>115</sup>.

Finalement, le contrat d'Arcand est résilié, son action dans la compagnie est rachetée par Berthiaume et Émile Délâge est nommé nouveau procureur de l'actionnaire majoritaire. Le 30 mai 1940, Arcand est arrêté et il sera emprisonné pendant toute la durée de la Deuxième Guerre mondiale pour avoir proposé et défendu des idées nazies.

En 1940, la situation financière est précaire à la Fédération des Journalistes canadiens. Sans doute pour mettre fin au versement mensuel de 1000 \$, Berthiaume se réconcilie avec Willie Juneau qui revient, en avril, en tant que directeur de *L'Illustration Nouvelle*. Ce dernier procède à de nombreux congédiements. Selon Bourdon, pendant un certain temps, il ne reste plus dans la salle de rédaction que Jovette-Alice Bernier, Jean Bohémier, Armand Jokisch, Albert Massicotte et lui<sup>116</sup>. Fonctionnant avec une équipe réduite, le journal est limité à douze pages par jour.

L'hebdomadaire *L'Autorité*, partisan du Parti libéral, présente en ces termes la situation en février 1941 :

*L'Illustration Nouvelle*, organe officiel de M. Duplessis lorsque le Mauricien faisait la pluie et le beau temps à Québec, n'a plus qu'un souffle de vie. Son personnel est devenu squelettique. Ses rédacteurs ne sont plus que des ombres. Aussi cherche-t-on dans leurs articles ou leurs comptes rendus un semblant de consistance sans pouvoir le trouver. C'est que le mécène [Eugène Berthiaume] qui l'aidait à se tenir debout depuis la chute du Mauricien est actuellement nourri par la Croix-Rouge quelque part en France, ne pouvant recevoir un sou du Canada, par suite du blocus

<sup>115</sup> Lettre d'Eugène Berthiaume à Adrien Arcand, 11 mars 1940, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D3, BAnQ (Montréal).

<sup>116</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 101.



britannique. L'Union nationale tente vainement d'intéresser ses bailleurs de fonds ordinaires au sort de la feuille moribonde, mais ceux-ci n'ont cure du journal « rose nénane »<sup>117</sup>.

Ces propos, tenus il faut dire par un journal concurrent, paraissent quelque peu exagérés. Berthiaume éprouve certes des problèmes à envoyer et à recevoir de l'argent, mais il est loin d'être ruiné. Plus tard dans l'année, lui et ses proches réussissent à quitter Paris et à revenir à Montréal. De retour d'Europe, il apporte des changements majeurs à la compagnie.

## 2.5 Le *Montréal-Matin* : 1941-1947

À l'été de 1941, Eugène Berthiaume réorganise la Fédération des Journalistes canadiens. D'abord, il remplace Willie Juneau par Jacques-Narcisse Cartier comme directeur de *L'Illustration Nouvelle*. Ce dernier est aussi nommé président de la compagnie en remplacement de Lucien Dansereau. Jacques-Narcisse Cartier (1890-1955) est un homme d'affaires, un journaliste et un expert technicien en télégraphie sans fil. En 1922, avec les fonds de *La Presse*, il a créé CKAC, la première chaîne de radio francophone en Amérique; il en est le directeur jusqu'en 1927. Mentionnons également qu'en 1926, il a participé à la fondation de l'hebdomadaire *Le Petit Journal*, et en 1934-1935, il a été vice-président de la Commission canadienne de la radiodiffusion. Parallèlement à sa carrière professionnelle, Cartier milite occasionnellement pour le Parti conservateur du Canada. Par exemple, à l'élection fédérale de 1930, il était le bras droit de Joseph Rainville, le directeur de campagne des conservateurs dans la province de Québec<sup>118</sup>. Son père, Antoine-Paul Cartier, a

<sup>117</sup> « Coup de marteau », *L'Autorité*, 22 février 1941, p. 1.

<sup>118</sup> En complément d'information sur la campagne des conservateurs fédéraux au Québec en 1930, voir Pierre Drouilly, *Atlas des élections fédérales au Québec, 1867-1988*, Montréal, VLB Éditeur, 1989, 400 p. et Marc La Terre, *Les tribulations des conservateurs au Québec de Bennett à Diefenbaker*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, 265 p.

été député conservateur à l'Assemblée législative du Québec de 1892 à 1897. Signalons également que Jacques-Narcisse Cartier est le petit-cousin de Maurice Duplessis du côté de sa mère, Marie-Louise-Ernestine LeNoblet Duplessis. C'est donc à un gestionnaire d'expérience et à un conservateur notoire qu'Eugène Berthiaume confie la direction de son journal en 1941.

Cartier ne tarde pas à imposer des changements importants au journal. D'abord, il en change le titre pour *Montréal-Matin*. Le passage de *L'Illustration Nouvelle* au *Montréal-Matin* se fait progressivement. Le 11 août, les deux titres se côtoient, mais dans les numéros suivants, les caractères de *Montréal-Matin* grossissent et ceux de *L'Illustration Nouvelle* rapetissent graduellement, jusqu'à ce que le titre en vigueur depuis 1936 soit abandonné. En plus de *Montréal-Matin*, Cartier fait enregistrer au bureau des brevets les noms de *Montréal-Midi*, *Montréal-Soir* et *Montréal-Nuit*, ce qui laisse penser que le nouveau président-directeur général désirait, éventuellement, publier des éditions de jour et de soir. Ces titres ne seront toutefois jamais utilisés. D'autre part, Cartier met fin au papier rose. À partir du 18 août 1941, le *Montréal-Matin* est imprimé sur du papier blanc comme ses concurrents. Bourdon dit de Jacques-Narcisse Cartier qu'il est un directeur travaillant et présent : « Dès son arrivée à *Montréal-Matin*, M. Cartier se voue corps et âme à sa nouvelle tâche. Il se rend à son bureau sept jours par semaine. Il s'y trouve presque tous les soirs et suit de près le fonctionnement de chacun des services. Ses efforts ne sont pas vains, car bientôt nous voyons avec satisfaction notre tirage s'accroître et notre journal s'améliorer dans sa tenue et son contenu<sup>119</sup>. » Par contre, la Fédération des Journalistes canadiens est toujours déficitaire. Selon Cartier, la compagnie a accusé

---

<sup>119</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 108.

un déficit d'environ 25 000 \$ en 1941<sup>120</sup>. Précisons que depuis la défaite de l'Union nationale, elle ne reçoit plus de contrats de la part de l'État<sup>121</sup>.

Sous la présidence de Cartier, la Fédération des Journalistes canadiens est en perpétuelles négociations avec différents groupes politiques pour trouver une source de financement qui assurerait la publication du journal<sup>122</sup>. Par contre, tant à Québec qu'à Ottawa, les libéraux sont au pouvoir. À l'Assemblée nationale, l'Union nationale n'occupe plus que quinze sièges. Cartier confie à Berthiaume que l'Union nationale agonise, et que selon lui, la prochaine campagne provinciale se jouera entre les libéraux d'Adélard Godbout et le Bloc populaire d'André Laurendeau<sup>123</sup>. Conséquemment, Cartier entretient peu de liens avec l'Union nationale au début des années 1940. En effet, c'est surtout avec le Parti conservateur du Canada qu'il tente de conclure une alliance économique et partisane. Dès son entrée en fonction, il se rend à Ottawa pour rencontrer des membres influents du Parti conservateur et négocier une aide financière pour le journal. Cette fois encore, aucun fonds n'est disponible et Cartier songe à chercher du financement ailleurs. Dans une lettre datée du 2 mars 1942, il écrit à Berthiaume : « La politique, du côté bleu, est moribonde et je doute qu'il y ait quelque chose à faire de ce côté avant plusieurs semaines. Je tenterai quelques ballons d'essai chez certains financiers sujets à être intéressés à supporter un organe qui pourrait leur être utile à l'occasion, sans rien demander en retour, autre chose que du goodwill de la part du journal<sup>124</sup>. »

<sup>120</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 19 juillet 1942, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>121</sup> Les données ont été tirées de l'*État des comptes publics de la province de Québec*.

<sup>122</sup> Cette recherche de financement politique était pratique courante dans la presse du XIX<sup>e</sup> siècle, mais au XX<sup>e</sup> siècle, à l'ère des médias de masse, les journaux cherchaient normalement à se financer à l'aide de la publicité. Sur les transformations dans le mode de financement des entreprises de presse, voir Jean de Bonville, « La publicité : fondement de la presse marchande », *La presse québécoise de 1884 à 1914 : genèse d'un média de masse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, p. 313-354.

<sup>123</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 13 août 1942, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>124</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 2 mars 1942, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

Faute de capitaux et étant donné l'absence d'aide de l'Union nationale et du Parti conservateur, Cartier tente même un rapprochement avec le Parti libéral du Canada. Il explique ainsi la situation à son patron :

Vous avez, sans aucun doute, constaté l'effort que nous avons fait pour plaire aux autorités fédérales en ce qui concerne le support donné au plébiscite. J'espère que cette attitude aura pour effet de faciliter la tâche à Lucien [Dansereau] afin de vous obtenir ce que vous désirez. Il est question que nous obtenions, en retour, la publication d'un numéro de journal spécial à plusieurs milliers d'exemplaires pour être distribué à travers la province quelques jours avant le vote sur le plébiscite qui aura lieu le 27 du mois. Il est aussi probable que cette attitude que nous prenons nous apportera quelques annonces d'industriels voulant à n'importe quel prix une réponse affirmative<sup>125</sup>.

Cette tentative de rapprochement quelque peu étonnante avec leur adversaire des dernières années ne semble pas porter fruit, si bien que Berthiaume et Cartier reviennent dans le giron conservateur. Des rencontres ont lieu entre des représentants de la Fédération des Journalistes canadiens et des argentiers du Parti conservateur, mais il n'y a toujours pas d'argent disponible pour le journal : le parti est en reconstruction en 1942 et une part de son budget est gelée jusqu'à la nomination d'un nouveau chef. Toujours à la recherche de fonds, et sans doute en désespoir de cause, Cartier propose à son patron de louer des pages du journal à une association syndicale :

Je me demande s'il ne vous serait pas possible de prendre contact avec les chefs de l'American Federation of Labor. Cette fédération a des millions de réserve et est anxieuse, à ce qu'on me dit, d'obtenir le support des journaux. Une contribution de \$3,000 par mois de la part de ces messieurs nous permettrait de leur donner trois pages, tous les jours, sur les activités dans tous les domaines ouvriers de la province et, incidemment,

---

<sup>125</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 10 avril 1942, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

comblerait la totalité de notre déficit tout en aidant énormément à la circulation<sup>126</sup>.

Encore une fois, cette entente n'aboutira pas. Entretemps, la compagnie continue à accumuler les déficits. Berthiaume doit régulièrement transmettre de l'argent à Cartier pour éviter les débrayages d'employés ou la visite d'huissiers. Par exemple, le 6 août 1942, Cartier indique à Berthiaume qu'il lui manque 1 200 \$ pour payer les employés et que la banque refuse de lui faire crédit<sup>127</sup>. Deux semaines plus tard, il lui demande encore 1 500 dollars pour s'acquitter des dépenses du journal et de la paye. Il termine en écrivant que de sa réponse dépendra « la survie du *Montréal-Matin* jusqu'à la fin de septembre<sup>128</sup> ». La publication du *Montréal-Matin* dépend donc de la capacité de son propriétaire à fournir des liquidités sur une base quasi hebdomadaire.

En nous référant au témoignage de Joseph Bourdon, nous constatons que les problèmes financiers du journal sont ressentis jusque dans la salle de rédaction. L'équipe de journalistes est toujours réduite, la compagnie n'a plus de service de photographie (ce qui est particulièrement problématique pour un quotidien illustré), et le journal est limité à seize pages<sup>129</sup>. Selon Bourdon, Cartier adopte « la formule du *Daily News* et du *Daily Mirror*, de New York, tant pour l'éditorial que pour le reste du journal<sup>130</sup> ». Le journal comprend donc plusieurs brèves et de courts éditoriaux. À l'automne 1942, Cartier engage le réputé écrivain et journaliste Jean-Aubert Loranger (1896-1942) comme directeur de l'information dans le but d'accroître la notoriété du journal, mais ce dernier meurt quelques semaines plus tard. Bref, la situation est difficile et le tirage stagne aux alentours de 10 000 exemplaires par jour.

<sup>126</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 8 mai 1942, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>127</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 6 août 1942, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>128</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 25 août 1942, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>129</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 112.

<sup>130</sup> *Ibid.*



Fin 1942, Berthiaume et Cartier suivent de très près la course à la chefferie du Parti conservateur du Canada. Selon eux, le choix du prochain chef sera déterminant pour l'apport financier du *Montréal-Matin*. Le 20 novembre, Cartier commente ainsi la situation :

Du côté des conservateurs, il n'y a rien à faire avec [Gustave] Monette qui exige un contrôle absolu des actions et de la politique du journal pour les quelques milliers de dollars requis pour maintenir *Montréal-Matin*. Si par hasard [Henry Herbert] Stevens, qui est candidat à la chefferie, avec qui j'ai dîné ce soir, réussissait à se faire élire, nous aurons tout le support voulu sans obligation aucune de notre part<sup>131</sup>.

C'est finalement John Bracken qui est élu chef du Parti conservateur, alors renommé Parti progressiste-conservateur du Canada (PPCC). Cartier entreprend aussitôt des négociations avec Kenneth MacLaren, un représentant de Bracken, pour louer le *Montréal-Matin* au PPCC. Berthiaume désire prêter son journal aux conservateurs pendant un temps prédéterminé, comme il l'avait fait avec Camillien Houde de 1930 à 1933. En février 1943, Cartier décrit au chef conservateur les termes de la location envisagée par Berthiaume :

It is my desire, based upon my sympathy for your cause, and through the confidence I have in your leadership, to place at your disposal the columns of the Montreal Matin, for a period of five years, reserving, however, unto myself, the political editorial policy of same. It is understood that the Conservative Party will cooperate by the payment of overhead in the sum of \$3,000 monthly, during the first year; \$2,000 monthly, during the second year; \$1,000 monthly, during the third years; and during the fourth and fifth years, the sum of \$1000 monthly. Failure to meet these financial provisions makes this entire agreement null and void for all purposes. [...] My plan is to assist you, as much as is possible, since I believe you have a great future and that the Party is destined for greater things<sup>132</sup>.

<sup>131</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 20 novembre 1942, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>132</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à John Bracken, février 1943, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

Ainsi, en échange d'une participation active au journal pendant une période de cinq ans, Berthiaume demande aux conservateurs 96 000 \$. MacLaren soumet alors une contre-offre à la Fédération des Journalistes canadiens; nous avons retrouvé le contrat proposé par le PPCC dans le fonds Berthiaume<sup>133</sup>. L'entente stipule que le PPCC louerait le *Montréal-Matin* pendant une période de cinq ans. Le parti verserait à Berthiaume 36 000 \$ la première année, 24 000 \$ la deuxième, 12 000 \$ la troisième et 1 \$ lors des deux dernières années. Bref, le PPCC offre 72 000 \$ au lieu des 96 000 \$ demandés. D'autre part, le contrat soumis par MacLaren affirme que la position du PPCC quant à la politique éditoriale du journal doit prévaloir sur celle du camp Berthiaume en cas de différend. « The Parties hereto mutually agree that the intent and spirit of this Agreement is to co-operate one with the other for the purpose of devoting their services to furthering the cause of the Leader of the Progressive-Conservative Party in the Dominion of Canada, namely, the Honourable John Bracken. » Le contrat n'est pas entériné, les deux parties ne s'entendant pas sur les sommes impliquées et sur l'identité de la personne qui aurait le dernier mot quant à la politique éditoriale du journal. Sur la copie du contrat retrouvée, nous apercevons la note manuscrite : « soumis le 19 février 1943 par Kenneth MacLaren, mais refusé, comme le projet Johnston. »

Le « projet Johnston » fait référence à une autre offre qu'a reçue la Fédération des Journalistes canadiens au cours de la période. Elle provient de deux ex-courtiers, messieurs Johnston et Cockfield. Cartier décrit ainsi la proposition :

Durant la période à partir de la signature de l'entente, ces messieurs s'engageraient à maintenir le journal et le développer à bonne fin, dans l'intérêt de la cause conservatrice, combleraient le déficit, rencontreraient les taxes, paieraient les intérêts sur l'hypothèque ainsi que l'intérêt sur les débetures; en un mot, paieraient toutes les dépenses d'année en année

---

<sup>133</sup> *Contrat entre Kenneth MacLaren et la Fédération des Journalistes canadiens*, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

jusqu'à ce qu'ils décidassent de prendre possession complète. En ce faisant, ils se chargeraient d'absorber l'hypothèque sur la bâtisse, de racheter les débentures, ce qui voudrait dire qu'advenant le cas qu'ils achèteraient, ils paieraient \$100,000 comptant pour les deux cents parts et vous libèreraient de toute obligation<sup>134</sup>.

L'offre est refusée, puisque Berthiaume ne souhaite pas vendre son journal, mais bien le louer pendant quelques années, pour ensuite en reprendre le plein contrôle. Bref, au commencement de 1943, des négociations sérieuses ont eu lieu entre la Fédération des Journalistes canadiens et différentes factions conservatrices pour « prêter » le *Montréal-Matin*, mais aucune entente n'est conclue.

Le rapport financier qui couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai 1943 nous apprend que la compagnie a engendré 25 217 \$ des ventes, 19 901 \$ en travaux d'impression, 14 778 \$ de la publicité et 185 \$ en recettes diverses, pour un revenu total de 60 082 \$<sup>135</sup>. Les dépenses, quant à elles, se chiffrent à 62 696 \$. Ainsi, lors des cinq premiers mois de 1943, le déficit net des opérations est de 2614 \$. En projection, cela ferait un déficit annuel d'environ 6250 \$, ce qui est nettement mieux que les 25 000 \$ de déficits rencontrés en 1941.

Malgré l'amélioration des finances, la Fédération des Journalistes canadiens tente encore de nouer des alliances avec des groupes politiques. En 1944, Cartier est en pourparlers avec les conservateurs fédéraux, mais l'argent semble toujours indisponible : « Le grand argentier [du PPCC] m'a témoigné une sympathie habituelle; en ce sens qu'il regrette lui-même ne pouvoir marcher aussi vite que nous le désirons tous, dû à la mésentente qui existe en haut-lieu en vue du choix d'un

<sup>134</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 3 février 1943, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>135</sup> Rapport financier du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai 1943, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

organisateur national<sup>136</sup>. » La compagnie choisit alors d'élargir ses horizons et d'ouvrir ses presses à d'autres groupes politiques. En 1944, la Fédération des Journalistes canadiens conclut des ententes pour imprimer le journal *Le Bloc*, l'organe officiel du Bloc populaire, ainsi que *Le Canada Nouveau*, l'organe francophone de la Fédération du Commonwealth coopératif. Opportuniste, elle signe au même moment un contrat pour imprimer le *Canadian Mail*, un journal farouchement opposé à ce parti fédéral de tendance socialiste<sup>137</sup>.

D'autre part, 1944 marque le retour au pouvoir de l'Union nationale. Le *Montréal-Matin* recommence dès lors à obtenir des contrats gouvernementaux. Durant l'année financière 1945-1946, la compagnie reçoit 1380 \$ de l'État. Cela représente plus d'argent que *Le Canada* (194 \$), *La Presse* (323 \$) et *Le Devoir* (284 \$) réunis, mais moins que *La Patrie* qui obtient 3040 \$. Les quotidiens de Québec, pour leur part, récoltent beaucoup plus d'argent, soit plus de 10 000 \$ dans le cas du *Soleil* et plus de 22 000 \$ dans le cas de *L'Action catholique*. L'année suivante, le *Montréal-Matin* reçoit 2350 \$, ce qui est plus que les 189 \$ du *Canada*, mais beaucoup moins que les 30 000 \$ obtenus par *L'Action catholique*<sup>138</sup>.

L'amélioration des finances permet à Jacques-Narcisse Cartier d'engager de nouveaux journalistes. En 1944, Monise Robitaille, Christian Verdon et un journaliste qui contribuera grandement au succès futur du journal, Jacques Beauchamp (1927-1988), font leur début au *Montréal-Matin*. Ce dernier n'a que dix-sept ans lorsqu'il se joint à l'équipe sportive du journal. Rapidement, il s'impose comme l'un des journalistes sportifs les plus réputés de Montréal. Il demeurera à l'emploi du *Montréal-Matin* jusqu'en 1969, année où il quitte pour le *Journal de Montréal*.

<sup>136</sup> Lettre de Jacques-Narcisse Cartier à Eugène Berthiaume, 23 février 1944, Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673, S2, SS5, SSS5, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>137</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973-, 10 vol.

<sup>138</sup> Les données ont été tirées de l'*État des comptes publics de la province de Québec*.

Entre 1941 et 1944, le *Montréal-Matin* possède un tirage d'environ 10 000 exemplaires par jour. À partir de 1944, le tirage augmente rapidement. De 11 476 en 1944, il passe à 18 830 en 1946, puis à 24 514 l'année suivante<sup>139</sup>. Malgré que ces nombres soient toujours largement en-dessous du tirage de *La Presse* (environ 200 000 exemplaires par jour lors de cette période), nous pouvons considérer 1944 comme le début de l'expansion du *Montréal-Matin*. Le quotidien double son tirage en trois ans. Cette amélioration coïncide, bien sûr, avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais aussi avec le retour au pouvoir de l'Union nationale et l'embauche de Jacques Beauchamp.

Quinze ans après avoir fondé son journal, Eugène Berthiaume voit enfin celui-ci augmenter sa part de marché. Toutefois, il meurt le 31 août 1946 à New York. Rappelons que Berthiaume était impliqué depuis une trentaine d'années dans des procès judiciaires concernant la validité du testament de son père. Ironiquement, à sa mort, l'histoire se répète : différents testaments sont retrouvés et une dispute juridique éclate entre les candidats à sa succession<sup>140</sup>. Un procès oppose Lucien Dansereau à Colette Berget, la nièce de Berthiaume. Dansereau a en sa possession un testament daté du 14 mars 1935 qui stipule qu'il est le principal héritier, mais Berget a une lettre de son oncle, datée du 21 août 1946, qui la désigne comme unique héritière. Parallèlement, des démarches sont entreprises par la deuxième femme de Berthiaume, Fanny Irène Colin, pour récupérer les biens de son mari. Bref, pendant quelque temps, l'instabilité règne au conseil d'administration de la Fédération des Journalistes canadiens, car les membres ne savent pas à qui appartiendra le *Montréal-Matin*. Joseph Bourdon explique que pour remédier au problème, les administrateurs consentent à augmenter le capital de la compagnie de 200 000 \$ et autorisent Jacques-Narcisse Cartier à investir dans la Fédération des Journalistes canadiens, ce qui fait de

<sup>139</sup> Les tirages ont été vérifiés dans le répertoire *Ayer's*.

<sup>140</sup> Les archives judiciaires du procès sont conservées dans le fonds Famille Trefflé Berthiaume, P207, à BAnQ (Montréal).



lui le nouvel actionnaire majoritaire<sup>141</sup>. Toutefois, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, Cartier ne sera pas longtemps propriétaire du *Montréal-Matin*, puisque quelques mois après son investissement, il vend ses actions aux Éditions Laviolette, un groupe paravent de l'Union nationale.

\*\*\*

L'histoire du *Montréal-Matin* entre 1930 et 1947 démontre que ce quotidien, fondé par Eugène Berthiaume et les frères Lucien et Fernand Dansereau, s'inscrit au départ dans la mouvance conservatrice. Les trois hommes créent *L'Illustration* pour faire contrepoids au quotidien du matin libéral *Le Canada*. Berthiaume croit que les libéraux provinciaux sont ligués contre lui et nuisent à ses affaires. Il souhaite donc l'élection d'un gouvernement conservateur qui favoriserait ses intérêts. En participant à la victoire conservatrice, il espère, en retour, obtenir des privilèges. Précisément, il aimerait être accrédité comme représentant du Québec à Paris et que le gouvernement adopte un projet de loi privé pour lui donner les actions de *La Presse*.

Le soutien de Berthiaume à la cause conservatrice le mène jusqu'à louer, pendant quelques mois, son journal à Camillien Houde, alors le chef du Parti conservateur. Cette expérience n'est toutefois pas concluante et entraîne de lourdes pertes financières pour les deux parties. Par la suite, l'équipe de *L'Illustration* se rapproche de Maurice Duplessis et elle entretient des liens privilégiés avec l'Union nationale, au point d'être considéré par ses concurrents comme l'organe officiel du parti.

En tant qu'entreprise, *L'Illustration* connaît des débuts plutôt difficiles; le journal est impliqué dans des démêlés judiciaires et, chaque année, la compagnie éditrice est déficitaire. Durant les années 1930, le journal survit essentiellement grâce à Eugène

---

<sup>141</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 133.

Berthiaume. Il maintient en vie *L'Illustration*, même si ce n'est pas une opération financière rentable, parce qu'il considère le journal comme un outil de négociation.

Au début des années 1940, les motivations de Berthiaume se transforment. Il n'est plus à la recherche de privilèges ou de reconnaissances quelconques, mais bien d'une source de financement pour l'aider à produire le *Montréal-Matin*. Ayant réalisé sa fortune dans l'import-export à partir de l'Europe, la Deuxième Guerre mondiale nuit à ses finances. En 1941, il demande au directeur Jacques-Narcisse Cartier de trouver du financement politique. Les deux hommes cherchent d'abord du côté de leurs alliés naturels, soit les conservateurs – les conservateurs fédéraux dans ce cas-ci, puisque selon Cartier, l'Union nationale est appelée à disparaître. Ils essaient de conclure une entente avec eux pour leur louer le *Montréal-Matin*, le temps que Berthiaume se refasse une santé financière, mais sans succès. Désespérés, les administrateurs du journal tentent même un rapprochement avec le Parti libéral du Canada et avec une centrale syndicale américaine. Berthiaume et Cartier sont donc prêts à changer de camp si cela permet d'assurer la survie du journal.

Berthiaume veut bien que son journal se mette au service d'une cause idéologique et politique, mais pas au prix de la rentabilité à moyen ou long termes. Le soutien de son journal n'est pas gratuit et il doit lui rapporter quelque chose : des faveurs dans les années 1930 et une aide financière dans les années 1940. Bref, les politiciens doivent sans cesse négocier avec Berthiaume pour s'assurer du soutien de son journal.

C'est sans doute en partie pourquoi Maurice Duplessis se portera acquéreur du *Montréal-Matin* en 1947. Le premier ministre ne devait pas apprécier devoir continuellement négocier l'appui du journal à son parti et répondre aux exigences de ses actionnaires. Berthiaume avait toujours refusé de se départir de son journal, mais après son décès, Duplessis réussit à convaincre le nouvel actionnaire majoritaire, son

petit-cousin Jacques-Narcisse Cartier, de lui vendre. L'Union nationale met ainsi la main sur un journal qui, depuis 1944, est en plein essor.

## CHAPITRE III

### LE JOURNAL D'UN PARTI

1947-1972

Ce troisième chapitre aborde l'histoire du *Montréal-Matin* alors qu'il est la propriété de l'Union nationale. Après avoir présenté l'achat du quotidien par la formation unioniste, nous verrons de quelle façon le *Montréal-Matin* évolue sous les différentes administrations qu'il a connues entre 1947 et 1972. Une attention particulière sera accordée aux relations qu'entretiennent les administrateurs du journal avec le personnel politique de l'Union nationale.

#### 3.1 Le Québec d'après-guerre

Au sortir de la guerre, le Québec, comme ses voisins d'Amérique du Nord, entre dans une période de prospérité économique. C'est le début des Trente glorieuses, période caractérisée par une hausse substantielle des investissements, de la production et de la consommation. L'économie québécoise profite de la reconstruction de l'Europe et des besoins en matières premières en provenance des États-Unis. La croissance économique permet de créer de nombreux emplois. En 1947, le taux de chômage se situe à seulement 2,7 % au Québec<sup>1</sup>. De plus, les salaires augmentent considérablement, ce qui permet à plusieurs Québécois d'améliorer leur niveau de vie. La reprise économique, la situation de plein emploi et l'entrée des classes populaires dans la société de consommation sont autant de facteurs susceptibles de favoriser la diffusion d'un média de masse comme le *Montréal-Matin*.

---

<sup>1</sup> Paul-André Linteau et coll., *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 188.

En 1947, cinq quotidiens de langue française sont publiés à Montréal. Le marché du matin est occupé par le *Montréal-Matin* et *Le Canada*, qui est, rappelons-le, le quotidien du Parti libéral du Canada. Le soir, nous retrouvons *Le Devoir*, *La Patrie* et *La Presse*. Cette dernière, avec un tirage de plus de 200 000 exemplaires par jour, surpasse facilement les quatre autres quotidiens qui ont tous un tirage inférieur à 50 000 exemplaires<sup>2</sup>.

En ce qui concerne la politique, les libéraux de Mackenzie King forment le gouvernement au fédéral, tandis qu'au provincial, l'Union nationale a repris le pouvoir en 1944. Selon Alain Lavigne, Duplessis a remporté les élections grâce à l'organisation électorale élaborée par Joseph-Damase Bégin<sup>3</sup>. Celui-ci a une formation en commerce. Avant d'être élu député de Dorchester en 1935 sous la bannière de l'Action libérale nationale, il gère sa propre concession d'automobiles. Aux élections de 1939, il est un des députés de l'Union nationale ayant obtenu les meilleurs résultats. Questionné par Duplessis, Bégin explique sa réélection par la publicité et le fait d'avoir mis à profit durant sa campagne électorale ses connaissances en marketing<sup>4</sup>. Dès lors, il est nommé responsable de l'organisation de l'Union nationale pour le district de Québec, avant d'être promu organisateur en chef du parti en 1943, poste qu'il conservera jusqu'en 1960. Sous la direction de Bégin, l'Union nationale misera abondamment sur la publicité, le marketing politique et la propagande pour remporter ses élections<sup>5</sup>. Gérald Martineau (1902-1968) est pour sa part nommé trésorier de l'Union nationale et responsable de la caisse du parti en 1944. Grâce à un système de ristournes et en accueillant les « dons » des amis du régime, il sera en mesure d'augmenter considérablement les ressources financières du

---

<sup>2</sup> Les tirages ont été vérifiés dans le répertoire *Ayer's*.

<sup>3</sup> Alain Lavigne, *Duplessis. Pièce manquante d'une légende. L'invention du marketing politique*, Québec, Septentrion, 2012, p. 66.

<sup>4</sup> Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, tome 1, Montréal, Fides, 1978, p. 557.

<sup>5</sup> Alain Lavigne, *op. cit.*, p. 24.



parti<sup>6</sup>. Mentionnons enfin l'embauche, en 1946, de Paul Bouchard (1908-1997) comme publiciste. En 1947, l'Union nationale est en grande partie gérée par ces trois hommes : Bégin à l'organisation, Martineau aux finances et Bouchard à la publicité.

### 3.2 Un réseau médiatique unioniste

Dans les années 1940, l'Union nationale souhaite mettre en place un réseau médiatique capable de faire contrepoids à celui des libéraux. En novembre 1940, alors qu'il est responsable du district de Québec, Bégin dote le parti d'un premier périodique en fondant l'hebdomadaire *Le Temps*<sup>7</sup>. Ce dernier est imprimé au Club Renaissance de la Grande Allée à Québec, soit le club privé de l'Union nationale. La direction du journal est confiée à Bruno Lafleur, un ancien chroniqueur parlementaire à *L'Événement*. Publié à Québec le vendredi soir, *Le Temps* est destiné aux membres du parti; il diffuse des chroniques politiques, des éditoriaux partisans et des nouvelles sur les activités de l'Union nationale. Les discours des députés et des membres influents du parti sont reproduits, de même que les causeries politiques prononcées à la station alliée CHRC<sup>8</sup>. *Le Temps* a un tirage modeste, mais il permet à l'Union nationale de transmettre de l'information à ses militants sur une base régulière. Comme il s'adresse avant tout aux membres du parti, il ne permet toutefois pas d'influencer directement l'opinion publique. Duplessis et sa garde rapprochée sont donc à la recherche d'un quotidien d'information apte à jouer ce rôle. De plus, ils veulent que ce soit un journal montréalais, puisque l'Union nationale n'est alors pas très populaire sur l'île de Montréal. En effet, lors des élections de 1944, le parti n'y a fait élire que quatre députés sur une possibilité de quinze.

<sup>6</sup> Paul-André Linteau et coll., *op. cit.*, p. 338.

<sup>7</sup> Le journal a eu pour nom *Le Temps* du 8 novembre 1940 au 2 août 1969, *Le Temps Nouveau* du 15 octobre 1969 au 21 octobre 1971 et *L'Unité* du 11 novembre 1971 au 22 juillet 1973.

<sup>8</sup> Sur les liens entre *Le Temps* et CHRC, voir Jocelyn Saint-Pierre, « Maurice Duplessis et la Tribune de la presse : confrontation, neutralité bienveillante ou appui inconditionnel? », dans Lucia Ferretti et Xavier Gélinas, (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*, Montréal, Septentrion, 2010, p. 333.

Les unionistes s'intéressent d'abord au *Devoir*. En 1943, Duplessis aurait fait une offre d'achat pour s'en porter acquéreur, mais elle aurait été refusée par le directeur, Georges Pelletier<sup>9</sup>. Selon les historiens Suzanne Clavette et Robert Comeau, Duplessis n'abandonne pas son projet et commence à « placer de ses hommes » sur le conseil d'administration et dans la salle de rédaction<sup>10</sup>. Par ailleurs, dans son autobiographie, Gérard Filion mentionne qu'en 1945, Jacques Perrault<sup>11</sup> l'avait rencontré pour lui offrir le poste de directeur-adjoint au *Devoir* et pour l'informer que la situation était « inquiétante » au journal, puisqu'une majorité d'administrateurs sur le conseil d'administration étaient « inféodés » à Duplessis<sup>12</sup>. Selon Perrault, ces administrateurs attendaient le décès de Pelletier, gravement malade, pour nommer un directeur lié à l'Union nationale. L'historien Jean-François Nadeau pense que ce nouveau directeur aurait été le journaliste Léopold Richer, le fondateur et rédacteur en chef du journal *Notre Temps*<sup>13</sup>.

En 1946, Perrault choisit de remettre le titre de premier fiduciaire détenu par Pelletier à M<sup>gr</sup> Charbonneau, archevêque de Montréal et adversaire de Duplessis, pour empêcher que *Le Devoir* tombe entre les mains d'un éventuel directeur unioniste – rien n'aurait alors empêché celui-ci de vendre le titre à l'Union nationale. Le 20 janvier 1947, Pelletier meurt, mais, coup de malchance pour Duplessis, deux des administrateurs qui lui étaient fidèles font de même quelques semaines plus tard et ils sont remplacés par des alliés de Perrault<sup>14</sup>. Les unionistes se retrouvent alors minoritaires sur le conseil d'administration et lorsque le temps est venu de nommer

<sup>9</sup> Suzanne Clavette et Robert Comeau, « Grandeur et misère d'un antiduplessisme de 1947 à 1959 », dans Robert Lahaise, (dir.), *Le Devoir, reflet du Québec au 20<sup>e</sup> siècle*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1994, p. 346.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> Jacques Perrault était l'un des administrateurs de l'Imprimerie populaire, la société éditrice du *Devoir*.

<sup>12</sup> Gérard Filion, *Fais ce que peux. En guise de mémoire*, Montréal, Boréal, 1989, p. 183.

<sup>13</sup> Jean-François Nadeau, « André Laurendeau et Jacques Perrault, deux anti-duplessistes », dans Robert Comeau et Luc Desrochers, (dir.), *Le Devoir : un journal indépendant (1910-1995)*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 132.

<sup>14</sup> Gérard Filion, *op. cit.*, p. 205.

un nouveau directeur, le choix s'arrête sur Gérard Filion. À son arrivée, celui-ci entreprend un « ménage » dans la salle de rédaction<sup>15</sup>. Bref, la tentative de prise de contrôle du *Devoir* par l'Union nationale se solde par un échec. Les unionistes doivent donc trouver une solution de rechange.

### 3.3 L'achat du *Montréal-Matin* par l'Union nationale

Toujours à la recherche d'un quotidien montréalais, Duplessis se tourne vers le *Montréal-Matin*. Rappelons qu'Eugène Berthiaume avait toujours refusé de se départir de son journal, puisque celui-ci lui permettait d'avoir de l'influence et d'obtenir des privilèges. Toutefois, lorsqu'il meurt en 1946 et que Jacques-Narcisse Cartier devient le nouvel actionnaire majoritaire, une opportunité s'offre à l'Union nationale. Selon Robert Rumilly, c'est Cartier qui a d'abord offert à Duplessis de lui racheter le *Montréal-Matin*<sup>16</sup>. Duplessis accepte l'offre de son petit-cousin, car cela lui permet de s'assurer l'appui inconditionnel du *Montréal-Matin* et, du même coup, d'écarter le risque que Cartier vende le journal à un adversaire politique.

Duplessis mandate le notaire Arthur Savoie pour réunir les fonds nécessaires à l'achat du *Montréal-Matin*. Savoie pige dans la caisse du parti et met sur pied une campagne de souscription auprès d'amis de l'Union nationale – le principal souscripteur est le dentiste Albert Surprenant<sup>17</sup>. Savoie fonde ensuite une compagnie bidon, les Éditions Lavolette Inc., pour qu'elle achète le journal en fidéicommis de l'Union nationale. Une fois la transaction complétée, tous les souscripteurs remettent les certificats d'actions à Duplessis, ce qui fait de lui l'unique propriétaire du *Montréal-Matin*. Il est alors convenu que les actions du quotidien seront transmises de chef en chef de

<sup>15</sup> Gérard Filion, *op. cit.*, p. 211.

<sup>16</sup> Robert Rumilly, *op. cit.*, tome II, p. 13.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 189.

l'Union nationale. Le contrat de vente est signé le 20 juin 1947, et la valeur de la transaction est estimée à 250 000 \$<sup>18</sup>.

### 3.4 Les années Duplessis, 1947-1959

En tant que nouveau propriétaire du *Montréal-Matin*, Duplessis prend deux décisions importantes : il nomme Charles Bourassa (1892-1970) président et gérant général de la compagnie, et Roger Duhamel (1916-1985) directeur et rédacteur en chef du journal. Bourassa a auparavant travaillé à *La Presse* et au *Canada*. Originaire de Trois-Rivières, il est un ami d'enfance de Duplessis<sup>19</sup>. Dans la compagnie et au journal, il est considéré comme le représentant personnel de Duplessis. Selon Joseph Bourdon, Bourassa rendait des comptes uniquement au premier ministre et personne de l'Union nationale n'avait le droit d'intervenir dans la gestion administrative du *Montréal-Matin*<sup>20</sup>. Il demeurera le grand patron du journal jusqu'en 1961.

Quant à Roger Duhamel, il n'a que 31 ans lorsqu'il est nommé directeur et rédacteur en chef du *Montréal-Matin*. Sa feuille de route est néanmoins impressionnante. Au cours des années 1930, tout en réalisant des études en lettres et en droit, il milite dans les Jeune-Canada, auprès notamment d'André Laurendeau et de Gérard Fillion, en plus de participer à la revue *La Relève*. Secrétaire du maire Camillien Houde de 1938 à 1940, il entreprend ensuite une carrière dans le journalisme. Il travaille au *Canada* (1940-1942), au *Devoir* (1942-1944) et à *La Patrie* (1944-1947). De 1943 à 1945, il

<sup>18</sup> Joseph Bourdon, *Montréal-Matin : son histoire, ses histoires*, Montréal, La Presse, 1978, p. 136.

<sup>19</sup> Ils se sont liés d'amitié alors qu'ils fréquentaient le Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières. En 1929, les deux hommes se remémorent leurs jeunes années où ils étaient « inséparables ». Lettre de Maurice Duplessis à Charles Bourassa, 9 avril 1929, Fonds Maurice L. Duplessis, FN0019-C-09-0100, Archives du Séminaire de Trois-Rivières ; Lettre de Charles Bourassa à Maurice Duplessis, 10 avril 1929, Fonds Maurice L. Duplessis, FN0019-C-09-0100, Archives du Séminaire de Trois-Rivières.

<sup>20</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 137.

est président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Signalons enfin qu'il est candidat défait du Bloc populaire lors des élections fédérales de 1945.

Après l'échec du Bloc populaire, Duhamel se rapproche de l'Union nationale, au grand plaisir de Duplessis qui appréciait son talent de communicateur. Déjà en 1944, il l'avait incité, sans succès, à rallier les rangs de son parti<sup>21</sup>. La collaboration entre Duhamel et l'Union nationale prend finalement forme en février 1947, lorsque celui-ci accepte l'invitation du premier ministre à défendre l'Union nationale lors d'une causerie à Radio-Canada :

Je reçois, par l'intermédiaire de mon ami Trépanier, votre invitation de prononcer une causerie en faveur de l'Union nationale sur le réseau de Radio-Canada. J'accepte sans hésitation cette occasion d'adhérer à la cause de l'autonomie que vous représentez avec courage et pertinence. Il est grand temps que tous les autonomistes convaincus sachent faire l'union sacrée et lutter de concert [...] permettez-moi de vous assurer de mon désir de franche collaboration aux buts que vous poursuivez<sup>22</sup>.

Cette causerie semble un test de fidélité qu'impose Duplessis au jeune journaliste. Si tel est le cas, Duhamel l'a réussi, puisqu'il est engagé comme directeur du *Montréal-Matin* quatre mois plus tard. Cette nomination est globalement bien accueillie. Duhamel reçoit des lettres de félicitations de quelques députés et ministres de l'Union nationale, dont Daniel Johnson<sup>23</sup>. Dans sa réponse, Duhamel lui promet sa pleine et entière collaboration :

Je te remercie de tes félicitations, sois assuré que de mon côté il me fera toujours plaisir de t'accorder la plus généreuse publicité [...] Je sais que tu es un député de province et que tes électeurs ne lisent pas notre journal, mais cependant il peut être avantageux de te servir parfois de nos

<sup>21</sup> Lettre de Maurice Duplessis à Roger Duhamel, 12 février 1944, Fonds Roger Duhamel, CLG46, A134, BAnQ (Montréal).

<sup>22</sup> Lettre de Roger Duhamel à Maurice Duplessis, 15 février 1947, Fonds Roger Duhamel, CLG46, A134, BAnQ (Montréal).

<sup>23</sup> Lettre de Daniel Johnson à Roger Duhamel, 15 août 1947, Fonds Roger Duhamel, CLG46, D1, BAnQ (Montréal).



colonnes, ainsi quand tu as une information particulière, ou quand tu dois prononcer incessamment un discours à l'Assemblée législative, veuille bien m'aviser à temps pour que je fasse le nécessaire<sup>24</sup>.

Puis, Duhamel lui explique que la nouvelle administration prévoit élargir la zone de distribution du journal : « Depuis sa fondation *Montréal-Matin* a toujours porté son nom, c'est-à-dire, qu'il n'a été vendu que dans la ville. À l'avenir toutefois, il faudrait en venir à engager les frais nécessaires pour lui assurer une diffusion provinciale<sup>25</sup>. » Ce souhait de Duhamel ne se réalisera toutefois pas sous sa direction.

Pendant ses années au *Montréal-Matin*, Duhamel entretient une correspondance avec Duplessis. Parfois, le premier ministre lui recommande d'aborder certains sujets. Par exemple, le 6 octobre 1947, il lui écrit :

En passant, ne croyez-vous pas qu'il serait très approprié et conforme aux meilleurs intérêts de notre chère province de mettre en épingle, avec commentaires appropriés et à jet continu, la très regrettable déclaration de monsieur Saint-Laurent au sujet du pouvoir qu'aurait le Parlement fédéral d'abolir l'usage de la langue française, ainsi que l'intolérable déclaration de monsieur Ilsley qui, après avoir quasiment ruiné le pays au ministère des Finances, est passé illogiquement au ministère de la Justice<sup>26</sup>?

Puis, le 9 décembre 1947, Duplessis propose à Duhamel de reprendre un article qui a été publié dans l'hebdomadaire du parti : « Mon cher Roger, je vous envoie sous pli un article, écrit par un bon ami, qui a été publié dans *Le Temps* et qui comporte, je crois, un intérêt politique d'actualité toujours vivante. Ne croyez-vous pas qu'il serait à propos de le publier dans *Montréal-Matin*, à un endroit qui puisse attirer l'attention

<sup>24</sup> Lettre de Roger Duhamel à Daniel Johnson, 19 août 1947, Fonds Roger Duhamel, CLG46, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Lettre de Maurice Duplessis à Roger Duhamel, 6 octobre 1947, Fonds Roger Duhamel, CLG46, A134, BAnQ (Montréal).

et en faciliter la lecture<sup>27</sup>? » Les formulations utilisées par Duplessis sont intéressantes. Ce ne sont pas à proprement parler des consignes qu'il donne à son directeur, mais bien des recommandations. Néanmoins, on devine que Duhamel avait avantage à obtempérer aux demandes de son patron.

Il arrive aussi que des organisateurs et des députés de l'Union nationale s'adressent à Duhamel pour lui demander d'écrire des articles ou des éditoriaux sur des sujets précis. Par exemple, en décembre 1947, Édouard Asselin, un des avocats du parti, lui envoie des données afin qu'il puisse défendre en éditorial le contrat entre le gouvernement et la compagnie Hollinger sur l'exploitation des gisements de fer de l'Ungava<sup>28</sup>. Il s'agit alors de répondre à des accusations portées par Gérard Filion et André Laurendeau dans *Le Devoir*. Également, le ministre Antonio Barrette lui écrit en janvier 1948 pour qu'il traite « du travail accompli par l'Union Nationale, pour implanter la culture du tabac à cigarettes » au Québec<sup>29</sup>. Puis, Hormisdas Langlais, le député des Îles de la Madeleine, estime avoir été mal cité par la presse et demande à ce qu'un article soit publié dans lequel on mentionnerait qu'il a une haute estime des Madelinots et qu'il ne considère pas ses concitoyens comme des criminels<sup>30</sup>. Bref, en tant que directeur et rédacteur en chef du *Montréal-Matin*, Duhamel est à l'écoute, sinon au service, du personnel politique de l'Union nationale, à commencer par Maurice Duplessis, avec qui il est en relation directe.

Duhamel est à l'emploi du *Montréal-Matin* de 1947 à 1952. Nous connaissons relativement bien sa pensée puisque Martin Langevin a analysé plusieurs de ses

---

<sup>27</sup> Lettre de Maurice Duplessis à Roger Duhamel, 9 décembre 1947, Fonds Roger Duhamel, CLG46, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>28</sup> Lettres d'Édouard Asselin à Roger Duhamel, 3 décembre 1947, 4 décembre 1947 et 28 mars 1949, Fonds Roger Duhamel, CLG46, D1, 12, BAnQ (Montréal).

<sup>29</sup> Lettre d'Antonio Barrette à Roger Duhamel, 22 janvier 1948, Fonds Roger Duhamel, CLG46, D1, 22, BAnQ (Montréal).

<sup>30</sup> Lettre d'Hormisdas Langlais à Roger Duhamel, 16 décembre 1947, Fonds Roger Duhamel, CLG46, D1, 219, BAnQ (Montréal).

éditoriaux dans le cadre de son mémoire de maîtrise<sup>31</sup>. Selon Langevin, les éditoriaux de Duhamel dans le *Montréal-Matin* sont orientés de façon à véhiculer un système de pensée nationaliste, catholique, conservateur et humaniste<sup>32</sup>. Il estime de plus que les convictions de Duhamel coïncident dans l'ensemble avec celles défendues par l'Union nationale. Parfois, l'éditorialiste lance des appels pour que tous les nationalistes canadiens-français se rallient sous le même étendard, soit celui de l'Union nationale. Sans surprise, Duhamel soutient que Duplessis est le meilleur défenseur de l'autonomie provinciale et le politicien le mieux placé pour contrer la centralisation d'Ottawa<sup>33</sup>.

Duhamel s'en prend à la fois aux libéraux provinciaux et fédéraux. Langevin note qu'il est « davantage porté à critiquer l'orientation et les actions des autres partis qu'à vraiment appuyer l'Union nationale comme parti politique<sup>34</sup> ». Par contre, lors d'événements sociopolitiques importants, il adopte la ligne de parti. Ainsi, lors de la grève de l'amiante de 1949, il prend position contre les grévistes. Faisant écho au discours de Duplessis, il soutient que des agitateurs communistes et des opposants au gouvernement québécois se cachent derrière cette grève<sup>35</sup>.

Langevin souligne que le directeur du *Montréal-Matin* s'est intéressé de près aux relations internationales : il discourait en effet sur la mise en place d'une paix durable, critiquait les politiques de Staline et de l'URSS et dénonçait la politique extérieure du Canada qui entretenait des liens avec des pays communistes tels que la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie<sup>36</sup>. Le procès du communisme revient souvent dans les éditoriaux de Duhamel. Par contre, certains jours, il laissait de côté la

---

<sup>31</sup> Martin Langevin, *La pensée nationaliste de Roger Duhamel, directeur de Montréal-Matin (1947-1952)*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1992, viii-168 p.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 82.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 99.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 127.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 137.

politique pour discuter de littérature, de théâtre et de cinéma<sup>37</sup>. Ainsi, la plupart du temps, Duhamel défendait en éditorial des idées très proches de celles de l'Union nationale.

De 1947 à 1952, Charles Bourassa et Roger Duhamel améliorent considérablement le sort du *Montréal-Matin*. D'abord, ils augmentent les effectifs de certains services et engagent de nouveaux journalistes. À leur arrivée, la salle de rédaction n'était composée que d'une quinzaine de journalistes, dont les plus connus étaient Jacques Beauchamp, Joseph Bourdon, Armand Jokisch, Simone Gélinas, Albert Massicotte, Bernard Saint-Aubin, Christian Verdon et le caricaturiste Henri Boivin<sup>38</sup>. Après l'achat du journal par l'Union nationale, Maurice Bernier, Rolland Boulanger, Lucien Langlois, Gérard Lefebvre, Ivan Pigeon et Jean Vallerand se joignent au groupe. Certains d'entre eux sont des partisans avoués de l'Union nationale. C'est le cas de Langlois, sur lequel nous reviendrons, et de Bernier, le nouveau courriériste parlementaire à Québec. Dans les années 1930, Bernier avait été congédié du *Soleil* pour ses idées jugées trop conservatrices<sup>39</sup>. Il était ensuite passé à l'emploi du *Journal*, hebdomadaire lié au Parti conservateur du Canada. Bernier demeurera le courriériste parlementaire du *Montréal-Matin* jusqu'en 1966.

Ensuite, afin d'augmenter sa capacité d'impression, la compagnie achète en 1949 une nouvelle presse Goss au coût de 66 469 \$<sup>40</sup>. Bourassa élimine aussi progressivement les travaux de ville<sup>41</sup> pour que les presses servent essentiellement à l'impression du *Montréal-Matin* et d'autres journaux, tels que *La vie étudiante* et le *Canadian Mail*<sup>42</sup>.

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 109.

<sup>38</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 138.

<sup>39</sup> Jacques Guay, « Maurice Bernier. L'amour du métier comme au premier jour », *Le « 30 »*, vol. 7, n°5, mai 1983, p. 19.

<sup>40</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 148.

<sup>41</sup> Les travaux de ville sont des commandes d'impression de particuliers, tels que des papiers à lettres, des cartes de visite, etc.

<sup>42</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973-, 10 vol.

À noter que depuis le changement de propriétaire, des journaux de gauche, comme *Le Front ouvrier* et *Le Canada Nouveau*, ont cessé d'être imprimés sur les presses du journal<sup>43</sup>. Sous l'administration de Bourassa et la direction de Duhamel, le tirage du *Montréal-Matin* passe de 24 514 exemplaires en 1947 à 33 946 en 1952<sup>44</sup>.

La situation s'améliore donc tranquillement au *Montréal-Matin* et, selon Bourdon, la compagnie n'est plus déficitaire<sup>45</sup>. Toutefois, la relation est tendue entre Bourassa et Duhamel. Déjà en 1949, les deux hommes avaient eu une mésentente quant au congédiement de Jacques de Grandpré, le correspondant du journal à Paris<sup>46</sup>. Par la suite, ils ne semblent pas d'accord sur les orientations à prendre, et Duhamel considère que l'on interfère dans son travail. Le 16 août 1952, après plusieurs mois de confrontation, il envoie sa lettre de démission à Duplessis :

J'avais souhaité il y a cinq ans redonner à cette feuille un peu de prestige dans la presse canadienne-française, mais on n'a fait que me susciter des obstacles de l'esprit le plus mesquin et le plus rétrograde. Je vous avais rapidement exposé la situation lors de la dernière entrevue que vous m'accordiez en mai 1951; cette situation n'a fait depuis lors qu'empirer. Vous comprendrez donc facilement que ma légitime fierté professionnelle me commande de me retirer d'une entreprise où il m'est impossible de travailler efficacement aux intérêts permanents de l'Union nationale. J'ai attendu quelque temps après les élections pour vous communiquer ma décision, afin que des esprits mal intentionnés n'en tirent pas un argument contre le parti. [...] Je me permets d'ajouter que mes sentiments à l'endroit de votre personne et de votre politique n'ont pas varié et que c'est avec empressement que je vous apporterai mon modeste concours, chaque fois qu'il vous plaira d'y faire appel<sup>47</sup>.

---

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Les tirages ont été vérifiés dans le répertoire *Ayer's*.

<sup>45</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 145.

<sup>46</sup> Copie d'une lettre de Jacques de Grandpré à Charles Bourassa, 21 décembre 1949, Fonds Roger Duhamel, CLG46, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>47</sup> Lettre de Roger Duhamel à Maurice Duplessis, 16 août 1952, Fonds Roger Duhamel, CLG46, D1, BAnQ (Montréal).



Il semble donc que ce soit un conflit de personnalités, et non pas un changement d'opinion politique, qui est à l'origine du départ de Duhamel. Par contre, ce dernier affirmera plus tard avoir eu de la difficulté à composer avec la partisanerie du *Montréal-Matin*. En 1982, dans le cadre d'une entrevue à la télévision, il reviendra brièvement sur cette démission en affirmant : « J'étais assez heureux de quitter une maison que j'aimais bien, mais où le combat politique était peut-être un peu trop unilatéral. [...] Je suis peut-être trop enclin à voir les deux côtés de la médaille [...], c'est très mauvais pour la défense et l'illustration d'un parti<sup>48</sup>. » Pourtant, comme nous venons de le voir, c'est parfois lui qui encourageait les unionistes à utiliser les colonnes du *Montréal-Matin*.

Après le départ de Duhamel, personne n'est engagé comme directeur du journal. Officiellement, la fonction n'existe plus, mais officieusement le travail est accompli par Charles Bourassa et son fils Raymond<sup>49</sup>. D'autre part, Christian Verdon dirige la salle de rédaction et Bourdon écrit les éditoriaux. De 1947 à 1952, Duplessis tenait à avoir un homme de confiance dans la salle de rédaction, mais après la démission de Duhamel, il laissera à Bourassa le soin de la superviser.

De 1952 à 1959, Duplessis ne semble pas prendre part à la gestion du *Montréal-Matin*. Bourassa est le seul maître à bord et il veille à la destinée du journal. Il n'y a qu'en 1954, lors d'un conflit syndical interne, que le propriétaire intervient. En effet, le 25 octobre 1951, les journalistes du *Montréal-Matin* avaient rejoint le Syndicat des Journalistes de Montréal pour négocier une convention collective<sup>50</sup>. Pendant plusieurs mois, Bourassa a refusé de négocier, ce qui fait que la cause a abouti devant un tribunal d'arbitrage en janvier 1954. Une sentence arbitrale a alors été signée par les

<sup>48</sup> Propos de Roger Duhamel à l'émission *Propos et confidences*, cités dans Martin Langevin, *op. cit.*, p. 90.

<sup>49</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 157.

<sup>50</sup> Copie de la sentence arbitrale entre la Fédération des Journalistes canadiens Inc. et le Syndicat des Journalistes de Montréal signée le 15 janvier 1954, Fonds Maurice L. Duplessis, FN0019-C-10-300, Archives du Séminaire de Trois-Rivières.

deux parties – signalons que l’avocat de la partie syndicale était Pierre Elliott Trudeau. C’est à ce moment que Duplessis intervient en écrivant au juge Eugène Lafontaine pour obtenir des explications. Nous ne connaissons malheureusement pas les détails de leur échange<sup>51</sup>, mais selon Bourdon, la convention collective n’a pas été signée et il n’y en aura aucune au journal avant 1966<sup>52</sup>. Bref, sans qu’on puisse s’en assurer, on peut présumer que Duplessis a fait avorter la signature de la convention collective. Cela dit, un règlement à l’amiable a probablement été conclu dans le but d’améliorer les conditions de travail des employés, car ceux-ci ne semblent pas avoir fait de vague avec cette histoire.

À notre connaissance, il s’agit de la seule fois où Duplessis intervient directement dans les questions administratives du *Montréal-Matin*. Autrement, il laisse Bourassa agir. Il faut dire que ce dernier semble être un habile administrateur, comme en témoigne la flamboyante progression du journal sous sa présidence. Pendant les années 1950, le tirage quotidien du *Montréal-Matin* augmente d’environ 10 000 exemplaires par année : 33 946 exemplaires en 1952, 51 442 en 1954, 72 929 en 1956 et 85 796 en 1958<sup>53</sup>. C’est durant ces années que le *Montréal-Matin* réussit à percer et à s’établir incontestablement comme le principal quotidien du matin de langue française à Montréal. Bien qu’il soit encore loin du tirage de *La Presse*, qui est supérieur à 200 000 exemplaires, il surpasse facilement celui des autres quotidiens francophones de Montréal.

---

<sup>51</sup> Le fonds Maurice L. Duplessis comprend seulement la réponse du juge Lafontaine à une lettre de Duplessis. Dans celle-ci, Lafontaine tente de justifier sa décision et il termine en priant le premier ministre de croire en sa « parfaite loyauté » et sa « sincère et solide amitié ». Lettre de J-Eugène Lafontaine à Maurice Duplessis, 15 janvier 1954, Fonds Maurice L. Duplessis, FN0019-C-10-300, Archives du Séminaire de Trois-Rivières.

<sup>52</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 204.

<sup>53</sup> Les tirages ont été vérifiés dans le répertoire *Ayer’s*.

Au final, le tirage du *Montréal-Matin* a augmenté de 359 % sous l'administration de Bourassa<sup>54</sup>. Comment expliquer un tel succès? D'abord, il faut tenir compte du changement de propriétaire et de l'investissement de nouveaux capitaux destinés à l'expansion de la compagnie. Tel que mentionné précédemment, après la vente du journal à l'Union nationale, les effectifs ont augmenté et une somme d'argent considérable est investie pour agrandir les locaux et acheter une nouvelle presse plus performante. Celle-ci permettait d'imprimer plus d'exemplaires chaque jour et d'augmenter le nombre de pages par numéro. Selon Bourdon, cette mise à jour technologique était requise pour éventuellement augmenter le tirage, l'ancienne presse n'étant plus adéquate<sup>55</sup>.

D'autre part, les ouvriers et les cols bleus de Montréal, soit le public cible du *Montréal-Matin*, sont de plus en plus nombreux et ils ont désormais les moyens de se procurer chaque matin un exemplaire du journal, dont le prix est fixé à 5 ¢ le numéro. De plus, l'entrée des classes populaires dans la société de consommation attire des annonceurs au *Montréal-Matin* qui y voient un moyen de rejoindre cette nouvelle masse de consommateurs<sup>56</sup>. L'augmentation des revenus publicitaires permet à la compagnie d'être rentable et d'autoriser de nouvelles dépenses pour améliorer son contenu, notamment en embauchant un plus grand nombre de journalistes.

L'apparition de la télévision est un autre facteur qui explique les succès du *Montréal-Matin* dans les années 1950. Après l'entrée en ondes de Radio-Canada à l'automne de 1952, la proportion de foyers québécois équipés d'un téléviseur augmente rapidement. Linteau, Durocher, Robert et Ricard mentionnent que cette proportion passe « de 9,7 % en 1953, à 38,6 % en 1955, puis à 79,4 % en 1958, pour atteindre

---

<sup>54</sup> Le tirage est passé de 24 514 exemplaires en 1947 à 112 446 en 1962.

<sup>55</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 148.

<sup>56</sup> Nous verrons au chapitre V que la publicité augmente considérablement dans le *Montréal-Matin* entre 1954 et 1965.

88,8 % en 1960<sup>57</sup> ». La majorité des Québécois regardent alors les émissions de télévision diffusées à partir de la fin de l'après-midi et conséquemment, on peut supposer que plusieurs d'entre eux délaissent la lecture des journaux du soir. Les habitudes de lecture sont ainsi changées et les journaux du matin connaissent pratiquement tous une forte croissance. C'est le cas du *Montréal-Matin* et *The Gazette*, les deux quotidiens montréalais qui connaissent la plus haute augmentation de tirage dans les années 1950, mais aussi du *Devoir*, qui voit son tirage haussé considérablement lorsqu'il devient journal du matin en 1954<sup>58</sup>. La situation est alors plus difficile pour les journaux du soir : le *Herald* ferme ses portes en 1957 et *La Patrie* met fin à son édition quotidienne la même année. Néanmoins, *La Presse* réussit à conserver une forte popularité.

Finalement, l'amélioration des pages sportives et la présence du journaliste Jacques Beauchamp sont d'autres facteurs qui expliquent l'ascension du *Montréal-Matin*. En 1950, alors qu'il n'est âgé que de 24 ans, Beauchamp est appelé à remplacer Armand Jokisch comme directeur des pages sportives du *Montréal-Matin*. Il procède alors à des embauches pour renouveler la section des sports; il engage Robert « Bob » Chicoine, Jean Séguin et Jerry Trudel – ce dernier menait parallèlement une carrière à la radio où il animait l'émission *Bonsoir les sportifs* à CKAC. De plus, Beauchamp convainc le réputé Jean Barrette, le directeur des pages sportives du temps de *L'Illustration*, d'écrire une chronique hebdomadaire<sup>59</sup>. Puis, Jean-Paul Sarault (1930-2010) s'ajoute au groupe en 1954. Ce dernier demeurera une vingtaine d'années au *Montréal-Matin* et deviendra une référence en matière de baseball.

En 1950, la section sportive ne dispose que de quatre pages, mais après sa nomination comme directeur des sports, Beauchamp persuade Bourassa d'en augmenter

<sup>57</sup> Paul-André Linteau et coll., *op. cit.*, p. 365.

<sup>58</sup> *Le Devoir* profite aussi de la fermeture du *Canada* en 1954.

<sup>59</sup> Jacques Beauchamp, *Le sport c'est ma vie*, Montréal, Les Éditions Quebecor, 1979, p. 46.

considérablement la taille. Dans son autobiographie, Beauchamp mentionne qu'il ne se « gênai[t] pas pour faire connaître [ses] idées à la direction du *Montréal-Matin*<sup>60</sup> ». Selon lui, « le sport devait tenir le haut du pavé, suivi du fait divers. C'était là, à [son] avis, le secret du succès pour un quotidien<sup>61</sup>. » Toujours dans son autobiographie, Beauchamp précise qu'au départ, Charles Bourassa était réticent à accorder autant d'importance – et d'argent – aux sports, mais qu'il a finalement réussi à le convaincre grâce à l'appui de Raymond Bourassa, le fils et le bras droit de Charles, qui était tout comme lui un fervent amateur de sports<sup>62</sup>. Beauchamp serait donc l'un des artisans de l'image du *Montréal-Matin*.

Dans les années 1950, Beauchamp devient une vedette et un des journalistes les plus connus de la métropole<sup>63</sup>. Cette popularité est attribuable à son style innovateur<sup>64</sup> et par le fait qu'il offrait souvent des primeurs à ses lecteurs grâce aux liens privilégiés qu'il avait avec les joueurs et les entraîneurs du club de hockey Canadiens. Beauchamp était le « gardien de pratique » de l'équipe, ce qui signifie qu'il participait aux entraînements et partageait l'intimité des joueurs<sup>65</sup>. Plusieurs d'entre eux ont préfacé son autobiographie; Jean Béliveau, Émile Bouchard, Henri Richard et Serge Savard le décrivent comme un ami personnel et un confident, alors que John Ferguson et Bernard Geoffrion le présentent comme leur deuxième père<sup>66</sup>. Puisque les joueurs le considéraient comme un des leurs, Beauchamp obtenait régulièrement des primeurs. Souvent, il était le premier journaliste à connaître les alignements pour les prochaines parties, les détails sur les transactions de joueurs, etc. De plus, il a

---

<sup>60</sup> Jacques Beauchamp, *op. cit.*, p. 46.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 84.

<sup>63</sup> Beauchamp a reçu plusieurs prix et honneurs au cours de sa carrière. D'autre part, Bourdon écrit dans son témoignage que des personnes étaient impressionnées du simple fait qu'il connaissait Beauchamp. Voir Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 218-219.

<sup>64</sup> Au lieu de seulement faire des comptes rendus des parties de hockey, Beauchamp proposait des analyses, décrivait ce qui se passait dans le vestiaire et misait sur le *human interest*.

<sup>65</sup> Jacques Beauchamp, *op. cit.*, p. 84-85.

<sup>66</sup> Voir les pages 13 à 18 de son autobiographie.



longtemps été le seul membre de la presse à suivre le club lors des voyages à l'extérieur de Montréal<sup>67</sup>. Beauchamp est ainsi devenu une référence pour les amateurs de hockey montréalais, qui sont d'ailleurs de plus en plus nombreux depuis l'arrivée de la télévision, la diffusion des parties le samedi soir permettant à un plus grand nombre de personnes de s'intéresser à ce sport.

Ainsi, la percée du *Montréal-Matin* dans les années 1950 s'explique par plusieurs facteurs, tels que l'investissement de capitaux dans la compagnie pour augmenter les effectifs et pour moderniser les équipements, le meilleur niveau de vie du public cible du journal, l'arrivée de la télévision qui favorise les quotidiens du matin, l'amélioration des pages sportives et la présence du populaire journaliste Jacques Beauchamp.

Mais dans quelle mesure le fait d'appartenir à l'Union nationale a-t-il contribué à la progression du *Montréal-Matin* durant cette période? Il est encore trop tôt pour l'affirmer avec certitude, mais a priori, le journal semble retirer peu d'avantages de cette affiliation. D'une part, les journalistes ne semblent pas obtenir de primeurs ou d'informations privilégiées de la part du propriétaire<sup>68</sup>. D'autre part, les contrats publics sont rares au *Montréal-Matin* durant la période où Duplessis en détient les actions. Pour l'année financière 1947-1948, le journal obtient 4 500 \$ de l'État : 4 250 \$ en publicités et 250 \$ en travaux d'impression. L'année suivante, la compagnie reçoit environ 3 500 \$. Ces montants sont légèrement plus élevés que ce que recevait le journal avant d'être racheté par l'Union nationale (2 350 \$ pour l'année financière 1946-1947), mais cela demeure de petites sommes si on compare à ce que retirait

---

<sup>67</sup> Jacques Beauchamp, *op. cit.*, p. 84.

<sup>68</sup> Dans le fonds d'archives de Duplessis, nous n'avons retrouvé aucune lettre échangée entre le premier ministre et des journalistes du *Montréal-Matin* pendant les années 1950. D'autre part, Joseph Bourdon, l'éditorialiste et rédacteur en chef après le départ de Duhamel, n'est pas un intime de Duplessis et n'entretient pas de contact avec lui.

*L'Action catholique* durant la même période<sup>69</sup>. Entre 1949 et 1957, le *Montréal-Matin* reçoit toujours moins de 3 500 \$ par année en contrats publics, et de 1957 à 1960, il ne récolte plus rien<sup>70</sup>. Possiblement que les finances du journal étaient suffisamment solides pour que de tels contrats ne soient pas nécessaires. Pourtant, octroyer ces contrats au *Montréal-Matin* aurait été un moyen simple et efficace, quoique pas très éthique, de transférer de l'argent des coffres publics vers la caisse du parti. L'Union nationale voulait peut-être ainsi éviter un scandale potentiel, et il est plausible que Duplessis préférerait offrir les contrats à des journaux comme *L'Action catholique*, pour en quelque sorte les remercier de leur appui. De plus, il était sans doute plus facile pour le gouvernement de confier les contrats d'impression à des compagnies situées dans la région de la capitale nationale. Bref, dans les années 1950, le *Montréal-Matin* ne retire guère de privilèges particuliers de son appartenance à l'Union nationale.

En 1959, des problèmes de santé obligent Duplessis à prendre des vacances et à déléguer davantage de responsabilités. Bourdon mentionne qu'une rumeur circule au journal selon laquelle des hommes politiques de l'Union nationale veulent former un comité de députés pour chapeauter la gestion du *Montréal-Matin*. Charles et Raymond Bourassa se rendent alors à Québec pour défendre l'autonomie du journal. La manœuvre semble réussir, du moins si on se fie à Bourdon, puisque « malgré les craintes, rien ne se produisit et M. Bourassa continua d'agir comme auparavant<sup>71</sup> ».

Le 7 septembre 1959, Duplessis meurt lors d'un voyage à Schefferville, ce qui provoque la consternation au *Montréal-Matin*. Le 8 septembre, le journal indique en manchette que « le Québec est en deuil » et Bourdon écrit en éditorial que « la

---

<sup>69</sup> Le journal de l'Action sociale catholique obtient 40 215 \$ en publicités et plus de 62 000 \$ en travaux d'impression pour l'année financière 1948-1949.

<sup>70</sup> Les données ont été tirées de l'*État des comptes publics de la province de Québec*.

<sup>71</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 167.

province de Québec pleure le plus grand premier ministre de toute son histoire<sup>72</sup> ». Pendant plusieurs jours, le *Montréal-Matin* reproduit en page éditoriale différents témoignages sur Duplessis. Le lendemain des obsèques, des textes et photos rapportent l'évènement. Le journaliste Jerry Trudel mentionne que le peuple est « venu dire adieu à son père<sup>73</sup> ». Bref, le journal consacre une grande couverture au décès de celui qui en a été le propriétaire pendant douze ans<sup>74</sup>.

Quelques jours plus tard, Paul Sauvé est choisi pour remplacer Duplessis comme premier ministre, chef de l'Union nationale et, par le fait même, propriétaire du *Montréal-Matin*. Après s'être brièvement informé du fonctionnement administratif du journal, il décide de maintenir le statu quo en laissant Bourassa poursuivre son travail<sup>75</sup>. Le mandat de Sauvé est toutefois de courte durée, puisque celui-ci meurt dans l'exercice de ses fonctions le 2 janvier 1960. Antonio Barrette est alors choisi pour lui succéder.

### 3.5 Antonio Barrette et le contrôle des actions

Élu député dans la circonscription de Joliette en 1936, Antonio Barrette (1899-1968) a été ministre du Travail dans les gouvernements de l'Union nationale de 1944 à 1960. Le 8 janvier 1960, il est nommé premier ministre et chef de l'Union nationale. Dans ses mémoires, Barrette livre des informations intéressantes sur la situation du *Montréal-Matin* au début des années 1960. Premièrement, il explique que tout comme ses prédécesseurs, il avait pleinement confiance en Charles Bourassa pour

---

<sup>72</sup> Retranscrit dans Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 168.

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> Les autres quotidiens publient eux aussi des articles sur la mort de Duplessis, mais la couverture de l'évènement est moins grande que dans le *Montréal-Matin*.

<sup>75</sup> Antonio Barrette, *Mémoires*, Montréal, Beauchemin, 1966, p. 337.

gérer la compagnie et le journal<sup>76</sup>. Il le présente comme « un ami de vieille date ». Pendant les six mois durant lesquels il est à la tête de l'Union nationale, Barrette rencontre régulièrement Bourassa pour obtenir des rapports sur les activités de la compagnie<sup>77</sup>. L'ancien propriétaire confirme que les finances allaient alors très bien au *Montréal-Matin*. Vers la fin de mars 1960, à la suggestion du député Paul Dozois, Barrette envisage d'utiliser le portefeuille du *Montréal-Matin* pour acheter un deuxième quotidien – il s'agissait d'un quotidien régional dont Barrette ne mentionne pas l'identité. Selon lui, les profits emmagasinés par le *Montréal-Matin* au cours des dernières années auraient suffi à effectuer cet achat<sup>78</sup>. Finalement, la transaction est annulée, puisque l'Union nationale est défaite aux élections de 1960 et que Barrette démissionne comme chef du parti.

Lors de la conférence de presse où il annonce son départ, Barrette confie aux journalistes qu'il démissionne à cause d'un conflit avec Joseph-Damasse Bégin, Gérald Martineau et Jean Barrette. Ces trois membres influents de l'Union nationale lui rendaient apparemment la vie difficile à l'intérieur du parti, au point de l'obliger à partir<sup>79</sup>. Avec l'*establishment* du parti contre lui, Barrette doit se résigner à abandonner ses fonctions, mais, fait à noter, il refuse de remettre les actions du *Montréal-Matin*! Dans ses mémoires, il écrit qu'après sa défaite électorale, il s'était assuré de placer les actions dans un lieu sécuritaire :

Le lendemain des élections, le 23 juin, de bonne heure, je téléphonai à Roger Ouellet au Parlement pour lui dire de prendre la serviette qui contenait tous les documents concernant *Montréal-Matin* et de l'apporter chez lui. [...] La sacoche fut transportée à Joliette pour en faire l'inventaire, avec l'aide de Me Armand Lavallée, N.P., et de Roger Messier, C.A., en présence de Jean Raymond, c.l., et de Charles Bourassa,

---

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 318.

directeur de *Montréal-Matin*. Les actions furent ensuite déposées dans une voûte<sup>80</sup>.

Après sa démission, Barrette refuse donc de redonner les actions à l'organisation de l'Union nationale ou encore au chef intérimaire Yves Prévost – il refuse aussi de les rendre à Antonio Talbot, le chef intérimaire après Prévost. Dans ses mémoires, il explique qu'il voulait conserver les actions en attendant l'élection du prochain chef :

En revenant chez moi le 15 septembre 1960, après avoir lutté pendant deux mois pour libérer le parti, je restais en possession des actions de *Montréal-Matin*. Elles étaient faites au porteur et je n'avais nullement l'intention de m'en départir avant l'élection du chef de l'Union nationale [...] À la suite de ma démission, malgré les menaces, j'ai refusé obstinément de faire le transfèrement [*sic*] des actions jusqu'au congrès de l'automne 1961. Je voulais que le nouveau chef ait à sa disposition les moyens nécessaires, s'il voulait lutter pour assurer l'indépendance du parti<sup>81</sup>.

Ainsi, Barrette ne voulait pas donner les actions à ceux qui avaient orchestré son départ. Craignant sans doute pour l'autonomie du journal, Charles Bourassa l'appuie dans ses démarches. Les deux hommes utilisent alors le *Montréal-Matin* pour dénoncer l'influence de Bégin et de Martineau au sein de l'Union nationale. Cela semble créer une certaine confusion quant au contrôle du *Montréal-Matin*. Le 23 octobre, Jacques Francoeur écrit dans un journal concurrent :

Qui a le contrôle de *Montréal-Matin*? C'est là une question que se posent tous les politiciens, quel que soit leur parti, surtout depuis une semaine. Ce journal a été acheté par l'hon. Maurice Duplessis, il y a une douzaine d'années, mais personne n'a jamais été mis au courant de sa structure financière. En d'autres mots, même les ministres de l'Union nationale n'ont jamais su exactement qui détenait les parts majoritaires. La question est doublement d'actualité depuis samedi, alors que ce journal a donné un compte rendu complet et détaillé, avec grandes manchettes, de la dernière attaque de l'hon. Antonio Barrette contre les hon. Gérald Martineau, Jos.-

---

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 338.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 336 et 338.



D. Bégin et Jean Barrette. On aurait cru que ces trois hommes, de par leurs fonctions dans l'Union nationale, auraient leur mot à dire dans l'administration de ce quotidien. Mais on se demande maintenant plus que jamais qui détient les parts<sup>82</sup>...

Barrette mentionne que Bourassa et lui recevaient régulièrement des menaces pour qu'ils rendent les actions, mais qu'ils s'étaient entendus pour refuser<sup>83</sup>. Cependant, à partir de l'automne de 1960, Bourassa est malade et doit de plus en plus souvent s'absenter du *Montréal-Matin*. Le 26 janvier 1961, le conseil d'administration de la compagnie se réunit et les membres nomment Raymond Bourassa comme nouveau directeur général – Charles Bourassa demeure président pendant encore quelques mois<sup>84</sup>. Voulant s'assurer que le conseil d'administration ne cèdera pas aux pressions de l'Union nationale, Barrette écrit à Jean Raymond, un des administrateurs, pour lui présenter la situation :

Maurice Duplessis a toujours refusé à certains individus le contrôle de *Montréal-Matin* en donnant toujours raison à M. Charles Bourassa, lorsque la question revenait sur le tapis et en lui recommandant fortement de continuer le travail de la façon qui lui convenait, à cause, sans doute, de l'efficacité politique et du succès financier du journal. [...] Toutefois, je ne me leurre pas; je sais fort bien ce qui arriverait si un certain personnage avait le champ libre à *Montréal-Matin*. Tout serait chambardé, des administrateurs actuels seraient molestés ou forcés de partir, et le journal servirait plutôt les fins de quelques individus que le parti même. *Montréal-Matin* est un journal propre; il doit le demeurer et être mis à la disposition du futur chef de l'Union nationale. Je sais par expérience personnelle combien il est important qu'il en soit ainsi et combien il est vital pour l'Union nationale que celui qui sera choisi lors du prochain congrès provincial ne soit pas assujéti à la volonté d'une seule personne<sup>85</sup>.

<sup>82</sup> Jacques Francoeur, « Qui a le contrôle de *Montréal-Matin*? », *Dimanche-Matin*, 23 octobre 1960.

<sup>83</sup> Antonio Barrette, *op. cit.*, p. 339.

<sup>84</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 175.

<sup>85</sup> Lettre d'Antonio Barrette à Jean Raymond, 9 janvier 1961, retranscrite dans Antonio Barrette, *op. cit.*, p. 340.

Le « certain personnage » en question est Gérald Martineau, le trésorier du parti. L'année suivante, Barrette maintient la même version en résumant le conflit à Raymond Bourassa :

Vous le savez, j'ai dû faire avec votre père une lutte très dure pendant plusieurs mois pour empêcher que le *Montréal-Matin* tombe entre les mains d'une personne qui contrôlait déjà trop de choses et de gens au sein du parti. Je l'ai faite cette lutte dans l'intérêt du parti et dans l'intérêt aussi de celui qui deviendrait le chef de l'Union nationale. Si je m'étais rendu aux demandes et aux menaces faites de remettre les actions de *Montréal-Matin* à des gens qui n'avaient aucun mandat pour les recevoir et qui étaient mûs par des considérations personnelles, des gens qui voulaient, par ce moyen, augmenter leur emprise sur l'Union nationale, puisqu'ils auraient ainsi contrôlé toutes les ressources, tous les moyens d'action de l'Union nationale, ces gens, et un en particulier, auraient été en position de pouvoir imposer leur volonté au chef de l'Union nationale<sup>86</sup>.

Cet épisode montre à quel point Barrette et les administrateurs du journal se souciaient que le *Montréal-Matin* demeure la propriété exclusive du chef de l'Union nationale et ne tombe pas sous l'emprise d'hommes du parti, tels que Bégin et Martineau. Barrette craignait que ceux-ci aient trop de pouvoir au sein du parti si jamais ils se retrouvaient responsables du *Montréal-Matin* (et de son portefeuille). Bourassa et les administrateurs, de leur côté, estimaient sans doute que le journal conserverait une plus grande autonomie s'il ne relevait que du chef de l'Union nationale, une formule qui avait fait ses preuves depuis 1947. Finalement, Barrette tient parole, et lorsque Daniel Johnson est élu à la tête de l'Union nationale en septembre 1961, il lui remet les actions du *Montréal-Matin*.

---

<sup>86</sup> Lettre d'Antonio Barrette à Raymond Bourassa, 15 mai 1962, retranscrite dans Antonio Barrette, *op. cit.*, p. 341.

### 3.6 Les années Johnson, 1961-1968

À la suite de la démission de Barrette, l'Union nationale traverse une longue et tumultueuse course à la chefferie. Le parti est alors divisé en deux camps : celui de Daniel Johnson (1915-1968) et celui de Jean-Jacques Bertrand (1916-1973). Après plusieurs mois de campagne, Johnson est élu avec 1 006 votes contre 912 pour Bertrand. Le député de Bagot devient par le fait même propriétaire du *Montréal-Matin*.

Dans les semaines qui suivent son élection, Johnson rencontre Raymond Bourassa pour s'informer de la situation au *Montréal-Matin*. Au cours de la dernière année, le journal a poursuivi sa progression en atteignant un tirage supérieur à 100 000 exemplaires – en 1962, il est tiré à 112 446 exemplaires<sup>87</sup>. Il est alors convenu que pour permettre au *Montréal-Matin* de prendre encore plus d'expansion, des investissements majeurs sont requis<sup>88</sup>. Le 12 avril 1962, le conseil d'administration se réunit. Ayant préalablement reçu l'autorisation de Johnson, les membres du conseil votent pour la construction d'un nouvel édifice plus grand sur le boulevard Saint-Joseph et l'achat d'une nouvelle presse de la compagnie Goss d'une valeur de 564 000 \$<sup>89</sup>. Rappelons que depuis 1934, les bureaux du *Montréal-Matin* étaient situés sur la rue Marie-Anne, entre les rues Christophe-Colomb et De La Roche.

Au même moment, Johnson s'efforce de consolider sa mainmise sur le *Montréal-Matin*. Lors de la course à la chefferie, il jugeait que le journal était plus favorable à la candidature de Bertrand et il s'en était plaint à la direction<sup>90</sup>. Maurice Giroux, le secrétaire de presse de Bertrand lors de l'investiture, a confirmé dans une entrevue

<sup>87</sup> Le tirage a été vérifié dans le répertoire *Ayer's*.

<sup>88</sup> Paul Gros d'Aillon, *Daniel Johnson, l'égalité avant l'indépendance*, Montréal, Stanké, 1979, p. 58.

<sup>89</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 180.

<sup>90</sup> Pierre Godin, *Daniel Johnson. 1946-1964, la passion du pouvoir*, tome 1, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1980, p. 260.

avec Pierre Godin que les communiqués qu'il envoyait au *Montréal-Matin* recevaient un bon traitement et qu'ils se retrouvaient à des emplacements stratégiques dans le journal<sup>91</sup>. D'autre part, mentionnons qu'après le congrès de 1961, des divisions subsistent au sein de l'Union nationale. Le camp Bertrand accepte mal la défaite et certains de ses membres tentent de miner la crédibilité du nouveau chef<sup>92</sup>. Ne voulant pas voir son propre journal travailler contre lui, et pour s'assurer d'avoir l'appui du conseil d'administration et de la salle de rédaction, Johnson apporte des changements au *Montréal-Matin*.

Premièrement, au début de l'année 1962, il nomme Réginald Tormey comme secrétaire-trésorier et conseiller juridique au conseil d'administration du *Montréal-Matin*. Tormey est un ami de longue date du chef de l'Union nationale. Les deux hommes ont fait leurs études ensemble au Séminaire de Saint-Hyacinthe avant de s'associer en 1946 pour ouvrir un cabinet d'avocats<sup>93</sup>. Au début des années 1960, Tormey était considéré comme un proche collaborateur de Johnson et un de ses hommes de confiance<sup>94</sup>. Lors de la course à la chefferie, il faisait partie de son équipe organisationnelle.

Également, Johnson nomme Régent Desjardins président du comité de construction du nouvel édifice du *Montréal-Matin*. Desjardins est un homme d'affaires qui a fait sa marque dans les années 1950 comme président de la Chambre de commerce des jeunes de Montréal. De plus, il est un membre influent de l'Union nationale. En 1961, il était un des principaux organisateurs de l'équipe de Jean-Jacques Bertrand, mais après le congrès, il s'est rallié à Johnson<sup>95</sup>. Desjardins était considéré comme un gestionnaire de confiance pour les projets de l'Union nationale. En plus de diriger le

---

<sup>91</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, tome 1, p. 260.

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 282.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>94</sup> Paul Gros d'Aillon, *op. cit.*, p. 18.

<sup>95</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, tome 1, p. 291.

comité de construction du nouvel édifice du *Montréal-Matin*, il reçoit le mandat de superviser l'achat et la rénovation des locaux du Club Renaissance de Montréal<sup>96</sup>.

Même s'il faisait auparavant partie de l'équipe de Bertrand, Desjardins semble avoir la confiance de Johnson. Il faut dire qu'après le congrès de 1961, il a agi comme médiateur pour tenter de réconcilier les deux camps et unifier le parti derrière Johnson<sup>97</sup>. Cela lui a apparemment permis d'entrer dans les bonnes grâces du chef unioniste, puisque le 23 mai 1963, il est choisi pour remplacer Raymond Bourassa comme directeur-général du *Montréal-Matin*. Selon Paul Gros d'Aillon, un proche conseiller de Johnson dans les années 1960, Bourassa a été relevé de ses fonctions parce qu'il avait appuyé Bertrand lors de la course à la chefferie :

La direction de *Montréal-Matin* a plus ou moins favorisé, au cours du congrès de 1961, la candidature de M. Bertrand. Il existe un malaise qui se traduit, en 1963, par la démission de M. Bourassa et son remplacement par M. Régent Desjardins, à titre de gérant général. Ce dernier a également été, pendant la campagne à la direction du parti, l'un des organisateurs de M. Bertrand. Mais il a fait figure par la suite de conciliateur et sa nomination est de nature à apaiser les difficultés entre les deux groupes<sup>98</sup>.

Ainsi, après avoir été géré pendant plus de quinze ans par Charles et Raymond Bourassa, le *Montréal-Matin* est confié à Régent Desjardins en mai 1963.

Des changements sont aussi apportés dans la salle de rédaction. Lucien Langlois (1916-1970) est nommé rédacteur en chef et éditorialiste du *Montréal-Matin* en 1962; il remplace Bourdon qui a accepté des fonctions administratives. Langlois était entré

---

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 302.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 298.

<sup>98</sup> Paul Gros d'Aillon, *op. cit.*, p. 58-59.



au journal en 1948 en tant que stagiaire de Roger Duhamel<sup>99</sup>. Il a été ensuite journaliste pendant une douzaine d'années avant d'être promu directeur de l'information en 1960. Langlois est un sympathisant de l'Union nationale et un ami personnel de Johnson<sup>100</sup>. Bourdon le décrit comme un bourreau de travail<sup>101</sup>. À partir de 1962, il signe chaque jour l'éditorial principal en plus d'écrire des chroniques d'opinion sous les pseudonymes de Montaigne, Luc et Madame Untel. Après son décès en 1970, quelques-uns de ses textes parus dans le *Montréal-Matin* ont été colligés dans une anthologie<sup>102</sup>.

D'autre part, soulignons l'embauche, en 1962, de Clément Brown comme courriériste parlementaire à Ottawa, alors qu'il venait tout juste d'être défait aux élections fédérales comme candidat progressiste-conservateur dans la circonscription de Dollard<sup>103</sup>. Puis, en 1963, le journaliste Julien Morissette est engagé comme chroniqueur politique. Lui aussi sympathisant de l'Union nationale, il était auparavant rédacteur en chef du journal *Notre Temps* et collaborateur à l'hebdomadaire *Le Temps*<sup>104</sup>.

Dans les mois qui suivent son élection, Daniel Johnson place ainsi certains de ses hommes au *Montréal-Matin* afin de s'en assurer la fidélité. Il charge Réginald Tormey de surveiller le conseil d'administration et il remplace Raymond Bourassa par Régent Desjardins comme directeur-général. Également, Lucien Langlois est promu rédacteur en chef et éditorialiste, et de nouveaux journalistes, partisans de

---

<sup>99</sup> Lettre du père Émile Bouvier à Roger Duhamel, 29 janvier 1948, Fonds Roger Duhamel, CLG46, D1, BAnQ (Montréal).

<sup>100</sup> Paul Gros d'Aillon, *op. cit.*, p. 105 ; Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 216.

<sup>101</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 236.

<sup>102</sup> Lucien Langlois, *Propos du matin de Luc*, Montréal, J.B. Langlois, 1972.

<sup>103</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 181.

<sup>104</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 98-99.

l'Union nationale, sont nommés à des postes stratégiques tels que courriériste parlementaire et chroniqueur politique.

En réalité, les changements apportés à l'administration du *Montréal-Matin* s'inscrivent dans un contexte plus large de réorganisation de l'Union nationale. Après le congrès de 1961, Johnson nomme des personnes de confiance dans les différentes instances du parti pour s'assurer d'en avoir le contrôle. Gros d'Aillon écrit que « l'un des premiers gestes de Daniel Johnson pour prendre en main le parti fut de constituer des secrétariats efficaces, composés en très grande partie de gens qui lui étaient dévoués<sup>105</sup> ». C'est ainsi qu'André Lagarde est promu organisateur en chef pour la région de Montréal et que Paul Gros d'Aillon est nommé responsable des relations publiques et de l'information. Nous verrons que ces deux individus, membres de la garde rapprochée de Johnson, joueront bientôt, eux aussi, un rôle important au *Montréal-Matin*.

De 1962 à 1964, le *Montréal-Matin* continue sa progression; son tirage passe de 112 446 à 128 900 exemplaires<sup>106</sup>. Également, la compagnie accumule encore les bénéfices qui, pendant un certain temps, servent à financer les activités de l'Union nationale. À ce sujet, Gros d'Aillon écrit que de 1962 à 1966, le *Montréal-Matin* « servira de bailleur de fonds à la caisse du parti dans les moments difficiles<sup>107</sup> ». Malgré ce nouveau rôle, la compagnie a encore assez de capitaux pour moderniser ses équipements et le 23 octobre 1964, les employés déménagent dans leurs nouveaux bureaux du boulevard Saint-Joseph. D'autre part, Desjardins répond à une demande des employés en mettant en place un régime de retraite<sup>108</sup>. Bref, les choses vont bien au *Montréal-Matin* en 1964, et tout cela même si l'Union nationale patiente dans l'opposition.

<sup>105</sup> Paul Gros d'Aillon, *op. cit.*, p. 18.

<sup>106</sup> Les tirages ont été vérifiés dans le répertoire *Ayer's*.

<sup>107</sup> Paul Gros d'Aillon, *op. cit.*, p. 59.

<sup>108</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 217.

Malgré les succès commerciaux du journal, Johnson semble plus ou moins satisfait du traitement qui est accordé à l'Union nationale et il oblige Desjardins à engager Paul Gros d'Aillon comme directeur adjoint de l'information. Gros d'Aillon est un des principaux conseillers de Johnson. Né en France, il a immigré au Québec en 1949. Il s'est d'abord installé à Montmagny où il a travaillé quelque temps comme journaliste au *Courrier*, avant d'acheter et de diriger l'hebdomadaire local *Le Peuple*<sup>109</sup>. Dans les années 1950, il s'est lié d'amitié avec Johnson, et lorsque ce dernier est élu chef de l'Union nationale, il occupe différentes fonctions dans le parti<sup>110</sup>. En 1962, il est le publiciste de l'Union nationale. Johnson lui confie également la tâche de relancer l'hebdomadaire du parti, *Le Temps*, que Gros d'Aillon décrit comme étant « complètement dépassé dans sa présentation et d'une indigence idéologique déplorable<sup>111</sup> ». À son arrivée, *Le Temps* a un tirage de 3000 exemplaires et traîne une dette de 40 000 \$. Gros d'Aillon explique que le *Montréal-Matin* est alors venu à la rescousse de l'hebdomadaire en remboursant son passif, et il affirme avoir réussi à augmenter le tirage du *Temps* à 30 000 exemplaires en l'espace de deux ans<sup>112</sup>. En plus de son rôle de publiciste et de ses fonctions au *Temps*, Gros d'Aillon accompagne régulièrement Johnson dans ses déplacements pour le conseiller. Bref, il s'agit de l'un de ses principaux lieutenants que le chef de l'Union nationale fait entrer *Montréal-Matin* en 1964.

Régent Desjardins se méfie d'abord de la présence de Gros d'Aillon au *Montréal-Matin*<sup>113</sup>. Il craint sans doute pour son autorité, ou encore il se sent indirectement surveillé par Johnson. Toutefois, comme nous le verrons, les deux hommes semblent bien s'entendre et ils s'associeront, dans les années 1970, pour racheter le journal. En

<sup>109</sup> « Unité-Québec vend *Montréal-Matin* au groupe Régent Desjardins », *Montréal-Matin*, 30 mars 1972, p. 3.

<sup>110</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, tome 1, p. 139.

<sup>111</sup> Paul Gros d'Aillon, *op. cit.*, p. 19.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 57.

<sup>113</sup> Pierre Godin, *Daniel Johnson. 1964-1968, la difficile recherche de l'égalité*, tome 2, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1980, p. 54.

plus de sa participation au *Montréal-Matin*, Gros d'Aillon continue de conseiller Johnson en matière de propagande. Il est membre du comité des communications de l'Union nationale en compagnie de Paul Chouinard, Gabriel Lalande et Jean Loiselle<sup>114</sup>. À l'intérieur du parti, lui et Loiselle sont considérés comme les « Goebbels » de Johnson<sup>115</sup>. À partir de 1966, lorsque l'Union nationale forme le gouvernement, Gros d'Aillon combine le double emploi de directeur de l'information au *Montréal-Matin* et de conseiller du premier ministre.

En 1966, le tirage du *Montréal-Matin* est de 128 319 exemplaires pour les numéros de la semaine et de 102 280 pour ceux du samedi – c'est la première fois en vingt ans que le tirage du journal n'augmente pas<sup>116</sup>. La hausse du prix au numéro de 5 ¢ à 10 ¢ et le passage du *Journal de Montréal* comme quotidien du matin expliquent peut-être cette stagnation<sup>117</sup>. Malgré tout, Bourdon considère que la situation est positive et que la compagnie continue de progresser durant cette période<sup>118</sup>. De nouvelles presses rotatives sont installées, le journal commence à utiliser la couleur et plusieurs nouveaux journalistes sont embauchés. Mentionnons, entre autres, les débuts de Louise Cousineau, de Pierre Foglia et de Claude Poirier. Également, soulignons qu'en 1966, les journalistes du *Montréal-Matin*, membres du Syndicat des journalistes de Montréal de la CSN, parviennent enfin à signer une convention collective avec l'administration<sup>119</sup>, la première depuis la tentative échouée de 1954<sup>120</sup>.

<sup>114</sup> Jean Loiselle, *Daniel Johnson. Le Québec d'abord*, Montréal, VLB Éditeur, 1999, p. 26.

<sup>115</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, tome 2, p. 168.

<sup>116</sup> Les tirages ont été vérifiés dans le répertoire *Ayer's*.

<sup>117</sup> *Le Journal de Montréal* est fondé en 1964, mais il est au départ un quotidien du soir, puis quelque temps un quotidien du midi, avant de devenir un quotidien du matin en 1966.

<sup>118</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 204-209.

<sup>119</sup> La convention collective de 1966 peut être consultée au Service des archives et de gestion des documents de l'Université du Québec à Montréal, dans le fonds du Syndicat des journalistes de Montréal, 78P-200/4.

<sup>120</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 204.

Après les élections, le gouvernement Johnson nomme dans la fonction publique quelques personnes qui étaient dans l'entourage du *Montréal-Matin*. Par exemple, Maurice Bernier, le correspondant du journal à la tribune de la presse de 1947 à 1966, entre au ministère des Affaires culturelles<sup>121</sup>. Également, l'administrateur et conseiller juridique Réginald Tormey est nommé juge. Il est remplacé sur le conseil d'administration par Antonio Talbot, l'ancien chef intérimaire de l'Union nationale<sup>122</sup>. De plus, afin de compter sur un homme de confiance dans les hautes sphères du journal, Johnson nomme André Lagarde comme président du conseil d'administration. Lagarde, qui était jusqu'alors l'organisateur de l'Union nationale pour la région de Montréal, est un proche collaborateur du premier ministre. Selon Pierre Godin, il était la cheville ouvrière du comité d'organisation de Johnson au début des années 1960<sup>123</sup>. Ainsi, le chef de l'Union nationale s'assure encore, en 1966 et en 1967, d'avoir des personnes qui lui sont dévouées au *Montréal-Matin*.

Jusqu'en 1968, le tirage du *Montréal-Matin* est stagnant, mais la compagnie semble continuer à prospérer<sup>124</sup>. Bourdon mentionne que des cadeaux sont faits aux employés pour les motiver dans leur travail. Par exemple, Desjardins crée le club des pionniers en mars 1968 pour célébrer les employés qui travaillent dans la compagnie depuis vingt-cinq ans. Lors de leur entrée au club, ceux-ci se voient remettre une montre en or<sup>125</sup>. D'autre part, plusieurs des « petits porteurs » reçoivent une obligation d'épargne de 50 \$ en cadeau de la direction<sup>126</sup>. Malgré de nombreux changements aussi bien dans le personnel que dans les infrastructures du journal, la situation semble donc positive au *Montréal-Matin*.

<sup>121</sup> Jacques Guay, « Maurice Bernier. L'amour du métier comme au premier jour », *Le « 30 »*, vol. 7, n° 5, mai 1983, p. 20.

<sup>122</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 210.

<sup>123</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, tome 1, p. 240.

<sup>124</sup> En 1968, le tirage du *Montréal-Matin* est de 126 938 exemplaires.

<sup>125</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 217.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 222.



Par contre, le 26 septembre 1968, Daniel Johnson meurt d'un arrêt cardiaque alors qu'il visite les installations de la centrale Manic-5 à la Manicouagan. Il s'agit de la troisième fois en moins de dix ans qu'un premier ministre du Québec – et un propriétaire du *Montréal-Matin* – meurt en fonction. Sous la propriété de Johnson, soit de 1961 à 1968, le journal n'a pas connu une aussi forte progression que celle des années 1950. Néanmoins, il a maintenu un tirage autour de 125 000 exemplaires, ce qui lui valait le titre de principal quotidien francophone du matin au Canada. De plus, la compagnie s'est dotée des outils nécessaires pour favoriser son développement : un nouvel édifice plus grand et plus moderne a été construit, des presses plus performantes ont été achetées et une partie des équipements ont été modernisés. Dans un autre ordre d'idées, retenons que Johnson a souvent placé des personnes qui lui étaient dévouées au *Montréal-Matin*, une façon pour lui de s'en assurer la mainmise.

### 3.7 Les années Bertrand, 1968-1970

Pour remplacer Johnson, le caucus de l'Union nationale choisit Jean-Jacques Bertrand. Huit mois après son assermentation, celui-ci mettra son poste en jeu lors d'un congrès à la chefferie qu'il remportera contre Jean-Guy Cardinal (1925-1979). À son arrivée à la tête de l'Union nationale, Bertrand hérite, comme ses prédécesseurs, des actions du *Montréal-Matin*. Peu de changements sont alors apportés à l'équipe du journal; Régent Desjardins demeure le directeur général et Lucien Langlois le rédacteur en chef. Rappelons que Desjardins est un complice de longue date de Bertrand, puisqu'il était un de ses principaux organisateurs en 1961. Donc, les cadres restent les mêmes au journal, mais le nouveau propriétaire prend soin de placer quelques hommes de confiance au conseil d'administration de la compagnie. D'abord, il nomme son ami Camille Lacroix et son beau-frère Gérard Turmel. Se

joint ensuite à eux l'avocat Jean Bruneau, qui était l'organisateur en chef de Bertrand lors du congrès de 1969<sup>127</sup>.

D'autre part, soulignons que la compagnie perd un peu de son autonomie en 1968, puisque Bertrand crée une fiducie pour administrer les avoirs du parti, des deux Clubs Renaissance et du *Montréal-Matin*<sup>128</sup>. Autrement dit, à partir de l'automne de 1968, tous les profits engendrés par la compagnie sont versés dans un fonds commun unioniste.

En 1969, le tirage du *Montréal-Matin* est de 137 595 exemplaires, comparativement à 126 938 l'année précédente<sup>129</sup>. Comme le tirage est en hausse et que la compagnie se croit en mesure de rejoindre encore plus de lecteurs, elle double son nombre de presses, qui passent de six à douze, ce qui nécessite la construction d'un étage supplémentaire à l'édifice du journal<sup>130</sup>. La compagnie modernise également certains de ses équipements en achetant un ordinateur PDP-8, huit perforatrices Invac et cinq machines à composer automatiques Monarch. En tout, les investissements au journal sont évalués à plus de deux millions de dollars<sup>131</sup>. En 1969, le *Montréal-Matin* est toujours le principal quotidien du matin à Montréal et, selon une étude de la firme *Canadian Facts*, il s'agit du quotidien montréalais qui a le plus haut taux de pénétration : il rejoint 4,7 lecteurs par exemplaire comparativement à 3,1 pour *La Presse*<sup>132</sup>.

---

<sup>127</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 241.

<sup>128</sup> Mario Cardinal, Vincent Lemieux et Florian Sauvageau, *Si l'Union nationale m'était contée...*, Montréal, Éditions du Boréal express, 1978, p. 187.

<sup>129</sup> Les tirages ont été vérifiés dans le répertoire *Ayer's*.

<sup>130</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 225.

<sup>131</sup> *Ibid.*, p. 242.

<sup>132</sup> Donnée d'une étude de *Canadian Facts* retranscrite par Joseph Bourdon. Voir Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 231.

Lors des premiers mois sous la propriété de Bertrand, le *Montréal-Matin* continue ainsi sa progression amorcée à la fin des années Johnson et des investissements importants sont réalisés. Cependant, le journal perd un membre important de sa salle de rédaction en 1969 : Jacques Beauchamp. Dans son autobiographie, le célèbre journaliste sportif mentionne que, dans les années 1960, il avait des ennuis avec Desjardins. Il raconte avec amertume qu'en 1967, celui-ci lui avait refusé une augmentation de salaire :

Après vingt-quatre ans dans la boîte, je touchais \$13 500 par année, pour des semaines de cent heures! Cela n'avait pas d'allure, d'autant plus que je savais pertinemment que certains recevaient un salaire bien supérieur au mien pour un rendement qui, à mon avis, n'avait rien de comparable. Je m'en fus trouver Régent Desjardins, directeur-gérant à l'époque, pour lui demander une substantielle hausse de traitement. Pour toute réponse (il n'avait pas une très haute opinion des sports), il me rit au nez. [...] Je débordais d'enthousiasme, j'aimais follement mon métier, mais je découvrais, avec une certaine irritation, que je n'étais pas apprécié à ma juste valeur. D'un tempérament bouillant et généreux, j'ai toujours accepté difficilement les tracasseries mesquines. À plus forte raison dans l'exercice d'un métier pour lequel je donnais le maximum<sup>133</sup>.

Beauchamp précise qu'à partir de 1968, Pierre Péladeau le courtisait pour qu'il se joigne au *Journal de Montréal*. Insatisfait de son salaire et de ses relations avec certains dirigeants du *Montréal-Matin*, il accepte l'offre de Péladeau en 1969. Le salaire et les avantages qu'il reçoit alors ne sont pas du tout comparables. À ce sujet, Beauchamp écrit : « Outre un salaire de base intéressant, je demandais 5 % des actions du *Journal* à 75 000 de tirage, 7 % à 85 000, 8 % à 90 000 et 10 % à 100 000. Après une courte négociation, ma proposition fut acceptée<sup>134</sup>. » Cette entente surprenante montre la valeur et le prestige qu'avait acquis à l'époque Jacques Beauchamp. Au *Journal de Montréal*, il dirige la section des sports et il est gérant de la rédaction. Finalement, il gagne son pari, puisque deux ans seulement après son

<sup>133</sup> Jacques Beauchamp, *op. cit.*, p. 50-51.

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 53.

passage au *Journal de Montréal*, le tirage de ce quotidien augmente de 40 000 à 100 000 exemplaires, et devient, par le fait même, un sérieux compétiteur du *Montréal-Matin*.

D'ailleurs, Beauchamp écrit qu'au *Journal de Montréal*, il s'est fixé pour objectif de détrôner le *Montréal-Matin* comme principal quotidien du matin à Montréal<sup>135</sup>. Il faut préciser que la séparation entre le journaliste et son employeur ne s'est pas faite à l'amiable. L'administration a refusé de lui rembourser ses congés accumulés, et en quittant, Beauchamp a amené dans son sillon les journalistes sportifs Marcel Gaudette et Jean-Pierre Sanche<sup>136</sup>. Il y a donc eu une certaine animosité de part et d'autre.

Pour remplacer Beauchamp, le *Montréal-Matin* engage Jacques Barrette comme nouveau directeur des pages sportives. Celui-ci n'est pas un inconnu des amateurs de sports<sup>137</sup>, mais il est loin de jouir d'une aussi grande notoriété que son prédécesseur. Le 6 septembre 1969, lui et son équipe entreprennent la production de *Sports Week-End*, un cahier de sports qui accompagne les numéros du samedi. Ce cahier spécial sera, pendant un temps, dirigé par Pierre Foglia<sup>138</sup>.

L'année suivante, le *Montréal-Matin* subit une autre perte importante lorsque son rédacteur en chef et éditorialiste, Lucien Langlois, meurt. Selon les témoignages de ses anciens collègues, il était considéré comme le pilier de la salle de rédaction<sup>139</sup>. Paul Gros d'Aillon lui succède en septembre 1970.

---

<sup>135</sup> Jacques Beauchamp, *op. cit.*, p. 58.

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 56-57.

<sup>137</sup> Jacques Barrette travaillait auparavant à *La Presse*. De plus, mentionnons qu'il est le fils de Jean Barrette, un réputé journaliste sportif des années 1930.

<sup>138</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 240.

<sup>139</sup> Voir les témoignages de ses anciens collègues dans Lucien Langlois, *Propos du matin de Luc*, Montréal, J.B. Langlois, 1972. Voir également Marie Laurier, « Le naufrage de Montréal-Matin », *Le Devoir*, 29 décembre 1978, p. 4.

Ainsi, en l'espace d'une année, le *Montréal-Matin* a perdu deux éléments importants de sa salle de rédaction. En plus, le journal se retrouve pendant un certain temps sans propriétaire, puisque l'Union nationale est battue aux élections de 1970 et que Jean-Jacques Bertrand démissionne. Le *Montréal-Matin* traverse donc une nouvelle période d'instabilité, même si son tirage est en hausse et atteint 144 191 exemplaires en 1970<sup>140</sup>.

### 3.8 Les dernières années sous l'Union nationale, 1971-1972

La démission de Jean-Jacques Bertrand plonge l'Union nationale dans une nouvelle course à la chefferie, la troisième en dix ans. Ces courses ont permis d'augmenter le nombre de membres au parti, mais elles sont dispendieuses et elles sont souvent à l'origine de divisions internes. Celle de 1971 ne fait pas exception à la règle. Les deux principaux candidats sont Gabriel Loubier (1932-) et Marcel Masse (1936-), deux anciens ministres du gouvernement Bertrand. Loubier est considéré comme le porte-parole de l'aile fédéraliste, tandis que Masse réunit derrière lui les indépendantistes et les éléments plus nationalistes du parti.

Contrairement aux courses à la chefferie de 1961 et de 1969, la gestion du *Montréal-Matin* est débattue par les candidats. Auparavant, les aspirants-chefs demeuraient discrets sur les liens entre l'Union nationale et le *Montréal-Matin*, mais cette fois, ils en discutent ouvertement. Dans une entrevue accordée au journaliste Claude Saint-Laurent de *La Presse*, Loubier se dit insatisfait du journal. Selon lui, « ce n'est pas le parti qui doit être au service de *Montréal-Matin*, mais le journal qui doit servir les intérêts du parti<sup>141</sup> ». Il explique qu'une fois élu chef, il prendra en main le quotidien

<sup>140</sup> Le tirage a été vérifié dans le répertoire *Ayer's*.

<sup>141</sup> Claude Saint-Laurent, « Gabriel Loubier alias Duplessis et Johnson », *La Presse*, 12 juin 1971, p.A6.



pour en faire un véritable « journal de parti ». Puis, si les employés et le syndicat ne veulent pas coopérer, il se départira du journal. Bref, s'il est élu à la tête de l'Union nationale, Loubier entend renforcer la fonction partisane du *Montréal-Matin*.

Bourdon mentionne que de tels propos ont causé une grande inquiétude au sein du journal<sup>142</sup>. Les journalistes craignaient de se faire dicter leurs textes par le personnel politique de l'Union nationale. Finalement, à leur grand désarroi, Loubier est élu au troisième tour en obtenant 607 votes contre 584 pour Masse. Celui qui avait promis un « grand dérangement » au *Montréal-Matin* en devient le propriétaire le 20 juin 1971.

Après son élection, Loubier apporte plusieurs changements au parti. Il en change même le nom pour Unité-Québec – l'appellation Union nationale sera reprise en 1973. Puis, fidèle à ses promesses, il s'intéresse de près à la gestion du *Montréal-Matin*. D'abord, il demande au député Jean-Noël Tremblay d'assister aux séances du conseil d'administration pour lui faire des comptes rendus<sup>143</sup>. Également, il exige des mémoires de Régent Desjardins pour évaluer le travail des administrateurs et des employés, justifier les dépenses de la compagnie, prouver que le journal soutient les intérêts du parti, etc.<sup>144</sup> Dans l'un de ces mémoires, Desjardins défend la stratégie utilisée au *Montréal-Matin* depuis 1947 pour appuyer l'Union nationale :

À l'abri des influences politiques, *Montréal-Matin* put (sous l'administration de M. Charles Bourassa) devenir un journal fort rentable, fort payant et exerçant une influence prépondérante à Montréal et aux environs. Parce qu'il n'avait pas la réputation d'être un journal politique, il pouvait influencer ses lecteurs au moment opportun et il pouvait, également, bénéficier de l'apport des annonceurs ne songeant qu'à l'efficacité de la publicité qu'ils inséraient et, également, des annonceurs ne voulant pas qu'on puisse croire qu'ils approuvaient un parti politique

<sup>142</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 248.

<sup>143</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 251.

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 249.

plutôt qu'un autre. [...] Je me suis efforcé de suivre cette ligne de conduite, de l'accentuer même. Et j'ai toujours eu la conviction – et cette conviction je l'ai plus que jamais – que c'est ainsi que je pouvais le mieux servir l'Union nationale<sup>145</sup>.

Desjardins considère qu'une partisanerie trop apparente nuirait aux revenus publicitaires de la compagnie et qu'il est de sorte préférable d'influencer délicatement les lecteurs aux moments opportuns seulement. Toutefois, il ne réussit pas à convaincre Loubier. Il faut dire qu'aux élections de 1970, l'Union nationale n'a fait élire aucun candidat dans la région de Montréal, ce qui n'aide pas Desjardins à vendre l'efficacité de sa stratégie. Comme Loubier doute de l'utilité du *Montréal-Matin* et que le parti fait face à des problèmes financiers<sup>146</sup>, il évoque la possibilité de vendre le journal.

En août 1971, Loubier engage des vérificateurs pour scruter tous les livres de la compagnie<sup>147</sup>. Puis, le mois suivant, il nomme l'ancien conseiller législatif unioniste Marcel Faribault (1908-1972) président du conseil d'administration. Dès lors, la tension monte entre les administrateurs et Loubier qui n'arrivent pas à s'entendre sur la gestion du *Montréal-Matin* et sur sa mise en vente qui se fait de plus en plus imminente. Le 1<sup>er</sup> mars 1972, le journaliste Claude Masson de *La Presse* rapporte que Loubier procède depuis quelques jours à une « purge » à l'intérieur d'Unité-Québec<sup>148</sup>. Le chef tenterait d'évincer du parti Régent Desjardins, ainsi que Jean Bruneau, Camille Lacroix, André Lagarde et Gérard Turmel, qui sont tous membres du conseil d'administration du *Montréal-Matin*. Toujours selon Masson, les pouvoirs de Desjardins au journal ont été restreints. Trois jours plus tard, Loubier confirme la dispute qui l'oppose à ce qu'il qualifie comme des éléments perturbateurs à l'intérieur

<sup>145</sup> Mémoire de Régent Desjardins destiné à Gabriel Loubier cité dans Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 250.

<sup>146</sup> Après le congrès de 1971, il ne restait plus que 100 000 \$ dans la fiducie de l'Union nationale. Mario Cardinal, Vincent Lemieux et Florian Sauvageau, *op. cit.*, p. 187.

<sup>147</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 251.

<sup>148</sup> Claude Masson, « Purge à l'UQ », *La Presse*, 1<sup>er</sup> mars 1972, p. 1 et A6.

du parti<sup>149</sup>. Il confie que le malaise existe depuis plusieurs mois, car le groupe du *Montréal-Matin* n'est pas d'accord avec les transformations qu'il souhaite apporter<sup>150</sup>. Puis, il annonce que le journal sera bientôt vendu, puisqu'Unité-Québec a besoin de liquidité pour organiser son prochain congrès<sup>151</sup>. Au même moment, d'anciennes personnalités influentes de l'Union nationale s'opposent à la vente du journal. Elles considèrent que Loubier n'a légalement pas le droit de se départir des actions sans l'autorisation des membres et elles prévoient intenter une injonction<sup>152</sup>. Ainsi, le processus de mise en vente du *Montréal-Matin* crée de la discorde à la fois au conseil d'administration de la compagnie et au sein du parti.

En mars 1972, Loubier confirme qu'il a reçu quatre offres d'achat pour le *Montréal-Matin*. Elles proviennent du groupe Régent Desjardins, du groupe Raymond Crépault, des frères Gilbert qui sont propriétaires du *Soleil* et de Pierre Péladeau<sup>153</sup>. Après une rencontre du caucus d'Unité-Québec, Loubier décide, malgré les récentes disputes, de vendre le *Montréal-Matin* au groupe composé de Régent Desjardins, Paul Gros d'Aillon, Robert Dulude et Roland Gagné. Ceux-ci ont probablement fait la meilleure offre, mais il est plausible que le caucus ait aussi jugé préférable de vendre le journal à d'anciens membres influents de l'Union nationale. Ils espéraient sans doute que le *Montréal-Matin* continue à défendre leurs idées. Le montant de la transaction est évalué à cinq millions de dollars<sup>154</sup>. Le groupe Desjardins se porte alors acquéreur d'un quotidien qui a terminé l'année précédente avec un tirage de 147 207 exemplaires<sup>155</sup>. Quant à Loubier, son parti sera complètement balayé de la carte électorale lors des élections de 1973.

<sup>149</sup> Claude Masson, « Loubier contre-attaque et affirme qu'il est prêt à y laisser sa peau », *La Presse*, 4 mars 1972, p. 1 et A2.

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>151</sup> « Le congrès de l'UQ dépend de la vente de Montréal-Matin », *La Presse*, 4 mars 1972, p. 1 et A2.

<sup>152</sup> Michel Roy, « Demande d'injonction contre la vente de Montréal-Matin », *Le Devoir*, 3 mars 1972, p. 1 et 6.

<sup>153</sup> « Le congrès de l'UQ dépend de la vente de Montréal-Matin », *La Presse*, 4 mars 1972, p. A2.

<sup>154</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 256.

<sup>155</sup> Le tirage a été vérifié dans le répertoire *Ayer's*.

\*\*\*

Le *Montréal-Matin* a appartenu à l'Union nationale pendant vingt-cinq ans, soit du 20 juin 1947 jusqu'au 29 août 1972<sup>156</sup>. Dans les années 1940, la nouvelle organisation centrale de l'Union nationale désirait doter le parti d'un réseau médiatique capable de faire contrepoids à celui des libéraux. L'acquisition d'un quotidien montréalais était prioritaire, puisque le parti éprouvait des difficultés à faire élire ses candidats sur l'île de Montréal. Après avoir échoué à se procurer *Le Devoir*, Duplessis se tourne vers le *Montréal-Matin*, un quotidien qui appartenait depuis peu à son petit-cousin Jacques-Narcisse Cartier. Le premier ministre s'en porte acquéreur parce qu'il craignait que le journal soit vendu à des adversaires politiques. Également, il croyait sans doute être en mesure d'y apporter les changements nécessaires pour en faire un quotidien influent dans la région métropolitaine.

À la fin des années 1940, Duplessis augmente le budget de la compagnie éditrice pour relancer le *Montréal-Matin*. La stratégie fonctionne, puisque dans les années 1950, le journal réussit à percer et à se faire une place de choix dans le marché de la presse quotidienne à Montréal. Selon nous, la progression du *Montréal-Matin* s'explique par les investissements réalisés dans la compagnie, le meilleur niveau de vie du public cible, l'arrivée de la télévision qui favorise les quotidiens du matin, la présence du journaliste vedette Jacques Beauchamp et l'augmentation et l'amélioration des pages sportives.

Les chefs de l'Union nationale, de Duplessis à Bertrand, ont laissé une grande autonomie au président-directeur général du *Montréal-Matin*, que ce soit Charles Bourassa de 1947 à 1961, Raymond Bourassa de 1961 à 1963 ou Régent Desjardins de 1963 à 1972. Les trois hommes, sous leurs administrations respectives, ne font pas

---

<sup>156</sup> L'annonce de la vente du *Montréal-Matin* au groupe Desjardins a été faite à la fin du mois de mars 1972, mais il faut attendre le 29 août 1972 pour que la transaction soit conclue.

du *Montréal-Matin* un journal de combat. La stratégie utilisée consiste à rejoindre le plus grand nombre de lecteurs possible pour que le journal soit rentable et à prendre position en faveur de l'Union nationale aux moments opportuns. En publiant simultanément le *Montréal-Matin* et l'hebdomadaire *Le Temps*, le parti semble avoir compris qu'il valait mieux diviser le rôle de la défunte presse partisane du XIX<sup>e</sup> siècle en deux journaux distincts : une presse d'information à l'intention des masses pour convaincre, et une presse militante à l'intention des membres pour les directives.

D'autre part, même s'ils n'intervenaient que rarement eux-mêmes dans les affaires du journal, les chefs de l'Union nationale y ont tour à tour placé leurs hommes de confiance pour que leurs intérêts soient défendus. D'abord, Duplessis choisit Charles Bourassa, l'un de ses amis d'enfance, comme président de la compagnie, et il nomme Roger Duhamel directeur et rédacteur en chef. En 1959, Paul Sauvé n'apporte aucun changement au *Montréal-Matin* – il n'a probablement pas eu le temps de réellement s'y intéresser. En 1960, Antonio Barrette laisse Bourassa, qu'il décrit dans ses mémoires comme un ami de longue date, continuer son travail. Daniel Johnson, pour sa part, se montre plus actif. D'abord, il place son ami et ancien associé Réginald Tormey sur le conseil d'administration. Ensuite, il remplace Raymond Bourassa par Régent Desjardins comme directeur général et il nomme Lucien Langlois comme rédacteur en chef. Puis, sans doute pour augmenter son influence dans la salle de rédaction, il y fait entrer en 1964 Paul Gros d'Aillon, un de ses principaux lieutenants et son conseiller en matière de propagande. Finalement, il nomme André Lagarde, l'organisateur du parti pour la région de Montréal, comme président du conseil d'administration en 1966. Jean-Jacques Bertrand procède lui aussi à quelques changements lors de son arrivée, notamment en faisant élire au conseil d'administration ses organisateurs Camille Lacroix et Jean Bruneau, ainsi que son beau-frère Gérard Turmel. Bref, les chefs de l'Union nationale, à l'exception de Loubier, ne semblent pas intervenir dans la gestion du *Montréal-Matin*, mais ils prennent soin de placer des hommes qui leur sont dévoués. Cela est particulièrement



vrai dans les années 1960 lorsque le journal devient un enjeu de lutte entre les différentes factions qui composent le parti. Les chefs veulent éviter que les membres des autres factions utilisent le *Montréal-Matin* pour nuire à leur *leadership*. Le journal se retrouve donc malgré lui emporté dans les luttes internes de l'Union nationale.

Sous la propriété de l'Union nationale, le tirage du *Montréal-Matin* a augmenté de 24 514 exemplaires en 1947 à 147 207 en 1971. Dans les années 1950 et 1960, la compagnie éditrice est lucrative. Parfois, elle sert même à financer les activités de l'Union nationale. La stratégie privilégiée au *Montréal-Matin* a donc favorisé le succès commercial de l'entreprise. Toutefois, après la défaite aux élections de 1970, Loubier s'interroge sur la pertinence pour le parti de posséder un quotidien et remet en question l'efficacité du *Montréal-Matin* en tant qu'outil partisan.

## CHAPITRE IV

### LE JOURNAL D'UN CONGLOMÉRAT

1972-1978

Pendant vingt-cinq ans, le *Montréal-Matin* a appartenu aux chefs successifs de l'Union nationale, jusqu'à ce que Gabriel Loubier choisisse de s'en départir en 1972. Dans ce chapitre, nous posons notre regard sur les dernières années d'existence du *Montréal-Matin*. Il s'agit d'une courte, mais tumultueuse période au cours de laquelle le journal subit plusieurs bouleversements : deux mises en vente, des changements administratifs, un déménagement, une longue grève de sept mois et sa fermeture définitive en 1978.

#### 4.1 La société québécoise des années 1970

Au Québec, les années 1960 et 1970 sont caractérisées par une montée de l'État-providence. De nouveaux ministères et plusieurs sociétés d'État sont créés, et le gouvernement se dote d'une fonction publique imposante. L'État devient ainsi le principal employeur de la province, ce qui favorise l'émergence d'une classe moyenne francophone. Également, il s'agit d'une période de revendications féministes, syndicalistes et indépendantistes. Tout cela contribue à transformer le paysage politique québécois. Depuis la défaite de Jean-Jacques Bertrand, l'Union nationale est en déclin. Au début des années 1970, les deux principales formations politiques sont le Parti libéral du Québec de Robert Bourassa et le Parti Québécois de René Lévesque. Les deux partis s'opposent, entre autres, sur la question nationale du Québec. En 1976, le Parti Québécois est porté au pouvoir avec la promesse de tenir un référendum sur la souveraineté-association d'ici la fin de son premier mandat. Au

fédéral, les libéraux de Pierre Elliott Trudeau forment le gouvernement de 1968 à 1979.

De son côté, *La Presse* est toujours, en 1972, le quotidien ayant le plus fort tirage en imprimant environ 160 000 exemplaires chaque jour. Elle a toutefois subi une diminution de près de 100 000 exemplaires en dix ans, une conséquence des grèves de 1964 et de 1971, ainsi que de la forte concurrence des journaux du matin. En 1972, les quotidiens francophones du matin sont le *Montréal-Matin*, le *Journal de Montréal* et *Le Devoir*<sup>1</sup>. Les deux premiers, imprimés en format tabloïd, possèdent alors un tirage d'environ 140 000 exemplaires chacun. Ainsi, lorsque le groupe Desjardins achète le *Montréal-Matin*, celui-ci livre une chaude lutte au *Journal de Montréal* pour le contrôle du marché du matin.

#### 4.2 L'achat du *Montréal-Matin* par le groupe Desjardins

Gabriel Loubier décide de vendre le *Montréal-Matin* puisqu'il ne s'entend pas avec les principaux dirigeants de la compagnie éditrice et que son parti a cruellement besoin de liquidités. Après avoir réuni son caucus pour examiner les différentes offres, il choisit celle du groupe Desjardins. La vente est approuvée le 29 août 1972 et le montant de la transaction est estimé à cinq millions de dollars<sup>2</sup>.

Le groupe Desjardins est composé de quatre actionnaires. Le premier, Régent Desjardins, est le président-directeur général du *Montréal-Matin* depuis 1963. Dans les années 1960, il était un membre influent de l'Union nationale, et le parti faisait parfois appel à son expertise en gestion pour chapeauter différents projets. À la tête

<sup>1</sup> En 1974, ils sont rejoints par le quotidien péquiste *Le Jour*. Ce dernier a toutefois une existence éphémère et cesse de paraître en 1976.

<sup>2</sup> Joseph Bourdon, *Montréal-Matin : son histoire, ses histoires*, Montréal, La Presse, 1978, p. 256.

du quotidien depuis près de dix ans, il en connaît bien les rouages. Le second, Paul Gros d'Aillon, est une autre figure bien connue au *Montréal-Matin* : il est rédacteur en chef et éditorialiste depuis 1970. Les deux autres actionnaires sont de nouveaux venus : Robert Dulude, un avocat qui siège sur les conseils d'administration de plusieurs compagnies montréalaises; et Roland Gagné, un homme d'affaires qui a fondé en 1950 la chaîne de magasins de meubles Roland Gagné. Les quatre hommes se connaissent depuis quelques années puisqu'ils sont tous membres des conseils d'administration de Simard et Denis inc. et de la compagnie Sogexport<sup>3</sup>.

Après la vente du journal, Desjardins demeure le président-directeur général de la compagnie, dont le nom est changé pour Montréal-Matin inc<sup>4</sup>. D'autre part, le conseil d'administration est remanié : en septembre 1972, les administrateurs de la compagnie sont les quatre actionnaires, auxquels s'ajoute Joseph Bourdon, mandaté pour y représenter les employés<sup>5</sup>. Les anciens administrateurs placés par Johnson (André Lagarde) et Bertrand (Jean Bruneau, Camille Lacroix et Gérard Turmel) sont écartés. Dans la salle de rédaction, Gros d'Aillon demeure le rédacteur en chef et l'éditorialiste, tout en combinant les fonctions de copropriétaire, d'administrateur et de vice-président de la compagnie. Ainsi, malgré la vente du journal, le président et le vice-président de Montréal-Matin inc. sont deux anciennes personnalités influentes de l'Union nationale, ce qui laisse penser que la défense des intérêts du parti serait peut-être maintenue. C'est du moins la conviction qu'avaient certaines personnes à l'époque, puisque Gros d'Aillon sent le besoin d'écrire un éditorial pour « faire le point » et affirmer que le *Montréal-Matin* sera indépendant et neutre<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> « Unité-Québec vend *Montréal-Matin* au groupe Régent Desjardins », *Montréal-Matin*, 30 mars 1972, p. 3.

<sup>4</sup> Rappelons que le nom de la compagnie editrice était depuis 1937 la Fédération des Journalistes canadiens inc.

<sup>5</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 256.

<sup>6</sup> Paul Gros d'Aillon, « Faisons le point! », *Montréal-Matin*, 31 août 1972, p. 10.

#### 4.3 L'administration Desjardins, d'août 1972 à août 1973

Régent Desjardins, Paul Gros d'Aillon, Robert Dulude et Roland Gagné demeurent propriétaires du *Montréal-Matin* pendant seulement un an. Or, tout laisse croire que ce fut une année financièrement difficile pour la compagnie. Les journalistes employés par le *Montréal-Matin* dressent un portrait très cinglant de l'administration Desjardins. Leurs témoignages ont été recueillis dans le cadre de la Commission Kent, une commission royale d'enquête sur les quotidiens commandée par le gouvernement fédéral en 1980 en réaction à la fermeture de plusieurs journaux quotidiens importants en l'espace de quelques mois<sup>7</sup>. Différentes études ont été réalisées dans le cadre de la commission, dont une par Gérald LeBlanc sur la fermeture du *Montréal-Matin*<sup>8</sup>. Celui-ci s'est entretenu avec d'anciens journalistes et cadres du journal<sup>9</sup>, et certains d'entre eux ont exprimé des critiques à l'endroit de l'administration Desjardins. C'est le cas des journalistes Raymond Bernatchez, Bernard Brisset des Nos et Nicole Gladu, qui affirment tous les trois que les administrateurs du *Montréal-Matin* étaient incompetents<sup>10</sup>. Il semblerait que la direction se payait des bureaux spacieux et luxueux décorés de toiles d'artistes renommés, mais que peu d'argent était alloué aux journalistes. Brisset des Nos affirme que la salle de rédaction a été réduite à moins d'une trentaine de journalistes et que ceux-ci n'avaient pas l'argent nécessaire pour se déplacer et couvrir les différents événements<sup>11</sup>. Pour sortir de l'île de Montréal, ils devaient préalablement se

<sup>7</sup> Parmi les principales fermetures, mentionnons le *Montréal-Matin* (1978), *The Montreal Star* (1979), *The Ottawa Journal* (1980) et *The Winnipeg Tribune* (1980).

<sup>8</sup> Gérald LeBlanc, « Le vécu de la concentration. La petite histoire du *Montréal-Matin*, du *Soleil* et du *Journal du Nord-Ouest* », *Du côté des journalistes, études sur l'industrie des quotidiens*, Ottawa, Commission royale sur les quotidiens, 1981, p. 117-139.

<sup>9</sup> Dans le cadre de son étude, Gérald LeBlanc a réalisé des entrevues avec les ex-journalistes Raymond Bernatchez, Odette Bourdon, André Bouthillier, Bernard Brisset des Nos, Marcel Chouinard, Jean-V. Dufresne, Nicole Gladu, Marc Laurendeau, Johanne Mercier, Claude Picher et Michel Samson, avec les ex-cadres Marcel Desjardins et Michel Lord, ainsi qu'avec l'ancien président-éditeur Luc Beaugard.

<sup>10</sup> Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 118.

<sup>11</sup> *Ibid.*



trouver des commanditaires. Brisset des Nos continue en expliquant que plusieurs machines à écrire étaient défectueuses et que les journalistes étaient forcés de remplir des formulaires d'abonnement pour gonfler artificiellement le tirage du journal, puisque le nombre réel diminuait radicalement<sup>12</sup>. Selon le répertoire *Ayer's*, le tirage du *Montréal-Matin* avant le changement de propriétaire était de 147 207 exemplaires. Il diminue à 136 478 en 1972 et à 136 367 en 1973.

Luc Beauregard, qui sera le président-directeur général du *Montréal-Matin* de septembre 1973 à août 1976, affirme qu'à son arrivée, la situation financière de la compagnie éditrice était désastreuse<sup>13</sup>. Selon lui, l'administration Desjardins a conduit le journal au bord de la faillite. La débâcle financière du *Montréal-Matin* a également été abordée par le journaliste de Radio-Canada René Mailhot. Dans le cadre du *Téléjournal* du 14 mai 1973, celui-ci a réalisé un reportage sur la diminution du tirage et les mauvaises finances du *Montréal-Matin*<sup>14</sup>. Quatre jours plus tard, le journal a publié une nouvelle selon laquelle les propriétaires poursuivaient Mailhot et Radio-Canada pour libelle diffamatoire et qu'ils réclamaient 100 000 \$ en dédommagement<sup>15</sup>. Dans son ouvrage, Bourdon soutient que Mailhot a exagéré les difficultés de la compagnie et que la situation était loin d'être si dramatique. Néanmoins, il confirme que le conseil d'administration tentait d'emprunter trois millions de dollars sur vingt ans afin de payer les dettes de la compagnie et de moderniser certains équipements<sup>16</sup>. Puis, il révèle qu'il y a eu plusieurs compressions budgétaires à l'hiver de 1973<sup>17</sup>. Tout d'abord, la compagnie cesse d'imprimer le journal sur les deux groupes de presse qu'elle possède pour n'en utiliser qu'un seul, ce qui permet de faire appel à moins de pressiers. Ensuite, le nombre de pages par

---

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *Luc Beauregard, le pari de la vérité*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 98.

<sup>14</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 264.

<sup>15</sup> « Radio-Canada et René Mailhot poursuivis pour \$100 000 », *Montréal-Matin*, 18 mai 1973, p. 3.

<sup>16</sup> Joseph Bourdon, *op. cit.*, p. 264.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 265.

numéro diminue et des mises à pied sont effectuées dans les différents services. Tout cela provoque des conflits entre la direction et le syndicat, et des menaces de grève planent<sup>18</sup>. Bref, même s'il est plus nuancé que les journalistes interrogés par Gérald LeBlanc, Joseph Bourdon laisse lui aussi entendre que le *Montréal-Matin* a traversé un moment difficile. Comme la situation se détériore rapidement sous leur gestion et qu'ils ne semblent pas avoir les moyens financiers de relancer le *Montréal-Matin*, Desjardins, Gros d'Aillon, Dulude et Gagné acceptent, en août 1973, de vendre le journal à Paul Desmarais à un prix comparable à ce qu'ils ont déboursé un an auparavant.

#### 4.4 L'achat du *Montréal-Matin* par Paul Desmarais

Paul Desmarais (1927-2013) est un homme d'affaires franco-ontarien qui a amorcé sa carrière dans les années 1950 en rachetant la compagnie d'autobus de son père, la Sudbury Bus Lines. En 1965, il fait l'acquisition de la Corporation de Valeurs Trans-Canada et, deux ans plus tard, il s'associe à Jacques Francoeur (1925-2005) pour fonder les Journaux Trans-Canada Ltée. Par le biais de ce groupe, les deux hommes se procurent plusieurs journaux, dont les quotidiens *La Presse* (1967), *La Tribune* de Sherbrooke (1967), *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières (1968) et *La Voix de l'Est* de Granby (1968). Puis, en 1968, Desmarais se porte acquéreur de la société Power Corporation, qui a des intérêts dans différentes entreprises de transport, de pâtes et papier, d'assurance-vie, de services financiers, etc. À l'été de 1973, Desmarais et Francoeur envisagent l'achat de deux nouveaux quotidiens : *Le Soleil* et le *Montréal-Matin*. Cependant, la taille de leur conglomérat est considérée comme un problème par le gouvernement Bourassa. Ainsi, le 10 août 1973, les deux hommes annoncent qu'ils se séparent à l'amiable. Francoeur quitte Trans-Canada avec les hebdomadaires

---

<sup>18</sup> *Ibid.*

du groupe, ce qui comprend notamment *Le Petit Journal*, le *Photo-Journal*, le *Dimanche-Matin* et *La Patrie*. Il fonde ensuite le groupe de presse Unimédia, à partir duquel il achète *Le Soleil* de Québec. Desmarais, pour sa part, conserve les quotidiens du groupe, et Trans-Canada passe sous la responsabilité de Gesca, une filiale de Power Corporation. Enfin, toujours le 10 août 1973, Desmarais annonce qu'il achète le *Montréal-Matin* à partir du portefeuille de La Presse ltée pour une somme estimée entre 4,5 et 5 millions de dollars<sup>19</sup>.

Au moment de l'achat, Desmarais est conscient qu'il se procure un journal déficitaire<sup>20</sup>. L'objectif avoué derrière cette acquisition est de faire concurrence au *Journal de Montréal* et de demeurer compétitif sur le plan de la publicité. Roger Lemelin (1919-1992), alors président-éditeur de *La Presse*, affirme qu'il s'agit d'un geste défensif, « un peu comme l'histoire de la cigale et de la fourmi<sup>21</sup> ». Il explique que si le *Montréal-Matin* était appelé à disparaître, le *Journal de Montréal* aurait occupé seul le marché du matin et aurait ainsi augmenté sa force d'attraction auprès des annonceurs<sup>22</sup>. En d'autres mots, Desmarais achète le *Montréal-Matin*, au bord de la faillite, pour en maintenir la publication et empêcher le *Journal de Montréal* d'obtenir le monopole des tabloïds populaires du matin. Dans un tel cas, ce dernier aurait eu de bonnes chances de dépasser le tirage de *La Presse* et, par le fait même, de devenir le premier choix des annonceurs.

Régent Desjardins publie un communiqué pour expliquer les raisons de la vente. Il écrit qu'après « une étude en profondeur, le conseil d'administration de *Montréal-Matin* en est arrivé à la conclusion que l'avenir du journal et de son personnel sera

<sup>19</sup> André Gilles, « La Presse ltée achète Montréal-Matin », *Montréal-Matin*, 11 août 1973, p. 3.

<sup>20</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 101.

<sup>21</sup> « Nécessité stratégique », *Montréal-Matin*, 11 août 1973, p. 3.

<sup>22</sup> Réal Pelletier, « L'achat de Montréal-Matin par La Presse, "une mesure défensive" », *La Presse*, 11 août 1973, p. A5.

mieux protégé par son appartenance à La Presse ltée<sup>23</sup> ». Il explique que la concurrence et la « montée vertigineuse des coûts de production » représentent des obstacles accablants pour lui et ses coactionnaires et que la situation du *Montréal-Matin* sera meilleure en faisant partie d'un groupe de journaux comme Gesca<sup>24</sup>. Desjardins mentionne aussi qu'il demeurera le président-directeur général et que les administrateurs resteront les mêmes. Cette « continuité » sera toutefois de courte durée, puisque quelques semaines après la transaction, Desmarais et Lemelin abolissent le poste de Desjardins et nomment Luc Beauregard comme président-éditeur du *Montréal-Matin*.

#### 4.5 L'administration Beauregard, 1973-1976

Luc Beauregard (1941-2013) est un jeune consultant en communication de 32 ans. Il a été journaliste à *La Presse* de 1961 à 1968. Il a travaillé ensuite comme attaché politique et conseiller spécial du ministre unioniste Jean-Guy Cardinal, avant de passer dans le camp libéral où il a été à l'emploi de Pierre Laporte. Recommandé par Jean Sisto, l'éditeur-adjoint de *La Presse*, Beauregard est nommé président-éditeur du *Montréal-Matin* en septembre 1973. Il a révélé à ses biographes qu'on lui a donné carte blanche pour diriger le journal selon ses convictions et pour engager les journalistes qu'il désire<sup>25</sup>. Également, il dispose d'une certaine liberté sur le plan éditorial, à condition que de « grands combats idéologiques » n'y soient pas menés<sup>26</sup>. Lors de sa nomination, Beauregard mentionne dans une interview vouloir rompre définitivement avec la tradition unioniste du journal<sup>27</sup>. C'est sans doute pour cette raison que Desjardins, Gros d'Aillon, Dulude et Gagné quittent le conseil

<sup>23</sup> « M. Desjardins élogieux », *Montréal-Matin*, 11 août 1973, p. 3.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 91.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>27</sup> « Luc Beauregard est nommé à Montréal-Matin », *La Presse*, 21 septembre 1973.

d'administration de la compagnie, malgré ce qui était initialement prévu lors de la transaction.

La première journée de Beauregard est difficile : lorsqu'il arrive au journal, les employés l'accueillent en manifestant<sup>28</sup>. Regroupés dans quatorze syndicats différents, ils se sont concertés pour exiger une renégociation des conventions collectives et obtenir les mêmes salaires et les mêmes conditions de travail que leurs confrères de *La Presse*. Toujours lors de cette première journée de travail, Beauregard se rend compte que le journal est au bord de la faillite. Le vice-président finances le rencontre pour lui dire qu'il n'y a pas assez d'argent dans le compte de banque pour autoriser la paye du jeudi suivant et que les banques refusent de prêter à la compagnie<sup>29</sup>. Beauregard contacte alors Desmarais pour lui expliquer la situation, et ce dernier lui organise un rendez-vous avec le président de la Banque Canadienne Nationale. Beauregard a confié à ses biographes qu'en mentionnant les « mots magiques Paul Desmarais », il a obtenu un prêt de 300 000 \$ sans signer le moindre papier<sup>30</sup>. Bref, le changement de propriétaire permet au conseil d'administration du *Montréal-Matin* d'emprunter et d'assurer ainsi la survie du journal à court terme.

D'autre part, les emprunts permettent à Beauregard d'effectuer de nouvelles dépenses pour tenter de relancer le quotidien. À son arrivée, il n'y a pas assez de machines à écrire pour tous les journalistes et ils doivent faire la queue pour dactylographier leurs articles<sup>31</sup>. Un des premiers gestes de Beauregard sera donc d'acheter de nouvelles machines à écrire et des fournitures de bureau pour faciliter leur travail. Ensuite, il augmente la taille de la salle de rédaction en effectuant de nouvelles embauches; une

---

<sup>28</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 98.

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>31</sup> Le manque de machines à écrire est relevé par les biographes de Beauregard et par l'ex-journaliste Bernard Brisset des Nos dans l'étude de Gérald LeBlanc : Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 102 ; Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 118.



vingtaine de journalistes sont engagés en l'espace de deux ans<sup>32</sup>. Parmi les nouveaux venus, mentionnons Jean-V. Dufresne (1930-2000), un journaliste expérimenté qui a laissé sa marque à *La Patrie*, au *Devoir* et au *Montreal Star*<sup>33</sup>. Le président-éditeur abonne également pour la première fois le *Montréal-Matin* à la Presse canadienne (PC), la principale agence de presse au Canada. L'emploi de nouveaux journalistes et l'inscription au fil de presse de la PC permettent, selon Beauregard, d'augmenter le nombre de pages et d'améliorer le contenu du journal<sup>34</sup>.

D'autre part, Marc Laurendeau (1939-) est engagé au *Montréal-Matin* à l'automne de 1973. Il s'est fait connaître dans les années 1960 au sein du groupe les Cyniques, des humoristes engagés bien connus du public québécois. Au départ, Laurendeau est échetier; il rédige quotidiennement une chronique intitulée « Ça va se savoir. Autant être le premier à l'apprendre ». Quelques mois plus tard, la direction lui confie la page éditoriale du *Montréal-Matin*.

Conscient de l'importance des pages sportives pour les lecteurs du *Montréal-Matin*, Beauregard tente de leur donner un nouveau souffle en remplaçant Jacques Barrette par Pierre Gobeil à titre de directeur de la section des sports. Cette nomination crée toutefois une légère controverse dans la salle de rédaction, d'une part parce que des journalistes jugent injustifiée la rétrogradation de Barrette, et d'autre part parce que Jerry Trudel, présent au journal depuis le début des années 1950, convoitait le poste et démissionne avec fracas<sup>35</sup>. Malgré les mésententes, la section des sports est redynamisée, entre autres grâce à l'apport de plusieurs journalistes tels que Jean-Paul Chartrand Sr, Marc de Foy, Jean Pagé, Yvon Pednault, André Trudelle et le réputé Jean-Paul Sarault<sup>36</sup>.

---

<sup>32</sup> Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 119.

<sup>33</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 105.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>36</sup> *Ibid.*

Toujours dans le but de relancer le *Montréal-Matin* et d'attirer les lecteurs, des promotions et différents tirages sont organisés. Par exemple, pendant un mois, on fait tirer une automobile à tous les jours parmi les lecteurs du *Montréal-Matin* – les exemplaires du journal sont numérotés et un numéro gagnant est choisi au hasard. Les biographes de Beauregard mentionnent que cette loterie était à l'origine un projet du *Journal de Montréal*, mais que mis au courant par un informateur, Beauregard a décidé de prendre de court son concurrent en organisant avant lui un tel concours<sup>37</sup>. À une autre occasion, des cartes à collectionner des joueurs de baseball des Expos sont distribuées parmi les lecteurs.

D'autre part, on investit pour acheter de l'espace publicitaire à la télévision. Entre 1974 et 1977, une publicité télévisuelle pour le *Montréal-Matin* est diffusée régulièrement sur les ondes de Radio-Canada et de Télé-Métropole. Celle-ci met en vedette plusieurs personnalités populaires de l'époque, comme Véronique Béliveau, Denise Filiatrault, Plume Latraverse, Marc Laurendeau et Denise Proulx. Sur l'air de la chanson *Demain matin Montréal m'attend* de Louise Forestier, la publicité rappelle aux auditeurs que le *Montréal-Matin* comprend des sports, des petites annonces, des potins sur les vedettes, les éditoriaux de Laurendeau et qu'il s'agit d'une bonne source de renseignements sur le cinéma et la télévision. Elle utilise le slogan « L'as-tu ton matin? »<sup>38</sup>.

Ainsi, après l'acquisition par Gesca et l'arrivée de Luc Beauregard en tant que président-éditeur, des investissements et des améliorations notables sont réalisés au *Montréal-Matin*. Une vingtaine de nouveaux journalistes sont embauchés, les équipements sont modernisés, un abonnement est pris à l'agence Presse canadienne, des promotions et des concours sont organisés, de l'espace publicitaire est acheté à la

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>38</sup> La vidéo de la publicité du *Montréal-Matin* peut être visionnée en ligne à l'adresse <http://www.youtube.com/watch?v=X5ezJzBBCxg>.

télévision, etc. Le *Montréal-Matin* profite alors de son appartenance à un conglomerat fortuné, puisque Gesca y investit des sommes d'argent importantes pour concurrencer le *Journal de Montréal* et tenter de ralentir l'ascension de ce dernier.

Certes, la situation s'améliore depuis le changement de propriétaire, mais il faut renégocier les quatorze conventions collectives. Pour ce faire, Brian Mulroney est envoyé en renfort comme conseiller juridique<sup>39</sup>. Beauregard et lui ont pour mandat de refuser aux syndiqués du *Montréal-Matin* la parité salariale avec les employés de *La Presse*<sup>40</sup>. Après six semaines de négociations dans un hôtel de Montréal, les nouvelles conventions collectives et échelles salariales sont adoptées. Toutefois, selon les prévisions budgétaires de l'époque, les augmentations de salaire allouées auraient pour effet d'augmenter considérablement les déficits du *Montréal-Matin*<sup>41</sup>. Une rencontre a alors lieu entre Desmarais, Lemelin, Beauregard et Mulroney pour trouver une solution. Pour réaliser des économies, ils conviennent de fusionner tous les services du *Montréal-Matin* et de *La Presse*, exception faite des deux salles de rédaction<sup>42</sup>. Ainsi, à partir de 1975, des employés de *La Presse* sont chargés de vendre l'espace publicitaire dans le *Montréal-Matin* et de le distribuer. De plus, le tabloïd du matin est désormais imprimé par les pressiers de *La Presse*. Cette fusion des services permet de réduire le nombre d'employés de moitié au *Montréal-Matin*, soit de 500 à 250<sup>43</sup>. Beauregard est d'abord favorable à ces changements; il est surtout heureux que le journal délaisse le mode d'impression au plomb pour passer à celui de l'*offset* que permet l'imprimerie de *La Presse*<sup>44</sup>. Toutefois, la fusion sera à l'origine de nombreux conflits entre les cadres des deux journaux.

---

<sup>39</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 110.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 118.

<sup>42</sup> Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 120.

<sup>43</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 119.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 102.

#### 4.6 L'assujettissement à *La Presse*

En 1975, l'intégration des services du *Montréal-Matin* à ceux de *La Presse* semble la meilleure solution pour diminuer les frais d'exploitation. Toutefois, les dirigeants du tabloïd du matin se rendent rapidement compte que cela se traduit par une perte d'autonomie pour leur journal. Ce qui devait à l'origine être une gestion commune de certains services se révèle plutôt une prise en charge de ceux-ci par les cadres de *La Presse*. Ainsi, après la fusion, des dirigeants de *La Presse* obtiennent des pouvoirs décisionnels dans l'administration du *Montréal-Matin*. Dans une entrevue accordée à Gérald LeBlanc, Beauregard souligne qu'il devait lutter quotidiennement pour défendre l'autonomie de son équipe. Selon lui, « les gros sabots de *La Presse* menaçaient continuellement d'écraser les gens du *Matin*<sup>45</sup> ». À partir de décembre 1975, il se sent plus comme un chef de service de *La Presse* que comme le président-éditeur du *Montréal-Matin*<sup>46</sup>. La seule responsabilité qui lui reste est celle de la rédaction. Plusieurs décisions administratives sont prises par Roger Lemelin sans que les cadres du journal du matin ne soient consultés. Beauregard se plaint de la situation à Paul Desmarais, mais cela n'a pour effet que d'augmenter les tensions entre lui et Lemelin<sup>47</sup>.

En 1976, Lemelin suggère que la salle de rédaction du *Montréal-Matin* soit déménagée dans l'édifice de *La Presse*<sup>48</sup>. En plus de permettre des économies, il soutient que cela faciliterait le travail des employés. Beauregard est d'accord pour rapprocher la salle de rédaction de l'immeuble où sont situés les ateliers d'impression et les bureaux des différents services, mais il souhaite qu'elle demeure dans une bâtisse distincte<sup>49</sup>. Depuis la fusion, il s'agit du seul département encore autonome au

---

<sup>45</sup> Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 120.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 119.

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 121.

*Montréal-Matin*. Or, en occupant un local prêté par *La Presse*, Beauregard craint que la salle de rédaction ne perde à son tour son indépendance. Un édifice distinct, explique-t-il, « était le symbole physique de l'autonomie et c'était important pour conserver l'esprit et la fraîcheur de l'équipe du *Montréal-Matin*<sup>50</sup> ». Il s'oppose donc au projet de Lemelin, ce qui crée de nouvelles tensions entre les deux hommes. Constatant la mésentente entre les présidents-éditeurs de ses deux quotidiens montréalais, Desmarais tranche et le 4 août 1976 : il annonce à Beauregard qu'il est relevé de ses fonctions<sup>51</sup>. Ce renvoi provoque la consternation au *Montréal-Matin*. Nicole Gladu explique que les journalistes appréciaient Beauregard puisqu'il avait considérablement amélioré la situation du journal entre 1973 et 1976, tandis que Bernard Brisset des Nos rappelle que plusieurs de ses collègues étaient en pleurs tellement ils étaient tristes de voir partir un patron qu'ils sentaient de leur côté<sup>52</sup>. Selon lui, cette histoire a rendu les journalistes inquiets et méfiants quant à la place de leur journal dans le conglomerat Gesca. Beauregard est remplacé par Michel Lord, qui était jusqu'alors le responsable du numéro dominical du *Montréal-Matin*. La salle de rédaction est déménagée au 50 rue Saint-Antoine dans l'immeuble adjacent à celui de *La Presse*.

À son arrivée comme éditeur, Michel Lord s'aperçoit aussi que sa marge de manœuvre est limitée. Non seulement le budget annuel du *Montréal-Matin* est administré par la direction de *La Presse*, mais toutes les dépenses additionnelles doivent préalablement être approuvées par cette dernière<sup>53</sup>. D'autre part, Marcel Desjardins<sup>54</sup> et lui mentionnent qu'une fois le déménagement complété, Lemelin et Sisto ont tenté de s'ingérer dans la gestion de la salle de rédaction. Par exemple, ils auraient exercé des pressions pour que le chef de pupitre soit renvoyé, ils se seraient

---

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 120.

<sup>52</sup> Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 120.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 122.

<sup>54</sup> Marcel Desjardins est le directeur de l'information au *Montréal-Matin*.



opposés à l'embauche de journalistes « mal cotés à la maison mère » et ils auraient tenté d'intervenir dans le contenu rédactionnel du journal<sup>55</sup>. Bref, la fusion des services et le déménagement sur la rue Saint-Antoine ont en quelque sorte mis sous tutelle le *Montréal-Matin*. L'équipe du quotidien ne contrôle plus son budget, pas plus que les différentes étapes de sa production – dont l'impression et la distribution. Il ne reste que la salle de rédaction qui est supposément autonome, mais encore là, celle-ci est victime d'ingérence de la part des hauts dirigeants de *La Presse*.

#### 4.7 La grève de 1977-1978

En 1977, la production du *Montréal-Matin* dépend en grande partie des employés de *La Presse*. Ainsi, lorsqu'ils déclenchent une grève le 6 octobre 1977, la production du *Montréal-Matin* est paralysée. Au départ, la grève des syndiqués de *La Presse* ne doit durer que 48 heures. Les grévistes protestent contre la nomination d'un chef de secteur aux informations sportives sans consultation auprès du syndicat. Les journalistes du *Montréal-Matin* respectent alors le piquet de grève de leurs confrères, considérant que de toute façon, leur journal ne pourrait pas être imprimé<sup>56</sup>. Après les 48 heures initialement prévues, les employés de *La Presse* décident toutefois d'étendre leurs revendications et votent pour la grève générale.

Voyant le conflit s'envenimer, Michel Lord et les cadres de la rédaction du *Montréal-Matin* tentent de trouver une solution pour que le journal puisse reprendre sa publication. Après avoir repéré une imprimerie disponible au centre-ville de Montréal, ils demandent l'autorisation aux dirigeants de *La Presse* d'y faire imprimer leur journal. Ce projet se solde toutefois par un échec, sans que nous n'en connaissions réellement la cause. Fernand Roy, le directeur du personnel à *La Presse*,

---

<sup>55</sup> Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 122.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 124.

affirme que François Piazza, le président du syndicat au *Montréal-Matin*, a refusé de transmettre la consigne du retour au travail aux journalistes. Piazza, pour sa part, jure n'avoir jamais été contacté par Roy<sup>57</sup>.

Finalement, le 10 octobre, les journalistes du *Montréal-Matin* votent à leur tour pour la grève générale<sup>58</sup>. Cependant, ceux qu'a interrogés Gérald LeBlanc prétendent qu'ils n'avaient pas le choix de suivre le mouvement de grève entrepris par les syndiqués de *La Presse*. Nicole Gladu explique : « Ce n'était pas notre conflit. Mais nous étions aussi impuissants devant le syndicat de *La Presse* que nos patrons devant Power Corporation. Le syndicat du *Montréal-Matin* était aussi vassal que la direction du journal<sup>59</sup>. » Ainsi, après près de cinquante d'ans d'existence, le *Montréal-Matin* connaît la première véritable grève de son histoire<sup>60</sup>. Elle durera sept mois, soit du 7 octobre 1977 jusqu'au 7 mai 1978.

#### 4.8 Le retour au travail et la fermeture du journal

Le 7 mai 1978, les journalistes du *Montréal-Matin* reviennent au travail pour préparer le numéro du lendemain matin dans lequel le long arrêt de publication du journal est peu commenté. L'éditeur Michel Lord se contente d'écrire qu'il est heureux de reprendre la publication<sup>61</sup>. Puis, les conflits concernant l'autonomie du *Montréal-Matin* reprennent de plus belle. D'abord, Lemelin et Lord sont toujours en brouille. Quelques jours avant la fin de la grève, Lemelin tente même de renvoyer Lord et de le

---

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Le *Montréal-Matin* avait précédemment connu quelques débrayages, mais ceux-ci n'avaient jamais duré plus de 24 heures.

<sup>61</sup> Michel Lord, « Enfin de retour! », *Montréal-Matin*, 8 mai 1978, p. 2.

remplacer par son ami Pierre Roche. En plaidant sa cause auprès de Desmarais, Lord peut cependant conserver son emploi<sup>62</sup>.

D'autre part, un conflit éclate entre le syndicat du *Montréal-Matin* et la direction de *La Presse*. Les syndiqués dénoncent le manque d'autonomie de leur salle de rédaction et les effets négatifs de la concentration de la propriété des deux journaux. En juin 1978, une plainte est même déposée au Conseil de presse du Québec par André Bouthillier, le président du syndicat des travailleurs de l'information du *Montréal-Matin*<sup>63</sup>. Le syndicat reproche à *La Presse* d'avoir subtilisé la maquette du tracé du Grand Prix de Formule 1 du Canada de 1978, préparée en exclusivité par un employé du *Montréal-Matin*, pour la publier dans ses pages sans en mentionner la source. À cette occasion, le Conseil de presse donne raison au syndicat du *Montréal-Matin* en concluant qu'il s'agissait bel et bien du vol d'une primeur journalistique et que le comportement de *La Presse* est « une atteinte grave à l'éthique du journalisme<sup>64</sup> ».

Les relations de travail sont donc tendues au *Montréal-Matin* depuis le retour de la grève. D'une part parce que les cadres de la rédaction et les journalistes veulent préserver leur autonomie, et d'autre part parce que des compressions budgétaires importantes sont réalisées. En effet, le numéro du dimanche est aboli, ce qui permet à la fois de réduire le nombre de journalistes et de diminuer le nombre d'heures de travail par semaine de ceux qui conservent leur emploi. Par ailleurs, le budget promotionnel est restreint et la publicité télévisuelle diffusée depuis 1974 n'est pas renouvelée<sup>65</sup>.

---

<sup>62</sup> Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 125.

<sup>63</sup> Conseil de presse du Québec, D1978-06-030, (<http://conseildepresse.qc.ca/decisions/d1978-06-030>), consulté le 10 janvier 2013.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> D'après les propos de Marc Laurendeau tenus à l'émission de radio *Présent édition métropolitaine*. Voir Archives de Radio-Canada, *Le Montréal-Matin cesse de paraître*, (<http://archives.radio-canada.ca/emissions/577-12489/page/1>), consulté le 13 janvier 2013.

La grève et les coupures effectuées ont un impact sur le tirage du *Montréal-Matin*. Avant la grève, ce tirage était d'environ 130 000 exemplaires, tandis qu'au printemps de 1978, il se situe à environ 80 000. Une grande partie du lectorat du matin s'est tourné vers le *Journal de Montréal* qui a, pour sa part, vu son tirage presque doubler en l'absence du *Montréal-Matin*. En 1978, le journal de Pierre Péladeau est tiré à plus de 250 000 exemplaires, ce qui en fait de loin le principal quotidien montréalais<sup>66</sup>. Bref, avant la grève, le tirage du *Montréal-Matin* suivait de près celui du *Journal de Montréal*, mais à partir de mai 1978, il est trois fois plus petit que celui de son concurrent. Ne réussissant plus à remplir sa mission de diviser le marché du matin pour préserver la première position de *La Presse*, le *Montréal-Matin* est fermé par Paul Desmarais le 28 décembre 1978.

La fermeture du *Montréal-Matin* se fait sans préavis; les employés apprennent la nouvelle le jour même en se rendant au travail<sup>67</sup>. Cela crée évidemment beaucoup de réactions, et des raisons différentes sont évoquées de part et d'autre pour expliquer la mort du journal. Les représentants de Gesca affirment que la récente grève des journalistes a considérablement augmenté les déficits du *Montréal-Matin* et que le propriétaire n'avait ainsi d'autres choix que de mettre un terme à la publication du journal<sup>68</sup>. Selon les chiffres rendus public par Fernand Roy, le vice-président de *La Presse* et du *Montréal-Matin*, le tabloïd du matin a subi des pertes de 1,1 million de dollars en 1974, 1,7 million en 1975, 3 millions en 1976 et 3,2 millions pour la période du 20 mai au 28 décembre 1978<sup>69</sup>. Roy mentionne aussi que les prévisions internes laissaient envisager un déficit de 4,8 millions de dollars pour 1979<sup>70</sup>. Autrement dit, si on se fie à ces chiffres, le *Montréal-Matin* a toujours été publié à perte depuis son rachat par Gesca et la situation des finances se serait détériorée au

<sup>66</sup> Gérald LeBlanc, *op. cit.*, p. 125.

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> Marie Laurier, « Le Montréal-Matin cesse de paraître », *Le Devoir*, 28 décembre 1978, p. 1-3.

<sup>69</sup> Michel Roy, « La mort d'un journal », *Le Devoir*, 28 décembre 1978, p. 4.

<sup>70</sup> Propos de Fernand Roy tenus à l'émission de radio *Présent édition métropolitaine*. Archives de Radio-Canada, *Le Montréal-Matin cesse de paraître*, *op. cit.*

retour de la grève. Également, notons que l'intégration des services du *Montréal-Matin* à ceux de *La Presse* et le déménagement de la salle de rédaction sur la rue Saint-Antoine ne semblent pas avoir donné les résultats escomptés, puisque le déficit du journal a presque triplé entre 1974 et 1976. Bref, selon la partie patronale, le *Montréal-Matin* est fermé en raison de ses mauvaises finances.

Certains des employés congédiés – ils sont au nombre de 225, dont 67 journalistes<sup>71</sup> – considèrent quant à eux que d'autres raisons expliquent la fermeture du *Montréal-Matin*. Tout d'abord, lors d'une entrevue à la radio, le président du syndicat Gérald Robitaille émet l'hypothèse selon laquelle Gesca a tout simplement voulu éliminer un concurrent de *La Presse*<sup>72</sup>. Selon lui, la fermeture du *Montréal-Matin* était planifiée depuis 1973. L'éditorialiste Marc Laurendeau, pour sa part, pense que l'administration n'a pas tout tenté pour sauver le journal<sup>73</sup>. Finalement, Marie Laurier, une ex-journaliste du *Montréal-Matin*, croit que la principale cause du naufrage est la crise d'identité qu'a subie le journal au cours des années 1970<sup>74</sup>. Selon elle, le décès de Lucien Langlois en 1970, le départ à la retraite de Joseph Bourdon en 1973 et la vente du quotidien au « géant de la rue Saint-Jacques » ont fait en sorte que le *Montréal-Matin* a perdu son âme. Les administrateurs de Gesca auraient tenté de le rendre plus sérieux, mais selon Laurier, cela aurait provoqué une rupture entre le journal et sa base de lecteurs<sup>75</sup>.

Ainsi, plusieurs raisons sont évoquées pour essayer de comprendre la disparition du *Montréal-Matin*. Dans les semaines qui suivent la fermeture, l'ancien président-

<sup>71</sup> La fermeture du *Montréal-Matin* a aussi entraîné des pertes d'emplois dans les différents services de *La Presse*, puisque la compagnie n'avait alors plus besoin d'autant de personnel.

<sup>72</sup> Propos de Gérald Robitaille tenus à l'émission de radio *Présent édition métropolitaine*. Archives de Radio-Canada, *Le Montréal-Matin cesse de paraître*, op. cit.

<sup>73</sup> Propos de Marc Laurendeau tenus à l'émission de radio *Présent édition métropolitaine*. Archives de Radio-Canada, *Le Montréal-Matin cesse de paraître*, op. cit.

<sup>74</sup> Marie Laurier, « Le naufrage de Montréal-Matin », *Le Devoir*, 29 décembre 1978, p. 4.

<sup>75</sup> *Ibid.*



éditeur Luc Beauregard évalue la possibilité de relancer le journal en compagnie de son ami Roger D. Landry, mais le projet est rapidement abandonné<sup>76</sup>. Le dernier numéro du *Montréal-Matin* paraît donc le 28 décembre 1978.

\*\*\*

Ce dernier chapitre sur l'histoire d'entreprise du *Montréal-Matin* nous permet de constater qu'il a connu des années difficiles après qu'Unité-Québec s'en fût départi en août 1972. Le journal a d'abord été acheté par un groupe d'actionnaires composé de Régent Desjardins, Paul Gros d'Aillon, Robert Dulude et Roland Gagné. Desjardins était le président-directeur général de la compagnie éditrice depuis 1963 tandis que Gros d'Aillon était le rédacteur en chef et l'éditorialiste du journal depuis 1970; la « nouvelle » administration connaissait donc déjà très bien les rouages du *Montréal-Matin*. Néanmoins, la situation de la compagnie s'est détériorée sous leur gouverne. Selon les témoignages consultés, les quatre hommes ont fait de mauvais choix administratifs. En l'espace d'une année, la compagnie a accumulé des dettes et s'est retrouvée au bord de la faillite. Les propriétaires n'ont alors pas eu d'autres choix que de revendre le journal à Paul Desmarais en août 1973.

Desmarais a en quelque sorte sauvé le *Montréal-Matin* en 1973. Nous ne croyons pas que son objectif était alors d'éliminer à court terme un adversaire de *La Presse*. Si tel avait été le cas, il n'aurait pas autorisé les nombreuses dépenses réalisées par l'administration Beauregard pour tenter de relancer le journal. En effet, à son arrivée, le président-éditeur Luc Beauregard a embauché une vingtaine de journalistes supplémentaires, il a renouvelé les équipements de la salle de rédaction, il a signé un abonnement à la Presse canadienne, il a organisé des concours et il a acheté de l'espace publicitaire à la télévision. Tout cela faisait partie d'un plan pour donner un

---

<sup>76</sup> Jacqueline Cardinal et Laurent Lapierre, *op. cit.*, p. 121.

second souffle au *Montréal-Matin* afin qu'il puisse continuer à faire concurrence au *Journal de Montréal* et, par le fait même, diviser le marché du matin. En procédant ainsi, Gesca croyait être en mesure de préserver la première place de *La Presse* dans le tirage et dans le choix des annonceurs.

Cette stratégie a bien fonctionné entre 1973 et 1977. C'est probablement pour cette raison que Desmarais maintient la publication du *Montréal-Matin* malgré ses déficits annuels. Toutefois, préoccupé par l'augmentation des pertes, le propriétaire suit la recommandation de Roger Lemelin et, en 1975, les services du *Montréal-Matin* sont intégrés à ceux de *La Presse*; seule la salle de rédaction reste autonome. Toujours dans le but de réaliser des économies, les employés du journal du matin sont déménagés dans des locaux appartenant à *La Presse*. Cette fusion pouvait au départ sembler une bonne idée, mais en fin de compte, elle a été à l'origine de conflits entre les cadres des deux journaux et elle a rendu le *Montréal-Matin* complètement dépendant de *La Presse*. Mis à part la rédaction des articles, ce sont des employés de *La Presse* qui s'occupent des différentes étapes de production du *Montréal-Matin* – abonnements, relations avec les annonceurs, impression, distribution, etc. Ainsi, lorsqu'ils déclenchent la grève en octobre 1977, il s'avère impossible de poursuivre la publication du tabloïd du matin. Il ne fait aucun doute que l'absence de sept mois a causé beaucoup de tort au *Montréal-Matin*. À son retour en mai 1978, son tirage a chuté à 80 000 exemplaires, soit trois fois moins que celui du *Journal de Montréal*. Ne remplissant plus sa mission de diviser le marché du matin, il devient inutile pour Desmarais de le maintenir en vie plus longtemps.

Comme l'a souligné la partie patronale, la grève de 1977-1978 a bel et bien contribué au déclin et à la fermeture du *Montréal-Matin*. Toutefois, suivant le commentaire de Marc Laurendeau, il est plausible que Gesca n'ait effectivement pas tout tenté pour sauver le journal en 1978. Dès le retour de la grève, il a subi des compressions budgétaires, le tarif de son abonnement a augmenté et son numéro du dimanche a été

aboli. De plus, contrairement à *La Presse*, son retour a été très peu publicisé. Tout cela peut donner l'impression que les dirigeants avaient déjà renoncé à relancer le journal et peut-être même qu'une vente ou une fermeture figurait dans les plans de la compagnie. Par ailleurs, Gesca prévoyait peut-être déjà déplacer *La Presse* sur le marché du matin, ce qui aurait fait du *Montréal-Matin* un concurrent direct et indésirable. Finalement, nous pouvons nous demander si les idées politiques défendues dans le journal n'ont pas contribué à sa fermeture. À partir de 1976, la page éditoriale du *Montréal-Matin* était favorable au Parti Québécois et au projet indépendantiste<sup>77</sup>. Or, comme Paul Desmarais était un fervent fédéraliste, les positions de son journal devenaient peut-être irritantes dans le contexte préréférendaire de la fin des années 1970.

Bref, le *Montréal-Matin* a d'abord tiré profit de son appartenance au conglomerat Gesca, mais il a ensuite été englobé par celui-ci et il a perdu son autonomie. Le journal a connu différentes dépendances tout au long de son histoire : celle d'un homme, Eugène Berthiaume, qui l'a longtemps considéré comme un moyen pour promouvoir ses intérêts personnels; ensuite celle d'un parti politique, qui l'utilisait pour rejoindre les classes populaires de Montréal; finalement celle d'un conglomerat, qui l'envisageait essentiellement comme un outil pour protéger le marché de *La Presse*. En fin de compte, la dépendance à un groupe de journaux s'est révélée peut-être la plus contraignante des trois, à tout le moins sur le plan gestionnaire.

---

<sup>77</sup> Aux élections de 1976, l'éditorialiste Marc Laurendeau s'est prononcé en faveur de l'élection d'un gouvernement péquiste.

## CHAPITRE V

### ANALYSE DE LA MORPHOLOGIE ET DE LA MISE EN PAGE

Dans la seconde partie de cette thèse, nous analysons la morphologie et le contenu du *Montréal-Matin*. Cette approche permet de comprendre comment celui-ci se définit, comment il s'insère dans le système des journaux montréalais et comment il évolue dans le temps.

Contrairement à l'histoire d'entreprise où différentes sources sont utilisées, notre analyse s'intéresse ici essentiellement au contenu des pages du journal. Pour qu'un tel exercice soit significatif, il est essentiel de comparer la morphologie et le contenu du *Montréal-Matin* avec ceux d'autres journaux. Ainsi, nous avons appliqué la même grille d'analyse et le même échantillonnage au quotidien *La Presse*. Il s'agit du principal concurrent du *Montréal-Matin* jusqu'à l'apparition du *Journal de Montréal* en 1964. Malgré qu'il s'agisse d'un quotidien important dans l'histoire de la presse québécoise, *La Presse* demeure relativement peu connue durant la période à l'étude<sup>1</sup>.

En analysant la morphologie et le contenu du *Montréal-Matin*, nous poursuivons trois objectifs. Premièrement, une telle analyse offre l'occasion de connaître les différentes caractéristiques du journal. Puis, en comparant cinq années échelonnées sur cinq décennies, nous pouvons vérifier l'évolution du journal et les changements qu'on lui apporte entre 1934 et 1974. Par exemple, il sera intéressant d'examiner si le journal accorde plus d'importance à la publicité, à un type d'articles, à un espace

---

<sup>1</sup> Nous connaissons mieux la pratique journalistique de *La Presse* lors des années précédentes, notamment grâce aux travaux de Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914 : genèse d'un média de masse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, xi-416 p., et de Dominique Marquis, *Un quotidien pour l'Église*, op. cit.

géographique ou à une catégorie d'objets en 1974, qu'il ne le faisait en 1934. Dans de tels cas, nous avons cherché à comprendre les raisons de ces transformations. Enfin, nous souhaitons déterminer les traits distinctifs du *Montréal-Matin* et de *La Presse*. Cela permet de vérifier comment le quotidien du matin s'inscrit dans le système des journaux montréalais et comment il innove pour se distinguer de ses concurrents.

### 5.1 Présentation de l'échantillon

Lorsqu'on s'intéresse aux pages d'un quotidien qui a paru pendant 48 ans, le corpus est évidemment beaucoup trop imposant pour que chaque numéro soit analysé exhaustivement; il faut donc constituer un échantillon. Comme méthode d'échantillonnage, nous avons privilégié une approche probabiliste, plutôt qu'empirique, afin d'éliminer une plus grande part de subjectivité<sup>2</sup>. Plus précisément, nous avons opté pour la méthode de la « semaine composée ». La première étape consiste à déterminer un intervalle qui sera utilisé pour choisir les années à analyser. L'intervalle est fixé à dix ans, ce qui est suffisant pour noter l'évolution d'un quotidien<sup>3</sup>. Puis, pour la première décennie (les années 1930), nous avons choisi une année au hasard à l'aide d'une table de nombre : la table de Kendall. Il s'agit d'une grille de nombres premiers dont l'ordre a été déterminé aléatoirement. Lors de cet exercice, le résultat s'est révélé être l'année 1934. Ainsi, en regard du respect de l'intervalle, les années retenues sont 1934, 1944, 1954, 1964 et 1974. Par contre, puisqu'un conflit de travail empêche la publication de *La Presse* pendant plusieurs mois en 1964, nous avons remplacé cette année par 1965.

---

<sup>2</sup> Jean de Bonville recommande, de façon convaincante, l'utilisation de l'approche probabiliste pour étudier le contenu des médias. Voir Jean de Bonville, *L'analyse de contenu des médias. De la problématique au traitement statistique*, Bruxelles, De Boeck, 2006, p. 105.

<sup>3</sup> Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, IQRC, 1995, 223 p.



Pour chacune de ces années, nous reconstruisons deux semaines de publication du journal. Ce processus, inspiré par Daniel Riffe, Charles F. Aust et Stephen R. Lacy<sup>4</sup>, consiste à s'assurer que tous les jours de la semaine soient représentés deux fois dans l'échantillon. De cette manière, nous évitons de biaiser les données en analysant plusieurs fois une même journée qui pourrait comprendre une section spéciale. Lors des années 1934, 1944, 1954 et 1965, le *Montréal-Matin* est publié six matins par semaine. Les deux semaines recomposées pour chacune de ces années comportent donc douze numéros.

Pour chacune des années échantillonnées, nous avons choisi une première date au hasard à l'aide de la table de Kendall. Ensuite, nous avons appliqué l'intervalle de quatre semaines pour déterminer le jour suivant de la semaine. Par exemple, pour l'année 1934, la date choisie aléatoirement est le lundi 19 mars. En ajoutant quatre semaines supplémentaires, nous arrivons à la semaine du 15 au 21 avril. Dans celle-ci, le mardi est le 17 avril. Conséquemment, la deuxième journée de la première semaine recomposée de 1934 est le mardi 17 avril. Par la suite, nous avons compté quatre semaines de plus et nous y avons choisi la journée du mercredi, et ainsi de suite, jusqu'à ce que nos deux semaines de 1934 soient recomposées.

Lors de l'année 1974, le *Montréal-Matin* est publié sept matins par semaine. Ainsi, l'échantillon de 1974 comporte quatorze numéros. Conformément à la méthode que nous venons de définir, l'échantillonnage retenu est le suivant :

---

<sup>4</sup> Daniel Riffe, Charles F. Aust et Stephen R. Lacy, « The Effectiveness of Random, Consecutive Day and Constructed Week Sampling in Newspaper Content Analysis », *Journalism Quarterly*, vol. 70, n° 1, printemps 1993, p. 133-139.

Tableau 5.1  
Échantillon des numéros analysés

Jours/Années	1934	1944	1954	1965	1974
<b>Dimanche</b>	X	X	X	X	28 avril
<b>Lundi</b>	19 mars	11 décembre	4 octobre	27 septembre	27 mai
<b>Mardi</b>	17 avril	11 janvier	2 novembre	26 octobre	25 juin
<b>Mercredi</b>	16 mai	23 février	1 <sup>er</sup> décembre	24 novembre	24 juillet
<b>Jeudi</b>	14 juin	23 mars	30 décembre	23 décembre	22 août
<b>Vendredi</b>	13 juillet	21 avril	12 février	15 janvier	20 septembre
<b>Samedi</b>	11 août	20 mai	13 mars	6 mars	19 octobre
<b>Dimanche</b>	X	X	X	X	17 novembre
<b>Lundi</b>	10 septembre	19 juin	12 avril	5 avril	16 décembre
<b>Mardi</b>	9 octobre	18 juillet	11 mai	4 mai	15 janvier
<b>Mercredi</b>	7 novembre	16 août	9 juin	2 juin	13 février
<b>Jeudi</b>	6 décembre	14 septembre	8 juillet	8 juillet	31 janvier
<b>Vendredi</b>	5 janvier	13 octobre	6 août	30 juillet	1 <sup>er</sup> mars
<b>Samedi</b>	3 février	11 novembre	4 septembre	28 août	30 mars

## 5.2 Le choix d'une technique

La technique que nous avons choisie pour réaliser notre analyse de contenu s'inspire de celle de l'historien de la presse Jacques Kayser. Elle consiste à examiner les composantes du journal en les divisant en éléments de structures (textes, illustrations, publicités, etc.)<sup>5</sup>. Par la suite, Kayser suggère de calculer la surface occupée par chaque élément en utilisant la norme du centimètre colonne, qui est la somme des hauteurs de toutes les colonnes dans le journal. Un tel procédé, quoiqu'intéressant, pose problème lorsque le chercheur n'a pas sous la main une copie papier originale

<sup>5</sup> Jacques Kayser, *Le quotidien français*, Paris, A. Colin, 1963, 167 p.

des numéros du journal à l'étude. Ainsi, en nous inspirant de Dominique Marquis, nous avons préféré mesurer la surface imprimée des différents éléments en centimètres carrés plutôt qu'en centimètres colonnes<sup>6</sup>. Ensuite, nous avons transformé les mesures afin d'obtenir le pourcentage de la surface imprimée occupée par les différents éléments du journal à l'étude.

Dans ce chapitre, notre regard se pose sur les caractéristiques morphologiques du *Montréal-Matin* et de *La Presse*. Comment ces journaux sont-ils construits? Dans un premier temps, nous observerons l'évolution du nombre de pages dans les deux journaux. Ensuite, nous examinerons la proportion de la surface occupée par l'espace publicitaire comparativement à l'espace rédactionnel. Nous tenterons de déterminer quelle était la nature des publicités dans le *Montréal-Matin* et dans *La Presse*. Finalement, pour ce qui est de l'espace rédactionnel, nous analyserons la proportion accordée aux images, aux titres et aux textes dans les deux quotidiens.

### 5.3 Le volume du journal

Dans un premier temps, examinons l'évolution du volume du *Montréal-Matin* et de *La Presse*. Pour mesurer le volume des deux journaux, nous avons calculé le nombre moyen de pages par numéro lors de chacune des décennies. Précisons toutefois qu'une page de *La Presse* contient plus d'éléments de contenu qu'une page du *Montréal-Matin*, puisque les deux quotidiens sont publiés dans des formats différents<sup>7</sup>. Le *Montréal-Matin* est un tabloïd; il fait 28 cm de largeur et 40 cm de hauteur pour une superficie de 1120 cm<sup>2</sup>. *La Presse*, pour sa part, est un quotidien grand format. Il mesure d'abord 45 cm de largeur et 60 cm de hauteur pour une

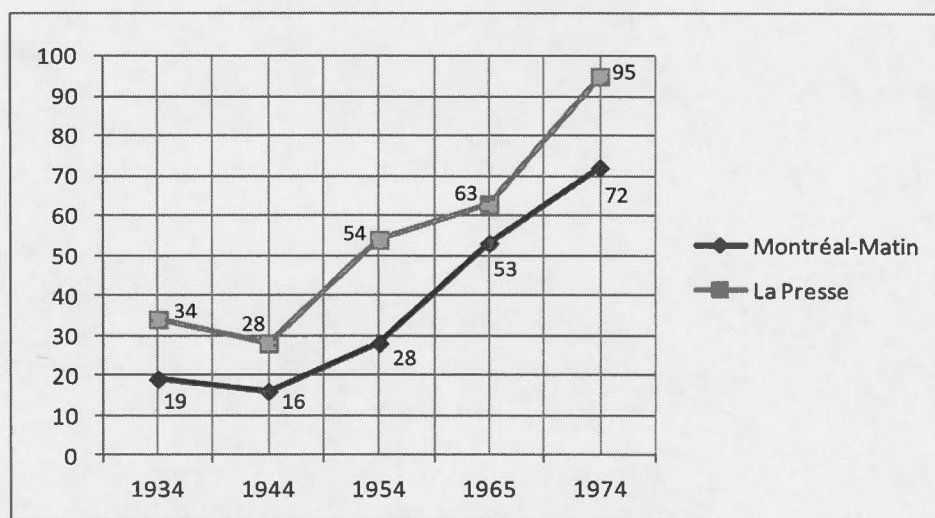
<sup>6</sup> Dominique Marquis, *La presse catholique au Québec : 1910-1940*, Thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 1999, p. 167-227.

<sup>7</sup> Les mesures sont tirées de Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, IQRC, 1995, p. 94.

superficie de 2700 cm<sup>2</sup>, ce qui signifie qu'une page de *La Presse* équivaut à 2,4 pages du *Montréal-Matin*. Lors des années subséquentes, *La Presse*, tout en conservant une hauteur relativement stable, diminue la largeur de ses pages. En 1954, celles-ci sont de 40 cm. Dans le cadre de notre analyse, nous avons calculé le nombre de pages réelles. Également, précisons que nous calculons seulement le nombre de pages du numéro régulier du journal. Cela comprend les sections thématiques, mais pas les cahiers spéciaux comme les cahiers à colorier ou les télé-horaires que l'on retrouve parfois joints au journal.

Graphique 5.1

Nombre moyen de pages par numéro



\*Données compilées par l'auteur

En observant le graphique précédent, nous remarquons d'abord que la courbe est semblable pour les deux journaux, ce qui suggère qu'ils subissent les mêmes contraintes structurelles du champ de la presse. Ensuite, malgré la différence dans le format d'impression, *La Presse* comporte toujours un plus grand nombre de pages que le *Montréal-Matin*. À titre de comparaison, si *La Presse* était publiée en format

tabloïd, elle aurait en 1934 une moyenne de 82 pages, alors que *L'Illustration* n'en possède que 19. D'autre part, nous notons une légère diminution du nombre de pages dans les deux quotidiens en 1944. Ceci s'explique en partie par l'effort de guerre au Canada, qui entraîne le rationnement et une hausse du prix du papier journal. En 1944, le *Montréal-Matin* comporte un nombre fixe de 16 pages par jour.

Lors des années suivantes, le nombre de pages augmente sans cesse dans les deux journaux. *La Presse* conserve toujours plus de pages, même si on tient compte de son format différent. Dans le *Montréal-Matin*, l'édition du samedi compte un nombre de pages similaire à celles des autres jours de la semaine. En comparaison, l'édition du samedi de *La Presse* est, à partir de 1944, plus volumineuse que celle des autres jours. La différence entre l'édition du samedi et celle des autres jours est particulièrement significative en 1974. Les numéros de la semaine de *La Presse* font alors en moyenne 71 pages, tandis que ceux du samedi font en moyenne 210 pages. Dans le *Montréal-Matin* de la même année, les numéros de la semaine font en moyenne 73 pages, contre 68 pages pour l'édition du samedi.

Bref, retenons que le *Montréal-Matin* augmente son nombre de pages à partir de 1944, mais que son volume demeure toujours inférieur à celui de *La Presse*. De plus, contrairement à *La Presse*, les numéros du samedi du *Montréal-Matin* ne sont pas plus volumineux que ceux des autres jours de la semaine.

#### 5.4 Espace rédactionnel et espace publicitaire

Dans ses travaux, Jean de Bonville a souligné le rôle prédominant que joue la publicité dans la presse d'information<sup>8</sup>. La première demie du XX<sup>e</sup> siècle est marquée

---

<sup>8</sup> Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914 : Genèse d'un média de masse*, op. cit. Voir en particulier le chapitre 7, consacré au rôle de la publicité dans la presse d'information.



par un développement industriel qui impulse une forte croissance de la production industrielle et manufacturière. Pour écouler la marchandise, les producteurs et les marchands se tournent vers la publicité. Tel que l'expliquent Luc Côté et Jean-Guy Daigle, « la communication publicitaire apparaît comme un moyen non seulement d'intensifier et de mieux contrôler la distribution des marchandises, mais aussi de faire connaître au public l'annonceur, qui cherche à acquérir une clientèle stable et fidèle<sup>9</sup> ». Parallèlement à ce besoin d'exposition de la part des producteurs de biens de consommation, les propriétaires de journaux, pour la plupart moins engagés face aux différents partis politiques, doivent trouver de nouvelles sources de financement. Ces deux facteurs mènent au mariage entre journaux et publicitaires. Dans la presse d'information, la principale source de financement des entreprises de presse est la publicité<sup>10</sup>. Les journaux jouent en quelque sorte le rôle d'outils commerciaux devant servir de support à la publicité.

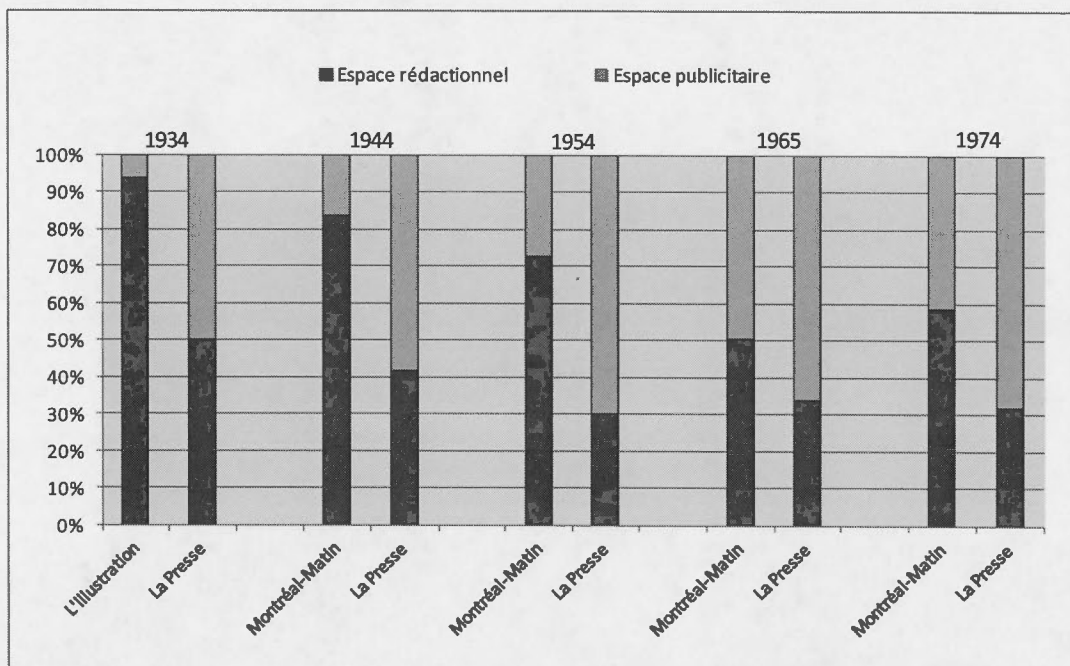
Devant ce constat, nous avons jugé intéressant de vérifier la place allouée au contenu publicitaire dans le *Montréal-Matin* et dans *La Presse*. Pour ce faire, nous avons mesuré la surface des journaux occupée par de la publicité et par de la matière rédactionnelle lors des cinq années échantillonnées. Par cet exercice, nous souhaitons identifier les points de convergence et de divergence entre les deux quotidiens et comparer l'évolution de leur contenu publicitaire dans le temps. Examinons tout d'abord la répartition de l'espace dans les deux journaux.

---

<sup>9</sup> Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *Publicité de masse et masse publicitaire. Le marché québécois des années 1920 aux années 1960*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1999, p. 4. Cette étude est incontournable pour les chercheurs qui s'intéressent à l'analyse de la publicité dans les journaux québécois. Les auteurs ont travaillé à partir d'un corpus de 15 974 publicités parues dans *La Presse*, *Le Soleil* et *The Montreal Daily Star* entre 1920 et 1960. Leur étude montre comment les publicités témoignent de l'intégration économique et socioculturelle du Québec à la société marchande américaine.

<sup>10</sup> Luc Côté et Jean-Guy Daigle estiment qu'en 1942, 61,34 % des revenus des quotidiens provenaient de la publicité. En 1956, cette proportion atteint 75,05 %. Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *op. cit.*, p. 29.

Graphique 5.2  
Espace rédactionnel et espace publicitaire (% de la surface imprimée)



\*Données compilées par l'auteur

À la lecture du graphique précédent, nous constatons que *La Presse* accorde toujours beaucoup plus d'espace à la publicité que le *Montréal-Matin*. En 1934, *L'Illustration* alloue seulement 6,14 % de sa surface à la publicité. Ce taux est un peu plus élevé dans les numéros du samedi, soit 10,90 %, mais les autres jours de la semaine, la proportion de publicité chute à 5,19 %. Ce pourcentage nous apparaît très faible pour un quotidien d'information, si on estime que sa principale source de financement est censée être les revenus publicitaires<sup>11</sup>. D'ailleurs, rappelons que les finances de la Société des Journalistes canadiens étaient déficitaires en 1934<sup>12</sup>. Selon Luc Côté et Jean-Guy Daigle, la crise économique a grandement affecté la relation entre la

<sup>11</sup> Dans sa thèse, Dominique Marquis a noté qu'en 1931, l'espace publicitaire occupe 26 % de la surface imprimée de *L'Action catholique*, 50 % de celle de *La Presse* et 44 % de celle du *Soleil*. Dominique Marquis, *La presse catholique au Québec : 1910-1940*, op. cit., p. 324.

<sup>12</sup> Voir le deuxième chapitre de notre thèse.

publicité et les journaux. Dans leur échantillon, ils ont calculé un nombre brut de publicités 44,5 % moins élevé en 1934 qu'en 1929<sup>13</sup>. Ainsi, *L'Illustration* est fondée dans une période où les producteurs et les marchands ont moins d'argent à investir dans la publicité, ce qui se perçoit facilement dans les pages du journal, puisque celles-ci contiennent majoritairement du contenu rédactionnel. Souvent, plusieurs pages de *L'Illustration* ne comprennent aucune publicité. Toujours selon Côté et Daigle, la « masse publicitaire » dans *La Presse* a été beaucoup moins affectée par la crise économique que celle du *Montreal Daily Star* et du *Soleil*<sup>14</sup>. Notre analyse tend à confirmer que *La Presse* a su continuer à attirer les annonceurs malgré la crise, puisque nous avons calculé qu'en 1934, elle accorde 50,14 % de sa surface à la publicité. Presque chaque page du journal comprend au minimum une annonce et, comme nous le verrons, ces publicités sont généralement assez diversifiées.

En 1944, le contenu publicitaire augmente de 10 % dans le *Montréal-Matin*, passant de 6,14 % à 16,49 %. La proportion de publicités demeure toutefois beaucoup plus élevée dans *La Presse*; entre 1934 et 1944, le contenu publicitaire augmente de 50,14 % à 58,39 %.

En 1954, l'espace publicitaire augmente encore d'environ 10 % dans le *Montréal-Matin*, pour atteindre 27,46 %. Le contenu publicitaire connaît une croissance constante dans le *Montréal-Matin*, quoiqu'assez lente. Le journal est incapable d'atteindre la barre du 50 % de publicités, ce que *La Presse* a réussi depuis déjà de nombreuses années. En 1954, 70,10 % de la surface de *La Presse* est consacré à la publicité. Il s'agit de la plus forte proportion que nous avons rencontrée dans notre échantillon. Le quotidien de Pamphile Du Tremblay contient plusieurs pages qui sont entièrement dédiées à la publicité. Selon l'estimation de Côté et Daigle, 22,9 millions ont été dépensés en publicité au Québec en 1944 et 84,6 millions en 1954. Cela

---

<sup>13</sup> Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *op. cit.*, p. 82.

<sup>14</sup> *Ibid.*

représente, en dollars courants, 6,53 \$ par habitant en 1944 et 19,28 \$ par habitant en 1954<sup>15</sup>. Il y a donc eu une augmentation colossale de capitaux destinés à la publicité dans la période de l'après-guerre. *La Presse* semble avoir su profiter de cet argent disponible, alors que le *Montréal-Matin* éprouve toujours de la difficulté à faire sa place en tant que support publicitaire. Pourtant, ce dernier semble offrir des tarifs avantageux aux annonceurs. Dans le *Canadian Advertising Rates & Data* de 1955, il est indiqué qu'une ligne de publicité coûte 15 ¢ dans le *Montréal-Matin* et 45 ¢ dans *La Presse*<sup>16</sup>.

En 1965, pour la première fois dans nos années à l'étude, l'espace publicitaire occupe approximativement la moitié de la surface totale du *Montréal-Matin* (49,64 %). Du côté de *La Presse*, nous remarquons une légère diminution de la proportion d'espace publicitaire, qui passe de 70,10 % à 66,16 %. On peut croire que le conflit de travail de 1964 à *La Presse* a incité certains annonceurs à se tourner vers d'autres quotidiens, comme le *Montréal-Matin*, et que la crainte d'instabilité a nui au marketing du journal. Rappelons également que *Le Journal de Montréal* a été fondé l'année précédente et que celui-ci a probablement grugé une partie des revenus publicitaires de *La Presse*.

En 1974, alors que le *Montréal-Matin* appartient depuis quelques mois au conglomérat de Gesca, l'espace publicitaire diminue de 49,64 % à 41,67 %. Dans *La Presse*, la proportion de publicité (68,28 %) demeure semblable à ce l'on constatait lors des deux décennies précédentes.

Retenons qu'au départ, *L'Illustration* comprenait très peu de publicités, tandis que dans *La Presse*, l'espace publicitaire monopolisait déjà la moitié du journal. Entre 1934 et 1954, la publicité croît en moyenne d'un pour cent par année dans le

<sup>15</sup> Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *op. cit.*, p. 14.

<sup>16</sup> Information tirée de Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *op. cit.*, p. 28.

*Montréal-Matin*, un taux de croissance qui nous semble relativement faible. C'est seulement en 1965 que la publicité occupe finalement la moitié de la surface du journal. Néanmoins, l'espace publicitaire demeure toujours moins élevé dans le *Montréal-Matin* que dans *La Presse*. Cela s'explique par le fait que *La Presse*, qui a un tirage plus important, bénéficie d'une plus grande force d'attraction que le *Montréal-Matin*. La plupart des annonceurs semblent prêts à payer plus cher leurs publicités, pourvu que celles-ci leur assurent une plus grande visibilité.

### 5.5 Les types de publicités

Déterminons maintenant quelle proportion du contenu publicitaire est mobilisée par des produits de marque, des maisons de commerce, des offres de service, des annonces classées, de la publicité d'État et de l'autopublicité. Les *produits de marque* représentent les biens conçus par une compagnie – Coke, Molson, KitchenAid, etc. Il s'agit d'une publicité nationale où l'on cherche à inciter le consommateur à exiger de son marchand un produit bien précis. Les *maisons de commerce* désignent les commerces spécialisés et les grands magasins – Dupuis Frères, Eaton, Steinberg, etc. Il s'agit d'une publicité de nature locale à travers laquelle on tente d'attirer les consommateurs vers un commerce en particulier. La catégorie des *offres de service* comprend les offres d'expertises, les publicités de compagnies d'assurances et celles d'agences de vente et de location immobilière, les annonces des salons de beauté ou de coiffure, les publicités des salles de cinéma, etc. Les *annonces classées* sont de petites annonces personnelles classées par rubrique dans les journaux. La *publicité d'État* comprend les encadrés publicitaires achetés par le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial et, finalement, l'*autopublicité* représente la promotion de l'entreprise de presse dans les pages du journal – organisation de concours et remises de prix, dévoilement du tirage, etc.

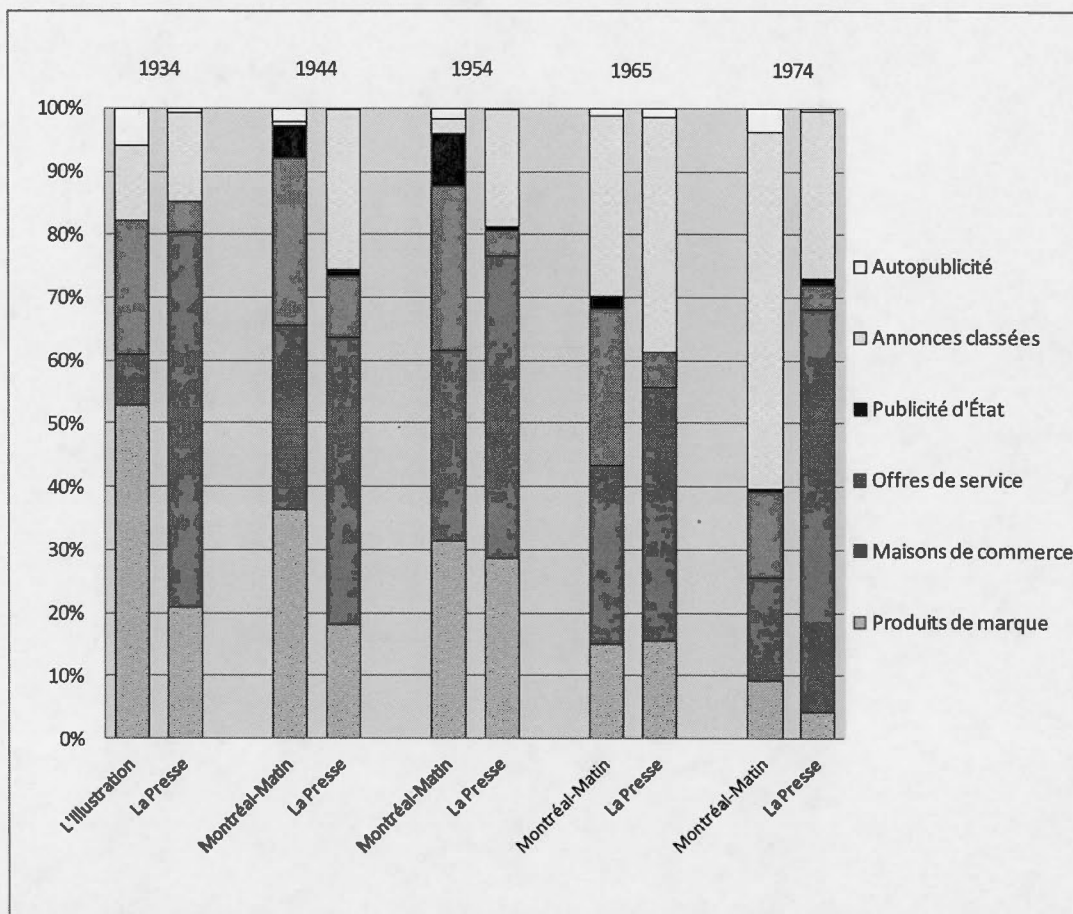


Cette analyse permet de déterminer la nature des publicités dans les deux journaux, mais aussi de vérifier de quelle façon elles étaient obtenues. Précisons que les annonces de produits de marque sont généralement commandées par des agences publicitaires qui agissent comme intermédiaires entre les producteurs de biens de consommation et les journaux. Afin d'obtenir des contrats, les journaux s'affichent dans des répertoires, comme le *Canadian Advertising Rates & Data*, où ils présentent leurs tarifs et les avantages d'annoncer dans leurs pages. Dans le cas du *Montréal-Matin*, l'argument le plus souvent avancé pour attirer les annonceurs est le fait qu'il soit le plus grand journal francophone du matin à Montréal. L'équipe du journal affirme qu'un journal du matin est le support idéal pour diffuser de la publicité, car les consommateurs peuvent ainsi inclure l'achat du produit dans le plan de leur journée<sup>17</sup>. En ce qui concerne les publicités des maisons de commerce, les publicités sont habituellement sollicitées directement par des agents publicitaires à l'emploi de l'entreprise de presse. Ainsi, la méthode opératoire pour obtenir les publicités diffère selon la catégorie de publicités concernée, et notre analyse devrait permettre de comparer les méthodes privilégiées par les deux journaux.

---

<sup>17</sup> Cet argument est avancé dès 1934 dans un document destiné aux annonceurs que nous avons retrouvé dans les archives privées de Louis Francoeur.

Graphique 5.3  
Les types de publicités (% de la surface publicitaire)



\*Données compilées par l'auteur

En 1934, plus de la moitié du contenu publicitaire de *L'illustration* est composée de publicité nationale pour des marques de commerce (52,87 %). Ce sont majoritairement des annonces de cigarettes (Sweet Caporal et White Owl) et de bières (Dow et Molson). Nous retrouvons aussi des publicités pour des médicaments contre le rhume et d'autres pour prévenir la fatigue. Les offres de service occupent 21,20 % de l'espace publicitaire de *L'illustration*. La plupart sont des publicités de salons de coiffure et de barbiers, ainsi que de la promotion pour les films à l'affiche dans les

cinémas montréalais. Le journal de la Société des Journalistes canadiens publie quotidiennement des annonces classées, mais celles-ci sont confinées dans un encadré qui n'occupe qu'environ le dixième d'une page.

Notons que les maisons de commerce sont peu présentes dans *L'Illustration*; elles n'occupent en effet que 8 % de l'espace publicitaire. Les grands magasins de la rue Sainte-Catherine n'annoncent pas dans le journal en 1934, mais on note la présence de concessionnaires automobiles, en particulier Genereux Motor Limited, et de quelques magasins spécialisés. Ce sont, par exemple, des boutiques de vêtements (surtout pour les hommes) et des quincailleries. Nous n'avons retrouvé aucune publicité d'État dans *L'Illustration*, mais le taux d'autopublicité est relativement élevé (5,83 %). Le journal promeut souvent le numéro du samedi soir ou divers concours qui nécessitent la participation des lecteurs.

Bref, *L'Illustration* contient très peu de publicité en 1934, et la majeure partie de celle-ci est axée sur les marques de commerce et les offres de service. De plus, les hommes semblent constituer le public cible des annonceurs, puisque nous retrouvons souvent des publicités qui leur sont directement adressées : boutique de vêtements pour hommes, quincailleries, bières, cigarettes, concessionnaires automobiles, salons de barbier, etc. Les femmes sont rarement ciblées dans les annonces de *L'Illustration*.

Dans *La Presse* de 1934, les publicités des gouvernements sont, là aussi, peu nombreuses (0,11 %), mais les petites annonces y sont beaucoup plus présentes que dans *L'Illustration*. Normalement, trois ou quatre pages sont réservées aux annonces classées. Celles-ci comptent pour 14,18 % de l'espace publicitaire de *La Presse*. Il s'agit ici d'une stratégie qui a fait ses preuves, puisque comme le mentionne Jean de Bonville, *La Presse* accordait déjà beaucoup d'espace à cette catégorie de publicités

au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>18</sup>. Alors que les offres de service s'étalaient sur 21,20 % de l'espace publicitaire de *L'Illustration*, elles n'occupent que 4,80 % de celle de *La Presse*. Les publicités pour les salons de coiffure et les barbiers sont peu fréquentes, mais le journal publie des cartes de visite où des professionnels offrent leur expertise.

En 1934, ce qui distingue véritablement le contenu publicitaire de *La Presse* de celui de *L'Illustration*, et ce qui explique que sa proportion y soit beaucoup plus élevée, c'est la présence déterminante des maisons de commerce. Alors que dans *L'Illustration* celles-ci n'occupent que 8 % de l'espace publicitaire, dans *La Presse*, elles accaparent 59,38 %. Il s'agit de publicités pour des magasins spécialisés et, contrairement à *L'Illustration*, pour de grands magasins. Le principal annonceur dans *La Presse* est le magasin Eaton, qui achète souvent des pages entières de publicité. Le magasin Dupuis Frères est lui aussi bien visible et occupe normalement la dernière page du journal. Le lundi 19 mars, Dupuis Frères a acheté les seize dernières pages du journal pour annoncer ses nouveautés. Parmi les autres magasins qui se procurent régulièrement de l'espace publicitaire dans *La Presse*, mentionnons Simpsons, Woodhouse et Henry Morgan & Company. Cette comparaison témoigne, d'une part, que *La Presse* a peut-être une meilleure équipe d'agents publicitaires que *L'Illustration* et, d'autre part, que les maisons de commerce, en particulier les grands magasins, préfèrent annoncer dans un quotidien à grand tirage comme *La Presse*, qui est plus ancien, mieux implanté et reconnu dans les milieux montréalais.

En ce qui concerne les produits de marque, *La Presse* leur accorde 20,85 % en 1934. Il s'agit d'une proportion inférieure à celle que l'on retrouve dans *L'Illustration* (52,87 %), mais rappelons que le nombre absolu de publicités est beaucoup plus grand dans *La Presse*, ce qui fait qu'en réalité, nous y retrouvons un nombre d'annonces de produits de marque plus élevé. Plusieurs des produits annoncés sont

---

<sup>18</sup> En 1914, *La Presse* allouait 15,3 % de sa surface aux annonces classées. Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914, op. cit.*, p. 231.

des médicaments brevetés. Selon Sébastien Couvrette, auteur d'une thèse sur le discours publicitaire dans les quotidiens montréalais des années 1920 aux années 1960, « près d'une réclame sur quatre vante les mérites d'un remède miracle dans *La Presse* » lors de cette période<sup>19</sup>. L'auteur explique que pendant la crise économique<sup>20</sup>, les producteurs de médicaments ont ciblé les Canadiens français, puisque l'autodiagnostic et l'automédication représentaient des choix accessibles pour leurs modestes budgets<sup>21</sup>.

*La Presse* publie elle aussi des annonces de tabac, de boissons alcoolisées et d'autres produits populaires, mais on y retrouve également des annonces de technologies modernes. Par exemple, le mercredi 7 novembre 1934, nous apercevons une publicité pour une laveuse électrique. La présence de telles publicités laisse croire que le lectorat de *La Presse* comptait des personnes de milieux plus aisés – c'est du moins ce que semblaient penser les annonceurs.

Contrairement à *L'Illustration*, *La Presse* semble donc rejoindre plus facilement les maisons de commerce, elle accorde plus d'espace aux annonces classées et elle profite de plusieurs contrats publicitaires pour des produits de marque. La Société des Journalistes canadiens doit en quelque sorte se rabattre sur les plus petits commerces spécialisés et sur les offres de service comme les barbiers, puisque ceux-ci n'avaient probablement pas les moyens financiers de se procurer de l'espace publicitaire dans *La Presse*.

Dans le *Montréal-Matin* de 1944, la catégorie de publicité dominante est encore celle des produits de marque (36,19 %). Les principaux produits annoncés sont, tout

---

<sup>19</sup> Sébastien Couvrette, *Un discours masculin sur la société : la publicité dans les quotidiens québécois des années 1920 aux années 1960*, Thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 2009, p. 63.

<sup>20</sup> Précisons que de telles publicités étaient déjà produites au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>21</sup> Sébastien Couvrette, *op. cit.*, p. 64.



comme en 1934, des produits du tabac (Export, Picobac, Vogue) et de la bière (Black Horse, Dow, O'Keefe). D'autre part, les publicités des maisons de commerce, qui n'occupaient que 8 % du contenu publicitaire de *L'Illustration* en 1934, s'étendent dorénavant sur 29,31 % de l'espace publicitaire du *Montréal-Matin*. Nous retrouvons encore plusieurs petits commerces spécialisés, mais contrairement à 1934, de grands magasins annoncent dans le *Montréal-Matin*, les principaux étant Dupuis Frères, L.N. Messier et Eaton.

Les publicités de l'État sont, elles aussi, en augmentation. Alors que nous n'en retrouvons aucune en 1934, elles occupent 5,10 % du contenu publicitaire du *Montréal-Matin* en 1944. Ce sont essentiellement des annonces du gouvernement fédéral. Celles-ci sont directement liées à la Deuxième Guerre mondiale et elles visent à encourager l'effort de guerre des Canadiens. Par exemple, le 21 avril, une page entière est consacrée à la promotion des obligations de la victoire, tandis que le 23 février, le gouvernement explique le système des permis d'essence<sup>22</sup>. Par ailleurs, mentionnons qu'il est fréquent que des annonces combinent publicité marchande et propagande militaire. Par exemple, des publicités pour l'effort de guerre sont commanditées par des compagnies de bières comme Dow et Black Horse (figure 5.1)<sup>23</sup>. Parfois, des compagnies encouragent l'effort de guerre en affirmant que la victoire des Alliés représenterait le triomphe de la démocratie et le retour à une situation économique enviable. En d'autres mots, la victoire permettrait une reprise économique et l'amélioration d'un système marchand perturbé par le conflit.

Les offres de service sont toujours aussi présentes dans le *Montréal-Matin*, occupant 26,40 % de l'espace publicitaire. Les annonces qui appartiennent à cette catégorie

<sup>22</sup> *Montréal-Matin*, 21 avril 1944, p. 9 ; *Montréal-Matin*, 23 février 1944, p. 13.

<sup>23</sup> Jean de Bonville et Cyntia Darisse expliquent que les brasseurs avaient alors des contraintes réglementaires. Voir Jean de Bonville et Cyntia Darisse, « *Le Devoir* des annonceurs : évolution du contenu publicitaire pendant un siècle », *Communication* [En ligne], vol. 29, n° 2, 2012, (<http://communication.revues.org/2833>), consulté le 13 juillet 2012, note 22.

sont principalement des publicités de salles de cinéma de Montréal. Finalement, mentionnons que les annonces classées n'accaparent qu'environ 1 % de la surface publicitaire du journal. Certains numéros de notre échantillon ne comprenaient d'ailleurs aucune annonce classée.

Figure 5.1

Publicité de la brasserie Black Horse dans le *Montréal-Matin* en 1944



Du côté de *La Presse*, ce sont encore les maisons de commerce qui occupent le plus d'espace publicitaire en 1944 (45,46 %). Comme en 1934, le principal client de *La Presse* est le magasin Eaton, qui achète chaque jour plusieurs pages pour annoncer ses produits vedettes. La proportion de produits de marque demeure semblable à celle

constatée en 1934. Les annonces de cette catégorie concernent surtout les produits du tabac et les liqueurs non alcoolisées; peu de publicités pour des marques de bières sont publiées. Côté et Daigle ont, eux aussi, noté une diminution importante des annonces de boissons alcoolisées dans *La Presse*, *Le Soleil* et *The Montreal Daily Star* pendant la durée de la guerre. Les auteurs expliquent ce recul par une « sobriété imposée par la guerre<sup>24</sup> ». Il est intéressant de constater que cette « sobriété » n'atteint pas le *Montréal-Matin*. Probablement que le journal, qui traversait une période financière difficile pendant la guerre<sup>25</sup>, pouvait difficilement se priver de l'argent des compagnies de bières.

En ce qui concerne les annonces classées, celles-ci passent de 14,18 % à 25,60 % en 1944. Chaque jour, elles occupent quelques pages de *La Presse*. Mentionnons que le quotidien publie également de la publicité du gouvernement fédéral pour l'effort de guerre. Ce sont généralement les mêmes publicités gouvernementales qui sont diffusées dans les deux journaux.

Ainsi, retenons qu'en 1944, nous retrouvons toujours beaucoup plus de publicités dans *La Presse* que dans le *Montréal-Matin*. La différence la plus notoire concerne les annonces classées : celles-ci occupent 25,60 % de l'espace publicitaire de *La Presse* et seulement 1 % de celui du *Montréal-Matin*. D'autre part, les grands magasins restent plus présents dans *La Presse* que dans le *Montréal-Matin*, mais certains ont commencé à se procurer de l'espace dans le journal de la Fédération des Journalistes canadiens. Finalement, alors que *La Presse* s'impose une certaine distance avec les compagnies de bière, le *Montréal-Matin* continue à diffuser leurs annonces. Peut-être par souci d'être convenables, certaines brasseries intègrent de la propagande militaire à leurs publicités (figure 5.1).

---

<sup>24</sup> Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *op. cit.*, p. 118.

<sup>25</sup> Voir le deuxième chapitre de notre thèse.

En 1954, les proportions allouées aux produits de marque sont comparables dans les deux journaux, soit environ 30 %. Dans le *Montréal-Matin*, ce sont encore principalement des produits du tabac (Zig-zag, cigares Boston) et de la bière (Dow, Labatt, Molson, O'Keefe, Uni-serv) qui sont annoncés. *La Presse* compte, elle aussi, plusieurs annonces de cigarettes et de boissons alcoolisées. Nous y retrouvons également des publicités pour des marques de vêtements, une catégorie de produits peu présente dans le *Montréal-Matin*.

De 1944 à 1954, le taux de la catégorie des maisons de commerce est demeuré stable dans les deux quotidiens. Dans le *Montréal-Matin*, les commerces occupent 30,35 % de l'espace publicitaire. Ce sont surtout des concessionnaires automobiles tels que Clermont Motors, Duval Motors et Genereux Limited. En ce qui concerne les grands magasins, le principal annonceur est Dupuis Frères, qui se procure souvent plusieurs pages du journal. D'autre part, la dernière page est normalement réservée à la publicité du magasin à rayons Quality Mail-Order House. Il s'agit d'un procédé différent des années précédentes, puisqu'en 1934, la dernière page mettait en vedette les grands titres sportifs, et qu'en 1944, elle était occupée par les affaires militaires. Dans *La Presse*, où les maisons de commerce accaparent 47,90 % de l'espace publicitaire, un simple coup d'œil suffit pour constater l'omniprésence du magasin Eaton, qui acquiert régulièrement jusqu'à cinq ou six pages de publicité, en plus de nombreux encadrés ici et là dans le journal. Dupuis Frères y est aussi bien présent.

Nous observons toujours une plus grande proportion dédiée aux offres de service dans le *Montréal-Matin* (25,80 %) que dans *La Presse* (3,97 %). En 1954, le *Montréal-Matin* consacre habituellement deux pages à la publicité des différentes salles de cinéma. Ces mêmes annonces sont présentes dans *La Presse*, mais comme cette dernière contient un plus grand nombre de publicités, elles valent moins dans le calcul des proportions.

Tout comme c'était le cas en 1944, les annonces classées sont peu nombreuses dans le *Montréal-Matin* – elles occupent seulement 2,50 % de l'espace publicitaire. Dans *La Presse*, celles-ci atteignent 18,78 %. Chaque jour, de nombreuses pages leur sont allouées. D'autre part, nous constatons qu'il y a plus d'espace alloué aux publicités d'État en 1954 qu'en 1944 dans le *Montréal-Matin*. Celles-ci ont augmenté de 5,10 % à 8,57 %. Ce sont principalement des publicités pour l'enrôlement dans l'armée canadienne, des annonces de Postes Canada et des messages du gouvernement du Québec, par exemple des conseils de sécurité aux cyclistes. Les mêmes publicités gouvernementales sont généralement publiées, la même journée, dans *La Presse*.

Tel que mentionné précédemment, la proportion de publicité augmente considérablement dans le *Montréal-Matin* entre 1954 et 1965, en atteignant 49,64 % de la superficie du journal. La hausse la plus significative se situe du côté de la catégorie des annonces classées, qui passe de 2,50 % à 28,71 %. Dans notre échantillon, il s'agit de la première fois où le *Montréal-Matin* possède une véritable rubrique d'annonces classées qui s'étend quotidiennement sur plusieurs pages. Contrairement aux années précédentes, elles sont ordonnées et diversifiées. Déjà fort présentes dans *La Presse*, les annonces classées augmentent là aussi en 1965, en passant de 18,78 % à 37,40 %.

En 1965, la publicité des grands magasins est bien présente dans le *Montréal-Matin*. La catégorie des maisons de commerce est demeurée relativement stable, mais contrairement aux années précédentes, ce sont surtout de grands magasins qui annoncent, et non plus de petits commerces spécialisés. La chaîne de magasins Simpsons semble être le principal client du *Montréal-Matin*. Absente du journal en 1934 et 1944, cette chaîne se procure dorénavant trois ou quatre pages de publicité chaque jour. Parmi les autres commerces qui annoncent régulièrement dans le *Montréal-Matin*, signalons Beaucourt, Ronald Caron Limitée et Gagnon et frères. Nous retrouvons aussi plusieurs publicités de marques automobiles, tels que



Chevrolet, Chrysler, Rambler, Sanguinet automobile et Delisle automobile limitée. Signalons que les maisons de commerce sont toujours fort présentes dans *La Presse*, où elles occupent 40,08 % de l'espace publicitaire en 1965.

Les proportions allouées aux offres de service demeurent relativement stables dans les deux journaux entre 1954 et 1965. Ce sont principalement des publicités d'agents immobiliers, des offres de cours pour apprendre l'anglais et les annonces des salles de cinéma.

D'autre part, nous remarquons que la publicité pour les produits de marque chute de moitié dans les deux journaux. Dans le *Montréal-Matin*, leur proportion diminue de 31,25 % à 14,92 %, tandis que dans *La Presse*, elle passe de 28,48 % à 15,45 %. Il faut voir là probablement une conséquence de l'arrivée de la télévision, qui représente un nouveau support publicitaire particulièrement intéressant pour les publicités de nature nationale. Au *Montréal-Matin*, ce sont encore spécialement les produits du tabac (surtout les cigarettes Export) et les marques de bières (Black Horse, Black Label, Dow, Labatt, Molson) qu'on annonce. Le journal diffuse aussi des publicités pour différentes marques d'automobiles. Nous retrouvons des annonces semblables dans *La Presse*, mais cette dernière comprend un peu plus de publicités de denrées alimentaires : marques de viande, marques de soupe, etc. Finalement, mentionnons que la publicité d'État est en baisse dans les deux journaux. Dans le *Montréal-Matin*, cette catégorie passe de 8,57 % à 2,13 %, tandis que dans *La Presse*, elle n'atteint plus qu'un faible 0,10 %.

En 1974, la proportion d'annonces classées a continué d'augmenter dans le *Montréal-Matin*; elles occupent maintenant plus de la moitié de l'espace publicitaire du journal. Chaque jour, entre huit et dix pages leur sont allouées. En vingt ans, la proportion d'annonces classées est passée de 2,50 % à 56,81 %. Dans *La Presse*, cette catégorie

de publicités a légèrement diminué, mais elle demeure toujours bien présente en occupant 26,59 % de l'espace publicitaire.

Les proportions occupées par les annonces de produits de marque continuent à décliner dans les deux journaux. Elles passent de 14,92 % à 9,07 % dans le *Montréal-Matin*, et de 15,45 % à 4,12 % dans *La Presse*. Fidèle à son habitude, le *Montréal-Matin* publie surtout des publicités de cigarettes (Export) et de bières (Labatt, Molson, O'Keefe). S'ajoutent à cela de nombreuses annonces pour des téléviseurs couleurs, spécialement des marques Electrohome et Granada.

Maintenant, si nous observons la catégorie des maisons de commerce, nous constatons des tendances différentes dans les deux journaux. Dans le *Montréal-Matin*, cette catégorie diminue de 28,42 % à 16,27 %, tandis que dans *La Presse*, elle augmente de plus de 20 %, en passant de 40,08 % à 64 %. Dans le *Montréal-Matin*, nous retrouvons de la publicité pour de petits commerces spécialisés et pour de grands magasins tels que Simpsons, Leon's, Miracle Mart, etc. Dans *La Presse*, la chaîne de magasins Simpsons s'y procure de l'espace publicitaire quotidiennement et, quelquefois, en grande quantité. Par exemple, le 24 juillet 1974, treize pages consécutives présentent les produits vedettes de Simpsons.

Les proportions allouées aux offres de service sont toujours considérablement plus élevées dans le *Montréal-Matin*. Chaque jour, deux ou trois pages sont réservées aux annonces des salles de cinéma. Signalons que la plupart des films annoncés sont à vocation érotique. D'ailleurs, le sexe est très présent dans la publicité du *Montréal-Matin* en 1974. En plus de la publicité pour les films érotiques, des escortes se procurent de l'espace dans les petites annonces, puis des agences de rencontre, en particulier l'agence Astro Club, annoncent fréquemment dans le journal. *La Presse* compte elle aussi de la publicité à connotation érotique, mais elles sont habituellement moins explicites.

L'analyse des types de publicités montre que les forces d'attraction ne sont pas les mêmes dans les deux journaux. L'exemple le plus marquant est celui des maisons de commerce. Les publicités de cette catégorie sont toujours beaucoup plus nombreuses dans *La Presse*. Pour la période à l'étude, *La Presse* accorde en moyenne 51,36 % de son espace publicitaire aux annonces des maisons de commerce, alors que le *Montréal-Matin* leur concède en moyenne 22,47 %. Ceci laisse penser que *La Presse* avait une meilleure équipe d'agents publicitaires pour solliciter les contrats des différents magasins, mais aussi que les grands magasins étaient prêts à déboursier davantage pour leurs publicités si cela leur permettait d'obtenir une plus grande visibilité et d'être annoncés dans un quotidien mieux implanté dans le paysage médiatique. D'ailleurs, c'est sans doute pour cela que le *Montréal-Matin* s'est longtemps tourné vers les plus petits commerçants et vers les offres de service pour combler son espace publicitaire. De 1944 à 1965, les offres de service occupent environ 25 % de l'espace publicitaire du *Montréal-Matin*, alors que dans *La Presse*, elles se situent à moins de 10 %. D'autre part, nous observons qu'à partir de 1954, la catégorie des produits de marque décline dans les deux journaux. Nous avons émis l'hypothèse qu'il s'agissait probablement d'une conséquence de l'arrivée de la télévision. Les compagnies de produits de marque préfèrent acheter de la publicité nationale qui sera diffusée à la télévision, tandis que les maisons de commerce continuent de se procurer de l'espace dans les quotidiens de Montréal, car ceux-ci ciblent en priorité les Montréalais.

Néanmoins, on constate pour chaque année analysée, que ce soit en 1934 ou en 1974, les publicités de bières et de cigarettes ont toujours été légion dans le *Montréal-Matin*. Dans sa thèse, Sébastien Couvrette a montré que la mise en page des publicités était souvent organisée selon une division du genre; produits pour les femmes dans la page féminine et produits pour les hommes (dont le tabac et l'alcool)

dans les pages sportives<sup>26</sup>. Or, dans le *Montréal-Matin*, les publicités de bières et de cigarettes n'avaient pas réellement d'emplacement stratégique; nous les retrouvons autant dans les pages d'actualités politiques que dans les pages sportives. Serait-ce un signe que le journal s'adresse avant tout à un lectorat masculin? Nous reviendrons plus loin sur cette question.

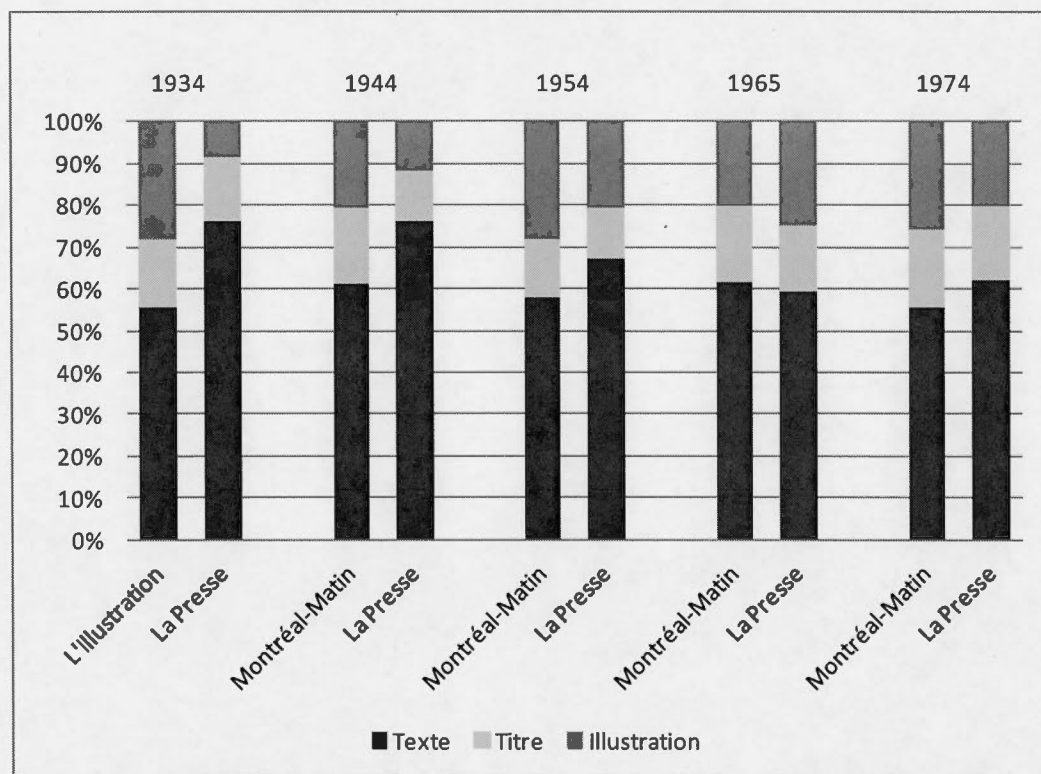
### 5.6 La mise en page

Posons maintenant notre regard sur la mise en page de l'espace rédactionnel dans le *Montréal-Matin* et dans *La Presse*. Plus précisément, analysons les proportions accordées au texte, au titre et à l'illustration. Ceci nous permet d'examiner la présentation graphique des deux journaux et de déterminer leur stratégie de mise en page. Par ailleurs, nous pourrions vérifier si des changements sont appliqués dans la mise en page entre les différentes périodes. Mais tout d'abord, observons le graphique suivant.

---

<sup>26</sup> Sébastien Couvrette, *op. cit.*, p. 100.

Graphique 5.4  
Surface allouée au texte, au titre et à l'illustration  
(% de la surface rédactionnelle)



\*Données compilées par l'auteur

En analysant le graphique ci-dessus, nous remarquons que généralement, *La Presse* alloue plus d'espace au texte que le *Montréal-Matin*. Alors qu'en 1934 *La Presse* attribue 76,30 % de son espace rédactionnel aux textes, *L'illustration*, quant à elle, n'y consacre que 55,48 %. Elle accorde un peu plus d'espace aux titres que ne le fait *La Presse*, mais c'est surtout la présence de nombreuses illustrations qui explique la proportion moins élevée de textes. En 1934, 28,25 % de son espace rédactionnel est occupé par des illustrations, comparativement à seulement 8,5 % dans *La Presse*. Cette catégorie comprend les dessins de presse et les photographies. Mentionnons que *L'illustration* possède déjà son propre service de photographie en 1934. Les photos



sont souvent créditées aux photographes du journal, mais les noms de ces derniers ne sont pas indiqués. D'autre part, soulignons que les deux pages centrales de *L'Illustration* sont, chaque jour, entièrement composées de photographies qui relèvent, en général, des faits divers. Souvent, ce sont des photos de vedettes de cinéma ou de sportifs célèbres.

En 1944, lorsque le *Montréal-Matin* est sous la direction de Jacques-Narcisse Cartier, l'espace réservé aux illustrations diminue pour laisser plus d'espace aux textes. Néanmoins, le *Montréal-Matin*, avec 20,53 % d'images, demeure plus illustré que *La Presse*, qui leur consacre alors 11,87 % de sa surface rédactionnelle. Tout comme c'était le cas en 1934, les pages de *La Presse* sont plus denses que celles du *Montréal-Matin*. Le nombre d'articles par page y est plus élevé, et *La Presse* comprend alors huit colonnes, comparativement à cinq pour le *Montréal-Matin*. Jusqu'en 1965, *La Presse* préconise essentiellement une mise en page verticale, dans laquelle les articles sont imprimés dans le sens de la hauteur. Le *Montréal-Matin*, et ce dès ses premières années, privilégie pour sa part une mise en page horizontale, et les articles y sont normalement bien découpés les uns des autres, ce qui offre une mise en page plus aérée (voir les figures 5.2 et 5.3).

Lorsqu'en 1954 le *Montréal-Matin* appartient à l'Union nationale, l'espace rédactionnel occupé par les illustrations remonte à 28 %, tandis que la proportion de textes recule légèrement de 61,42 % à 57,96 %. Dans *La Presse*, nous remarquons que le journal commence à accorder une plus grande considération aux illustrations, qui passent de 11,87 % en 1944 à 20,47 % en 1954.

[illegible][illegible][illegible]

Tandis qu'à travers le reste de l'univers, le 1er mai est le signal de démonstrations et d'émeutes, ce fut en Russie cette année l'occasion de passer deux jours de fête, consacrés, l'un à des parades dans le Grand Régiment à Moscou, et l'autre à une journée de carnaval. Dans le fond de la vignette on voit une partie de l'immense parade, les trois chefs soviétiques qui saluent à la manière fasciste sont, de gauche à droite, K. VOBO-SHILOV, JOSEPH STALINE et MICHAËL KALINE.

M. Armand Foucault a été élu président du Club approuvé dimanche dernier au cours de l'assemblée tenue hier soir, sous la présidence de M. R. Marin. Les autres officiers élus aux charges sont : les suivants. Le vice-président, G. Guethier, secrétaire, A. Archambault, Henri Bruneau, trésorier, J. Laroche, J. Gosselin.

Après une intéressante discussion sur le fait que les débardeurs canadiens de Montréal ne peuvent trouver d'ouvrage au port de Montréal, alors que des centaines d'étrangers arrivent au Loue et trouvent sans retard de l'emploi, l'assemblée décide d'appuyer l'attitude de l'Herbier Pillar à ce sujet au conseil de ville. Cette question reviendra de nouveau devant le club à la prochaine assemblée.

OTTAWA, 19 DÉC. — Le Sénat a adopté hier un projet de loi important autorisant le chef du président de la Chambre des communes à déclarer que le mandement que M. J. L. Malouin, critique financier officiel du parti libéral, avait présenté au budget était hors d'ordre. M. J. L. Malouin a vainement protesté contre la décision du président. Il n'a pas pu empêcher le projet de loi de passer et la Chambre peut le voter. La décision présidentielle fut mal accueillie par M. A. G.

contenue et Agence Confidante  
intermédiaires vous identifie et  
présente. Nous achètons les  
pages de notre site

[illegible][illegible]

**Canada Laundry Co.**  
POUR INFORMATIONS APPELEZ  
**AM. 1195**

\_\_\_\_\_

It cost 5 hours of effort to make the machine.

Furono a' ve me donna?	Ella re cchiante basta d'ha bando.	La prima ru sola qu 10 alla qu ca d'arriva
------------------------------	---	---

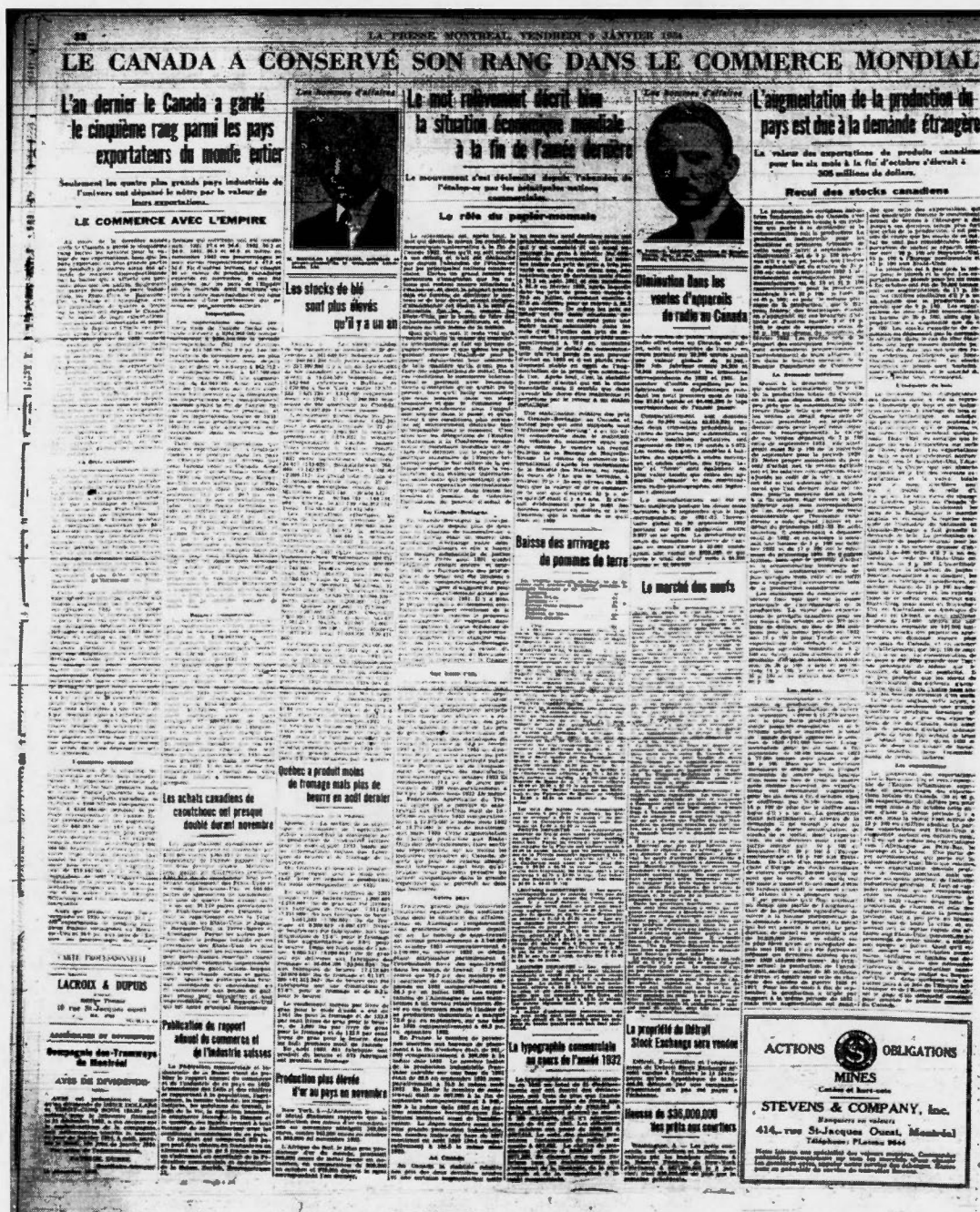
Fun de Sater Main of  
cup of gold and silver  
the people: the people

single fat girl  
Daddy, take me,  
into a big room.

And to the  
And to the



Figure 5.3

Page intérieure de *La Presse* en 1934

Source : *La Presse*, 5 janvier 1934, p. 32.

Dans le *Montréal-Matin*, les auteurs des photos sont identifiés à partir de 1954. Les principaux photographes sont alors David Bier, Fernand Laparé et Bernard Lauré. Ils ne réalisent pas seulement des portraits; ils prennent aussi des photos en mouvement. C'est le cas notamment dans les pages sportives, où l'on retrouve des photos de joueurs de hockey saisis en pleine action. D'autre part, les photographes accompagnent les journalistes pour illustrer leurs reportages. Par exemple, le vendredi 6 août 1954, le journaliste Bernard St-Aubin publie un article sur le meurtre d'un enfant à Montréal qui contient des photos, prises par David Bier, de la scène de crime<sup>27</sup>.

En 1965, les différents éléments qui composent la mise en page possèdent des proportions comparables dans *La Presse* et dans le *Montréal-Matin*. Il s'agit de la seule année échantillonnée où *La Presse* accorde plus d'espace aux illustrations (24,60 %) que ne le fait le *Montréal-Matin* (20,14 %). En 1974, lorsque les deux quotidiens appartiennent au même propriétaire, cette proportion s'inverse et le *Montréal-Matin* alloue, de nouveau, plus d'importance aux illustrations. Peut-être l'administration du journal souhaitait-elle ainsi ramener le *Montréal-Matin* à son ancienne stratégie de mise en page et ainsi le démarquer davantage de *La Presse*, qui est alors son partenaire dans le conglomerat de Gesca? De plus, l'augmentation d'illustrations dans le *Montréal-Matin* résulte possiblement de la concurrence du *Journal de Montréal* qui, de son côté, leur accordait une grande importance.

Ainsi, nous constatons que le *Montréal-Matin* accorde généralement plus d'espace aux illustrations et aux titres qu'il ne le fait *La Presse*. De plus, il privilégie une mise en page plus ordonnée que celle de son concurrent. Le *Montréal-Matin* comprend de petits articles, facilement identifiables par des titres écrits dans une grosseur de caractère différente, qui sont agrémentés d'illustrations. Dans *La Presse*, les pages

---

<sup>27</sup> *Montréal-Matin*, 6 août 1954, p. 2-3.



sont plus chargées et les articles sont moins espacés. C'est seulement à partir de 1965 que la présentation graphique des pages intérieures tend à s'uniformiser dans les deux journaux. *La Presse* utilise alors plus souvent les parallélogrammes, au lieu de sa traditionnelle mise en page verticale et, après 1965, elle diminue son nombre de colonnes par page, qui passent de neuf à six.

Par ailleurs, si nous comparons uniquement les unes des deux quotidiens, les différences dans la mise en page sont plus évidentes. D'abord, en 1934, les deux quotidiens arborent un bandeau sensiblement de la même dimension, mais le reste de leur mise en page est dissemblable (figures 5.4 et 5.5). *La Presse* publie de nombreux articles en première page – vingt-huit dans l'exemple du 19 mars 1934. Elle conserve pour sa page titre la même mise en page que pour ses pages intérieures, c'est-à-dire verticale et sur huit colonnes. Les articles sont parfois accompagnés de petites photos. Généralement, seule la manchette de la journée est écrite dans un caractère gras et un peu plus gros. Les autres titres de la première page sont plutôt discrets. Bref, mis à part le bandeau, la manchette et l'absence de publicités, la première page de *La Presse* ressemble aux autres pages du journal. Les unes de *L'Illustration*, quant à elles, sont composées d'un titre en très gros caractères qui occupe normalement presque le tiers de la page. Les deux autres tiers sont composés soit d'une grande photo, soit de deux à quatre photos qui se partagent équitablement l'espace. Habituellement, à part les légendes des images, il n'y a pas de textes en première page de *L'Illustration*.

Par ailleurs, soulignons que la dernière page de *L'Illustration* a elle aussi l'apparence d'une page titre – la cartouche d'en-tête y est réimprimée. Elle est consacrée essentiellement aux actualités sportives de la veille (figure 5.6). Nous supposons que cette double une était conçue pour permettre aux marchands de mettre dans leurs présentoirs certains exemplaires du journal du côté de la une sportive dans le but d'attirer l'attention des amateurs de sports.



Figure 5.4

Une de *L'Illustration*, 19 mars 1934

## L'ITALIE EST ACCUSÉE D'AVOIR TROMPÉ PARIS

Figure 5.6

Dernière page de *L'Illustration*, 16 mai 1934

**L'ILLUSTRATION**

PAGE 16 MONTREAL, MERCREDI, 16 MAI 1934

# LES CUBS ACHETENT WEAVER

A LIRE 25 PAGE 16

**JIM WEAVER**, joueur géant du club Newark, l'an dernier, envoyé sous option aux St-Louis Browns, a été retourné, hier, pour se voir prendre la direction des Chicago Cubs qui manquent de joueurs efficaces comme relieux. — (Photo de L'Illustration).

**BOB MURRAY** a causé une grande surprise, hier, à Toronto en battant de façon décisive le héros du tournoi d'éliminations, Marcel Rainville par les scores 7-5, 6-4 et 7-5. Bob rencontrera Nunna, ce matin, pour la place vacante de l'équipe canadienne. — (Photo de L'Illustration).

**FRED MULLER**, notre ancien deuxième but, que les Red Sox ont envoyé aux Yankees avec \$20,000 pour les services de l'arrêt Lynn Lary. Muller fut immédiatement retourné au club Newark où il supplantera l'erratique Roy Schalk. — (Photo de L'Illustration).

**HENRI AUGER**, boxeur local de la catégorie des poids mi-moyens qui fera face à J. Lemoine dans un combat de six rounds, ce soir, à l'Aréna Mont-Royal.

**NORMAN KIES**, un excellent receveur qui était à Newark l'an dernier conservant la moyenne de .229, retournera aux Bears après avoir passé le premier mois de la saison régulière avec les Yankees. — (Photo de L'Illustration).

**BOB SHAWKEY**, gérant du club Newark, fera de la place pour les trois joueurs, reçus des Yankees, hier. Ces joueurs sont Charlie Devens, Norman Kies et Freddie Muller. Newark sera à observer maintenant.

Figure 5.7

Une du *Montréal-Matin*, 23 février 1944

# 3¢ MONTREAL-MATIN 3¢

Vol. XIV — No 193 — 16 pages.

Mercredi, 23 février 1944

Température: FLEUR DE NEIGE

## LIBÉRATION DES TROIS-QUARTS DU SOL RUSSE OCCUPÉ

Page 3



Sur le point de monter dans un train qui les transportera à leur camp d'incarcération quel-  
que part en Angleterre, des prisonniers font partie d'un groupe de 800 prisonniers allemands  
capturés sur le front d'aviation. À noter que le prisonnier de guerre au centre ainsi que le com-  
pagnon qui le précède n'ont pas l'air d'avoir plus de 15 ans.

La fleur ravagée par la douleur, un papa italien transporte sa fillette blessée à un poste de  
premiers soins près du front. La victime, les jambes emmêlées, n'est qu'une des nom-  
breuses personnes, jeunes comme vieilles, qui fauche l'aviation ennemie.



## QUATRIÈME RAID DES NAZIS SUR LONDRES, EN 5 NUITS

Page 2





Partageons

AVEC NOS collègues INFORTUNES, MALADES ou MALHEUREUX, SOUSCRIVONS généreusement à la deuxième campagne de la

**FÉDÉRATION DES OEUVRES DE CHARITÉ CANADIENNES-FRANÇAISES**

qui leur apporte le secours nécessaire et se fait notre intermédiaire auprès d'eux. 1612.000 sont requis. Faisons notre part.



Figure 5.9

Une du *Montréal-Matin*, 6 août 1954**LUCIEN PICARD ACCUSÉ DE MEURTRE**

[Voir page 2]

**MONTRÉAL · MATIN**

Vol. XXV — N° 29 NUAGEUX AVEC AVERSES

MONTRÉAL-MATIN, VENDREDI, 6 AOÛT 1954

CINQ CENTS

22 PAGES

**A Montréal, le  
26 novembre prochain****Coffin  
sera  
pendu**

[Voir page 9]

**Ouverture du Congrès Marial au Cap**

Quelques dix mille personnes ont assisté, hier, au Cap-de-la-Madeleine, aux brillantes cérémonies marquant l'ouverture officielle du grand Congrès Marial, qui se terminera en apothéose le 15 août. Hier, c'était la journée consacrée à la province de Québec. S. Em. le cardinal Paul-Émile Leger, archevêque de Montréal, célébra la messe en plein air et reçut dans l'après-midi les hommages de milliers d'enfants. L'hon. Onésime Gagnon, ministre des Finances, était le représentant officiel du premier ministre, l'hon. Maurice Duplessis, et le délégué de la province de Québec. Voici trois photos prises au Cap à cette occasion. A droite, en haut, au banquet d'hier midi, de gauche à droite, l'hon. Gagnon, le R. P. Paul-Henri Warabé, O.M.I., gardien du sanctuaire, le cardinal Leger, M. André Julien, maire de la municipalité, et le R. P. Stanislas Larochelle, O.M.I., représentant du supérieur général des Oblats. En bas, vue partielle de la foule assistant à la messe. Enfin, à gauche, trois religieuses de la communauté des Missionnaires de Notre-Dame-des-Anges, de Lennoxville, cessant de croûter le long de la route non loin du sanctuaire. (Voir au page 6 un reportage photographique des cérémonies d'ouverture.) (Photos "Montréal-Matin" — par David Bier)

Figure 5.10

Une de La Presse, 6 août 1954

**EDITION FINALE**  
225,577  
Dernière édition de l'après-midi

**LA PRESSE**  
Le plus grand quotidien français d'Amérique

70e ANNÉE — No 248  
MONTREAL, VENDREDI 6 AOÛT 1954  
PREX: CINQ CENTS

# L'UNE DES JUMELLES DIONNE DÉCÉDÉE

## Émilie succombe à Sainte-Agathe

Elle était en promenade, semblait-elle, à l'aspect de l'Accueil des... Le Dr Jean-Louis Tailleur, chirurgien, de Sainte-Agathe, appelé sur les lieux.

par René Groulx

On apprend de source sûre informée qu'une des jumelles Dionne, taureau dans le monde entier, est décédée le matin à l'hôpital de l'Accueil des... à Sainte-Agathe.

M. G. Groulx, de Waterloo, a continué à son reporter de la "Presse" au cours d'une entrevue téléphonique que la jeune Émilie est décédée ce matin. Il lui était impossible de préciser la cause de la mort.

**Les assurances du chancelier Adenauer**

Adenauer, à l'APN. — Le vice-président du Conseil des ministres allemand, Konrad Adenauer, a déclaré hier à l'Assemblée nationale que le gouvernement allemand ne se prononce pas sur la question de la reconnaissance de l'État d'Israël.

**Manifestation des enfants au stade de Trois-Rivières**

C'était hier la Journée de la province de Québec au congrès martial national. Dans l'après-midi, il y eut une manifestation des enfants au stade de Trois-Rivières sous la présidence de Son Excellence le cardinal Léger, archevêque de Montréal. L'après-midi, les enfants ont été accueillis par le cardinal Léger, archevêque de Montréal, et par le président du congrès martial national, M. G. Groulx.

**Aide anglaise aux Portugais en Inde**

Le gouvernement britannique a exprimé au gouvernement indien l'angoisse qu'il n'y aura pas de secours à la famine.

**Progrès du bilinguisme international**

L'adde fait son chemin en France, en Angleterre et aux États-Unis.

**Otto John n'a encore livré aucun secret**

C'est la conclusion d'une enquête menée par des hauts fonctionnaires de Bonn.

**Dialogue émouvant du cardinal Léger et de cinq mille enfants**

C'était hier la Journée de la province de Québec au congrès martial national. Dans l'après-midi, il y eut une manifestation des enfants au stade de Trois-Rivières sous la présidence de Son Excellence le cardinal Léger, archevêque de Montréal. L'après-midi, les enfants ont été accueillis par le cardinal Léger, archevêque de Montréal, et par le président du congrès martial national, M. G. Groulx.

**Une attaque irraisonnée, seul danger**

Celui d'une agression physique, morale ou psychologique.

**Programme économique à très longue échéance**

M. Mandat-France expose à l'Assemblée nationale qu'il s'agit de stabiliser le monnaie, tout en recourant progressivement au change libre.

**Protestation polonaise catégoriquement rejetée**

Washington, 6 APN. — Le gouvernement américain a rejeté catégoriquement la protestation polonaise contre la décision du Conseil de l'Europe de reconnaître l'État d'Israël.

**Un chef d'espionnage russe passe du côté des Iraniens**

Téhéran, 6 APN. — Un ancien chef d'espionnage russe, qui avait travaillé pour le gouvernement soviétique, a passé du côté des Iraniens.

**SOMMAIRE**

Année double	Pages
1954	12
1955	12
1956	12
1957	12
1958	12
1959	12
1960	12
1961	12
1962	12
1963	12
1964	12
1965	12
1966	12
1967	12
1968	12
1969	12
1970	12
1971	12
1972	12
1973	12
1974	12
1975	12
1976	12
1977	12
1978	12
1979	12
1980	12
1981	12
1982	12
1983	12
1984	12
1985	12
1986	12
1987	12
1988	12
1989	12
1990	12
1991	12
1992	12
1993	12
1994	12
1995	12
1996	12
1997	12
1998	12
1999	12
2000	12
2001	12
2002	12
2003	12
2004	12
2005	12
2006	12
2007	12
2008	12
2009	12
2010	12
2011	12
2012	12
2013	12
2014	12
2015	12
2016	12
2017	12
2018	12
2019	12
2020	12
2021	12
2022	12
2023	12
2024	12
2025	12
2026	12
2027	12
2028	12
2029	12
2030	12

Figure 5.11

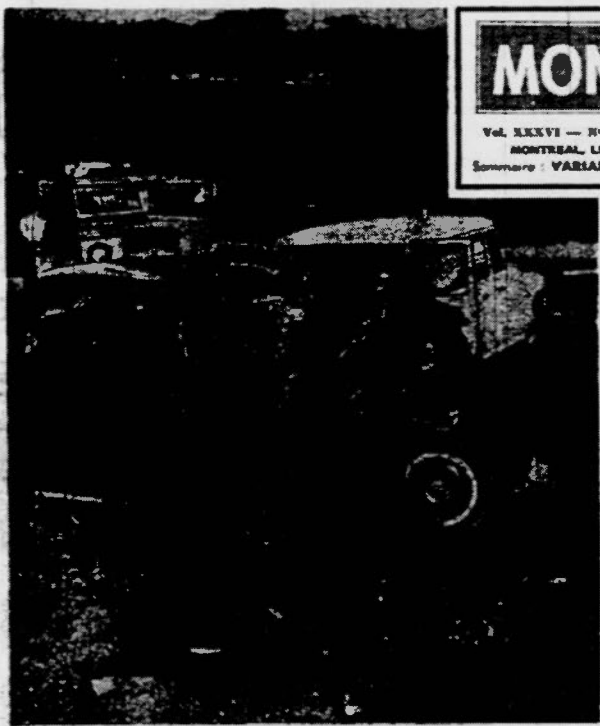
Une du *Montréal-Matin*, 27 septembre 1965



*Après avoir assassiné une jeune danseuse et blessé un policier et son chien à l'aide d'une carabine .303, ANDRÉ GENDRON, récidiviste de 20 ans, qui sortait de la prison de Bordeaux, a été abattu d'une balle en plein front.*

Voir nouvelle, page 3






**MONTREAL-MATIN**

Vol. XXXVI — N° 73

MONTREAL, LUNDI 27 SEPTEMBRE 1965

Sommaire : VARIABLE FROID.

40 PAGES 10



Une collision entre un camion et une voiture a fait deux morts sur la Route 138, à Brossard. Les victimes : M. Lorrain et Gérard Hébert, de Ste-Valérie, occupant tous deux la voiture.

Photos André Robit

**La guerre reprend au PAKISTAN**



Figure 5.12

Une de *La Presse*, 27 septembre 1965



Figure 5.13

Une du *Montréal-Matin*, 24 juillet 1974

# Nouvel espoir de baseball à Toronto

(page 59)

**MONTREAL - MATIN**

20¢

VOL. XLV — No 21 — MONTREAL, MERCREDI 24 JUILLET 1974

ENCOLEURLE

60 pages



**Les Alouettes sur le bon pied !**  
 Les Alouettes commencent leur saison locale ce soir à l'Autostade en étant les hôtes des Tiger-Cats de Hamilton. A la présentation des joueurs, hier midi à la Place Ville-Marie, Johnny Rodgers a bien fait rigoler la foule en faisant une pirouette, ou était-ce un envol ?

**Des experts de la police  
 voient de grands dangers  
 dans le rapport Daigneault**

**Porte  
 ouverte  
 au trafic  
 d'influence**

(Page 3)

**DEMAIN  
 DERNIÈRE JOURNÉE  
 POUR FAIRE VALIDER  
 VOS BILLETS**



**EN MOYENNE  
 2600 GAGNANTS  
 PAR SEMAINE**



Figure 5.14

Une de La Presse, 24 juillet 1974

## la presse

## AUJOURD'HUI

## Alerte au projet de loi 22

Le président de l'éditeur de la PRESSE, M. Roger Lampron, intervenant aujourd'hui dans le débat sur le projet de loi 22 évoquant le rôle de l'éditeur de la presse.

## Un Canadien au secours de l'éditeur de la Presse

— page A 2

## L'ex-maire Ramilford témoigne devant le CECO

— page A 2

## Un Québécois invente un moteur replaif

— page A 2

## pleins feux sur l'actualité

## L'undlinguisme anglais au Québec

— page A 3

## Stanfield pourrait rester chef encore deux ans

— page A 10

## Un autre républicain contre Nixon

— page C 1

## Autre victoire de la ligue Nationaliste

— pages E 1, 2, 13

## Les Alouettes sourient

— page E 3

## L'ASTROLOGIE

## Serge Arsenault

— page F 5

## BONJOUR QUÉBEC

## Une véritable expédition, la traversée du St-Laurent

— page F 1

## Du cadavre de Nehru au Taj Mahal

— page F 3

## SOMMAIRE

Arts et spectacles: A 6  
Boulevard des défilés: A 6  
Cronique: A 10 et A 11  
Échos: A 10 et A 11  
Échos: B 14 et B 17  
Échos: C 1  
Échos: D 1  
Échos: E 1  
Échos: F 1  
Échos: G 1  
Échos: H 1  
Échos: I 1  
Échos: J 1  
Échos: K 1  
Échos: L 1  
Échos: M 1  
Échos: N 1  
Échos: O 1  
Échos: P 1  
Échos: Q 1  
Échos: R 1  
Échos: S 1  
Échos: T 1  
Échos: U 1  
Échos: V 1  
Échos: W 1  
Échos: X 1  
Échos: Y 1  
Échos: Z 1

## MONTREAL-METRO. 20c

## METEO

Aujourd'hui: nuageux avec pluie  
Demain: 15° - 25°  
Après-demain: 15° - 25°

Donnée à la page A 2

# Motion de clôture attendue aujourd'hui

## Les opposants au bill 22 organisent une première grande manifestation

par Michel BÉGIN  
du bureau de la Presse

QUÉBEC — La motion de clôture attendue aujourd'hui par les opposants au projet de loi 22, qui vise à modifier la loi sur la presse, sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.

La motion de clôture sera présentée par le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, à 14 heures.



Chaussée glissante

Le chauffeur d'un camion de livraison de lait a été tué par un camion de livraison de lait.

# Le député Lacroix porte beaucoup d'intérêt au sel

par Michel BÉGIN  
du bureau de la Presse

QUÉBEC — Le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, a déclaré aujourd'hui qu'il est très intéressé par le projet de loi 22, qui vise à modifier la loi sur la presse.

Le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, a déclaré aujourd'hui qu'il est très intéressé par le projet de loi 22, qui vise à modifier la loi sur la presse.

Le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, a déclaré aujourd'hui qu'il est très intéressé par le projet de loi 22, qui vise à modifier la loi sur la presse.

Le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, a déclaré aujourd'hui qu'il est très intéressé par le projet de loi 22, qui vise à modifier la loi sur la presse.

Le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, a déclaré aujourd'hui qu'il est très intéressé par le projet de loi 22, qui vise à modifier la loi sur la presse.

Le député fédéral de la circonscription de Québec, M. Jean-Louis Lacroix, a déclaré aujourd'hui qu'il est très intéressé par le projet de loi 22, qui vise à modifier la loi sur la presse.

# La Banque du Canada resserre le crédit

par Michel BÉGIN  
du bureau de la Presse

OTTAWA — La Banque du Canada a annoncé aujourd'hui qu'elle resserre le crédit.

La Banque du Canada a annoncé aujourd'hui qu'elle resserre le crédit.

La Banque du Canada a annoncé aujourd'hui qu'elle resserre le crédit.

En 1944, la une du *Montréal-Matin* est constituée d'un gros titre qui couvre plus de la moitié de la page (figure 5.7). Le reste de l'espace est généralement occupé par des photos et leurs légendes. Certains jours, le journal préfère ne pas diffuser d'illustrations en première page; nous retrouvons alors un gros titre et le début de l'article principal de la journée – la suite se trouve dans les pages intérieures du journal. En 1944, les manchettes du *Montréal-Matin* concernent la plupart du temps la Deuxième Guerre mondiale.

Pour ce qui est de *La Presse*, très peu de changements sont apportés à la mise en page de la une (figure 5.8). Le titre en manchette est écrit dans un caractère légèrement plus gros qu'il ne l'était en 1934. Parfois, un deuxième grand titre se trouve dans la « tribune », soit la section en dessous de la manchette. Nous ne retrouvons encore que peu d'illustrations. Par contre, moins d'articles y sont publiés. Nous en comptons ordinairement entre quinze et vingt, tandis qu'en 1934, il y en avait entre vingt-cinq et trente. Nous remarquons une hiérarchie des nouvelles, les plus importantes étant situées dans le haut de la page.

En 1954, les titres et les illustrations sont encore à l'honneur dans les unes du *Montréal-Matin* (figure 5.9). Nous y retrouvons trois ou quatre manchettes – souvent au moins l'une d'entre elles concerne les sports. Dans *La Presse*, une fois de plus, on note peu de changements (figure 5.10). Une manchette est publiée en dessous du bandeau sur la largeur de la page. La première page comprend entre une et trois illustrations. Le reste de l'espace est constitué d'articles, soit environ une quinzaine par jour.

De légères transformations sont apportées à la mise en page de la une du *Montréal-Matin* en 1965 (figure 5.11). Par exemple, la taille du bandeau est réduite et ce dernier est déplacé au centre gauche de la page. La première page est constituée principalement de photographies. Ce sont souvent des « photos-chocs ». Par exemple,

le 27 septembre 1965, on peut apercevoir le portrait d'un policier qui a été atteint par balle par un criminel de Montréal, tandis que deux clichés montrent une collision entre automobilistes. Dans *La Presse*, on remarque des changements typographiques plus importants comparativement aux décennies précédentes (figure 5.12). D'abord, on commence à utiliser une mise en page horizontale, bien que la méthode verticale demeure présente. La manchette du jour et les manchettes secondaires sont écrites dans un plus gros caractère. Souvent, ce sont seulement les commencements des articles (environ une dizaine) qui sont publiés en première page. Pour la suite, les lecteurs sont référés aux pages intérieures du journal. D'autre part, plus d'illustrations sont publiées. Celles-ci se retrouvent principalement dans le haut de la première page, soit le côté visible du journal lorsque celui-ci est plié en deux.

En 1974, le *Montréal-Matin* préconise encore une mise en page de la une qui mise sur l'utilisation de gros titres et de photographies (figure 5.13). Aucun article n'y est publié. À *La Presse*, on privilégie plutôt une mise en page horizontale et le nombre d'articles a été considérablement réduit (figure 5.14). Normalement, la une est composée de trois ou quatre articles avec des renvois aux pages intérieures du journal. La une de *La Presse* comprend aussi de plus gros titres qu'auparavant, plus d'espace pour les photographies et le sommaire est plus détaillé.

Selon Jean de Bonville, c'est seulement au cours des années 1970 que les équipes typographiques des quotidiens montréalais changent leur façon de concevoir le rôle de la première page<sup>28</sup>. On y voyait, auparavant, un lieu pour diffuser les actualités les plus importantes de la journée. Dans les années 1970, la une est de plus en plus considérée comme un espace de mise en valeur du journal. Or, notre analyse montre qu'au *Montréal-Matin*, cette façon de concevoir la première page était déjà en vigueur dans les années 1930. En concevant sa page titre à l'aide de gros titres et

---

<sup>28</sup> Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985*, op. cit., p. 91.

d'illustrations, l'objectif était de rendre le journal attrayant et d'attirer l'attention des passants. Une telle stratégie était déjà utilisée par des hebdomadaires comme *Le Petit Journal*, mais *L'Illustration* est le premier quotidien montréalais à y recourir. À cet égard, on peut donc le qualifier d'avant-gardiste.

\*\*\*

Notre analyse permet de mettre en lumière certaines caractéristiques morphologiques du *Montréal-Matin*. Premièrement, retenons qu'il s'agit d'un tabloïd à faible pagination. Le *Montréal-Matin* comprend généralement beaucoup moins de pages que *La Presse*, malgré qu'il soit publié dans un plus petit format. L'adoption du format tabloïd s'inscrivait possiblement dans la stratégie de mise en marché élaborée par l'administration. Le public cible de *L'Illustration*, puis du *Montréal-Matin*, était constitué spécialement de travailleurs de la métropole. En tant que quotidien du matin, le format tabloïd en facilitait la lecture dans les transports en commun. Au Québec, *L'Illustration* est le premier quotidien à adopter ce format. En plus de faciliter la manipulation du journal dans les lieux publics pour les travailleurs, ce format offrait des coûts de fabrication moins élevés pour la Société des Journalistes canadiens.

D'autre part, notre analyse a démontré que le *Montréal-Matin* a longtemps compris peu de publicités – 6,14 % de l'espace en 1934, 16,49 % en 1944 et 27,46 % en 1954. Par contre, il ne faudrait pas croire qu'il s'agit d'une stratégie volontaire des administrateurs du journal – comme *Le Canard enchaîné* en France<sup>29</sup>. Le journal s'affiche dans les différents répertoires de journaux pour obtenir des publicités nationales, puis des agents publicitaires sont engagés pour solliciter des annonces dans les maisons de commerce. Si nous y retrouvons peu de publicités, c'est tout

---

<sup>29</sup> Laurent Martin, *Le Canard enchaîné. Histoire d'un journal satirique, 1915-2005*, Paris, Nouveau Monde, 2005, 774 p.

simplement que la force d'attraction du *Montréal-Matin* est moins forte que celle d'un quotidien à plus fort tirage comme *La Presse*. Néanmoins, on constate que certains annonceurs semblent apprécier le support publicitaire que représente le *Montréal-Matin*. C'est le cas des compagnies de bières et de cigarettes qui se procurent, chaque année, beaucoup d'annonces dans le journal. Peut-être considèrent-elles que le *Montréal-Matin* s'adresse à leur public cible, soit les hommes de la classe populaire de Montréal?

Une autre caractéristique intéressante à relever est la présence importante d'illustrations. En comparant avec ce qui se faisait dans *La Presse*, on remarque que le *Montréal-Matin* leur accorde un rôle de premier plan, particulièrement en 1934 (28,25 %) et en 1954 (28 %). La plupart des autres quotidiens publiaient déjà des photographies; pensons entre autres à *La Patrie* et à ses « fascicules illustrés » du samedi soir. Par contre, *L'Illustration* est le premier quotidien montréalais à publier autant de photos dans les numéros réguliers de la semaine et il est le premier à faire de la photographie l'élément central de ses pages titres. Il adopte une formule de journal illustré plus poussée que *La Patrie* et occupe ainsi un créneau encore libre dans le système des journaux montréalais.

Notre analyse a montré que le *Montréal-Matin* est un tabloïd illustré du matin à faible pagination et comprenant peu de publicités. Fait à noter, le *Daily Mirror* et le *Daily News*, soit les premiers quotidiens tabloïds de Londres et de New York, privilégiaient eux aussi comme stratégie de mise en page une abondance de photographies et de gros titres<sup>30</sup>. Ainsi, le *Montréal-Matin* s'inspire clairement d'une catégorie de journaux déjà en vogue dans le monde anglo-saxon. Par contre, il n'en demeure pas

---

<sup>30</sup> Erika J. Pribanic-Smith, *op. cit.*



moins le premier à importer et à appliquer cette formule journalistique au système de journaux quotidiens québécois<sup>31</sup>.

---

<sup>31</sup> Insistons sur le fait qu'il s'agit du premier quotidien québécois, et non pas du premier journal, à adopter cette formule puisque l'hebdomadaire *Le Petit Journal* utilisait déjà une formule semblable dans les années 1920.

## CHAPITRE VI

### ANALYSE DU CONTENU RÉDACTIONNEL

Posons maintenant notre regard sur le contenu du *Montréal-Matin* et de *La Presse*. Ici, notre objectif n'est pas seulement d'identifier les sujets qui sont abordés dans les journaux; nous souhaitons porter attention aux genres journalistiques utilisés, aux lieux géographiques concernés et aux sources des articles. Nous cherchons à répondre aux traditionnelles questions « Qui? » « Quoi? » « Où? » et « Comment? »

#### 6.1 Les genres journalistiques

Pour analyser les genres journalistiques pratiqués au *Montréal-Matin* et à *La Presse*, nous nous attarderons à la proportion de la surface rédactionnelle occupée par des articles *rapportés*, par des articles *expliqués*, par des articles *commentés* et par des *genres expressifs non journalistiques*<sup>1</sup>. La catégorie « rapportée » inclut la brève, le compte rendu, l'entrevue, la nouvelle, le portrait, le potin et le reportage. La catégorie « expliquée » renvoie à l'analyse, au dossier et à l'enquête. La catégorie « commentée » comprend les éditoriaux, mais aussi la caricature, le billet, la chronique<sup>2</sup> et la critique. Dans cette dernière catégorie, l'opinion de l'auteur est donc clairement identifiable. Finalement, nous avons divisé la catégorie « genre expressif non journalistique » en trois sous-catégories. D'abord, le « divertissement », qui comprend les jeux, les bandes dessinées et les feuilletons. Les « rubriques de servitude » représentent les différents services qu'offre régulièrement le journal aux

---

<sup>1</sup> Notre catégorisation des genres journalistiques s'inspire de celle de Line Ross, dans *L'écriture de presse. L'art d'informer*, Montréal, Gaëtan Morin, 2005, 256 p.

<sup>2</sup> Des chroniques ont parfois été placées dans la catégorie « expliquée » lorsque le chroniqueur expliquait quelque chose sans livrer son opinion.

lecteurs : l'horoscope, les rendements boursiers, le résultat des loteries et des courses, les horaires de la radio et les avis de décès. Enfin, la sous-catégorie « espace du public » comprend essentiellement le courrier des lecteurs.

Tableau 6.1  
Surface occupée par les différents genres journalistiques  
(% de la surface rédactionnelle)

Années	Journaux	Genres			Expressif non journalistique			Total
		Rapporté	Expliqué	Commenté	Divertissement	Espace du public	Servitude	
1934	<i>L'Illustration</i>	68,70%	4,70%	8,58%	6,71%	0,70%	10,62%	100%
	<i>La Presse</i>	73,55%	4,53%	3,83%	4,35%	1,78%	11,96%	100%
1944	<i>Montréal-Matin</i>	65,26%	2,39%	6,73%	11,80%	0,92%	12,91%	100%
	<i>La Presse</i>	81,11%	5,29%	3,49%	3,56%	1,17%	5,38%	100%
1954	<i>Montréal-Matin</i>	65,61%	2,87%	8,93%	12,29%	1,58%	8,73%	100%
	<i>La Presse</i>	81,78%	6,26%	3,68%	1,65%	0,69%	5,94%	100%
1965	<i>Montréal-Matin</i>	59,86%	5,40%	9,08%	9,66%	1,66%	14,34%	100%
	<i>La Presse</i>	81,47%	5,74%	3,15%	2,52%	0,77%	6,35%	100%
1974	<i>Montréal-Matin</i>	67,39%	11,11%	7,89%	3,53%	0,85%	9,23%	100%
	<i>La Presse</i>	69,02%	10,66%	4,22%	5,51%	1,11%	9,47%	100%

\*Données compilées par l'auteur

Nul ne sera surpris de constater que ce sont toujours les nouvelles rapportées qui occupent le plus d'espace dans ces deux journaux d'information. Comme l'explique

Jean Charron et Jean de Bonville, le journalisme d'information définit le journaliste comme un « reporter-technicien » chargé de rapporter les faits<sup>3</sup>.

En 1934, 68,70 % de la surface rédactionnelle de *L'Illustration* et 73,55 % de celle de *La Presse* sont occupés par le genre rapporté. Dans les deux journaux, nous retrouvons plusieurs brèves, soit de petits articles qui présentent un fait en quelques mots. Les proportions allouées au genre expliqué sont, elles aussi, semblables dans les deux quotidiens, se situant à un peu moins de 5 %. Dans *L'Illustration*, la plupart des articles expliqués sont dans la section des sports où l'on trouve, par exemple, des portraits détaillés des différents chevaux qui participent aux courses à Blue Bonnets (nom de l'époque de l'Hippodrome de Montréal) et des analyses, destinées aux parieurs, sur les choix recommandés par les experts du journal.

En ce qui concerne le genre commenté, il est plus présent dans *L'Illustration*, avec 8,58 % de la surface rédactionnelle, que dans *La Presse*, où il n'occupe que 3,83 %. Normalement, nous retrouvons seulement une page éditoriale dans les deux journaux, mais comme *L'Illustration* possède un plus petit volume que *La Presse*, cette page pèse plus lourd dans le calcul des proportions. En nombre absolu, les deux journaux accordent donc la même importance à l'éditorial. Par contre, les commentaires sont plus nombreux dans les sections spécialisées de *L'Illustration*, en particulier la page féminine et la page ouvrière, que dans celles de *La Presse*.

D'autre part, si nous portons notre regard sur les genres expressifs non journalistiques, nous remarquons un taux assez élevé de rubriques de servitude dans les deux journaux. *L'Illustration* publie chaque jour l'horaire des stations de radio CHLP, CFCF, CRCM et CKAC, en plus de faire paraître les rendements boursiers. Alors que le journal ne comporte qu'une vingtaine de pages, jusqu'à deux pages et

---

<sup>3</sup> Jean Charron et Jean de Bonville, « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication*, vol. 17, n° 2, décembre 1996, p. 70-74.

demie sont accordées au « turf », soit les résultats des courses de chevaux de la journée précédente. L'espace du public est peu présent dans *L'Illustration* (0,70 %). Le journal ne comprend pas de section « courrier du lecteur » mais, parfois, des lettres d'opinion sont publiées dans la page ouvrière. *La Presse*, pour sa part, accorde 1,78 % de sa surface rédactionnelle au courrier des lecteurs. Finalement, signalons que la catégorie « divertissement » est un peu plus élevée dans *L'Illustration* (6,71 %) qu'elle ne l'est dans *La Presse* (4,35 %). Les deux quotidiens publient un feuillet<sup>4</sup>, ce qui permet de fidéliser les lecteurs, mais *L'Illustration* offre plus d'espace aux bandes dessinées. Dans notre échantillon, il faut attendre en 1965 pour voir *La Presse* faire un usage régulier du « neuvième art »<sup>5</sup>.

En 1944, la proportion de nouvelles rapportées augmente à 81,11 % dans *La Presse*, alors qu'elle diminue à 65,26 % dans le *Montréal-Matin*. Nous observons que les genres « expliqué » et « commenté » régressent eux aussi légèrement. Bref, ce sont surtout les genres expressifs non journalistiques qui croissent considérablement, passant de 18,03 % à 25,63 %. Leur proportion est beaucoup plus élevée que dans *La Presse*, où 10,11 % de la surface rédactionnelle leur est consacré. L'espace du public et les rubriques de servitude augmentent légèrement dans le *Montréal-Matin* entre 1934 et 1944, mais la hausse de la catégorie « divertissement » est particulièrement significative, puisqu'elle passe de 6,71 % à 11,80 %. Souvent, une pleine page est occupée par des bandes dessinées : *Jeannine*, *L'agent secret*, *Blondinette*, *Donald Le Canard*, *Brick Bradford*, etc.

<sup>4</sup> Les feuillets publiés dans *L'Illustration* en 1934 sont d'abord *Petite étoile* de George Le Faure, puis *Un mari de premier choix* de Max du Veuzit. Ils ont préalablement été publiés dans des journaux français.

<sup>5</sup> Précisons toutefois que la bande dessinée humoristique avait connu un essor dans *La Presse* au début des années 1900 lorsque le journal était influencé par le courant de la *people's press*. À ce sujet, voir Stéphanie Danaux, « Une étape méconnue de l'humour graphique : les bandes dessinées de *La Presse* et *La Patrie*, 1904-1910. Perspectives de recherche en histoire de l'art », *Globe, revue internationale d'études québécoises*, vol. 15, n° 1, 2012, p. 129-159.



En 1954, les genres « rapporté » et « expliqué » sont plus présents dans *La Presse*, tandis que le pourcentage du genre « commenté » est plus élevé dans le *Montréal-Matin*. Plus précisément, 8,93 % de la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin* est consacré aux commentaires, contre seulement 3,68 % dans *La Presse*. Alors que le journal est la propriété de l'Union nationale, les éditoriaux politiques du *Montréal-Matin* s'étendent parfois sur deux pages. De manière assez attendue, plusieurs de ceux-ci sont sympathiques au parti de Maurice Duplessis. Par contre, il ne faudrait pas présumer que ce sont seulement les éditoriaux qui expliquent la forte proportion du genre « commenté ». En réalité, de nombreux commentaires se cachent dans les pages sportives. En 1954, on retrouve les chroniques de Jacques Beauchamp qui bénéficie parfois d'une page entière pour commenter les actualités sportives.

En ce qui concerne les genres « expressifs non journalistiques », ils sont encore plus élevés dans le *Montréal-Matin* (22,60 %) que dans *La Presse* (8,28 %). Le journal de Duplessis accorde plus d'espace aux rubriques de servitude, ainsi qu'à l'espace du public, puisqu'il publie dorénavant un courrier des lectrices dans sa page féminine. Par contre, la comparaison la plus marquante concerne les « divertissements ». Dans le *Montréal-Matin*, ces derniers occupent 12,29 % de la surface rédactionnelle, tandis que dans *La Presse*, ils n'occupent qu'un faible 1,65 %.

En 1965, la surface occupée par les nouvelles « rapportées » diminue de 65,61 % à 59,68 % dans le *Montréal-Matin*, tandis que dans *La Presse*, elle demeure aux alentours de 81 %. D'autre part, alors que le genre « commenté » conserve sensiblement les mêmes proportions dans le *Montréal-Matin* entre 1954 et 1965, nous notons, pour la même période, une croissance du genre « expliqué » qui passe de 2,87 % à 5,40 %. Cette augmentation s'explique, entre autres, par la publication de portraits de joueurs de hockey qui occupent parfois deux pages. En somme, la surface allouée au genre « expliqué » dans le *Montréal-Matin* est alors comparable à celle de *La Presse* (5,74 %). La proportion de commentaires demeure, quant à elle, plus

marquée dans le *Montréal-Matin* (9,08 %) que dans *La Presse* (3,15 %). Nous y retrouvons des éditoriaux politiques, de nombreuses chroniques d'opinions sportives et les caricatures de Payac. Finalement, notons que la surface occupée par les genres « expressifs non journalistiques » est toujours plus forte dans le *Montréal-Matin*, avec 25,66 %, que dans *La Presse*, où seulement 9,65 % de la surface rédactionnelle leur est alloué.

En 1974, lorsque le *Montréal-Matin* est la propriété de Gesca, les genres « expressifs non journalistiques » chutent de 25,66 % à 13,61 %. Pour la première fois dans notre échantillon, *La Presse* accorde la plus grande proportion aux divertissements, à l'espace du public et aux rubriques de servitude, avec un total combiné de 16,09 %. Cette diminution radicale des genres « expressifs non journalistiques » dans le *Montréal-Matin* fait en sorte que les nouvelles rapportées augmentent de 59,86 % à 67,39 %, tandis que le genre « expliqué » double en passant de 5,40 % à 11,11 %. La hausse du genre expliqué résulte, entre autres, de la présence régulière d'articles où des professionnels transmettent des expertises liées à leur métier. Par exemple, nous observons des textes sur le droit par les avocats André Savard, Hélène Ste-Marie et Gilles Trudel, des articles sur la santé par le médecin Marcel Labossière, et même des textes de l'entraîneur canin Marcel Monette sur le dressage des chiens. Le genre « commenté », pour sa part, diminue d'environ 1 % dans le *Montréal-Matin* entre 1965 et 1974.

En résumé, le *Montréal-Matin* accorde généralement une proportion plus grande de sa surface rédactionnelle aux genres « expressifs non journalistiques » et « commenté » que ne le fait *La Presse*, mais en contrepartie, cette dernière laisse plus d'espace au genre « rapporté ». La forte proportion de divertissements dans le *Montréal-Matin* exprime la volonté d'amuser les lecteurs. D'autre part, puisque nous notons considérablement plus de commentaires dans le *Montréal-Matin* que dans *La Presse*, nous pourrions penser que le journal de l'Union nationale poursuit un objectif

de persuasion. Toutefois, nuancions tout de suite cette affirmation en rappelant que la forte proportion de commentaires est en partie attribuable aux chroniques d'opinion de la section sportive, et pas seulement aux éditoriaux, aux caricatures et aux chroniques politiques.

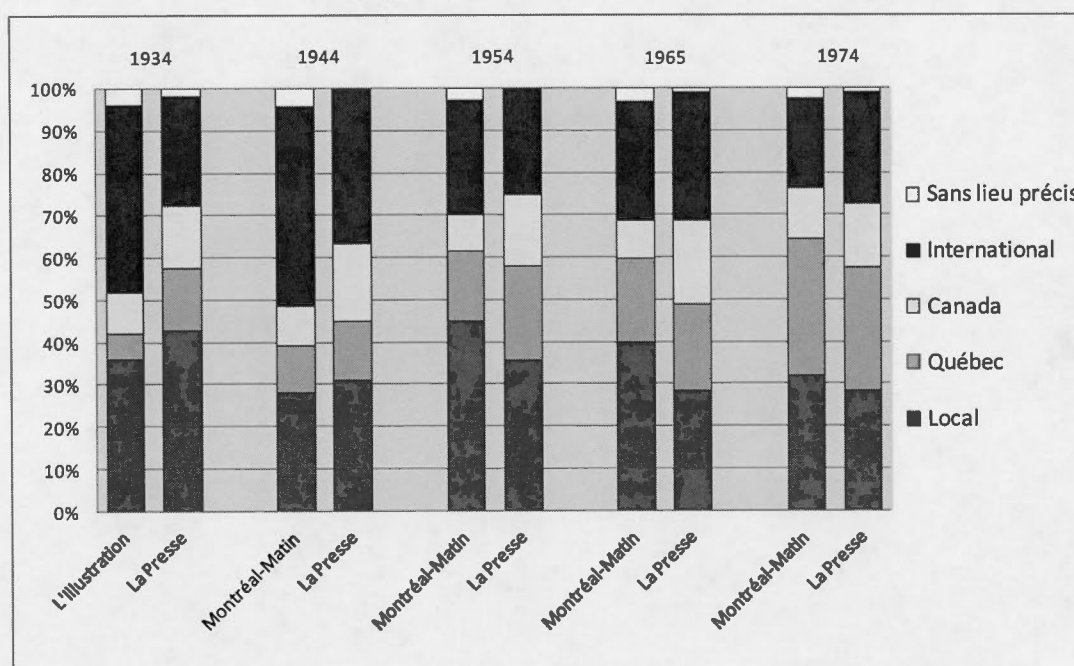
## 6.2 Les aires géographiques

Il nous semble intéressant, en second lieu, d'observer la répartition de la surface rédactionnelle selon les différentes aires géographiques concernées dans le *Montréal-Matin* et dans *La Presse*. Dans quelles proportions l'île de Montréal, le Québec, le Canada et la scène internationale sont-ils représentés? Décelons-nous des différences notoires d'une année à l'autre? Aussi, les lieux couverts sont-ils les mêmes dans le *Montréal-Matin* que dans *La Presse*? Un quotidien appartenant à un parti politique provincial aura-t-il tendance à allouer une plus grande proportion de sa surface aux actualités québécoises en négligeant, par le fait même, les enjeux internationaux? Nous avons divisé la surface rédactionnelle en quatre aires géographiques : la catégorie « locale » comprend les articles qui concernent l'île de Montréal, la catégorie « Québec » englobe tout ce qui se situe à l'intérieur de la province de Québec (à l'exception de l'île de Montréal), la catégorie « Canada » inclut ce qui se déroule dans les autres provinces canadiennes, et la catégorie « internationale » contient tout ce qui se situe à l'extérieur du Canada. Finalement, la catégorie « sans lieu précis » comprend les articles et les photos qui ne font référence à aucun lieu précis.

Il arrive souvent que plus d'une catégorie se retrouve dans un article. Dans de tels cas, nous avons cherché à déterminer si l'une d'entre elles ressortait clairement par rapport aux autres. Sinon, nous avons attribué la surface de l'article à la catégorie qui se situe le plus près géographiquement du lecteur montréalais. Par exemple, un article

traitant d'un conflit politique entre Québec et Ottawa aura été placé dans la catégorie Québec, tandis qu'un article relatant une partie de hockey entre Montréal et Toronto aura été placé dans la catégorie locale. Examinons la surface occupée par les différentes aires géographiques dans les deux quotidiens.

Graphique 6.1  
Les aires géographiques (% de la surface rédactionnelle)



\*Données compilées par l'auteur

En 1934, *L'Illustration* traite principalement d'actualités locales (35,84 %) et d'actualités internationales (44,50 %). Les sujets internationaux sont souvent abordés dans les premières pages du journal. Ce sont surtout des faits divers en provenance des États-Unis et, dans une moindre mesure, de l'Europe – Allemagne, France et Grande-Bretagne. Les sujets locaux, pour leur part, sont dominants dans les pages spécialisées, en particulier à la page ouvrière où sont présentées les activités des

différents groupes de travailleurs montréalais. Les catégories « Québec » (6,03 %) et « Canada » (9,62 %), quant à elles, occupent peu d'espace.

Du côté de *La Presse*, la catégorie « local » est l'aire géographique qui occupe le plus d'espace en 1934, soit 42,67 %, dépassant ainsi la catégorie « international », qui en détient 25,84 %. *La Presse* est un journal mieux établi avec une plus grande salle de rédaction et un plus grand nombre de journalistes aptes à récolter les nouvelles locales. Conséquemment, elle n'a peut-être pas autant besoin que *L'Illustration* de recourir aux agences de presse américaines et à leurs articles internationaux pour remplir ses pages. Pour la même raison, nous retrouvons davantage d'actualité québécoise et canadienne dans *La Presse* que dans *L'Illustration*.

En 1944, la Deuxième Guerre mondiale fait en sorte que la scène internationale accapare près de la moitié du *Montréal-Matin*. Les articles de cette catégorie, publiés majoritairement par les agences de presse, concernent avant tout la guerre en Europe et la Guerre du Pacifique. D'autre part, nous observons que la catégorie « Québec » augmente à 10,97 %, tandis que la catégorie « Canada » conserve sensiblement la même proportion qu'elle avait en 1934, soit environ 9,50 %. Souvent, la page deux publie des rubriques sur les nouvelles politiques en provenance de Québec et d'Ottawa. La hausse des catégories « international » et « Québec » fait en sorte que la superficie accordée aux actualités locales diminue d'environ 8 % par rapport à 1934.

À *La Presse*, la plus grande portion de la surface rédactionnelle est, elle aussi, consacrée aux actualités internationales. Elle conserve néanmoins toujours un peu plus d'espace aux catégories « local » (30,77 %), « Québec » (13,91 %) et « Canada » (18,37 %), que ne le fait le *Montréal-Matin*.

En 1954, la surface allouée à la catégorie « local » dépasse celle occupée par la catégorie « international » et devient, conséquemment, l'aire géographique dominante



dans le *Montréal-Matin*. Il s'agit d'une hausse de 17,02 % pour les nouvelles locales, puis d'une diminution de 20,44 % pour les nouvelles internationales. Pour la première fois, la catégorie « local » est plus forte dans le *Montréal-Matin* que dans *La Presse*. D'autre part, l'espace attribué à la catégorie « Québec » augmente de 10,97 % à 16,54 % dans le journal unioniste. Cette proportion est presque deux fois plus grande que l'espace alloué aux actualités canadiennes (8,46 %). Cette hausse s'explique, entre autres, par la plus grande importance accordée aux nouvelles parlementaires en provenance de Québec.

Dans le *Montréal-Matin* de 1965, les proportions accordées aux articles internationaux et aux articles canadiens demeurent sensiblement les mêmes qu'en 1954. Puis, la surface de la catégorie « local » diminue d'environ 5 %, tandis que l'espace occupé par les articles sur le Québec augmente de près de 5 %.

La diminution de la catégorie « local » et l'augmentation de la catégorie « Québec » s'accroissent encore plus entre 1965 et 1974. Lors de la dernière année que nous avons analysée, les articles ayant comme cadre géographique le Québec (32,41 %) occupent le plus d'espace dans le *Montréal-Matin*, mais ils sont suivis de très près par les actualités locales qui couvrent 31,68 % de la surface rédactionnelle du journal. Les catégories « international » (21,39 %) et « Canada » (11,88 %) suivent ensuite aux troisième et quatrième rangs.

Alors qu'en 1954 la hausse de la catégorie « Québec » s'expliquait en partie par la plus grande couverture des activités politiques à l'Assemblée nationale, les hausses en 1965 et 1974 sont plutôt attribuables à un intérêt soudain pour les nouvelles sportives et les faits divers en provenance des autres villes de la province. En effet, à partir de 1965, le *Montréal-Matin* rend compte plus fréquemment de l'actualité québécoise. Des journalistes travaillent à partir de Québec, d'où ils transmettent quotidiennement les nouvelles de la région de la capitale nationale. Puis, en 1974, le

journal publie une page « Laval-Matin », dirigée par le journaliste Gérald Robitaille. Celle-ci transmet les actualités de la région lavalloise. Les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Estrie, de la Montérégie, de Lanaudière, des Laurentides et de l'Outaouais sont, elles aussi, assez souvent mentionnées.

De 1934 à 1965, *La Presse* accorde toujours plus d'espace aux actualités québécoises que ne le fait le *Montréal-Matin*, ce qui s'explique par le fait que *La Presse* est distribuée dans toute la province. Pour attirer les lecteurs des régions, le journal insère des nouvelles régionales et il publie les textes des « correspondants locaux ». Il faut attendre 1974 pour que le *Montréal-Matin* accorde plus d'espace à la scène québécoise. L'augmentation de la catégorie « Québec » dans le *Montréal-Matin*, qui se fait surtout aux dépens de la catégorie « local », exprime peut-être le désir de l'administration du journal de troquer l'étiquette de quotidien montréalais pour celle de quotidien national comme *Le Devoir* et *La Presse*.

D'autre part, la catégorie « Canada » reste toujours dominante dans *La Presse*. Souvent, nous y notons une proportion de nouvelles canadiennes deux fois plus grande. Par exemple, en 1944, l'aire canadienne occupe 18,37 % de la surface rédactionnelle de *La Presse*, comparativement à 9,42 % dans le *Montréal-Matin*. En 1954, elle se situe à 16,89 % dans *La Presse* et à 8,46 % dans le *Montréal-Matin*. Puis, en 1965, *La Presse* accorde 19,87 % à la catégorie « Canada » contre 8,94 % pour le *Montréal-Matin*. La proportion plus élevée dans *La Presse* s'explique entre autres par l'abonnement de cette dernière au fil de presse de l'agence Presse canadienne (PC), spécialisée dans les actualités canadiennes. D'ailleurs, lorsque le *Montréal-Matin* est abonné à la PC, en 1974, la proportion de sa surface rédactionnelle accordée à l'aire géographique « Canada » se rapproche de ce que nous retrouvons dans *La Presse*.

Enfin, la catégorie « sans lieux précis » est généralement plus présente dans le *Montréal-Matin*. Mentionnons, à titre informatif, que les articles et les photos sans lieux précis sont situés la plupart du temps dans la page féminine du journal, puisque nous avons inclus dans cette catégorie plusieurs articles qui traitent de mode et d'idées culinaires.

Bref, retenons qu'au départ, c'est aux nouvelles internationales que le *Montréal-Matin* accorde le plus d'espace. En 1934, c'est parce qu'il recourt souvent aux agences de presse américaines, tandis qu'en 1944, le journal traite des guerres en Europe et en Asie. À partir de 1954, la catégorie « local » devient dominante. Puis, en 1965 et 1974, le *Montréal-Matin* semble vouloir se provincialiser, et les actualités des autres villes et des régions du Québec sont abordées plus fréquemment. En 1974, les proportions occupées par les aires géographiques sont comparables dans les deux quotidiens.

### 6.3 Les sujets abordés

Regardons maintenant les proportions allouées aux différentes catégories de sujets. L'objectif, ici, est de déterminer de quoi on parle dans le journal. Quels sont les sujets de prédilection du *Montréal-Matin* et de *La Presse*? Est-ce qu'un quotidien étant la propriété d'un parti politique accorde plus d'espace à un thème comme la politique? Pour répondre à ces questions, nous analysons la surface occupée par les différentes catégories de sujets dans l'ensemble de l'espace rédactionnel. Les catégories retenues sont « politique », « économie et commerce », « art et culture », « justice et faits divers », « sports » et « questions de société ». Cette dernière comprend les sous-catégories « femmes », « travail », « éducation », « religion », « santé » et « autres ».

## 6.3.1 Échantillon de 1934

Tableau 6.2

Surface consacrée aux catégories de sujets en 1934 (% de la surface rédactionnelle)

Sujet/Journal	<i>L'Illustration</i>	<i>La Presse</i>
Politique	15,72%	23,54%
Économie et commerce	3,63%	14,93%
Justice et faits divers	26,61%	20,64%
Questions de société	16,30%	18,81%
-Travail	8,01%	4,92%
-Éducation	0,28%	1,05%
-Religion	0,30%	7,25%
-Autres	0,97%	1,82%
Total	100%	100%

\*Données compilées par l'auteur

Dans *L'Illustration*, la catégorie qui domine est clairement celle des sports avec 34,27 % de la surface rédactionnelle. Chaque édition comporte quelques pages sportives, situées à la fin du journal. Puis, tel que mentionné précédemment, la dernière page de *L'Illustration* est toujours consacrée aux grands titres sportifs. L'hiver, le journal couvre les activités des clubs de hockey Canadiens et Maroons, tandis que l'été, l'attention se porte sur les Royaux, un club de baseball qui évolue au stade Delorimier à Montréal. On peut lire également des nouvelles sur la boxe et la lutte. Finalement, mentionnons que les courses de chevaux profitent d'une belle tribune. Chaque jour, nous retrouvons des nouvelles et des analyses sur les courses qui ont lieu à Blue Bonnets. Remarquons que cette catégorie est déjà beaucoup plus élevée dans *L'Illustration* que dans *La Presse*. En 1934, cette dernière n'alloue que 16,46 % de sa surface rédactionnelle aux sports, ce qui les situe au quatrième rang –

après la politique, les faits divers et les questions de société – dans la hiérarchie des catégories de sujets du journal.

Dans *La Presse*, la catégorie politique occupe le plus d'espace en 1934, soit 23,54 %. En comparaison, *L'Illustration* y accorde 15,72 %, ce qui en fait la quatrième catégorie après les sports, les faits divers et les questions de société. Les nouvelles politiques publiées dans *L'Illustration* concernent surtout les scènes locale et internationale. Normalement, entre 8 % et 12 % de sa surface rédactionnelle est consacrée à la politique, mais un numéro fait considérablement augmenter la moyenne. Le lundi 19 mars 1934, la surface allouée à la politique atteint 41,98 %. Ce numéro paraît lors des élections municipales à Montréal, élections durant lesquelles Camillien Houde est candidat à la mairie. Les éditorialistes soutiennent sa candidature, et une grande partie du journal est utilisée pour appuyer celui qui a été quelque temps actionnaire de *L'Illustration*. La une est entièrement consacrée à l'annonce de la candidature de Houde, et des discours d'appui prononcés lors d'une activité partisane sont retranscrits dans le journal. La même journée, *La Presse* consacre 27,21 % à la politique. La candidature de Houde est rapportée, mais de manière moins partisane. Bref, peu d'espace est habituellement consenti à la politique dans *L'Illustration*, mais ponctuellement, et pour des raisons essentiellement partisans, par exemple lorsque l'un des « amis » du journal se présente aux élections, la proportion occupée par la politique quadruple. Dans un tel cas, comme nous le verrons, l'administration coupe substantiellement dans les faits divers. L'organisation du journal est donc malléable; elle permet de s'ajuster au contexte.

La catégorie « économie et commerce » occupe seulement 3,63 % de la surface rédactionnelle de *L'Illustration*. Cette proportion semble relativement faible, surtout si l'on considère que le Canada est au cœur d'une grave crise économique. En comparaison, *La Presse* accorde alors 14,93 % de sa surface à cette catégorie. *L'Illustration* comporte des articles qui ont pour but de présenter les fluctuations de



prix de certains produits, en particulier des aliments, mais nous relevons peu d'articles où l'économie est commentée ou analysée, des textes que l'on retrouve plus régulièrement dans *La Presse*.

Ainsi, en 1934, la politique et l'économie occupent moins d'espace dans *L'Illustration* que dans *La Presse*. Par contre, la catégorie « justice et faits divers » y est plus importante. En effet, celle-ci s'étend sur 26,61 % de la surface rédactionnelle de *L'Illustration*, comparativement à 20,64 % dans *La Presse*. Dans le journal d'Eugène Berthiaume, les faits divers sont surtout des nouvelles liées aux crimes locaux et internationaux. Les sujets de prédilection sont les vols de banques, les procès de criminels et les meurtres – bref, des événements sensationnalistes. De telles nouvelles font d'ailleurs régulièrement la manchette du journal. Les faits divers et les nouvelles judiciaires sont, après les sports, la catégorie qui compte le plus dans *L'Illustration*. Toutefois, lorsqu'une autre catégorie nécessite plus d'espace, ce sont souvent les faits divers et les nouvelles judiciaires qui écopent. Par exemple, lorsque le 19 mars *L'Illustration* concède 41,98 % de sa surface à la politique, la catégorie « justice et faits divers » chute à 8,41 %. La même journée, dans *La Presse*, la proportion de faits divers et de nouvelles judiciaires est de 21,73 %, ce qui demeure comparable à la moyenne enregistrée de 20,64 %.

Nous observons une proportion assez modeste de nouvelles culturelles dans les deux journaux – 3,47 % dans *L'Illustration* et 5,62 % dans *La Presse*. Dans les deux cas, ce sont surtout des articles qui décrivent les films et les spectacles à l'affiche dans les salles de Montréal. Notons que ce ne sont pas des critiques, mais plutôt des résumés de films et de spectacles ainsi que des informations sur les acteurs.

La surface allouée aux questions de société est comparable dans les deux journaux, mais l'intérêt porte sur des enjeux différents. Dans *L'Illustration*, ce sont surtout les

thèmes de la condition des femmes et des conditions de travail qui sont abordés, tandis que dans *La Presse*, l'accent est mis sur les questions religieuses.

La sous-catégorie « femmes » occupe 1,78 % de la surface rédactionnelle de *La Presse* et 5,15 % de celle de *L'Illustration*. Cette dernière publie quotidiennement une page féminine. On y retrouve des articles qui ne concernent pas directement la condition des femmes, comme des recettes de cuisine et des rubriques sur la mode, mais aussi des articles plus engagés, notamment ceux de la responsable de la page, Jovette-Alice Bernier. Celle-ci s'est fait connaître au début des années 1930 par la publication de *La chair décevante*, un roman polémique qui met en scène une jeune mère célibataire et passionnée qui collectionne les amoureux. Ainsi, lorsqu'elle est engagée par *L'Illustration*, Bernier a déjà la réputation d'être une féministe<sup>6</sup>. Dans le journal, elle écrit chaque jour une chronique d'opinion et, parfois, ses réflexions concernent la condition féminine. Bernier quitte *L'Illustration* en 1941 pour scénariser l'émission radiophonique *Quelles nouvelles*. Bref, même si le journal évolue dans un réseau conservateur qui préconise habituellement un discours assez traditionnel sur le rôle des femmes, les administrateurs de *L'Illustration* engagent néanmoins une féministe, critique de l'ordre social<sup>7</sup>, qui ne se gêne pas pour donner son opinion et qui a été au cœur d'une polémique littéraire. De plus, Mme Bernier semble jouir d'une assez grande liberté d'expression, si on en juge par les thématiques qu'elle aborde. Il est plausible de croire que le directeur de l'époque, Fernand Dansereau, voyait en Bernier une signature de prestige<sup>8</sup> capable d'attirer de nouvelles lectrices et, par le fait même, d'augmenter le tirage du journal. D'ailleurs,

---

<sup>6</sup> Lucie Robert, « D'Angéline de Montbrun à *La Chair décevante*. La naissance d'une parole féminine autonome dans la littérature québécoise », *Études littéraires*, vol. 20, n° 1 (1987), p. 99-110.

<sup>7</sup> À ce sujet, Lucie Robert écrit : « La conservation des valeurs traditionnelles prônée encore par Laure Conan disparaît complètement dans le roman de Jovette Bernier où domine au contraire la critique sociale. » Lucie Robert, *op. cit.*, p. 108.

<sup>8</sup> Mme Bernier avait reçu la médaille du lieutenant-gouverneur en 1929.

comme nous le verrons, Mme Bernier est alors une des rares journalistes de *L'Illustration* à signer ses articles.

Les articles et les photos qui traitent des conditions de travail et du syndicalisme sont plus nombreux dans *L'Illustration* (8,01 %) que dans *La Presse* (4,92 %). *L'Illustration* publie chaque jour une page ouvrière qui rapporte les résolutions et les propos tenus lors de différentes réunions syndicales. Elle traite aussi des mouvements ouvriers ailleurs dans le monde. D'autre part, plusieurs associations ouvrières et des syndicats y publient des communiqués pour annoncer leurs réunions, pour signifier les changements dans leurs comités de direction et pour exprimer leurs positions par rapport à certains sujets d'actualités. Bref, nous pouvons affirmer que *L'Illustration* est ouverte à la réalité ouvrière en 1934 et qu'elle favorise l'échange d'informations entre les différents groupes de travailleurs et la population montréalaise. Aussi, il est intéressant de noter que *L'Illustration* accorde une proportion plus élevée de sa surface rédactionnelle au travail que ne le fait *La Presse*. Rappelons que cette dernière a longtemps eu la réputation d'être la voix des travailleurs<sup>9</sup>.

Dans *La Presse* de 1934, la question de société la plus souvent abordée est la religion, une catégorie qui occupe 7,25 % de la surface rédactionnelle du journal. Cette proportion élevée s'explique par le fait que le journal décrit régulièrement les assemblées religieuses. Par exemple, le 19 mars 1934, *La Presse* retranscrit les discours qui ont été prononcés lors de la prédication du carême. Dans *L'Illustration*, seulement 0,30 % de l'espace concerne la religion. Plusieurs numéros de notre échantillon ne comprennent ni article ni photo qui relèvent de cette catégorie.

---

<sup>9</sup> Particulièrement lorsque le journal appartenait à Trefflé Berthiaume. À ce sujet, voir Paul Rutherford, *The Making of the Canadian Media*, Montréal-Toronto, McGraw-Hill, 1978, p. 49, et Paul Rutherford, « The People's Press: The Emergence of the New Journalism in Canada, 1869-99 », *Canadian Historical Review*, vol. 56, n° 2, 1975, p. 174-175.

Alors que les questions liées à la santé ne retiennent guère l'attention des deux journaux, nous remarquons une plus grande disparité en ce qui concerne celles liées à l'éducation. Dans *L'Illustration*, il est rare que des articles traitent de ce sujet. Seulement 0,28 % de l'espace rédactionnel lui est alloué, tandis que dans *La Presse*, cette proportion atteint 1,05 %.

Bref, retenons qu'en 1934, *L'Illustration* attribue une importance considérable aux sports, aux faits divers et aux affaires judiciaires. Les catégories « politique » et « économie et commerce » sont moins importantes que dans *La Presse*. Par contre, lorsque *L'Illustration* paraît dans le cadre d'une campagne électorale où l'ancien actionnaire Camillien Houde est candidat, elle se transforme subitement en quotidien engagé et politisé.

### 6.3.2 Échantillon de 1944

En 1944, les proportions attribuées aux différentes catégories de sujets sont passablement transformées en raison de la Deuxième Guerre mondiale qui fait augmenter le nombre de nouvelles militaires dans les deux journaux. Exceptionnellement, nous avons ajouté une catégorie « affaires militaires ». Celle-ci comprend les descriptions d'affrontements, les analyses et les commentaires sur la Deuxième Guerre mondiale, les reportages sur l'armée et les militaires, etc.

Tableau 6.3

Surface consacrée aux catégories de sujets en 1944 (% de la surface rédactionnelle)

Sujet/Journal	<i>Montréal-Matin</i>	<i>La Presse</i>
<b>Politique</b>	10,11%	18,33%
<b>Affaires militaires</b>	38,89%	26,01%
<b>Économie et commerce</b>	7,48%	12,29%
<b>Art et culture</b>	6,59%	5,68%
<b>Justice et faits divers</b>	16,42%	17,69%
<b>Sports</b>	14,67%	15,01%
<b>Questions de société</b>	8,85%	4,24%
-Femmes	1,48%	0,54%
-Éducation	1,03%	0,17%
-Religion	0,71%	0,47%
-Santé	3,58%	0,59%
<b>Total</b>	100%	100%

\*Données compilées par l'auteur

En premier lieu, nous constatons que les deux journaux accordent une très grande proportion de leur espace rédactionnel aux affaires militaires. Dans le *Montréal-Matin*, celles-ci atteignent 38,39 %, alors que dans *La Presse*, elles s'élèvent à 26,01 %. Certains jours, la moitié du *Montréal-Matin* est composé de nouvelles de guerre, dont la plupart viennent d'Europe. Plusieurs articles décrivent les affrontements des derniers jours, alors que des photos « tranches de vie » présentent le mode de vie des militaires sur les champs de bataille. On voit des militaires qui préparent leur repas, qui s'amusent avec des enfants, qui courtisent des Européennes, qui nettoient des débris, etc. (figure 6.1) Dans un souci de favoriser l'effort de guerre et préserver le moral de la population, les articles et les photos insistent sur les bienfaits de la présence militaire canadienne en Europe plutôt que sur les aspects négatifs de la guerre. Néanmoins, le *Montréal-Matin* publie régulièrement la « liste des victimes » montréalaises, ce qui rappelle que la guerre entraîne son lot de décès.



Finalement, mentionnons que la dernière page du journal est normalement réservée aux actualités militaires, alors qu'en 1934, cet espace était consacré au sport.

Figure 6.1

Page centrale illustrée du *Montréal-Matin*, 11 novembre 1944



Source : *Montréal-Matin*, 11 novembre 1944, p. 9.

En raison de la montée des questions militaires, les actualités politiques reculent d'environ 5 % dans les deux journaux. Plusieurs articles de cette catégorie concernent des débats sur la mission canadienne et sur l'éventualité d'une conscription, mais nous retrouvons également des textes qui ne sont pas directement liés à la guerre<sup>10</sup>.

La catégorie « économie et commerce » conserve, dans les deux journaux, sensiblement les mêmes proportions qu'en 1934. Nous notons toujours plus d'économie dans *La Presse* (13,04 %) que dans le *Montréal-Matin* (3,63 %). Dans les deux cas, les actualités économiques concernent surtout les décisions financières prises à Ottawa par le gouvernement fédéral dans le contexte de la stratégie de l'effort de guerre.

L'espace occupé par les faits divers diminue dans les deux journaux. La proportion est un peu plus élevée dans *La Presse*, où les faits divers et les affaires judiciaires accaparent 17,69 % de la surface rédactionnelle. Dans le *Montréal-Matin*, ceux-ci reculent de 26,61 % à 16,42 %. Cette diminution est une conséquence directe de l'augmentation de l'espace alloué aux affaires militaires. Parmi les faits divers publiés dans le *Montréal-Matin*, on relève encore des histoires de criminels et la couverture de procès judiciaires. On retrouve aussi des potins et des anecdotes liés à des personnalités. Par exemple, le 21 avril 1944, un article décrit l'anniversaire de la princesse Élisabeth, à l'occasion duquel, parce que l'Angleterre est bombardée par les Allemands, elle n'a reçu qu'un collier de pierres précieuses et un poney<sup>11</sup>...

Tout comme les faits divers et les affaires judiciaires, la proportion de sport diminue considérablement dans le *Montréal-Matin*; elle passe de 34,27 % à 14,67 %. Il s'agit du plus faible taux de nouvelles sportives que nous ayons observé dans notre

<sup>10</sup> Bien que 1944 soit une année d'élections au Québec, notre échantillon ne comprend qu'un seul numéro publié dans le cadre de la campagne électorale. Dans la prochaine section, nous pourrions mieux étudier le traitement de cette élection par le *Montréal-Matin*.

<sup>11</sup> *Montréal-Matin*, 21 avril 1944, p. 3.

échantillon. C'est aussi la seule fois que nous retrouvons une plus grande proportion de sport dans *La Presse* (15,01 %). Les principaux sports couverts sont toujours le hockey, la lutte, la boxe, le baseball et les courses de chevaux.

La catégorie « art et culture » augmente légèrement dans les deux journaux. Comme au temps de *L'Illustration*, le *Montréal-Matin* propose des descriptions de films et de spectacles en salles à Montréal. Celles-ci ne comportent généralement pas d'appréciation de la part des journalistes<sup>12</sup>. De même, nous n'avons pas retrouvé dans notre échantillon de critiques de livres ou d'articles axés sur une culture plus élitiste, comme l'opéra, les expositions dans les musées, les salons d'art, etc. De tels articles sont aussi plutôt rares dans *La Presse*, mais nous savons qu'à cette époque *Le Devoir* publiait déjà des critiques littéraires et des articles consacrés à la musique et aux beaux-arts<sup>13</sup>.

Les questions de société occupent, elles aussi, moins d'espace dans les deux quotidiens en 1944. Dans le *Montréal-Matin*, elles chutent de 16,30 % à 8,85 %, soit une diminution de presque 50 %. Toutes les sous-catégories déclinent, à l'exception de celle de la santé qui s'accroît de 1,58 % à 3,58 %. Cette augmentation est liée, encore une fois, au contexte de guerre. Le journal traite des campagnes de recrutement de personnel médical et des manques de ressources dans les hôpitaux du pays. La proportion accordée à la santé est plus faible dans *La Presse*. Celle-ci publie sensiblement les mêmes nouvelles, mais comme elle a beaucoup plus de pages, la santé totalise moins d'espace dans le calcul de la surface rédactionnelle. En ce qui concerne les autres sous-catégories, les diminutions les plus radicales dans le *Montréal-Matin* touchent les femmes et le travail. La plupart des articles dans la page

<sup>12</sup> Selon Yves Lever, les critiques sur le cinéma ne débutent que vers 1960 dans les quotidiens montréalais. Yves Lever, « La critique comme écriture », *Revue d'histoire littéraire du Québec et du Canada français*, n° 11 (hiver-printemps 1986), p. 23-32.

<sup>13</sup> Voir les textes de Laurier Lacroix, Réginald Hamel, Normand Baillargeon et Jean Pichette dans Robert Lahaise, (dir.), *Le Devoir, reflet du Québec au 20<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Hurtubise, 1994, 504 p.

féminine ne concernent pas les revendications politiques des femmes; il s'agit surtout de rubriques sur la mode. Enfin, alors qu'en 1934 la section ouvrière s'étalait parfois sur deux pages, elle n'occupe même plus une demi-page du journal.

Ainsi, en 1944, pratiquement toutes les catégories de sujets sont en repli dans le *Montréal-Matin* pour laisser de la place aux actualités militaires. Les faits divers et les affaires judiciaires baissent de 10,19 %, les sports de 19,6 % et les questions de société de 7,45 %.

### 6.3.3 Échantillon de 1954

Tableau 6.4

Surface consacrée aux catégories de sujets en 1954 (% de la surface rédactionnelle)

Sujet/Journal	<i>Montréal-Matin</i>	<i>La Presse</i>
Politique	8,45%	19,12%
Économie et commerce	4,75%	13,24%
Justice et faits divers	25,46%	23,04%
Questions de société	12,73%	12,90%
-Femmes	2,27%	1,80%
-Travail	0,46%	1,94%
-Éducation	1,40%	2,17%
-Religion	4,41%	2,30%
-Santé	2,71%	2,79%
-Autres	1,49%	1,90%

\*Données compilées par l'auteur

En 1954, la politique occupe 8,45 % de la surface du *Montréal-Matin* et 19,12 % de celle de *La Presse*. La proportion de la surface rédactionnelle consacrée à la politique

est donc deux fois plus élevée dans *La Presse*. Néanmoins, malgré le peu d'espace qu'alloue le journal à la politique, c'est sans doute en 1954 que l'Union nationale fait le plus sentir sa présence dans le *Montréal-Matin*. Dans notre échantillon, quelques éditoriaux défendent les positions du gouvernement de Maurice Duplessis. Par exemple, le vendredi 6 août, l'éditorialiste du journal écrit à propos des progrès dans le domaine de l'éducation au Québec : « La situation [de l'éducation] a complètement changé parce que l'Union nationale place au premier rang l'avenir de la jeunesse, alors que ses adversaires ne lui accordèrent jamais qu'une importance médiocre<sup>14</sup>. »

D'autre part, toujours en page éditoriale, nous retrouvons régulièrement une rubrique qui présente l'agenda du premier ministre du Québec. Écrite par le correspondant du journal à la tribune de la presse, elle décrit les rencontres prévues par Maurice Duplessis durant la journée, les réunions auxquelles il assistera, les discours qu'il prononcera, etc. Par exemple, dans le numéro du 6 août, on apprend que Duplessis passera la journée à Trois-Rivières pour la manifestation annuelle de l'œuvre des terrains de jeux, et que le lendemain il se rendra à Québec « pour souhaiter la bienvenue, au nom de la province, au duc d'Édimbourg<sup>15</sup> ». Puis, dans un autre numéro, le correspondant du journal écrit que depuis son retour de vacances, « le Premier ministre a passé des journées fort occupées. Il ne s'est accordé aucun répit afin d'étudier tous les problèmes qu'il avait devant lui et de dépouiller sa volumineuse correspondance. Il a passé une partie des journées d'hier et d'aujourd'hui à son cabinet de travail du Parlement<sup>16</sup>. » Cette rubrique montre au lectorat que le chef de l'Union nationale est actif, mais aussi, elle vise à rapprocher le

---

<sup>14</sup> *Montréal-Matin*, 6 août 1954, p. 4.

<sup>15</sup> « Nombreux déplacements de l'hon. Duplessis d'ici quelques semaines », *Montréal-Matin*, 6 août 1954, p. 4.

<sup>16</sup> « Délégués du syndicat des plombiers reçus par l'hon. Duplessis cet après-midi », *Montréal-Matin*, 2 novembre 1954, p. 4.



premier ministre des lecteurs du *Montréal-Matin* qui profitent alors des nouvelles du chef chaque matin. Il s'agit en quelque sorte d'une *peoplarisation* de Duplessis<sup>17</sup>.

En 1954, ce n'est pas seulement la page éditoriale qui informe des activités et des positions de l'Union nationale. Chaque jour, le correspondant du *Montréal-Matin* à la tribune de la presse envoie de courts articles qui présentent les réalisations du gouvernement et défendent les positions unionistes. Par exemple, le 13 mars 1954, un article explique pourquoi l'impôt provincial doit être déduit de l'impôt fédéral<sup>18</sup>; un autre rappelle que les politiques de l'Union nationale permettront de développer les moyens de communication et les transports en Gaspésie<sup>19</sup>. Les textes du correspondant de *La Presse* sont eux aussi, en général, plutôt bienveillants à l'égard de l'Union nationale, mais ils font preuve d'un peu plus de retenue. L'historien Jocelyn Saint-Pierre a réalisé une analyse plus exhaustive de la relation entre Maurice Duplessis et les correspondants parlementaires. Selon lui, les correspondants de *La Presse* devaient ménager « les intérêts de l'UN et de son chef » pour ne pas nuire à la neutralité entre le Premier ministre et leur patron, Pamphile Du Tremblay<sup>20</sup>. Les quelques articles que nous avons consultés dans le cadre de notre analyse tendent à confirmer cette hypothèse.

Il arrive que le *Montréal-Matin* diffuse les communiqués de députés ou de ministres de l'Union nationale. Par exemple, le 30 décembre, le ministre des Affaires municipales envoie un communiqué pour dresser un bilan de son ministère et pour

<sup>17</sup> En d'autres mots, il s'agit d'élever la figure de Duplessis en célébrité, en médiatisant ses faits et gestes, au même titre qu'une vedette de cinéma.

<sup>18</sup> « Justice et bon sens commandent que l'impôt provincial soit déduit de l'impôt fédéral », *Montréal-Matin*, 13 mars 1954, p. 6.

<sup>19</sup> « La Gaspésie n'a pas les moyens de communication appropriés », *Montréal-Matin*, 13 mars 1954, p. 7.

<sup>20</sup> Jocelyn Saint-Pierre, « Maurice Duplessis et la Tribune de la presse : confrontation, neutralité bienveillante ou appui inconditionnel? », dans Xavier Gélinas et Lucia Ferretti, (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*, Montréal, Septentrion, 2010, p. 334.

souhaiter ses vœux de bonne année aux lecteurs<sup>21</sup>. Mentionnons également que même les pages sportives contribuent à donner une image favorable de l'Union nationale. Le 30 décembre 1954, le journal reproduit une lettre de Maurice Duplessis adressée à Maurice Richard pour le féliciter de son 400<sup>e</sup> but dans la LNH<sup>22</sup>. Nous verrons plus loin, dans notre analyse des élections provinciales, que ce ne sera pas la seule fois où la popularité de Maurice Richard sera récupérée par l'Union nationale.

L'économie est toujours un des thèmes négligés dans le *Montréal-Matin*, alors que seulement 4,75 % de l'espace rédactionnel lui est alloué. En comparaison, la catégorie « économie et commerce » s'élève à 13,24 % dans *La Presse*. Aussi, notons que la surface accordée à l'économie est deux fois plus grande dans le *Montréal-Matin* du samedi que lors des autres jours de la semaine. La catégorie « art et culture » est également plus élevée dans l'édition du samedi (environ 11 %), alors que les autres journées, cette catégorie n'atteint qu'une moyenne de 4,5 %. *La Presse* accorde généralement un peu plus d'espace aux arts et à la culture que ne le fait le *Montréal-Matin*, soit 7,17 % contre 5,64 %.

Après avoir subi une diminution considérable en 1944, les faits divers et les sports regagnent en popularité dans le *Montréal-Matin* en 1954. Les faits divers et les affaires judiciaires passent de 16,42 % à 25,46 %, des proportions qui sont alors comparables à ce qu'on retrouve dans *La Presse* (23,04 %). Les procès judiciaires sont encore à l'honneur dans le *Montréal-Matin*. Les meurtres commis dans la région métropolitaine bénéficient eux aussi d'une large couverture. Alors que les journalistes tentent de rapporter les témoignages de policiers ou de voisins, les photographes prennent plusieurs clichés pour illustrer les scènes de crime<sup>23</sup>. Soulignons que nous retrouvons moins de faits divers et d'affaires judiciaires dans les numéros du samedi,

<sup>21</sup> *Montréal-Matin*, 30 décembre 1954, p. 4.

<sup>22</sup> « Richard a reçu des félicitations du Premier ministre », *Montréal-Matin*, 30 décembre 1954, p. 19.

<sup>23</sup> Rappelons que nous avons noté une augmentation importante du nombre de photographies dans le *Montréal-Matin* entre 1944 et 1954.

soit environ 12 %, que les autres jours de la semaine, où ils atteignent à peu près 28 %.

En 1954, ce sont les sports qui occupent le plus d'espace dans le *Montréal-Matin* avec un taux de 42,98 %. Il s'agit d'une augmentation spectaculaire pour cette catégorie qui n'atteignait que 14,67 % en 1944. Le club de hockey Canadien profite d'une bonne couverture, notamment par le biais des chroniques du journaliste Jacques Beauchamp. Nous notons aussi plusieurs articles sur les Alouettes, qui évoluent dans la Ligue canadienne de football, et encore plus sur le baseball de la MLB. De plus, beaucoup d'espace est réservé aux analyses et aux résultats des courses de chevaux. Du côté de *La Presse*, la catégorie « sport » est plus faible, avec une moyenne de 24,53 %. Les principaux sports couverts sont, là aussi, le hockey, le baseball et les courses de chevaux.

Toujours en 1954, la catégorie « questions de société » augmente dans le *Montréal-Matin* et dans *La Presse* pour atteindre des proportions de près de 13 %. Les principales questions abordées dans le *Montréal-Matin* sont la religion, la santé et la condition féminine.

Tout d'abord, nous remarquons que la sous-catégorie « religion » est plus élevée dans le *Montréal-Matin* de 1954 avec une proportion de 4,41 %. En 1944, seulement 0,71 % de la surface rédactionnelle lui était octroyée. Quelques précisions s'imposent concernant cette augmentation. En effet, si la sous-catégorie « religion » est aussi forte en 1954, c'est principalement attribuable au numéro du vendredi 6 août, où 17,44 % de l'espace est utilisé pour décrire le Grand Congrès marial du Cap-de-la-Madeleine. Cet événement est beaucoup plus couvert par le *Montréal-Matin* que par *La Presse*. Est-ce parce qu'il se déroule près de Trois-Rivières, le comté de Duplessis? En temps normal, la religion avoisine plutôt les 2 % dans le journal de l'Union nationale, ce qui constitue un taux comparable à ce que l'on retrouve dans *La*

*Presse*. À quelques occasions, on note un discours catholique dans les pages du *Montréal-Matin*. Le journal reproduit parfois des articles de *L'Action catholique*<sup>24</sup> et publie des éditoriaux qui défendent le catholicisme. Par exemple, le 2 novembre, l'éditorialiste appelle à la censure du film *Martin Luther*, qu'il juge irrespectueux envers le catholicisme<sup>25</sup>.

Sans revenir au niveau de 1934, la sous-catégorie « femmes » augmente légèrement dans le *Montréal-Matin* entre 1944 et 1954, passant de 1,48 % à 2,27 %. Nous observons peu d'éditoriaux ou d'articles dans cette sous-catégorie; les questions féminines sont par contre régulièrement abordées dans le courrier des lectrices, une chronique quotidienne dans le journal. Les lectrices demandent conseil sur la façon de choisir un homme, le dilemme entre faire des études ou fonder une famille, les devoirs de la femme, etc. Les années 1940-1965 sont généralement décrites comme une période de transition plutôt « tranquille » pour le mouvement féministe<sup>26</sup>. Il est intéressant de constater que si les propos féministes sont en effet rares dans le *Montréal-Matin* en 1954, la condition féminine est discutée néanmoins via le courrier des lectrices. Cela dit, la proportion consacrée à la question des femmes est un peu moindre dans *La Presse* (1,80 %).

La sous-catégorie la moins élevée dans le *Montréal-Matin* est celle du travail, qui n'occupe que 0,46 % de la surface rédactionnelle. Le journal ne publie pas de page ouvrière. Les rares occasions où la question des relations de travail est abordée, c'est généralement de manière négative. Par exemple, dans le numéro du 13 mars, l'éditorialiste signe un texte qui déplore l'influence des syndicats au Québec. Ainsi, le *Montréal-Matin* se montre critique à l'endroit du mouvement syndical dans une période qui, rappelons-le, est marquée par de nombreux conflits entre l'Union

<sup>24</sup> *Montréal-Matin*, 12 avril 1954, p. 4.

<sup>25</sup> *Montréal-Matin*, 2 novembre 1954, p. 4.

<sup>26</sup> Le collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, p. 371-375.

nationale et les associations syndicales<sup>27</sup>. De son côté, *La Presse* accorde 1,94 % de son espace aux conditions de travail. Elle comprend une section intitulée « L'activité syndicale ». Des sujets tels que les fermetures d'usines, l'augmentation du chômage et le manque de ressources pour les chômeurs y sont abordés. Il arrive que le responsable de la page déplore les pertes d'emplois et l'absence d'aide aux chômeurs, mais normalement, il ne critique pas directement le gouvernement unioniste<sup>28</sup>.

Bref, en 1954, la formule utilisée par l'équipe du *Montréal-Matin* est de restreindre l'espace alloué à l'économie et à la politique pour miser encore davantage sur les sports, et, dans une moindre mesure, sur les faits divers. D'autre part, bien que les affaires politiques soient moins nombreuses dans le journal, elles apparaissent beaucoup plus partisans que lors des années précédentes. Différents procédés sont utilisés pour appuyer et redorer l'image de l'Union nationale : des éditoriaux favorables, une couverture bienveillante de la part du correspondant à la tribune de la presse, des communiqués de députés et de ministres, la publication de l'agenda du premier ministre, etc. De plus, le *Montréal-Matin* se dresse en critique du syndicalisme au moment où le gouvernement de l'Union nationale est aux prises avec différents conflits de travail.

---

<sup>27</sup> Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, p. 122-123.

<sup>28</sup> Voir, par exemple, la page 45 du 13 mars 1954.



## 6.3.4 Échantillon de 1965

Tableau 6.5

Surface consacrée aux catégories de sujets en 1965 (% de la surface rédactionnelle)

Sujet/Journal	Montréal-Matin	La Presse
Politique	11,78%	24,84%
Économie et commerce	4,34%	16,38%
Art et culture	2,80%	4,79%
Justice et faits divers	16,70%	15,91%
Questions de société	8,85%	16,99%
-Femmes	2,62%	1,31%
-Travail	1,42%	4,87%
-Éducation	2,10%	3,18%
-Religion	0,51%	2,31%
-Santé	1,04%	2,85%
-Autres	1,16%	2,47%
Total	100%	100%

\*Données compilées par l'auteur

En 1965, la surface occupée par la politique augmente légèrement dans le *Montréal-Matin* (11,78 %) et dans *La Presse* (24,84 %). Nous retrouvons encore des éditoriaux favorables à l'Union nationale dans le *Montréal-Matin*, mais contrairement à 1954, le parti ne fait pas autant sentir sa présence dans le reste du journal. L'espace alloué à l'économie et au commerce demeure lui aussi beaucoup moins élevé dans le *Montréal-Matin* que dans *La Presse*. On remarque même une légère diminution dans le premier, où cette catégorie se situe à 4,34 %, alors que les affaires économiques augmentent de 13,24 % à 16,38 % dans *La Presse*.

La catégorie « art et culture » n'occupe que 2,80 % de la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin*. La proportion est un peu plus élevée dans les numéros du samedi, soit environ 4 %. Contrairement aux décennies précédentes, la section art et culture

fait davantage place aux critiques culturelles. Les auteurs ne se contentent plus de décrire les films et les spectacles; ils partagent leurs commentaires et leurs appréciations avec leurs lecteurs. Comme pour les années précédentes, la culture populaire prédomine. Dans *La Presse*, la catégorie « art et culture » est plus présente (4,79 %), mais cette proportion demeure somme toute assez modeste en comparaison des autres catégories.

La catégorie « justice et faits divers » régresse elle aussi de 1954 à 1965. Dans le *Montréal-Matin*, elle passe de 25,46 % à 16,70 %, tandis que dans *La Presse*, elle diminue de 23,04 % à 15,91 %. Bref, cette catégorie suit un cheminement comparable dans les deux journaux. La situation est différente en ce qui concerne les sports. Alors que nous remarquons une petite réduction dans *La Presse* (21,09 %), la proportion de sports augmente dans le *Montréal-Matin* de 42,98 % à 55,54 %. En 1965, plus de la moitié de la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin* est consacrée aux sports. Le samedi, ce pourcentage atteint presque 60 %. L'hiver et le printemps, le hockey domine, avec un nombre important d'articles sur les Canadiens et sur le hockey junior. L'été, les activités du baseball majeur sont décrites, tandis qu'à l'automne, les Alouettes et le football sont à l'honneur. De plus, une large couverture est toujours accordée aux courses de chevaux. Bref, en plus d'être vaste, le contenu des pages sportives du *Montréal-Matin* est diversifié. Et comme nous l'avons mentionné précédemment, elles comprennent aussi bien des analyses que des chroniques d'opinion.

En 1965, la catégorie « questions de société » atteint 16,99 % dans *La Presse*, tandis que dans le *Montréal-Matin*, elle régresse de 12,73 % à 8,85 %. Toutes les sous-catégories déclinent, sauf celle de la condition féminine, qui demeure stable. Le rôle des femmes est surtout abordé dans le courrier des lectrices. En ce qui concerne la religion, celle-ci n'occupe que 0,51 % de la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin*, alors qu'en 1954, cette proportion s'élevait à 4,41 %. Pourtant, la présence de

ce thème est plus remarquée en 1965. En effet, certains jours, le journal publie plusieurs petits textes intitulés « La bible vous parle ». Il s'agit d'extraits de la bible qu'on retrouve ici et là dans les pages du journal. Cela représente une première pour plusieurs des lecteurs du *Montréal-Matin*, puisque comme l'explique Gilles Routhier, c'est seulement dans le cadre de Vatican II (1962-1965) que les catholiques sont autorisés à faire une lecture individuelle de la bible<sup>29</sup>. C'est donc en quelque sorte une « nouveauté » qui est offerte aux lecteurs du *Montréal-Matin*. Du côté de *La Presse*, les principales questions de société traitées sont, dans l'ordre, le travail, l'éducation et la santé, qui bénéficient toutes les trois d'une plus grande considération que dans le *Montréal-Matin*.

Ainsi, en 1965, le *Montréal-Matin* accorde un peu plus d'espace à la politique qu'en 1954. Par contre, l'influence de l'Union nationale est moins perceptible. Les textes favorables au parti de Daniel Johnson se limitent normalement à la page éditoriale. D'autre part, la catégorie dominante dans le *Montréal-Matin* est, encore une fois, clairement celle des sports; elle occupe plus de la moitié de la surface rédactionnelle du journal. Cette prépondérance des sports fait en sorte que les autres catégories perdent de l'espace, notamment celle des questions de société, qui n'atteint plus que 8,85 %.

---

<sup>29</sup> Gilles Routhier, « Le retour de l'homélie? », dans Gilles Routhier, (dir.), *Faire écho au verbe. Réinvestir dans l'homélie*, Montréal, Médiaspaul, 1999, p. 9.

## 6.3.5 Échantillon de 1974

Tableau 6.6

Surface consacrée aux catégories de sujets en 1974 (% de la surface rédactionnelle)

Sujet/Journal	Montréal-Matin	La Presse
Politique	9,28%	19,41%
Économie et commerce	5,47%	18,99%
Art et culture	6,09%	7,28%
Justice et faits divers	14,68%	8,74%
Questions de société	7,63%	17,96%
-Femmes	0,67%	1,97%
-Travail	4,34%	4,30%
-Éducation	0,88%	4,23%
-Religion	0,18%	1,10%
-Santé	0,40%	3,74%
-Autres	1,16%	2,62%
Total	100%	100%

\*Données compilées par l'auteur

En 1974, nous remarquons encore, comme c'était le cas en 1954 et 1965, une proportion de nouvelles politiques deux fois plus élevée dans *La Presse* que dans le *Montréal-Matin*. Bien que ce dernier appartienne alors à Gesca, un conglomerat fédéraliste, rien dans notre échantillon ne permet d'établir de façon convaincante que le *Montréal-Matin* exprime alors une préférence politique. Certes, certains éditoriaux et articles se révèlent favorables au Parti libéral, mais d'autres sont plutôt sympathiques aux idées du Parti Québécois. En ce qui concerne l'Union nationale, la situation et les positions de ce dernier sont rarement évoquées dans le journal. Il faut rappeler que le parti fondé par Maurice Duplessis est alors à l'agonie. Lors de l'élection générale de 1973, il est complètement balayé de la carte électorale. Il faut attendre l'élection partielle d'août 1974, alors que Maurice Bellemare est élu dans le comté de Johnson, pour que le parti retourne à l'Assemblée nationale.

Un grand décalage subsiste entre les proportions accordées à la catégorie économie et commerce dans les deux journaux. Celle-ci occupe 5,47 % de l'espace rédactionnel du *Montréal-Matin*, tandis qu'à *La Presse*, elle atteint un sommet de 18,99 %, soit la troisième catégorie la plus importante après les sports et la politique.

Pour la première fois dans notre corpus, la catégorie des sports est celle qui occupe le plus d'espace dans *La Presse*, avec une proportion de 27,62 %. Ceci demeure néanmoins beaucoup moins élevé que dans le *Montréal-Matin*, où 56,85 % de la surface rédactionnelle lui est consacré. Les jours de semaine, les sports occupent en moyenne 55,26 % de la surface du journal. De plus, l'équipe du *Montréal-Matin* publie le dimanche un numéro « spécial sport » dans lequel la proportion de la catégorie « sport » augmente à environ 67 %. En plus des Canadiens (LNH) et des Alouettes (LCF), nous remarquons une couverture régulière des Expos (MBL) et des Québécois, un club de crosse basé à Montréal. Tel que mentionné dans notre analyse des espaces géographiques, nous notons en 1974 un plus grand intérêt du journal pour les activités sportives qui ont lieu en dehors de la métropole. Par exemple, plusieurs articles portent sur les clubs de la Ligue de hockey junior majeur du Québec (LHJMQ) et sur les Nordiques de Québec, une équipe de hockey qui évolue alors dans l'Association mondiale de hockey (AMH). Cette ouverture aux sports québécois hors Montréal est particulièrement perceptible dans les numéros spéciaux du dimanche.

En 1974, nous observons 14,68 % de faits divers et d'affaires judiciaires dans le *Montréal-Matin*, tandis qu'il y en a 8,74 % dans *La Presse*. Dans le *Montréal-Matin*, cette catégorie comprend encore beaucoup les crimes et les procès judiciaires, mais comparativement aux autres années, nous pouvons y ajouter une sous-catégorie « érotisme ». Nous avons souligné dans le chapitre précédent que les agences d'escortes et les cinémas érotiques se procurent souvent de la publicité dans le journal en 1974. L'espace rédactionnel aussi fait plus de place à la sexualité. Chaque jour,



nous retrouvons une section « Réveil-Matin » où une grande photo d'une femme en lingerie ou en costume de bain est publiée (figure 6.2). À l'époque, *Le Journal de Montréal* faisait de même en publiant des *pins-ups* en page sept<sup>30</sup>.

Figure 6.2

Le « Réveil Matin » du 24 juillet 1974



Source : *Montréal-Matin*, 24 juillet 1974, p. 9.

Les nouvelles culturelles ont presque triplé dans le *Montréal-Matin* entre 1965 et 1974. Ce sont essentiellement des critiques de films et de pièces de théâtre, des articles pour présenter les nouveautés musicales, des commentaires sur les émissions de télévision, etc. En semaine, la catégorie « art et culture » se situe à 5,21 %, tandis

<sup>30</sup> C'est *Le Journal de Montréal* qui a commencé la publication de telles photos.

que le dimanche, elle s'élève à environ 11 %. La proportion d'art et culture dans le *Montréal-Matin* (6,09 %) est alors comparable à ce qui se fait dans *La Presse* (7,28 %).

La surface occupée par les questions de société demeure sensiblement la même qu'en 1965, et ce, tant dans le *Montréal-Matin* (7,63 %) que dans *La Presse* (17,96 %). La sous-catégorie la plus élevée dans le *Montréal-Matin* est celle du travail, avec un pourcentage de 4,34 %. Cette forte proportion s'explique par la couverture régulière de la grève à l'United Aircraft, qui a lieu du 9 janvier 1974 au 20 mai 1975. En contrepartie, la sous-catégorie « femmes » n'occupe qu'un faible 0,67 % dans le *Montréal-Matin* de 1974. Le journal comprend une page féminine, mais le rôle des femmes dans la société n'y est pas abordé. Les articles de cette page se résument surtout à des conseils de beauté. La surface associée à la condition féminine est constituée d'articles qui annoncent que le *Montréal-Matin*, en collaboration avec le poste de radio CKAC, lancera une enquête sur la signification de la notion de « femme libre ». En ce qui concerne les sous-catégories « santé », « éducation » et « religion », nous constatons qu'elles sont plutôt négligées dans le *Montréal-Matin*. Du côté de *La Presse*, les questions de société qui occupent le plus d'espace sont le travail (4,30 %), l'éducation (4,23 %) et la santé (3,74 %).

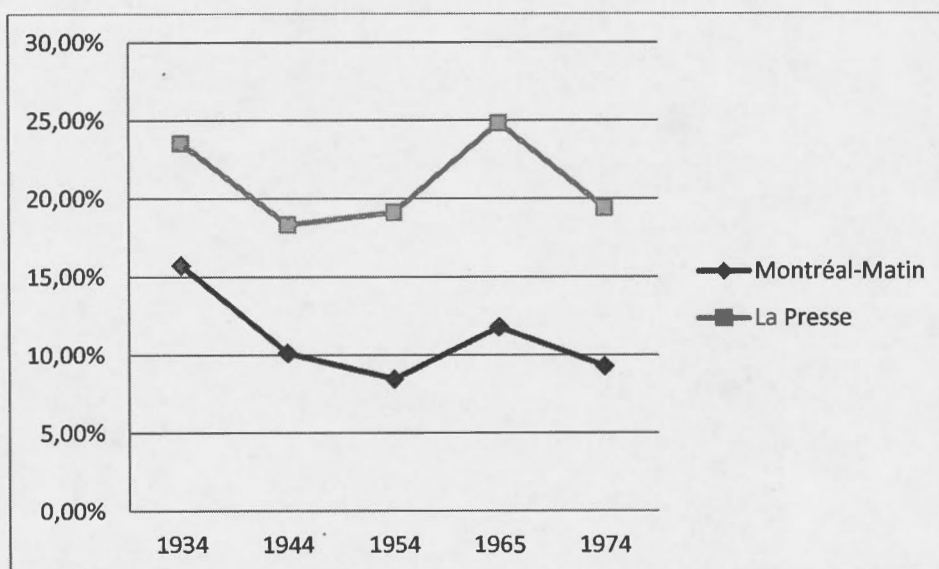
Bref, l'espace alloué aux différentes catégories demeure sensiblement le même dans le *Montréal-Matin* entre 1965 et 1974. La seule catégorie qui connaît une transformation importante est celle des « art et culture », qui passe de 2,80 % à 6,09 %. Puis, dans les questions de société, les conditions de travail occupent plus d'espace, tandis que toutes les autres sous-catégories régressent.

Maintenant que nous avons analysé l'évolution des catégories de sujets dans le *Montréal-Matin* et dans *La Presse* entre 1934 et 1974, certains constats peuvent être posés. D'abord, alors que nous aurions pu croire qu'un journal appartenant à un parti

politique durant une partie significative de son histoire aurait accordé une proportion élevée de sa surface rédactionnelle aux actualités politiques, notre analyse a démontré que ce n'est pas le cas dans le *Montréal-Matin*.

Graphique 6.2

Évolution de la catégorie politique (% de la surface rédactionnelle)



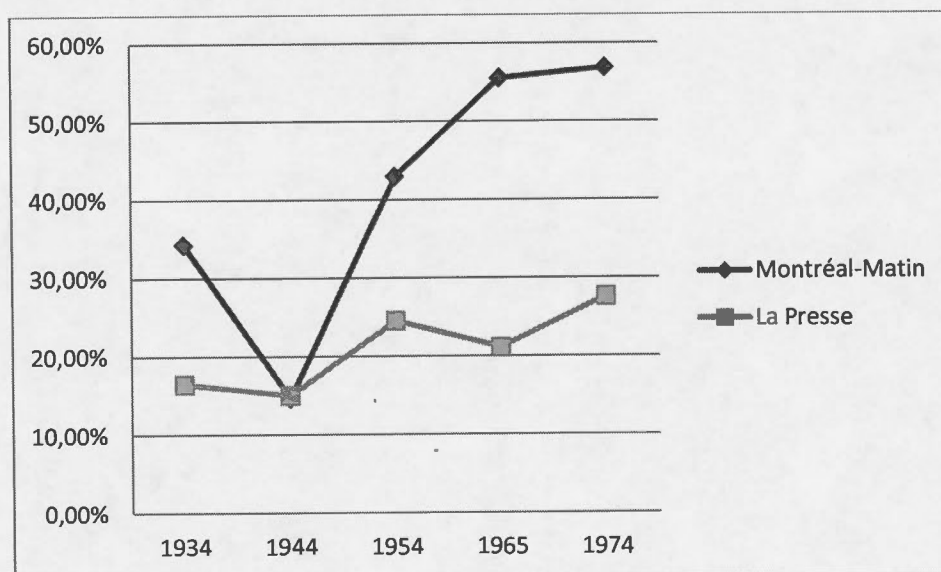
\*Données compilées par l'auteur

La catégorie politique évolue de façon parallèle dans les deux quotidiens, mais *La Presse* y accorde toujours une plus grande proportion de sa surface rédactionnelle que ne le fait le *Montréal-Matin*. En 1954, lorsque le journal appartient à Maurice Duplessis, la politique occupe 8,45 % de la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin*, soit la plus faible proportion enregistrée. Par contre, comme nous l'avons démontré, le contenu politique paraît plus partisan. En effet, différents procédés sont utilisés pour donner une bonne image du parti aux lecteurs du journal (agenda du chef, éditoriaux, nouvelles sympathiques en provenance de la tribune de la presse, communiqués, etc.) Nous avons identifié un cas semblable en 1934, lorsque Camillien Houde – ancien administrateur de *L'Illustration* – est candidat à la mairie

de Montréal. Pour l'occasion, près de la moitié du journal est mobilisée dans le but de soutenir cette candidature. En 1944 et en 1965, nous observons des éditoriaux favorables à l'Union nationale, mais le reste du journal semble conserver une certaine distance avec le réseau conservateur. Finalement, en 1974, nous ne décelons pas vraiment de préférence politique dans le *Montréal-Matin*.

En temps normal, ce qui distingue le *Montréal-Matin* de *La Presse*, c'est surtout l'importance accordée aux sports. Les actualités sportives occupent généralement beaucoup plus d'espace dans le *Montréal-Matin*, comme nous pouvons le voir dans le graphique suivant :

Graphique 6.3  
Évolution de la catégorie sports (% de la surface rédactionnelle)



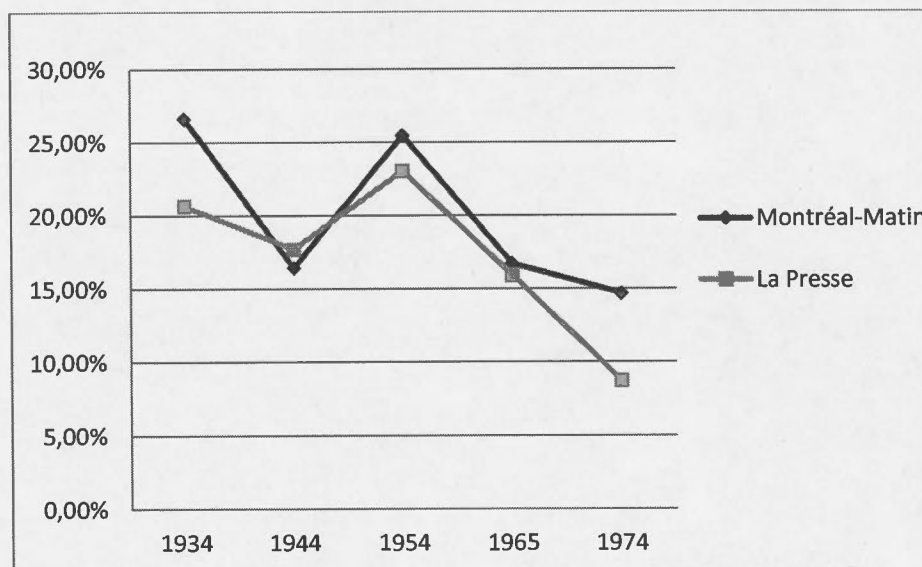
\*Données compilées par l'auteur

Déjà en 1934, *L'Illustration* accorde aux sports une proportion de sa surface rédactionnelle deux fois plus grande que ne le fait *La Presse*. Le taux de nouvelles sportives chute lors de la Deuxième Guerre mondiale pour ensuite augmenter sans

cesse dans le *Montréal-Matin*. D'ailleurs, en 1965 et en 1974, plus de la moitié du journal est consacrée aux sports, tandis que dans *La Presse*, le taux ne dépasse jamais 30 %. Rappelons qu'en 1974 le *Montréal-Matin* publie le dimanche un numéro « spécial sport » où le taux de cette catégorie avoisine alors 67 %. Les sports représentent donc clairement un sujet de prédilection dans le *Montréal-Matin*.

Également, on constate qu'en comparaison avec *La Presse*, le *Montréal-Matin* accorde en général une plus grande proportion de sa surface rédactionnelle à la catégorie des affaires judiciaires et des faits divers.

Graphique 6.4  
Évolution de la catégorie justice et faits divers (% de la surface rédactionnelle)



\*Données compilées par l'auteur

Cela est particulièrement vrai en 1934 et en 1974. D'autre part, nous observons qu'à partir de 1954, cette catégorie de sujets perd de l'importance tant dans le *Montréal-Matin* que dans *La Presse*. Dans le cas du quotidien de l'Union nationale, le recul des



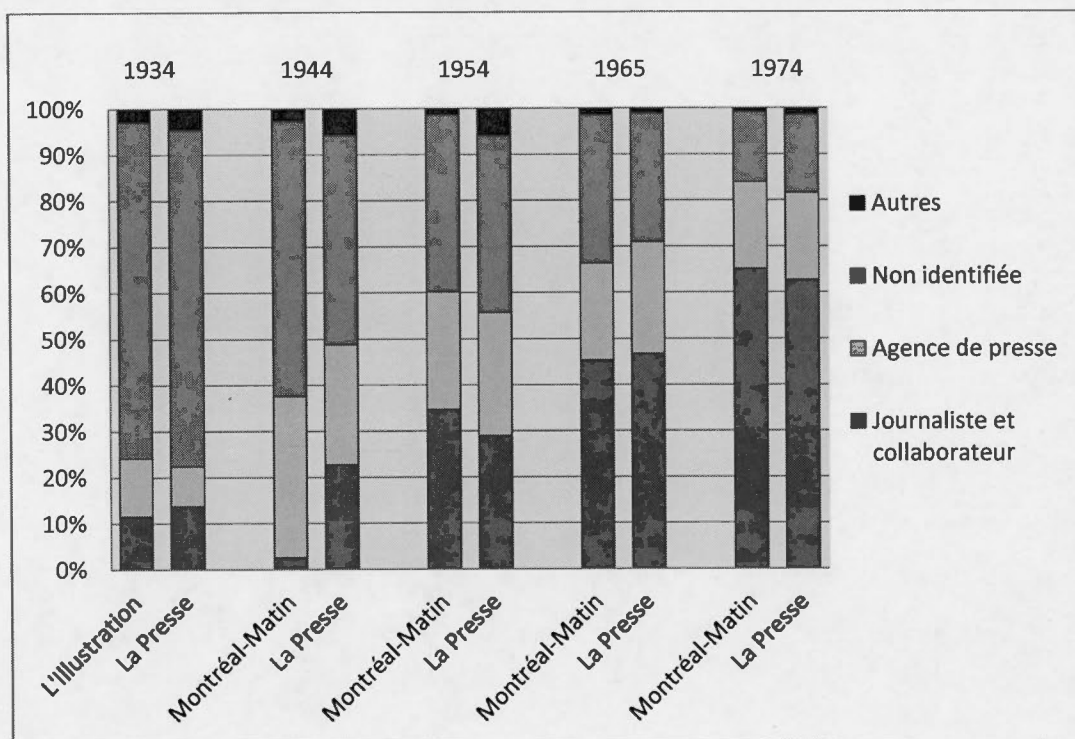
affaires judiciaires et des faits divers semble traduire une volonté d'offrir toujours plus de sports aux lecteurs.

Bref, le sujet dominant dans le *Montréal-Matin* est manifestement celui des sports, suivi par les faits divers et les affaires judiciaires. Ceci reflète la volonté de faire un journal populaire qui recrute un vaste lectorat.

#### 6.4 Les sources des articles

Intéressons-nous, maintenant, aux sources des différents éléments qui composent la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin* et de *La Presse*. Nous cherchons ici à vérifier les proportions des articles en provenance des journalistes et des collaborateurs du journal, des articles qui proviennent des agences de presse, des articles dont l'origine n'est pas identifiée et de ceux qui découlent d'une autre source. La catégorie « autres » comprend la correspondance du public, la reproduction d'articles d'autres journaux et les communiqués de presse émanant d'organisations de toutes sortes. Regardons d'abord les résultats obtenus lors de notre étude :

Graphique 6.5  
Les sources des articles (% de la surface rédactionnelle)



\*Données compilées par l'auteur

En observant le graphique précédent, on remarque que la provenance des articles est comparable dans les deux journaux – seule l'année 1944 présente quelques disparités.

En 1934, 72,89 % de la surface rédactionnelle de *L'Illustration* et 72,86 % de celle de *La Presse* ne sont pas identifiées. Dans le quotidien du matin, les photos sont rarement créditées et la plupart des articles sont anonymes. Seule Jovette-Alice Bernier, dans la page féminine, et quelques journalistes de la section des sports, notamment Jean Barrette et Louis-A. Larivée, signent leurs articles. Comme il s'agissait de noms connus à l'époque, sans doute ceux-ci étaient-ils invités à signer leurs textes afin que le journal puisse tirer profit de leur notoriété. Pour ce qui est des éditoriaux, bien que quelques-uns soient signés par Louis Francoeur, la plupart sont

anonymes. La règle de l'anonymat, fort répandue dans la presse anglophone de l'époque, semble donc avoir influencé la pratique journalistique à Montréal.

Les articles qui proviennent des agences de presse sont, pour leur part, identifiés. Dans la période de l'entre-deux-guerres, les trois plus grandes agences internationales sont Reuters, Havas et l'Associated Press (AP)<sup>31</sup>. Or, en 1934, *L'Illustration* n'est abonnée à aucune d'entre elles. Elle est plutôt affiliée à l'United Press (UP), qui est la principale concurrente de l'AP en Amérique du Nord. Précisons que l'UP était politiquement à droite et partisane des démocrates de Roosevelt, alors l'option conservatrice aux États-Unis<sup>32</sup>. Les articles de l'UP rapportent surtout des faits divers américains, mais ils traitent aussi de nouvelles politiques et d'actualité sportive. D'autre part, signalons qu'en 1934, *L'Illustration* n'est abonnée à aucune agence de presse nationale. *La Presse*, pour sa part, est abonnée à la Presse canadienne (PC) – elle le sera pendant l'ensemble de la période à l'étude – et à l'AP et l'UP.

En 1934, la catégorie « autres » est relativement élevée dans *L'Illustration* (2,99 %). Ceci est dû à la présence régulière de communiqués de différentes organisations ouvrières et au fait que le quotidien reproduit parfois des textes qui ont été publiés dans d'autres journaux – comme des éditoriaux de *L'Action catholique*. Dans *La Presse*, la catégorie « autres » englobe principalement le courrier du public.

En 1944, la catégorie « journalistes et collaborateurs » poursuit sa progression dans *La Presse* en occupant 22,76 % des sources de la surface rédactionnelle<sup>33</sup>, alors que

<sup>31</sup> Sur l'émergence des agences de presse internationales, voir Michael B. Palmer, *Des petits journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne*, Paris, Aubier, 1983, 352 p.

<sup>32</sup> Richard A. Schwarzlose, « Cooperative News Gathering », dans David Sloan et Lisa Mullikin Parcell, (dir.), *American Journalism : History, Principles, Practices*, Jefferson, McFarland & Company, 2002, p. 160.

<sup>33</sup> Précisons toutefois qu'en 1934 et 1944, certaines des signatures dans *La Presse* sont des pseudonymes. Voir Cyrille Felteau, *Histoire de La Presse*, tome II, Montréal, Éditions La Presse, 1984, p. 111.

dans le *Montréal-Matin*, elle chute de 11,48 % à 2,60 %. La surface occupée par les articles des agences de presse augmente quant à elle de 12,63 % à 35,07 % dans le *Montréal-Matin*. Ces changements sont directement liés au déroulement de la Deuxième Guerre mondiale. L'équipe du *Montréal-Matin* désire informer ses lecteurs des actualités militaires, mais contrairement à *La Presse*, elle ne possède pas de correspondant de guerre en Europe. Conséquemment, elle doit avoir recours aux textes et aux photos d'agences de presse, en particulier ceux de la British United Press (BUP), une filiale de l'UP. Mentionnons que le *Montréal-Matin* n'est toujours pas abonné à une agence de presse nationale. Ainsi, en 1944, ce sont surtout des articles liés à la politique internationale et aux affaires militaires qui sont tirées des agences de presse.

Dans les autres années analysées, la majeure partie de la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin* est identifiée. En 1954, 34,67 % de l'espace relève du travail des journalistes et des collaborateurs du journal. La proportion de la catégorie « journaliste et collaborateur » a donc rattrapé, et même dépassé, celle qu'on enregistre à *La Presse* (28,99 %). Dans le journal de l'Union nationale, ce sont surtout les articles des pages sportives et ceux des autres sections spécialisées qui sont signés par les journalistes. D'autre part, rappelons que le nom des photographes est dorénavant indiqué en dessous de la plupart des photos. Les éditoriaux demeurent anonymes, tout comme la majorité des articles plus généraux des premières pages. Les agences de presse occupent moins d'espace dans le *Montréal-Matin* en 1954. La principale agence affiliée au journal est toujours l'United Press et sa filiale londonienne (la BUP). Finalement, signalons que le *Montréal-Matin* reproduit encore à l'occasion des articles d'autres journaux, par exemple de *L'Action catholique*<sup>34</sup>. Ceux-ci se trouvent normalement dans la page éditoriale.

---

<sup>34</sup> *Montréal-Matin*, 12 avril 1954, p. 4.

En 1965 et en 1974, la catégorie « journalistes et collaborateurs » continue de progresser dans les deux journaux. En 1974, elle occupe 65,06 % de la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin* et 62,71 % de celle de *La Presse*. Dans le *Montréal-Matin*, les sources de provenance non identifiées déclinent à 32,14 % en 1965, puis à 15,12 % en 1974. Contrairement aux années précédentes, les éditoriaux sont signés. En 1965, ils sont généralement écrits par Lucien Langlois et par Joseph Bourdon, tandis qu'en 1974, l'éditorialiste en chef est Marc Laurendeau. La surface occupée par les articles rédigés par des agences de presse continue de diminuer dans les deux journaux. Dans le *Montréal-Matin*, elle occupe environ 20 % de l'espace rédactionnel en 1965 et en 1974. Les principales agences sont l'United Press International<sup>35</sup> (UPI) et l'Agence France-Presse (AFP). En 1974, le *Montréal-Matin* est abonné pour la première fois à une agence nationale, soit l'agence Presse canadienne (PC).

Insistons sur certaines caractéristiques liées à la provenance des éléments qui composent la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin*. Au départ, le journal est en grande partie anonyme. Les textes des journalistes sont rarement signés, mais ceux des agences de presse sont identifiés. En 1944, le *Montréal-Matin* a souvent recours aux agences de presse pour tout ce qui concerne la Deuxième Guerre mondiale. Puis, à partir de 1954, les photos et les articles produits par des journalistes sont de plus en plus souvent mentionnés, ce qui fait chuter la proportion de sources non identifiées. La situation est donc semblable à ce que l'on retrouve dans *La Presse*. Seule l'année 1944 présente des différences notables entre les deux quotidiens. Le *Montréal-Matin* utilise alors plus souvent les articles des agences de presse, et une plus grande part de sa surface demeure de sources non identifiées. Malgré cela, dès 1954, les proportions occupées par les différentes catégories sont de nouveau comparables dans les deux quotidiens.

---

<sup>35</sup> L'UPI est née en 1959 de la fusion de l'UP et de l'International News Service (INS).



D'autre part, la catégorie « autres » est normalement plus élevée dans *La Presse* que dans le *Montréal-Matin*. Cette situation s'explique par une plus grande surface accordée au courrier des lecteurs, ainsi qu'à la présence de textes des « correspondants locaux ». Ceux-ci sont des citoyens ou des journalistes qui ne sont pas engagés par le journal et qui envoient des articles concernant leur ville ou leur région afin de présenter les actualités récentes – il s'agit d'une vieille pratique qui existe déjà au XIX<sup>e</sup> siècle. Alors qu'on retrouve plusieurs des textes de ces correspondants locaux à *La Presse* entre 1934 et 1954, ils sont très peu nombreux au *Montréal-Matin*. Ceci tend à confirmer notre hypothèse selon laquelle le *Montréal-Matin* a des visées moins régionales lors de cette période.

\*\*\*

Au terme de cette analyse, quelles sont les principales caractéristiques qui permettent de distinguer le contenu du *Montréal-Matin* de celui de *La Presse*? D'abord, le *Montréal-Matin* accorde généralement plus d'importance au genre journalistique « commenté » que ne le fait *La Presse*. Les opinions sont plus nombreuses dans le journal du matin, mais elles ne concernent pas exclusivement la politique; plusieurs chroniques d'opinions trouvent en effet leur place dans les pages sportives du journal. D'autre part, les rubriques de servitude, et surtout les divertissements, occupent de plus grandes proportions dans le *Montréal-Matin*.

Le *Montréal-Matin* fait aussi du sport un élément central de son identité. Si on fait exception de 1944, les sports occupent plus d'espace dans le *Montréal-Matin* que dans *La Presse*. Lors des dernières décennies, plus de la moitié du journal est consacré aux actualités sportives. Les faits divers et les affaires judiciaires sont, eux aussi, généralement plus présents dans le *Montréal-Matin* que dans *La Presse*. En contrepartie, cette dernière accorde plus d'espace aux affaires économiques et, contrairement à ce que l'on aurait pu penser, à la politique.

Nous constatons que la formule des quatre S (sexe, sang, sport et spectacle), qui a fait le succès du *Journal de Montréal* à la fin des années 1960, était déjà partiellement utilisée dans le *Montréal-Matin*. Dès 1934, *L'Illustration* accorde beaucoup d'espace aux sports et aux faits divers (en particulier aux meurtres et aux autres crimes). Et en 1974, le sexe y est très présent. Par contre, il vaudrait peut-être mieux parler des trois S, car les arts et spectacles n'ont jamais réellement été prépondérants dans les pages du *Montréal-Matin*<sup>36</sup>.

La présence importante de divertissements, de sports et de faits divers sert à attirer les lecteurs au *Montréal-Matin*. Le public cible ne semble pas, à première vue, intéressé par les grandes questions politiques, économiques et sociales. Les lecteurs choisissent avant tout le *Montréal-Matin* pour les divertissements, les sports et les faits divers qu'on y retrouve en abondance. Ce sont des caractéristiques associées à la presse d'information populaire. Ces éléments rendent le journal attrayant et, par le fait même, renforcent sa fonction commerciale.

Tout au long de son existence, le *Montréal-Matin* accorde une grande attention aux actualités locales. Toutefois, en 1974, l'administration du journal semble vouloir élargir sa zone d'influence à l'ensemble de la province, ce qui fait que les actualités québécoises occupent alors autant d'espace que les actualités montréalaises.

Notre analyse permet de noter que les genres journalistiques et les aires géographiques sont harmonisés en 1974 dans les deux quotidiens montréalais de Gesca. Qui plus est, les deux journaux sont abonnés aux mêmes fils de presse. Seule la considération accordée aux différentes catégories de sujets distingue alors réellement le *Montréal-Matin* de *La Presse*. Pourtant, comme nous l'avons vu dans le

---

<sup>36</sup> Rappelons-nous cependant qu'en 1933, Eugène Berthiaume s'était plaint à Lucien Dansereau qu'il y avait trop de « potins cinématographiques » dans *L'Illustration*. On peut penser que si nous avions analysé le contenu du journal lors de ses trois premières années d'existence, le « S » de spectacle aurait été plus présent.

quatrième chapitre, l'un des objectifs de Paul Desmarais, en se portant acquéreur du *Montréal-Matin*, était de concurrencer le *Journal de Montréal*. Pourquoi alors le *Montréal-Matin* délaisse-t-il les divertissements et les actualités locales pour adopter une formule comparable à celle de *La Presse*?

Par ailleurs, l'appartenance du journal à l'Union nationale n'est généralement pas facilement perceptible. Dans les années analysées, l'influence du parti ne se fait clairement sentir qu'en 1954. Lors des autres années, à part quelques éditoriaux en faveur de l'Union nationale, rares sont les signes du lien qui unit le journal et la formation politique. Nous pensons qu'il y a une certaine maniabilité dans le *Montréal-Matin*. La plupart du temps, il se présente comme un journal d'information populaire, largement illustré et spécialisé dans les sports, et non pas comme un journal de parti. D'ailleurs, rappelons-le, le quotidien n'est jamais identifié officiellement comme l'organe de l'Union nationale. Cela dit, lorsque la situation l'exige, le journal alloue une plus grande place à la politique et est mobilisé pour défendre les intérêts du parti.

## CHAPITRE VII

### LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DES ÉLECTIONS PROVINCIALES

Si l'histoire d'entreprise a montré que le *Montréal-Matin* a longtemps été associé de près à l'Union nationale, l'analyse de contenu du chapitre précédent a pour sa part révélé que le journal ne jouait que de manière ponctuelle la carte de la partisanerie. Que ce soit sous la propriété d'Eugène Berthiaume (1930-1946), des chefs de l'Union nationale (1947-1972) ou encore de Gesca (1973-1978), la fonction commerciale et la fonction informative ont généralement prévalu. Dans ses opérations quotidiennes, le *Montréal-Matin* apparaît comme un journal d'information populaire, abondamment illustré et spécialisé dans les sports, plutôt que comme un journal partisan. Peu d'espace est alloué à la politique et, à l'exception de la page éditoriale, rares sont les traces d'une quelconque affiliation entre le quotidien et l'Union nationale. Toutefois, quelle attitude adopte le *Montréal-Matin* dans le contexte des élections provinciales? Est-ce que le journal continue de faire preuve de discrétion dans sa façon d'appuyer l'Union nationale ou, au contraire, affiche-t-il davantage sa partisanerie? Si tel est le cas, quelle forme prend cette partisanerie? Pour répondre à ces questions, nous analysons la couverture médiatique du journal lors des élections provinciales au Québec.

Quatorze campagnes électorales provinciales ont eu lieu au Québec entre 1930 et 1978. Dans le cadre de notre étude, nous avons choisi d'analyser la couverture du *Montréal-Matin* lors d'une campagne électorale sur deux. De plus, nous limitons notre analyse à la première et à la dernière semaine de chaque élection. Tous les numéros de notre corpus ont fait l'objet d'une lecture exhaustive afin d'examiner le traitement que l'on accorde aux campagnes électorales dans le *Montréal-Matin*.

## 7.1 Présentation des campagnes électorales

Les campagnes électorales analysées dans ce chapitre sont celles qui ont eu lieu en 1931, 1936, 1944, 1952, 1960, 1966 et 1973. Le tableau ci-dessous en indique les dates et les résultats.

Tableau 7.1  
Les campagnes électorales provinciales analysées

Campagnes électorales	Dates	Nombre de sièges obtenus par l'Union nationale	Nombre de sièges obtenus par le Parti libéral	Nombre de sièges obtenus par les autres partis
1931	30 juillet au 24 août	11	79	0
1936	10 juillet au 17 août	76	14	0
1944	29 juin au 8 août	48	37	6
1952	28 mai au 16 juillet	68	23	1
1960	27 avril au 22 juin	43	51	1
1966	18 avril au 5 juin	56	50	2
1973	25 septembre au 29 oct.	0	102	8

\* D'après les statistiques compilées par Pierre Drouilly<sup>1</sup>

Les trois premières campagnes étudiées se sont déroulées à l'époque où le journal appartenait à Eugène Berthiaume. Ce dernier, rappelons-le, considérait que son journal le rendait influent et qu'éventuellement, il pourrait en retirer quelque avantage. Convaincu que les libéraux provinciaux cherchaient à nuire à ses affaires, il avait demandé à ses représentants de marchander l'appui du journal au camp conservateur.

En 1931, le Parti conservateur du Québec végète dans l'opposition depuis 34 ans; les libéraux ont remporté sans difficulté les neuf élections générales précédentes. Toutefois, les conservateurs connaissent un regain d'espoir depuis que le maire de Montréal, Camillien Houde, a été élu à la tête du parti en 1929. Ils sont également

<sup>1</sup> Pierre Drouilly, *Statistiques électorales du Québec. 1867-1989*, 3<sup>e</sup> édition, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, 1990.



encouragés par la victoire récente des conservateurs de Richard B. Bennett au fédéral. Pour la première fois depuis de nombreuses années, ils croient en leurs chances de remporter une élection. La campagne électorale de 1931 est marquée par la crise économique : Houde condamne l'ineptie du gouvernement Taschereau, tandis que les libéraux insistent sur la stabilité et l'expérience que représente leur gouvernement pour passer au travers de la crise<sup>2</sup>. Il s'agit d'une campagne électorale particulièrement intéressante pour notre analyse, puisqu'en 1931, Houde est le « locataire » des actions et le patron temporaire de *L'Illustration*.

Le 24 août 1931, les libéraux obtiennent un dixième mandat. Après sa défaite, Houde quitte la direction du Parti conservateur du Québec; Maurice Duplessis le remplace en 1933. Pour la campagne électorale de 1935, les conservateurs forment une alliance avec l'Action libérale nationale de Paul Gouin. L'alliance Gouin-Duplessis obtient alors plus de votes que les libéraux, mais ces derniers font élire un plus grand nombre de députés et sont reportés au pouvoir. Au printemps de 1936, l'opposition convoque le Comité des comptes publics de l'Assemblée législative. Lors des séances, Duplessis met en lumière la corruption du gouvernement libéral. Entaché par les différents scandales rendus publics, le premier ministre Taschereau démissionne le 11 juin 1936 et il est remplacé par Adélard Godbout. Quelques semaines plus tard, Godbout dissout la Chambre et de nouvelles élections sont annoncées. Entretemps, les conservateurs et les actionnistes fusionnent pour former l'Union nationale. Le 17 août, la nouvelle formation politique dirigée par Duplessis est élue avec une forte majorité de députés.

Quant à *L'Illustration*, rappelons que le journal a traversé en 1936 une crise qui a failli entraîner sa fermeture. La compagnie éditrice a été poursuivie en justice par Houde et d'autres créanciers qui en demandaient la liquidation. Selon les

---

<sup>2</sup> Paul-André Linteau et coll., *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 123.

administrateurs de l'époque, cette manœuvre a été orchestrée par Pamphile du Tremblay et les libéraux provinciaux. Il sera donc intéressant de voir quelle a été la réaction du journal lors des élections qui ont eu lieu quelques mois plus tard.

Après un premier mandat, l'Union nationale est défaite par les libéraux aux élections de 1939. Ces derniers avaient reçu de l'aide d'Ottawa : Ernest Lapointe et les autres ministres québécois du gouvernement Mackenzie King avaient menacé de démissionner en bloc si Duplessis était réélu, ce qui aurait laissé les Canadiens français sans représentants au gouvernement fédéral pour s'assurer que la promesse qui leur avait été faite de ne pas imposer la conscription soit respectée. Durant leur mandat, les libéraux de Godbout adoptent plusieurs mesures réformistes : le droit de vote des femmes, la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à quatorze ans, la création d'Hydro-Québec<sup>3</sup>, etc. Par contre, le gouvernement King tient un plébiscite national en 1942 demandant aux Canadiens la permission de revenir sur sa promesse de 1939 et d'imposer la conscription si nécessaire – les Québécois votent non à 72 %, mais les Canadiens votent oui à 63,7 %. Les élections québécoises de 1944 se déroulent donc dans le contexte de la crise de la conscription. Les libéraux insistent sur leur bilan, tandis que l'Union nationale et le Bloc populaire canadien misent sur le sentiment anticonscriptionniste. À cette lutte à trois s'ajoutent plusieurs tiers partis, dont le principal est la Fédération du Commonwealth coopératif (FCC), un parti de tendance socialiste.

Rappelons qu'en 1944, la compagnie éditrice du *Montréal-Matin* éprouve de sérieux problèmes financiers. Eugène Berthiaume et Jacques-Narcisse Cartier sont à la recherche de financement politique pour les aider à produire le journal. Ils se tournent d'abord du côté de leurs alliés naturels, mais comme la situation est désespérée, ils vont même jusqu'à tenter un rapprochement avec les libéraux fédéraux. Au

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 143.

provincial, Cartier entretient peu de relations avec l'Union nationale, puisqu'il croit que la campagne se jouera entre les libéraux et le Bloc populaire. C'est effectivement ce que laissent présager les intentions de vote à l'époque; d'après un sondage Gallup réalisé en juillet 1944, le Parti libéral récoltait 37 %, le Bloc populaire 27 % et l'Union nationale 14 %<sup>4</sup>. Contre toute attente, Duplessis réussit à reprendre le pouvoir.

Pour mener la campagne de 1952, l'Union nationale dispose d'un budget de cinq millions de dollars. Comme l'explique Alain Lavigne, cela permet au parti d'envahir les radios, d'acheter de la publicité chaque jour dans les journaux et de jalonner les routes de panneaux-réclames<sup>5</sup>. Le 16 juillet, l'Union nationale est réélue avec une forte majorité.

En 1960, l'Union nationale est au pouvoir depuis seize ans. Le parti a toutefois été ébranlé par la mort de Duplessis, le 7 septembre 1959, et par celle de Paul Sauvé, le 2 janvier 1960. Le nouveau chef, Antonio Barrette, ne fait pas l'unanimité et des conflits l'opposent aux principaux organisateurs du parti. De plus, l'Union nationale est confrontée à plusieurs allégations de corruption. Les libéraux, pour leur part, choisissent un nouveau chef : Jean Lesage, un ancien ministre fédéral du cabinet St-Laurent. En vue des élections, Lesage recrute des candidats de prestige, comme l'avocat Paul-Gérin Lajoie et le journaliste René Lévesque. Sous le slogan « C'est l'temps qu'ça change », les libéraux proposent plusieurs réformes et la création de nouveaux ministères. Le 22 juin, ils sont portés au pouvoir.

Le Parti libéral est réélu avec une forte majorité aux élections du 14 novembre 1962. Le deuxième mandat des libéraux est caractérisé par la nationalisation de plusieurs

<sup>4</sup> Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*, tome 4, Québec, Septentrion, 1997, p. 318.

<sup>5</sup> Alain Lavigne, *Duplessis. Pièce manquante d'une légende. L'invention du marketing politique*, Québec, Septentrion, 2012, p. 106.

compagnies d'électricité, la création du ministère de l'Éducation et la mise sur pied de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Par contre, dans les mois qui précèdent l'élection générale de 1966, le gouvernement Lesage est aux prises avec de nombreux conflits de travail dans la fonction publique. L'Union nationale, de son côté, essaie de tirer profit de l'insatisfaction de certaines couches de la population<sup>6</sup>. Aux élections de 1966, le parti dirigé par Daniel Johnson opte pour une campagne décentralisée et ne cible qu'une soixantaine de circonscriptions<sup>7</sup>. Par ailleurs, les libéraux et les unionistes doivent composer avec la présence de deux tiers partis indépendantistes : le Ralliement national (RN) et le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Johnson tente lui aussi de séduire l'électorat souverainiste avec son projet « égalité ou indépendance ». Durant la campagne, il explique qu'il tentera de conclure une nouvelle entente avec le reste du Canada à propos d'un meilleur partage des pouvoirs, mais qu'en cas de refus, le Québec sera forcé d'envisager l'option indépendantiste. Finalement, Johnson gagne son pari et l'Union nationale est élue avec une faible majorité.

Aux élections de 1970, l'Union nationale, alors dirigée par Jean-Jacques Bertrand, est battue par les libéraux de Robert Bourassa. Quelques mois plus tard, Gabriel Loubier est choisi comme nouveau chef unioniste. Comme il ne s'entend pas avec les principaux dirigeants du *Montréal-Matin* et que son parti a besoin de liquidités, il décide, en 1972, de vendre le journal à un groupe d'actionnaires mené par Régent Desjardins. Un an plus tard, le *Montréal-Matin* est à nouveau vendu, cette fois à l'homme d'affaires Paul Desmarais. Cette transaction a lieu un mois seulement avant le déclenchement de l'élection générale de 1973. Au début de celle-ci, Luc Beauregard vient tout juste d'être embauché comme président-éditeur et il n'a pas encore apporté la plupart des changements que nous avons présentés au chapitre

---

<sup>6</sup> Paul-André Linteau et coll., *op. cit.*, p. 652.

<sup>7</sup> Pierre Godin, *Daniel Johnson. 1964-1968, la difficile recherche de l'égalité*, tome 2, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1980, p. 82.

quatre. Des membres de l'ancienne administration travaillent toujours au journal, dont Paul Gros d'Aillon et Joseph Bourdon qui participent à la rédaction de la page éditoriale. Au même moment, Marc Laurendeau fait ses débuts comme échohier. Bref, le *Montréal-Matin* est alors en pleine période de transition.

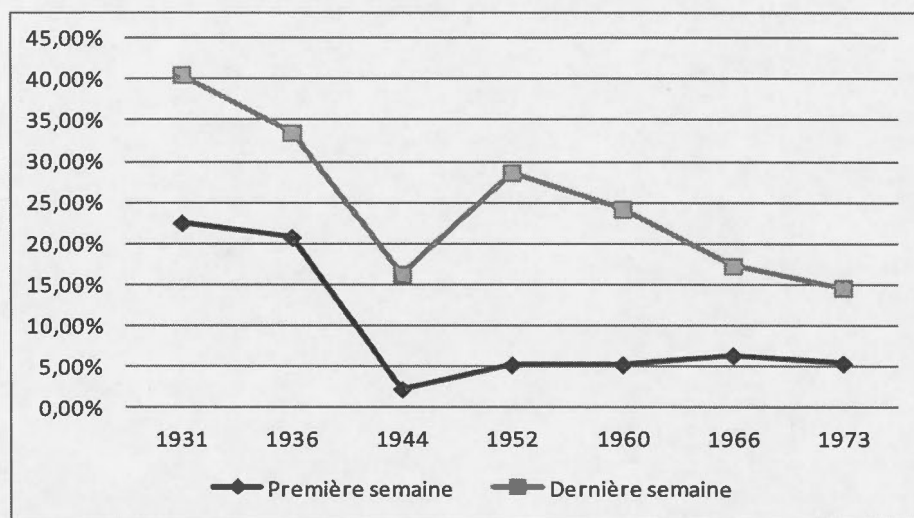
Quatre adversaires s'affrontent lors des élections de 1973 : les libéraux de Robert Bourassa, les unionistes de Gabriel Loubier, les péquistes de René Lévesque et les créditistes d'Yvon Dupuis. La question nationale du Québec est l'un des principaux enjeux de cette campagne. S'il est élu, le Parti Québécois propose d'entreprendre des négociations avec Ottawa dans le but de rapatrier les pouvoirs fédéraux et d'organiser un référendum pour soumettre aux Québécois un projet de constitution. Le Parti libéral, pour sa part, tente de s'imposer comme le choix des fédéralistes et mise sur l'économie et la création d'emplois. Finalement, les libéraux sont réélus avec une très forte majorité, alors que l'Union nationale ne fait élire aucun candidat.

## 7.2 L'espace alloué aux élections

L'analyse du contenu rédactionnel a révélé qu'en temps normal – lorsqu'il n'y a pas de campagne électorale au Québec –, le *Montréal-Matin* accordait peu d'espace à la politique. Examinons plus spécifiquement cette fois l'espace qui a été consacré aux élections lors de la première et la dernière semaine de chaque campagne électorale analysée.



Graphique 7.1  
Espace alloué aux élections dans le *Montréal-Matin*  
(% de la surface imprimée)



\* Données compilées par l'auteur

C'est durant les campagnes électorales de 1931 et de 1936, donc sous la gouverne de Berthiaume, que le journal accorde la plus grande proportion de son espace aux élections. Pendant la dernière semaine de la campagne, le pourcentage atteint 41 % en 1931 et 34 % en 1936. *L'Illustration* compte alors en moyenne respectivement 20 et 24 pages. C'est dire que durant la dernière semaine de la campagne électorale de 1931, le journal alloue aux élections environ huit pages sur vingt. Celles-ci sont insérées au début du journal; la seconde partie étant réservée aux sections spécialisées, dont les actualités sportives qui demeurent fort nombreuses. En 1931 et en 1936, la manchette principale et l'éditorial sont consacrés presque chaque jour aux élections.

L'espace attribué aux élections chute toutefois radicalement en 1944. Durant la première semaine, très peu d'articles sont publiés sur le sujet. En effet, seulement 2 % de la surface du journal traite alors des élections, ce qui représente environ un quart

de page par jour. Même l'annonce de la campagne électorale est discrète. Contrairement aux campagnes de 1931 et de 1936 où *L'Illustration* avait consacré sa première page au déclenchement des élections, cette fois, elles ne sont annoncées que dans le bandeau du journal. Le reste de la une est composée d'actualités militaires.

Dans les numéros suivants, l'espace alloué aux élections est toujours aussi restreint. Le 30 juin 1944, la première page concerne le siège de la ville de Caen et les avancées des troupes soviétiques, tandis que l'éditorialiste s'intéresse à la fête de la Confédération. Ensuite, le 3 juillet, les grands titres portent sur la guerre et sur les noyades survenues à Montréal durant la fin de semaine de trois jours. Dans le journal, les articles traitent de la guerre et de la canicule qui frappe la province. Le 4 juillet, la première page concerne les actualités militaires et le principal événement politique traité dans les pages intérieures est la démission de T.-D. Bouchard comme sénateur fédéral. Le désintérêt du *Montréal-Matin* à l'égard des élections se poursuit tout au long de la première semaine. Les manchettes et les principaux articles traitent de la guerre, mais également de faits divers comme la pénurie de crème glacée et l'achalandage aux plages. Aucun journaliste ne semble attiré à la couverture de la campagne électorale. L'éditorialiste demeure lui aussi discret, tout comme le caricaturiste, qui préfère dessiner sur le thème de la guerre.

Faut-il voir là une indifférence généralisée de la part de l'équipe du journal ou un silence imposé par la direction? Cette dernière hypothèse nous semble la plus probable, puisqu'en contexte de crise de la conscription, les lecteurs du journal ne devaient pas être indifférents à la campagne électorale et aux enjeux qui y étaient discutés. D'ailleurs, au même moment, des quotidiens montréalais comme *La Presse*, *La Patrie* et *Le Canada* offraient une couverture régulière de la campagne. Pourquoi alors le *Montréal-Matin* demeurerait-il discret par rapport aux élections? Il est permis de croire que Berthiaume et Cartier, toujours à la recherche d'une source de financement politique, n'avaient pas encore conclu d'entente financière avec l'un ou

l'autre des partis en lice. En attendant que l'un des partis propose d'acheter l'appui du journal, ils jugeaient sans doute préférable que le *Montréal-Matin* conserve ses distances.

L'espace alloué aux élections est plus important lors de dernière semaine de la campagne électorale de 1944. Néanmoins, la proportion demeure largement en dessous de celles enregistrées en 1931 et en 1936. Il s'agit d'un sujet secondaire dans le journal. Les manchettes et la plupart des éditoriaux concernent la guerre et la grève des tramways à Montréal.

Les campagnes électorales suivantes occupent plus d'espace dans le *Montréal-Matin*. Pendant la première semaine des campagnes de 1952, de 1960 et de 1966, environ 5 % de la surface du journal est consacré aux élections. Ensuite, les proportions augmentent considérablement pendant la dernière semaine. En 1952 et en 1960, la proportion de la surface du journal attribuée aux élections est cinq fois plus grande que pendant la première semaine. Celles-ci occupent plusieurs pages du journal et elles sont régulièrement abordées en manchettes et dans les pages éditoriales. De plus, comme nous le verrons, les publicités électorales sont abondantes.

Dans les premiers jours de la campagne de 1973, quelques articles sur les élections sont publiés quotidiennement dans le *Montréal-Matin*. Par contre, à partir du 29 septembre, ce thème est relégué au second plan par l'arrestation en France du criminel Jacques Mesrine. Ensuite, dans la semaine du 23 au 29 octobre 1973, la surface du journal accordée aux élections augmente de 5,32 % à 14,5 %.

Bref, à l'exception de la campagne électorale de 1944, les élections sont largement couvertes dans le *Montréal-Matin*. Celles-ci sont essentiellement abordées dans les premières pages du journal et dans les éditoriaux. Les sections spécialisées, quant à elles, demeurent généralement apolitiques. On note néanmoins quelques exceptions.

Par exemple, lors des campagnes électorales de 1931 et de 1936, le responsable de la page ouvrière écrit parfois des textes d'opinion où il incite les ouvriers à voter pour le Parti conservateur et pour l'Union nationale<sup>8</sup>. En 1952, la politique et le sport se croisent directement : la campagne électorale est abordée à quelques reprises dans la section des sports, puisque Buddy O'Connor, un ancien joueur des Canadiens de Montréal, se présente pour l'Union nationale dans la circonscription de Verdun. Pour l'occasion, d'autres joueurs de hockey, dont Maurice Richard, font du bénévolat pour lui, ce qui ne manque pas d'attirer l'attention des journalistes sportifs<sup>9</sup>.

### 7.3 La position officielle du journal

Habituellement, le *Montréal-Matin* prend officiellement position pendant les campagnes électorales provinciales. Le choix du journal est exprimé et défendu par l'éditorialiste.

En 1931, *L'Illustration* accorde son appui au Parti conservateur dès la première journée de la campagne électorale. En manchette, on affirme sans ambages que les libéraux sont corrompus et que Camillien Houde sera élu premier ministre du Québec. L'éditorialiste, pour sa part, témoigne de la confiance qui règne dans les rangs conservateurs et formule le souhait de voir le gouvernement Taschereau défait :

Cette fois ce n'est plus une opposition gémissante et condamnée par avance à la défaite, mais c'est une formidable armée qui attend depuis longtemps le signal du combat, qui a préparé partout ses positions et qui va renverser le régime vermoulu, gâté jusqu'aux moelles, qui gouverne la province depuis 34 ans. [...] Le gouvernement Taschereau se présente devant l'électorat, pris de panique devant le scandale de la Beauharnois. Le gouvernement Taschereau a peur de l'enquête sur la Commission des

<sup>8</sup> J.E.A. Pin, « Le devoir des ouvriers », *L'Illustration Nouvelle*, 15 août 1936, p. 14.

<sup>9</sup> « Maurice Richard fait appel aux électeurs », *Montréal-Matin*, 10 juillet 1952, p. 27.

liqueurs. Il a peur de l'enquête sur la construction du pont Jacques-Cartier entre Montréal et Longueuil, et qu'on sache où est allé le \$8,000,000 de différence entre les estimés de \$11,000,000 et le coût de \$19,000,000 [...] Lorsque le régime est venu au pouvoir en 1897, notre race et notre province possédai[en]t la très grande majorité de ses forêts et la presque totalité de ses pouvoirs hydrauliques et de ses mines. Après 34 années, ce régime a vendu la presque totalité de nos forêts exploitables, non à des Canadiens français, mais à des capitalistes de New York qui ont ruiné nos forêts, réalisé des centaines de millions, pendant que le Canadien français se contentait du métier de bûcheron à \$2.00 par jour, puis maintenant seulement \$1.00 ou \$0.50<sup>10</sup>.

L'éditorialiste présente ensuite des statistiques pour montrer que les mesures libérales ont nui au développement du Québec dans plusieurs domaines, dont celui de l'agriculture.

Le même discours nationaliste est maintenu dans la page éditoriale tout au long de la campagne. L'éditorialiste répète à plusieurs reprises que le régime libéral est corrompu et que le Québec a besoin de changement. Selon lui, le premier ministre Taschereau est le grand responsable des nombreux scandales qui affligent la province. Le 22 août, il incite une dernière fois les lecteurs à voter pour les conservateurs et à participer ainsi à la défaite libérale :

Électeurs qui en avez assez d'un régime d'exploitation du pauvre, de favoritisme du riche; d'un régime de tyrannie, et d'autocratie! Votez lundi, votez de bonne heure, pour les candidats d'un parti comme celui que M. Camillien Houde personnifie, qui nous débarrassera de l'oppression, de la persécution, de toutes les bassesses et de toutes les saletés. Quelle que soit la sympathie personnelle que vous pourrez avoir à l'égard d'un candidat libéral, mettez-la de côté dans les circonstances très graves que nous traversons. Songez que chaque vote donné à un candidat libéral est un vote donné pour assurer le maintien au pouvoir de l'effroyable régime de Taschereau et de ses amis. Ne laissez pas à votre voisin le soin de tuer à lui seul le monstre qui nous menace, aidez-lui de

---

<sup>10</sup> « Enfin!! », *L'Illustration*, 31 juillet 1931, p. 9.



vosre croix sur le bulletin : c'est la meilleure façon de l'assommer à tout jamais<sup>11</sup>.

En 1936, *L'Illustration Nouvelle* reprend sensiblement la même position éditoriale et accorde son appui à l'Union nationale. Dans ses éditoriaux, Adrien Arcand attaque avec virulence les libéraux. Il s'en prend principalement à Adélard Godbout en tentant de l'associer aux scandales du gouvernement sortant. Le 11 juillet, il écrit : « Des débris du régime effondré, on a vu surgir un de ses membres et complices, M. Adélard Godbout, comme instrument d'une tentative de reconstruction de la Clique et d'escamotage renouvelé du pouvoir<sup>12</sup>. » Selon Arcand, le chef libéral n'est pas sincère lorsqu'il propose d'apporter des changements dans la façon de gouverner<sup>13</sup>. À d'autres occasions, il critique les réalisations passées de Godbout. Par exemple, il soutient que l'ancien ministre de l'Agriculture a participé à la création d'un trust du lait<sup>14</sup>. Ensuite, au cours de la dernière semaine de la campagne, Arcand met en garde les lecteurs contre les fraudes électorales que ne manqueront pas de commettre selon lui les libéraux<sup>15</sup>.

En 1936, *L'Illustration Nouvelle* recourt à d'autres moyens pour exprimer son appui à l'Union nationale. Par exemple, durant la dernière semaine, le journal reproduit dans ses pages le *Catéchisme des électeurs*. Rappelons que des membres de *L'Illustration* ont participé à la rédaction de cet outil de propagande de l'Union nationale. Sous forme de questions-réponses, ce petit livre expliquait aux électeurs pourquoi ils devaient voter contre les libéraux et pour l'Union nationale. Par exemple, à la question « Quel est donc le moyen de se débarrasser à la fois des puissances d'argent,

<sup>11</sup> « Il faut tuer le monstre! », *L'Illustration*, 22 août 1931, p. 5.

<sup>12</sup> « M. Godbout a eu un mois pour prouver sa sincérité, mais il a refusé d'agir », *L'Illustration Nouvelle*, 11 juillet 1936, p. 4.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> « M. Godbout a prouvé qu'il est plus dangereux que M. Taschereau », *L'Illustration Nouvelle*, 13 juillet 1936, p. 4.

<sup>15</sup> « En garde, d'ici à lundi soir, contre le banditisme de la Clique en panique », *L'Illustration Nouvelle*, 15 août 1936, p. 4.

des trusts, de leur influence et des politiciens qui leur sont asservis? », le *Catéchisme* répond : « Le seul moyen de se débarrasser à la fois des puissances d'argent, des trusts, de leur influence et des politiciens qui leur sont asservis est de renverser le régime Taschereau. » Chaque jour, une page complète du journal est réservée à la diffusion du *Catéchisme*; le journal se fait ainsi le relais de la propagande de l'Union nationale.

Le jour du vote, *L'Illustration Nouvelle* demande une dernière fois à ses lecteurs de voter pour l'Union nationale. Arcand écrit que « trompé par de mauvais gouvernants, égaré par de mauvais bergers, ruiné par de mauvais intendants, tout le peuple canadien-français se lève, aujourd'hui, pour refaire sa vie nationale, pour nettoyer sa maison qu'on a salie [et] pour punir ceux qui lui ont fait du mal<sup>16</sup> ». Puis, après avoir rappelé que le gouvernement sortant a donné aux entreprises étrangères les ressources naturelles de la province et « pillé » le trésor public, il invite les lecteurs à participer à la victoire unioniste : « Soyez, ce soir, avec les triomphateurs, avec les héros du peuple, avec ceux qui ont crevé les mauvais abcès d'une corruption qui nous minait, soyez dans les cortèges de victoire de l'Union nationale. [...] Votez pour la propreté, pour la justice, pour la vérité, pour le progrès, pour l'Union nationale<sup>17</sup>. »

La position de *L'Illustration* ne fait donc aucun doute en 1931 et en 1936. Au nom du journal, l'éditorialiste accorde officiellement son appui aux conservateurs et aux unionistes. La plupart des éditoriaux attaquent l'intégrité des libéraux et insistent sur l'importance de mettre fin à la corruption et aux scandales du régime libéral. La cible prioritaire de l'éditorialiste est le chef du Parti libéral, qui est présenté comme un politicien vénal et sans scrupule.

---

<sup>16</sup> « Debout les patriotes. Chassez les voleurs! », *L'Illustration Nouvelle*, 17 août 1936, p. 1.

<sup>17</sup> *Ibid.*

La situation est toutefois différente à l'élection de 1944 qui, comme nous l'avons vu, reçoit peu d'attention dans le *Montréal-Matin*. À cette occasion, ce dernier ne donne son appui à aucun des partis en lice. L'éditorialiste écrit rarement à propos des élections et, lorsqu'il le fait, il essaie de ne pas laisser paraître sa préférence. L'Union nationale, le Parti libéral et le Bloc populaire sont traités sur un pied d'égalité dans les éditoriaux. Par contre, le 2 août, l'éditorialiste écrit un texte négatif sur la FCC<sup>18</sup>. Selon lui, si ce parti était élu, la situation politique du Québec et du Canada deviendrait semblable à celle de l'URSS. Il rappelle ensuite la condition de ce pays totalitaire où les opposants au gouvernement sont punis de mort. Cinq jours plus tard, dans le numéro qui précède la journée du scrutin, l'éditorialiste se contente d'inviter les lecteurs à exercer leur droit de vote, tout en leur rappelant la chance qu'ils ont de vivre dans une démocratie<sup>19</sup>.

En 1952, l'éditorialiste du *Montréal-Matin* est Roger Duhamel. Il livre chaque jour un éditorial sur la campagne électorale. Dès le 30 mai, il prend position pour l'Union nationale et présente les réalisations du gouvernement Duplessis :

Depuis 1944, l'Union nationale a transformé de façon radicale l'aspect de la province dans tous les domaines. Nous connaissons une activité industrielle sans précédent, nos ressources naturelles n'ont jamais été autant exploitées à notre avantage et, durant ce temps, nous voyons les maisons d'enseignement se multiplier et les œuvres de justice sociale prendre un essor inconnu dans l'histoire de cette province. Bref, comme le déclarait récemment un député de l'Union nationale, M. Duplessis se présente devant le peuple avec des œuvres et il demande qu'on le juge sur ces œuvres<sup>20</sup>.

Puis, il poursuit en critiquant le Parti libéral :

<sup>18</sup> « Grèves et C.C.F. », *Montréal-Matin*, 2 août 1944, p. 4.

<sup>19</sup> « Vous voterez demain », *Montréal-Matin*, 7 août 1944, p. 4.

<sup>20</sup> « Élections le 16 juillet », *Montréal-Matin*, 30 mai 1952, p. 4.

Un groupe de farceurs libéraux feront la lutte à l'Union nationale. Farceurs, parce qu'ils n'ont offert jusqu'à maintenant aucune critique sensée et sérieuse; farceurs, parce que dépourvus des moindres qualités nécessaires aux administrateurs d'une province comme la nôtre; farceurs, parce qu'ils promettent mer et monde, alors que leur passé en est un de reniements et de trahison, de maladministration et de scandales<sup>21</sup>.

Pour ces raisons, il conclut que l'Union nationale est assurée de gagner les élections : « L'issue de la lutte ne laisse aucun doute. M. Duplessis, depuis vingt-cinq ans cette année dans la vie publique, continuera son œuvre admirable<sup>22</sup>. »

Dans les autres éditoriaux qu'il consacre à la question des élections, Duhamel est souvent sur la défensive et tente de réfuter les attaques libérales dirigées contre le gouvernement sortant. Par exemple, le 31 mai, il répond à une critique concernant l'autonomie des municipalités et rappelle que ce sont les libéraux qui ont mis Montréal sous tutelle en 1940<sup>23</sup>. Deux jours plus tard, il réagit à ce qu'il considère être les « propos mensongers » du *Canada*. Il écrit que contrairement à son adversaire, le *Montréal-Matin* ne s'abaissera pas « au niveau des ragots de concierge, des propos de salle de garde et des vociférations de palefrenier<sup>24</sup> ». Le journal se contentera, écrit-il, de souligner « les contradictions et les incohérences du Parti libéral, [pour démontrer] qu'il est absolument incapable d'assumer la tâche énorme d'administrer sainement la province<sup>25</sup> ».

Dans les derniers jours de la campagne, Duhamel s'en prend plus particulièrement au chef libéral. Le 14 juillet, il décrit celui-ci comme quelqu'un de maladroit : « Georges Lapalme n'est pas veinard; il accumule les bourdes à un rythme inquiétant. Il possède au plus haut point l'art de dire les choses qu'il ne faut pas dire. Et il est facile de voir

---

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> « Le commissaire Croteau », *Montréal-Matin*, 31 mai 1952, p. 4.

<sup>24</sup> « Ce n'est que le début », *Montréal-Matin*, 2 juin 1952, p. 4.

<sup>25</sup> *Ibid.*

qu'il ne se rend pas très bien compte de la portée de ses propos. C'est ce qu'on appelle un étourdi<sup>26</sup>. »

Le jour du vote, Duhamel invite une dernière fois les lecteurs à voter pour l'Union nationale en insistant sur les idées du progrès et de l'autonomie provinciale, deux thèmes qui sont, rappelons-le, des piliers idéologiques du discours duplessiste de cette époque<sup>27</sup>.

Le peuple du Québec jouit, depuis huit années, d'une administration provinciale progressive, d'une administration qui fait l'admiration du pays et de l'étranger, tant elle a apporté la prospérité à notre province. Aujourd'hui, par conséquent, il s'agit de décider si nous voulons continuer dans cette voie du progrès ou si nous préférons retourner aux années lamentables que nous avons connues sous les régimes libéraux, alors que nos gouvernants ne témoignaient d'aucune initiative, sauf lorsqu'il s'agissait de s'enrichir personnellement ou d'enrichir des amis. [...] Nous voulons garder nos droits, nous voulons garder notre langue et notre foi. Or, ne l'oublions pas, chaque poussée centralisatrice constitue une atteinte à ce que nous avons de plus cher. Seule l'Union nationale, avec Maurice Duplessis comme premier ministre, peut tenir tête à l'offensive des centralisateurs<sup>28</sup>.

Tout comme les éditorialistes de 1931 et de 1936, Duhamel s'en prend donc régulièrement au chef libéral. Encore en 1952, on rappelle aux lecteurs l'époque des scandales et de la corruption libérale. D'autre part, comme l'Union nationale est le gouvernement sortant, Duhamel est souvent obligé de défendre le bilan de Duplessis et de répondre aux critiques des forces d'opposition.

---

<sup>26</sup> « Le gaffeur impénitent », *Montréal-Matin*, 14 juillet 1952, p. 4.

<sup>27</sup> Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs : pour une nouvelle analyse du discours politique : le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1988, 399 p. ; Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste : 1944-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.

<sup>28</sup> « Jour de votation », *Montréal-Matin*, 16 juillet 1952, p. 4.



Par ailleurs, signalons qu'en 1952, la page éditoriale du *Montréal-Matin* comprend chaque jour un encadré où est retranscrite une citation d'un candidat de l'Union nationale. Par exemple, le 30 mai, le journal publie ce message nationaliste signé par Duplessis :

La province de Québec ne demande pas la charité. La constitution nous garantit le droit de pratiquer notre religion et de parler notre langue. Nous voulons que la province de Québec soit un foyer rayonnant de la culture française. Nous voulons, dans le droit et la justice, réclamer ce qui nous appartient. C'est une question de vie ou de mort et seule l'Union nationale vous donne des garanties que la cause de la province de Québec est entre bonnes mains. Je n'ai jamais abandonné un mandat qui m'a été confié<sup>29</sup>.

Parfois, ce sont des propos rapportés d'un discours qui a été prononcé quelques jours auparavant, mais d'autres fois, le texte de l'encadré semble avoir été écrit spécialement pour le *Montréal-Matin*. Le 31 mai 1952, le journal publie un court texte d'Antonio Barrette sur les mérites des centres d'apprentissage instaurés par son ministère<sup>30</sup>. Ce procédé est utilisé tout au long de la campagne. Le 15 juillet 1952, Duplessis invite les électeurs à voter pour l'expérience, le progrès, la prospérité, la stabilité et la sécurité, au lieu de l'inexpérience, l'incompétence, l'injure, l'insulte et la démagogie. Le journal permet donc à Duplessis et à certains de ses candidats de s'adresser directement aux lecteurs. Un privilège qui n'est évidemment pas offert aux libéraux.

En 1960, le *Montréal-Matin* prend de nouveau position en faveur de l'Union nationale. Tous les éditoriaux de la première semaine concernent la campagne électorale. Comme en 1952, l'éditorialiste critique les libéraux et défend le bilan du gouvernement sortant. Le 29 avril, il dénonce l'ingérence des libéraux fédéraux dans

<sup>29</sup> « Question de vie ou de mort! », *Montréal-Matin*, 30 mai 1952, p. 4.

<sup>30</sup> « 10,000 jeunes gens bénéficient des centres d'apprentissage », *Montréal-Matin*, 31 mai 1952, p. 4.

la campagne<sup>31</sup>. Ensuite, dans un second texte, il attaque Lesage, en le qualifiant de « lâche » puisque celui-ci a choisi de se présenter dans un château fort libéral<sup>32</sup>. Le lendemain, l'éditorial défend Barrette et assure les lecteurs que le chef unioniste continuera, comme ses prédécesseurs, à protéger l'autonomie provinciale<sup>33</sup>. Puis, le 3 mai, l'éditorialiste poursuit son réquisitoire contre Lesage, en affirmant, cette fois, que le chef libéral est contesté dans son propre parti et que différentes factions préparent sa succession : « C'est un secret de polichinelle que nombreux déjà sont les aspirants à la succession de Jean Lesage, comme chef du Parti libéral provincial, même si les élections n'ont pas encore eu lieu. On se rend compte que le public n'a aucune confiance en un Lesage qui n'est qu'une marionnette d'un Pearson ou d'un Chevrier<sup>34</sup>. »

L'éditorialiste du *Montréal-Matin* continue de malmener le chef libéral jusqu'à la toute fin de la campagne. Selon lui, Lesage est au service du fédéral et n'a pas l'intention de défendre les intérêts du Québec. Le 20 juin, son éditorial rappelle l'importance d'envoyer un premier ministre autonomiste à la conférence fédérale-provinciale de 1962 : « M. Lesage n'est aucunement apte à nous représenter à ces pourparlers. C'est un centralisateur, entouré de centralisateurs, conseillé par des centralisateurs, qui ne reculera devant rien si la cause de la centralisation en bénéficie au détriment des provinces et surtout de la nôtre<sup>35</sup>. » En plus de ses attaques presque quotidiennes contre Lesage, l'éditorialiste s'en prend à quelques reprises à René Lévesque. Le 20 juin, il critique le choix de Lévesque de ne pas signer la Déclaration des Six, une charte de bonne conduite électorale chapeautée par la Ligue du Sacré-Cœur<sup>36</sup>.

<sup>31</sup> « Lionel Chevrier à la rescousse de Lesage », *Montréal-Matin*, 29 avril 1960, p. 4.

<sup>32</sup> « Une mauvaise nouvelle pour les libéraux », *Montréal-Matin*, 29 avril 1960, p. 4.

<sup>33</sup> « Où sont les véritables reniements? », *Montréal-Matin*, 30 avril 1960, p. 4.

<sup>34</sup> « Le parti sans chef », *Montréal-Matin*, 3 mai 1960, p. 4.

<sup>35</sup> « Notre porte-parole à Ottawa pour 1962 », *Montréal-Matin*, 20 juin 1960, p. 4.

<sup>36</sup> « Pourquoi René Lévesque a-t-il refusé de signer la Déclaration des Six? », *Montréal-Matin*, 20 juin 1960, p. 4.

Encore une fois, le dernier éditorial de la campagne électorale vise à rappeler aux lecteurs les raisons pour lesquelles ils doivent voter pour l'Union nationale :

Malgré toutes les manœuvres condamnables auxquelles le Parti libéral puisse recourir aujourd'hui, le résultat du scrutin ne laisse aucun doute. Le gouvernement de l'Union nationale sera reporté au pouvoir pour les raisons principales suivantes :

1<sup>o</sup> L'électorat ne peut hésiter entre l'hon. Antonio Barrette, homme dynamique au service de sa province depuis 25 ans, connaissant à fond tous les problèmes provinciaux, et l'hon. Jean Lesage, valet d'Ottawa, ne possédant aucune espèce d'expérience de la politique provinciale.

2<sup>o</sup> L'électorat a devant lui un gouvernement qui ne demande qu'à être jugé par ses œuvres, alors que le Parti libéral se livre à des promesses fantastiques, irréalisables, sauf au prix d'une banqueroute pour la province.

[...]

4<sup>o</sup> Le gouvernement de l'Union nationale a fait connaître au Québec des progrès immenses qui étonnent le continent nord-américain. Le Parti libéral est mécontent de ce progrès. Il s'entoure de gens de la gauche, partisans du socialisme, de l'étatisme et de l'étatisation sous une forme ou sous l'autre<sup>37</sup>.

L'éditorialiste termine en écrivant que « pour toutes ces raisons et pour beaucoup d'autres encore, l'électorat du Québec voudra aujourd'hui, avec enthousiasme, réélire le gouvernement de l'hon. Antonio Barrette avec une majorité plus grande que jamais<sup>38</sup> ».

Le *Montréal-Matin* appuie de nouveau l'Union nationale à l'élection générale de 1966. Chaque jour, l'éditorialiste Lucien Langlois écrit à propos de la campagne électorale. Le 19 avril, il critique le bilan du gouvernement Lesage :

Jean Lesage se présentera devant l'électorat avec un lourd dossier. La crise sociale que le Québec traverse présentement, il n'y est pas étranger.

<sup>37</sup> « À lire avant d'aller donner votre vote », *Montréal-Matin*, 22 juin 1960, p. 4.

<sup>38</sup> *Ibid.*

Il y a contribué plus que personne par des politiques mal définies drainant les poches du contribuable. Il avait promis mers et mondes, une prospérité sans précédent, la disparition du chômage, le développement des régions démunies de la province et il promettait toutes ces choses en affirmant avec emphase, la main sur le cœur, qu'il ne lui serait même pas nécessaire d'imposer une seule nouvelle taxe ou de hausser les anciennes. On a vu ce qu'on a vu. Le Québec est la province la plus taxée de la Confédération et le pire est encore à venir<sup>39</sup>.

Régulièrement, Langlois rappelle que la mauvaise gestion du gouvernement Lesage est à l'origine d'une crise sociale au Québec et que la situation risque de s'aggraver si les libéraux sont réélus : « Il n'y a pas à dire. La politique syndicale du gouvernement Lesage est inconsistante comme une pâte de guimauve. Ne soyons donc pas surpris s'il y a tant de mécontentement, de journées d'études, de grèves et d'agitation. Un gouvernement qui cultive la contradiction est un mauvais gouvernement<sup>40</sup>. » Langlois continue ainsi jusqu'à la toute fin de la campagne. Dans les derniers numéros, il s'en prend plus spécifiquement à Lesage. Selon lui, le chef libéral est isolé dans son propre parti et ses candidats n'écoutent pas ses directives<sup>41</sup>.

En marge de ses éditoriaux, Langlois écrit chaque jour, sous le pseudonyme de Madame Untel<sup>42</sup>, une chronique d'opinion qui paraît dans la page éditoriale. Il y critique Lesage sur un ton un peu plus humoristique et en utilisant un langage populaire. Le 19 avril, par exemple, il compare le chef libéral à Louis XIV. Comme le Roi-Soleil, écrit-il, Lesage envoie « au diable ceux qui en arrachent par les deux bouts. Ils sont juste bons à solder les dépenses de sa grandeur<sup>43</sup>. » D'autres fois, il écrit qu'à l'image d'un oiseau migrateur, Lesage fuit le Québec et habite plusieurs

<sup>39</sup> Lucien Langlois, « Le plongeon de M. Lesage », *Montréal-Matin*, 19 avril 1966, p. 6.

<sup>40</sup> Lucien Langlois, « Le style cassant », *Montréal-Matin*, 21 avril 1966, p. 6.

<sup>41</sup> Lucien Langlois, « Les écluses s'ouvrent », *Montréal-Matin*, 3 juin 1966, p. 6.

<sup>42</sup> Il s'agit d'un clin d'œil au livre de Jean-Paul Desbiens, *Les Insolences du frère Untel*, qui a connu un grand succès commercial au début des années 1960.

<sup>43</sup> Madame Untel [pseudonyme de Lucien Langlois], « Ce qu'en pense ma voisine », *Montréal-Matin*, 19 avril 1966, p. 6.

jours par année en Floride. L'objectif apparent de cette chronique est de présenter le chef du Parti libéral comme un politicien loin du peuple.

D'autres personnes, dont des journalistes du *Montréal-Matin*, participent à la page éditoriale. Par exemple, dans un texte d'opinion du 20 avril, Clément Brown écrit que « de mémoire d'homme, aucun gouvernement ne s'est enlisé dans la sclérose aussi rapidement que le gouvernement Lesage<sup>44</sup> ». Puis, tout comme Langlois, il critique la mauvaise gestion des libéraux qui a mené, selon lui, à plusieurs grèves dans la fonction publique. Le journaliste, qui sera attitré quelques jours plus tard à la couverture de la campagne libérale, exprime alors clairement sa préférence politique : « Le désordre ne saurait durer. Il faut que ça change, pour reprendre un slogan que M. Lesage connaît bien. Ou mieux encore : il faut que ça marche. Enfin<sup>45</sup>. » Bref, des journalistes sont invités à soumettre des textes d'opinion qui paraissent dans la page éditoriale. Il s'agit d'un procédé qui n'avait pas été utilisé durant les campagnes électorales précédentes.

Parfois, des textes d'opinion sont publiés ailleurs dans le journal. C'est le cas de la chronique de Julien Morissette, située avant le cahier des sports. Sans surprise, l'ancien journaliste du *Temps* appuie l'Union nationale. Le 3 juin, il présente les réalisations de certains candidats unionistes, puis il termine en mentionnant « que plus le 5 juin approche, plus les indices sont forts que c'est à cette belle équipe de l'Union nationale que les électeurs se préparent à confier les affaires de la province<sup>46</sup> ». La campagne de 1966 est celle où le *Montréal-Matin* diffuse le plus de textes d'opinion sur les élections. Qui plus est, ces textes sont tous favorables à l'Union nationale.

---

<sup>44</sup> Clément Brown, « Les sclérotiques », *Montréal-Matin*, 20 avril 1966, p. 6.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> Julien Morissette, « Un chef et son équipe », *Montréal-Matin*, 3 juin 1966, p. 44.



La journée précédant le scrutin, Langlois demande une dernière fois aux lecteurs de voter pour l'Union nationale. Dans son éditorial, il félicite d'abord Johnson pour la dignité dont il a fait preuve durant la campagne. Selon Langlois, « son langage était celui d'un homme d'État, d'un chef de parti qui ne se prend pas pour le nombril du monde, mais qui estime qu'il peut rendre service à sa patrie<sup>47</sup> ». Et il termine ainsi : « Il semble bien que M. Daniel Johnson s'achemine vers la victoire clef de sa carrière et de son parti. En tout cas, on la lui souhaite. Et quant à son équipe, elle remplace fort bien, n'en doutez pas un instant, celle que l'on a tant vantée, mais qui a semé plus souvent qu'à son tour, on l'admettra, une inquiétude et un désordre qui ne sauraient éternellement durer<sup>48</sup>. »

Sans réelle surprise, le *Montréal-Matin* appuie donc officiellement l'Union nationale aux élections de 1952, de 1960 et de 1966, soit celles où le journal appartient au chef du parti.

À l'élection générale de 1973, alors qu'il se trouve depuis peu sous le contrôle du conglomérat de Gesca, le *Montréal-Matin* n'appuie aucune formation politique de manière officielle. Plusieurs personnes participent alors à la rédaction de la page éditoriale : Joseph Bourdon, Bernard Brisset des Nos, Gérard Cellier, Paul Gros d'Aillon, Marc Laurendeau, Jean-Noël Ménard, etc. Dans notre corpus, aucun d'entre eux ne prend officiellement position. Seul Bourdon mentionne, à une occasion, ne pas partager les objectifs du Parti Québécois<sup>49</sup>. Généralement, les auteurs se contentent de discuter de certains enjeux électoraux et du déroulement de la campagne. Ils prennent garde de ne pas avantager un parti au détriment des autres.

---

<sup>47</sup> Lucien Langlois, « Dans la dignité et la sérénité », *Montréal-Matin*, 4 juin 1966, p. 6.

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> Joseph Bourdon, « Un peu trop loin », *Montréal-Matin*, 24 octobre 1973, p. 10.

Pour la première fois depuis 1944, l'Union nationale ne bénéficie d'aucun traitement de faveur de la part du journal. Le 26 septembre, Cellier écrit que Loubier risque de connaître une campagne difficile, puisqu'il est ignoré par les autres chefs<sup>50</sup>. Ce souci de neutralité est maintenu tout au long de la campagne. Le jour du scrutin, Brisset des Nos ne tente pas d'influencer le vote des lecteurs; il les invite plutôt à voter pour le parti qui les représente le mieux<sup>51</sup>.

Signalons qu'au début de la campagne électorale, Marc Laurendeau ne participe pas encore à la page éditoriale. Il rédige plutôt sa propre chronique où il commente les actualités culturelles et, parfois, donne son avis sur les élections. Comme ses collègues, il n'appuie officiellement aucun parti, mais il formule des critiques – plus virulentes que celles des éditorialistes – contre certains camps, en particulier les libéraux et les créditistes. Le 27 septembre, il déplore que Bourassa n'ait pas annoncé le déclenchement des élections devant les journalistes de la presse écrite :

La réflexion de Louis Laberge n'était peut-être pas si bête, après tout. Le chef syndical disait que le premier ministre Bourassa déclencherait des élections parce qu'il avait peur de se faire poser des questions. Chose certaine, dans le fond de son studio, Robert Bourassa, poudré, maquillé, pomponné, placé dans l'angle choisi par ses conseillers pour que son nez ne paraisse pas trop, ne risquait aucune indiscretion<sup>52</sup>.

À d'autres occasions, il dénonce les propos démagogiques d'Yvon Dupuis<sup>53</sup>. Laurendeau met fin à sa chronique le 12 octobre, pour se joindre à l'équipe de la page éditoriale. Dès lors, il fait preuve d'une plus grande retenue dans l'expression de ses préférences.

<sup>50</sup> Gérard Cellier, « Un mois d'octobre qui fera mal... », *Montréal-Matin*, 26 septembre 1973, p. 10.

<sup>51</sup> Bernard Brisset des Nos, « L'heure du choix », *Montréal-Matin*, 29 octobre 1973, p. 10.

<sup>52</sup> Marc Laurendeau, « Ça va se savoir. Autant être le premier à l'apprendre », *Montréal-Matin*, 27 septembre 1973, p. 14.

<sup>53</sup> Marc Laurendeau, « Yvon Dupuis : c'était vrai », *Montréal-Matin*, 1<sup>er</sup> octobre 1973, p. 14.

D'autre part, le *Montréal-Matin* ne participe pas au « débat sur le débat ». Le 28 octobre, le journaliste François Bérubé revient sur le débat télévisé de la veille entre les quatre chefs et conclut qu'aucun candidat n'en est ressorti vainqueur. Dans son texte, il critique la formule utilisée où les chefs répondaient tour à tour aux questions sans débattre entre eux<sup>54</sup>.

À la fin de la campagne, contrairement aux élections précédentes, le *Montréal-Matin* ne demande pas à ses lecteurs de voter pour un parti en particulier. Le 28 octobre, le président-éditeur Luc Beauregard tient à souligner l'impartialité du journal :

L'effort est encore modeste, sans doute. Mais pour *Montréal-Matin*, journal d'information populaire désormais sans affiliation politique aucune, il s'agissait d'une expérience sans précédent – et elle a porté fruit. L'équipe de la rédaction a prouvé sans conteste son désir et sa capacité d'informer le public de façon professionnelle. Jamais auparavant le lecteur de *Montréal-Matin* n'aura bénéficié d'une information aussi diversifiée et aussi complète à la veille d'élections générales. En ce sens, *Montréal-Matin* a déjà gagné ses élections<sup>55</sup>.

Le *Montréal-Matin* appuie donc officiellement l'Union nationale aux élections de 1931, 1936, 1952, 1960 et 1966. En 1944, aucune prise de position officielle n'est annoncée, tandis qu'en 1973, l'éditeur exprime sa volonté de voir le journal demeurer impartial. Lorsque le *Montréal-Matin* accorde son appui à l'Union nationale, les éditoriaux servent à défendre le parti et à attaquer le camp adverse. La stratégie privilégiée est toujours très agressive. En effet, on retrouve beaucoup plus d'éditoriaux négatifs à l'égard des libéraux que d'éditoriaux écrits dans la perspective de valoriser l'Union nationale. Il n'y a qu'aux élections de 1952 et de 1960, lorsque le gouvernement sortant est unioniste, que les éditorialistes doivent parfois adopter une position plus défensive. Malgré tout, la plupart des éditoriaux critiquent les libéraux,

<sup>54</sup> François Bérubé, « Le face à face des chefs. Rien de nouveau », *Montréal-Matin*, 28 octobre 1973, p. 3.

<sup>55</sup> Luc Beauregard, « Note de l'éditeur », *Montréal-Matin*, 28 octobre 1973, p. 12.

et plus particulièrement le chef du parti, qui est manifestement la cible prioritaire des éditorialistes. Taschereau et Godbout sont accusés de corruption, Lapalme est présenté comme un étourdi qui n'a pas l'étoffe d'un premier ministre et Lesage est décrit comme la marionnette du fédéral, un personnage élitiste et un chef qui crée des divisions à l'intérieur même de son parti.

#### 7.4 Les articles journalistiques

À chaque campagne électorale provinciale, le chef de l'Union nationale est accompagné dans sa tournée du Québec par un ou des journalistes du *Montréal-Matin*<sup>56</sup>. Leur identité est inconnue pour les élections de 1931 à 1944, mais nous savons qu'il s'agissait de Lucien Langlois et d'Albert Massicotte en 1952, de Lucien Langlois en 1960, de Roger Rioux en 1966 et de J.-Alphée Gagné en 1973. En ce qui concerne le Parti libéral, aucun journaliste du *Montréal-Matin* ne semble attiré à leurs campagnes avant 1966. À cette occasion, la tâche est confiée successivement à Clément Brown et à Bernard Tétrault. Le chef unioniste a donc longtemps été le seul politicien accompagné par des journalistes du *Montréal-Matin*, ce qui procurait assurément à l'Union nationale une meilleure couverture dans le journal. Néanmoins, cela n'a pas empêché les journalistes d'écrire à propos des libéraux. Comme nous le verrons, l'argumentaire, le ton et la rhétorique utilisés par les journalistes sont souvent différents selon le parti concerné. Notre analyse des articles journalistiques a permis de relever certains thèmes récurrents : les comptes rendus des activités, les promesses électorales, les scandales libéraux et l'assurance de la victoire unioniste.

---

<sup>56</sup> Les chefs unionistes sont généralement suivis dès le départ par un journaliste du *Montréal-Matin*, sauf en 1944 où Maurice Duplessis ne semble accompagné que durant les derniers jours de la campagne électorale.



#### 7.4.1 Les comptes rendus des activités

Les journalistes attirés aux campagnes de l'Union nationale doivent réaliser des comptes rendus des activités du parti. La plupart du temps, ils insistent sur le succès des rassemblements unionistes. En 1931, les journalistes de *L'Illustration* annoncent les assemblées conservatrices à venir et encouragent les lecteurs à s'y rendre<sup>57</sup>. Le lendemain, ces assemblées font l'objet de comptes rendus détaillés. Les discours sont résumés et souvent de longs extraits sont reproduits. Chaque fois, on mentionne que l'assemblée a été une réussite et que les foules ont accouru pour entendre le chef conservateur. Parfois, le succès de l'événement est même rapporté en première page<sup>58</sup>. Le 19 août, *L'Illustration* titre en manchette que 15 000 personnes ont acclamé Camillien Houde lors d'une assemblée à Hull. Puis, à l'intérieur du journal, un journaliste souligne que « partout on acclame le chef de l'opposition » et qu'« une vague irrésistible balayera les rouges dans la province<sup>59</sup> ». Alors qu'Houde est accueilli en héros par les foules, *L'Illustration* soutient que Taschereau est constamment conspué<sup>60</sup>.

Le même thème est repris en 1936. *L'Illustration Nouvelle* publie régulièrement des textes pour annoncer les rassemblements de l'Union nationale, en particulier ceux où Duplessis doit prendre la parole. Souvent, des indications sont données aux Montréalais qui aimeraient s'y rendre. Le lendemain, les journalistes en vantent le succès. Comme ils le faisaient en 1931 avec Houde, ils écrivent que Duplessis est reçu en héros par les foules. À d'autres occasions, le journal reprend le slogan du parti et mentionne que Duplessis est accueilli comme « le libérateur de sa province ». Le 13 juillet, on peut lire en manchette que 20 000 personnes ont assisté à l'assemblée de Baie-du-Febvre. Dans les pages intérieures, on retrouve des photos de

<sup>57</sup> « Assemblées de M. Houde », *L'Illustration*, 31 juillet 1931, p. 4.

<sup>58</sup> « Les libéraux unis aux conservateurs », *L'Illustration*, 3 août 1931, p. 1.

<sup>59</sup> « Partout on acclame le chef de l'opposition », *L'Illustration*, 19 août 1931, p. 3.

<sup>60</sup> « Autres scandales du régime libéral », *L'Illustration*, 22 août 1931, p. 1.



l'événement et les discours sont résumés. Un journaliste mentionne que « le premier ministre de demain » a prononcé une excellente allocution<sup>61</sup>. Il présente ensuite les principaux engagements pris par le chef de l'Union nationale : adoption d'une politique de la colonisation, réajustement des taxes, création d'une pension de vieillesse et d'une pension pour les veuves et les orphelins, abolition du trust de l'électricité, etc.

*L'Illustration Nouvelle* semble parfois généreuse dans son évaluation des foules présentes aux activités de l'Union nationale. Par exemple, le 13 août 1936, Duplessis aurait été acclamé par 100 000 personnes lors d'un ralliement à Montréal<sup>62</sup>. *Le Canada*, journal lié au Parti libéral, évalue pour sa part cette même foule à 35 000 personnes<sup>63</sup>, tandis que *L'Action catholique* mentionne qu'il y avait entre 50 000 et 60 000 spectateurs<sup>64</sup>.

Lorsqu'il est question des rassemblements libéraux, *L'Illustration Nouvelle* emploie la stratégie contraire : les événements ne sont pas annoncés à l'avance, et le lendemain les journalistes affirment que tout s'est mal déroulé. Par exemple, le 11 juillet, on peut lire que Godbout a été conspué lors d'un banquet à Trois-Pistoles<sup>65</sup>. Deux jours plus tard, un journaliste rapporte qu'il y avait 10 000 personnes à une assemblée libérale à Saint-Hyacinthe, mais il s'empresse d'ajouter que la foule était « peu enthousiaste »<sup>66</sup>.

<sup>61</sup> « 20,000 personnes acclament Duplessis à la Baie du Febvre », *L'Illustration Nouvelle*, 13 juillet 1936, p. 2.

<sup>62</sup> « Maurice Duplessis a été acclamé par 100,000 personnes au stade hier soir », *L'Illustration Nouvelle*, 13 août 1936, p. 1.

<sup>63</sup> « M. Duplessis désappointe son auditoire », *Le Canada*, 13 août 1936, p. 1.

<sup>64</sup> « M. Duplessis a parlé dans la métropole », *L'Action catholique*, 13 août 1936, p. 1.

<sup>65</sup> « L'hon. Adélard Godbout conspué à Trois-Pistoles », *L'Illustration Nouvelle*, 11 juillet 1936, p. 5.

<sup>66</sup> « M. Adélard Godbout à St-Hyacinthe », *L'Illustration Nouvelle*, 13 juillet 1936, p. 6.

En 1944, même si le *Montréal-Matin* n'a pas officiellement pris position, les journalistes rapportent que les activités de Duplessis sont couronnées de succès. Le 3 août, un journaliste écrit que « des milliers et des milliers de personnes ont accordé hier soir à l'honorable Maurice Duplessis un accueil débordant d'enthousiasme au marché St-Jacques<sup>67</sup> ». Ensuite, il reproduit les moments forts du discours du chef de l'Union nationale et certaines de ses déclarations sont mises en gras à la typographie afin de les faire ressortir dans le texte : « N'est-ce pas que ça ressemble à 1936? N'est-ce pas que vous regrettez 1939? »

Le Bloc populaire reçoit lui aussi un traitement relativement positif. Le 4 août 1944, un long article traite du rassemblement bloquiste au stade Delorimier. Le journaliste rapporte que 20 000 personnes étaient présentes et qu'elles ont donné de « belles ovations délirantes » à Maxime Raymond, à André Laurendeau et à Henri Bourassa<sup>68</sup>. Des extraits de discours sont reproduits, y compris ceux où l'Union nationale est critiquée. Ensuite, le journaliste mentionne les raisons qui, selon Henri Bourassa, feraient de Laurendeau un bon chef d'État. La bienveillance du *Montréal-Matin* à l'égard du Bloc populaire s'explique sans doute en partie par le fait que la formation politique est un client des presses du journal. En effet, rappelons que la Fédération des Journalistes canadiens est l'imprimeur du journal *Le Bloc* en 1944.

Finalement, signalons que lorsque Godbout et R. J. Lamoureux, le chef de la FCC, prononcent des discours, ceux-ci sont résumés de façon plutôt impartiale dans le *Montréal-Matin*. Ceci est cohérent avec le peu d'espace alloué aux élections et la position éditoriale du journal en 1944 : on ne veut déplaire à aucun parti en attendant de conclure une entente financière avec l'un d'eux.

<sup>67</sup> « Une foule immense acclame Duplessis », *Montréal-Matin*, 3 août 1944, p. 3.

<sup>68</sup> « Laurendeau a l'étoffe d'un chef d'État, dit M. Henri Bourassa », *Montréal-Matin*, 4 août 1944, p. 2.

Le succès des rassemblements unionistes ressort aussi fréquemment dans les articles de 1952 et de 1960. Le 14 juillet 1952, Albert Massicotte écrit que 35 000 personnes ont acclamé le chef de l'Union nationale lors d'un discours à Saint-Jean-sur-Richelieu<sup>69</sup>. Le 20 juin 1960, une photo d'Antonio Barrette prononçant un discours est publiée en une et, dans la légende, on relate qu'une immense foule a chaleureusement acclamé le chef unioniste. Dans l'article qui accompagne la photo, Lucien Langlois souligne que « des milliers et des milliers de personnes [lui ont offert] un accueil délirant<sup>70</sup> ».

En 1966, Roger Rioux mentionne lui aussi que Daniel Johnson est apprécié et qu'il est bien accueilli partout où il se rend. Par contre, il insiste sur le fait que Johnson sait mettre en valeur son équipe et qu'il n'a pas peur de mettre à l'avant-scène ses candidats. Cela s'inscrit dans la stratégie du parti de mener une campagne décentralisée en misant principalement sur les candidats locaux<sup>71</sup>.

Comme nous l'avons souligné, Jean Lesage est lui aussi accompagné par des journalistes du *Montréal-Matin* en 1966. Or, ceux-ci mettent généralement l'accent sur les ratés de la campagne libérale. Ils mettent l'accent sur la faiblesse organisationnelle du Parti libéral, le peu d'enthousiasme des militants, les opposants que rencontre Lesage sur son passage, etc. Le 3 juin, un grand rassemblement libéral a eu lieu au centre Paul-Sauvé à Montréal. Le lendemain matin, le principal article sur le sujet traite de l'explosion d'une bombe artisanale dans la salle de bain et sur le fait que les agents de sécurité du Parti libéral ont refusé aux journalistes le droit de faire leur travail et de poser des questions sur l'incident<sup>72</sup>. Un peu plus loin dans le journal, on peut lire un compte rendu du rassemblement. Le journaliste présente quelques-

<sup>69</sup> Albert Massicotte, « 35,000 personnes acclament Duplessis à St-Jean », *Montréal-Matin*, 14 juillet 1952, p. 3.

<sup>70</sup> Lucien Langlois, « Toutes les routes bloquées », *Montréal-Matin*, 20 juin 1960, p. 2.

<sup>71</sup> Pierre Godin, *op. cit.*, p. 82.

<sup>72</sup> Bernard Tétrault, « Gorilles contre Journalistes », *Montréal-Matin*, 4 juin 1966, p. 3.

unes des idées de Lesage, mais il ne manque pas de mentionner également qu'il y avait plusieurs places vides au centre Paul-Sauvé, que le candidat libéral de Laval a été hué et que des jeunes du RIN s'étaient mêlés à l'auditoire pour scander des slogans indépendantistes<sup>73</sup>. Selon le *Montréal-Matin*, le rassemblement de fin de campagne des libéraux a été un échec.

Le 4 juin 1966, Clément Brown, qui a accompagné Lesage pendant deux semaines, publie une rétrospective de sa campagne. Il confie que « quinze jours de campagne aux côtés du premier ministre Lesage [lui ont] permis de constater le déclin graduel de l'enthousiasme et de la certitude parmi les libéraux<sup>74</sup> ». Sur les 22 circonscriptions qu'il a visitées, il prédit que 20 d'entre elles iront à l'Union nationale. Ensuite, il écrit à propos du « flop de Québec », où Lesage, visiblement épuisé, aurait prononcé un discours chaotique devant une foule deux fois moins nombreuse que prévu. Brown termine son article en rappelant les différents faux pas du Parti libéral durant la campagne.

D'autre part, signalons que le traitement réservé au RIN est neutre en 1966. Les journalistes rapportent de façon impartiale les propos de Pierre Bourgault. Par exemple, le 2 juin, Urgel Lefebvre résume un discours indépendantiste du chef riniste<sup>75</sup>.

En 1973, les chefs des quatre principales formations politiques sont accompagnés par un journaliste du *Montréal-Matin* : Jacqueline Blouin est attitrée à la campagne péquiste, Marie Laurier à celle des libéraux, Claude Langlois à celle des créditistes et

---

<sup>73</sup> Guy Deshaies, « J.-N. Lavoie est hué », *Montréal-Matin*, 4 juin 1966, p. 11 ; « Lesage offre une grille de route », *Montréal-Matin*, 4 juin 1966, p. 11.

<sup>74</sup> Clément Brown, « Rétrospective de la campagne », *Montréal-Matin*, 4 juin 1966, p. 4.

<sup>75</sup> Urgel Lefebvre, « L'indépendance n'a rien d'effroyable, dit Bourgault », *Montréal-Matin*, 2 juin 1966, p. 4.

J.-Alphée Gagné à celle de l'Union nationale<sup>76</sup>. Leurs comptes rendus sont généralement impartiaux. Le 28 octobre, toutefois, ils se permettent chacun quelques appréciations personnelles dans leur bilan respectif. Selon Marie Laurier, Bourassa termine un « marathon dont il sort le grand vainqueur », car il est demeuré serein durant toute la campagne et a évité les pièges de ses adversaires<sup>77</sup>. Elle prédit une victoire facile pour les libéraux. Jacqueline Blouin, pour sa part, considère que le Parti Québécois a mené une meilleure campagne que le Parti libéral, car Lévesque a réussi à mettre à l'avant-scène son programme politique<sup>78</sup>. Claude Langlois compare la campagne péquiste avec celle des créditistes. Il écrit qu'« autant la campagne de M. Lévesque semblait bien structurée et bien planifiée, [autant] celle de M. Dupuis a paru improvisée et désordonnée<sup>79</sup> ». Finalement, J.-Alphée Gagné mentionne que l'Union nationale n'était pas bien préparée pour les élections et que son programme était mal défini<sup>80</sup>. Toutefois, Gagné considère que Loubier a bien fait dans les circonstances et que les ratés de la campagne sont attribuables aux organisateurs du parti. Bref, les avis sont partagés entre les quatre journalistes.

Si on fait exception de la campagne électorale de 1973, on remarque que les journalistes rédigent des comptes rendus positifs des activités de l'Union nationale. Habituellement, ils mettent l'accent sur le succès des rassemblements et sur la popularité des chefs unionistes. En contrepartie, lorsqu'il est question des campagnes libérales, les journalistes insistent plutôt sur les ratés et sur les aspects négatifs de celles-ci.

---

<sup>76</sup> Claude Langlois a couvert la campagne de Lévesque pendant les premières semaines avant d'être réaffecté à la campagne créditiste.

<sup>77</sup> Marie Laurier, « La confiance d'un vainqueur », *Montréal-Matin*, 28 octobre 1973, p. 12.

<sup>78</sup> Jacqueline Blouin, « Une guerre de stratégie », *Montréal-Matin*, 28 octobre 1973, p. 12.

<sup>79</sup> Claude Langlois, « Grosse machine et petite organisation », *Montréal-Matin*, 28 octobre 1973, p. 12.

<sup>80</sup> J.-Alphée Gagné, « Loubier a tenté seul de sauver l'UN », *Montréal-Matin*, 28 octobre 1973, p. 12.



#### 7.4.2 Les thèmes et les promesses électorales

Les thèmes et les promesses électorales ont généralement retenu l'attention des journalistes du *Montréal-Matin*. C'est toutefois un peu moins vrai pour les élections de 1931 à 1944. En 1931, les seuls engagements rapportés sur une base régulière sont ceux qui concernent les conditions de travail. Dans quelques articles, on explique que contrairement aux libéraux, les conservateurs souhaitent améliorer le sort des ouvriers. Selon *L'Illustration*, les libéraux sont incapables de régler la crise du chômage et ils ont trahi les ouvriers en sabotant la loi sur les accidents de travail<sup>81</sup>. Ainsi, si les ouvriers souhaitent être représentés et respectés par le gouvernement, ils doivent voter pour le Parti conservateur. Le journal rappelle aussi une promesse du candidat conservateur de Hull, Aimé Guertin, qui propose l'adoption d'une loi du salaire minimum<sup>82</sup>.

En 1936, on peut lire quelques articles sur les promesses de l'Union nationale en matière d'agriculture. Les journalistes insistent sur le fait que les mesures proposées par Duplessis sont meilleures que celles défendues par Godbout. Les autres aspects du programme de l'Union nationale sont toutefois rarement évoqués. D'autre part, lorsque des promesses du Parti libéral sont mentionnées, les journalistes les commentent négativement ou soulignent qu'elles ont été volées à l'Union nationale<sup>83</sup>.

En 1944, les engagements de Duplessis et de Godbout se font encore plus rares dans les pages du journal – on retrouve par contre quelques articles sur leurs positions par rapport à la conscription.

<sup>81</sup> « Nous serons au pouvoir une semaine plus tôt déclare Houde », *L'Illustration*, 31 juillet 1931, p. 6.

<sup>82</sup> « Nos ouvriers exploités », *L'Illustration*, 1<sup>er</sup> août 1931, p. 5.

<sup>83</sup> « M. Adélar Godbout à St-Hyacinthe », *L'Illustration Nouvelle*, 13 juillet 1936, p. 6.

En 1952 et en 1960, les journalistes ne discutent toujours pas en profondeur les programmes électoraux, mais ils rapportent plus fréquemment les promesses faites par Duplessis et par Barrette<sup>84</sup>. Aussi bien en 1952 qu'en 1960, les promesses du Parti libéral sont passées sous silence dans le *Montréal-Matin*.

En 1966, Roger Rioux accorde plus d'importance aux idées et aux promesses du chef unioniste. Il s'intéresse particulièrement à tout ce qui concerne la région métropolitaine. Dans ses articles, il présente les différentes propositions de l'Union nationale pour améliorer la ville de Montréal. Celles-ci sont souvent annoncées en première page du journal. Par exemple, la manchette du 3 juin rappelle que Johnson promet l'extension du métro et qu'il a l'intention de faire de Montréal « la métropole incontestée du Canada ». Puis, Rioux écrit qu'un gouvernement de l'Union nationale « débarrasserait » la ville des taudis.

Rioux rapporte également les prises de position nationalistes de Johnson. Le 3 juin, il dresse le compte rendu d'un discours du chef de l'Union nationale prononcé à l'aréna Maurice-Richard<sup>85</sup>. Il aurait déclaré qu'il entendait faire du Québec un véritable État national et le foyer d'une nation libre et responsable. Selon le chef unioniste, le temps des marchandages, des suppliques et des compromis perpétuels est révolu, parce qu'une « nation fière ne quémande pas ses droits : elle les exerce ». Rioux ajoute que Johnson offrira sa coopération au reste du pays, mais « à titre de partenaire égal ». Ces articles à saveur nationaliste, surtout présents dans les derniers jours de la campagne, reflètent la stratégie « égalité ou indépendance » de l'Union nationale.

En 1973, les principales idées et opinions rapportées par les journalistes du *Montréal-Matin* concernent la question nationale du Québec. Les projecteurs sont tournés vers

<sup>84</sup> « Nouvel octroi à l'École supérieure de commerce de l'Université Laval », *Montréal-Matin*, 31 mai 1952, p. 4 ; « Deux ponts à St-Jean et Chambly », *Montréal-Matin*, 14 juillet 1952, p. 1 ; « Un nouvel hôpital pour le comté de Chambly », *Montréal-Matin*, 20 juin 1960, p. 2.

<sup>85</sup> Roger Rioux, « Une nation libre et responsable », *Montréal-Matin*, 3 juin 1966, p. 2.

le Parti Québécois et le Parti libéral, qui se livrent une guerre de chiffres concernant la viabilité économique d'un Québec souverain.

#### 7.4.3 Les scandales libéraux

Aux élections de 1931 et de 1936, le thème le plus souvent abordé par les journalistes de *L'Illustration* est celui de la corruption libérale. Chaque jour, plusieurs articles commentent différentes allégations de scandales. Le 31 juillet 1931, *L'Illustration* titre en manchette que les libéraux déclenchent les élections avant que leurs magouilles ne soient découvertes. On y explique que « le régime Taschereau, affolé par le dévoilement de scandales horribles qui menacent d'éclater, précipite les élections. Pris entre deux feux, il tente un mouvement désespéré<sup>86</sup> ». Ensuite, la sous-tribune énonce « Le régime vend les ouvriers aux étrangers après avoir vendu la province ». Selon *L'Illustration*, la crise industrielle, le chômage, les familles dévorées par la faim, le marasme agricole et la ruine de la colonisation sont des conséquences de la malhonnêteté du régime Taschereau<sup>87</sup>.

Dans les premiers numéros de la campagne électorale de 1931, la plupart des articles constituent des attaques dirigées contre les libéraux. Chaque jour, le journal tente d'associer le Parti libéral à différents scandales. Le plus important d'entre eux, d'après l'équipe du journal, est celui de la Beauharnois<sup>88</sup>. En 1927, l'entreprise Beauharnois Light, Heath and Power Co. a versé 700 000 \$ au Parti libéral du Canada et au Parti libéral du Québec afin d'obtenir le droit de dériver les eaux du Saint-

<sup>86</sup> « Une précipitation due aux scandales », *L'Illustration*, 31 juillet 1931, p. 1.

<sup>87</sup> « Le régime vend les ouvriers aux étrangers après avoir vendu la province. Dehors les traîtres! », *L'Illustration*, 31 juillet 1931, p. 1.

<sup>88</sup> « À bas les vendus et les traîtres! Sauvons Québec! », *L'Illustration*, 3 août 1931, p. 2.

Laurent et de construire la centrale hydroélectrique de Beauharnois<sup>89</sup>. Cette histoire, révélée par des enquêtes publiques, a contribué à la défaite des libéraux fédéraux en 1930. En rappelant chaque jour les détails de ce scandale, *L'Illustration* espère sans doute que Taschereau subisse le même sort que Mackenzie King l'année précédente.

D'autre part, les journalistes de *L'Illustration* tentent de montrer qu'il y a des divisions dans le camp libéral<sup>90</sup>. Dégoutés par les nombreux scandales du gouvernement Taschereau, plusieurs libéraux envisageraient, selon *L'Illustration*, de voter pour Camillien Houde. Le 3 août, on soutient en première page que « tout l'électorat, libéraux comme conservateurs, se donne la main pour renverser le 24 août prochain, le régime néfaste de Québec<sup>91</sup> ».

Le 22 août 1931, *L'Illustration* signale en manchette que d'autres scandales du régime libéral ont été découverts. Ensuite, dans les pages intérieures, un article intitulé « Sales manœuvres du Parti libéral » rappelle les différents scandales du gouvernement sortant<sup>92</sup>.

Au cours de la dernière semaine, *L'Illustration* répète quotidiennement que les libéraux tenteront de « voler » les élections. Le 21 août, on mentionne en première page que des « bandits américains » sont engagés par les libéraux pour accomplir des fraudes électorales<sup>93</sup>. Puis, dans les pages intérieures du journal, on explique que la compagnie américaine International Paper envoie des représentants à Montréal pour venir à la rescousse des libéraux. L'entreprise papetière craindrait la chute du régime qui lui livre sur un plateau les ressources naturelles du Québec : « L'International Paper possède un intérêt vital au maintien du régime Taschereau qui lui a fait cadeau

<sup>89</sup> À ce sujet, voir Albert Faucher, « La question de l'électricité au Québec durant les années trente », *L'actualité économique*, vol. 68, n° 3, septembre 1992, p. 415-432.

<sup>90</sup> « Bisbille parmi ces libéraux », *L'Illustration*, 1<sup>er</sup> août 1931, p. 3.

<sup>91</sup> « Les libéraux unis aux conservateurs », *L'Illustration*, 3 août 1931, p. 1.

<sup>92</sup> « Sales manœuvres du Parti libéral », *L'Illustration*, 22 août 1931, p. 2.

<sup>93</sup> « Des bandits pour combattre M. Houde », *L'Illustration*, 21 août 1931, p. 1.

de millions de dollars au détriment de la population et dont la chute serait pour elle un véritable désastre<sup>94</sup>. » Le journaliste affirme que des représentants de la compagnie distribuent de l'argent dans différents comtés de Montréal afin d'acheter des votes.

En 1936, les accusations de scandales reprennent de plus belle dans *L'Illustration Nouvelle*. Durant la première semaine, le journal tente d'associer Godbout aux scandales du gouvernement Taschereau. Les journalistes répètent que malgré le changement de chef, le régime demeure corrompu. Dès le 11 juillet, on écrit en première page :

Si les cultivateurs croient que M. Adélard Godbout fera disparaître les abus d'un Régime de pillards, ils se trompent. Avec ce successeur de M. Alexandre Taschereau, on changera de dynastie mais on restera avec un Régime de favoritisme et de népotisme. [...] Ne voit-on pas clairement que le Régime Godbout n'est somme toute que le Régime Taschereau camouflé<sup>95</sup>?

Les journalistes recourent souvent aux sessions des comptes publics pour rappeler les scandales libéraux. Par exemple, le 14 juillet, un journaliste rappelle aux lecteurs le témoignage d'Antoine Taschereau, le frère de l'ancien premier ministre, qui avait admis avoir déposé 75 000 \$ du trésor provincial à une banque gérée par son fils<sup>96</sup>. À d'autres occasions, les journalistes condamnent la mauvaise gestion des libéraux. Le 13 juillet, l'un d'eux produit une analyse visant à montrer que le Québec a reculé dans plusieurs domaines depuis 1920, au point de menacer la survie de la « race » canadienne-française<sup>97</sup>.

<sup>94</sup> « Les Américains au secours des rouges », *L'Illustration*, 21 août 1931, p. 2.

<sup>95</sup> « Le père de M. Godbout a reçu du gouvernement provincial \$10,500 », *L'Illustration Nouvelle*, 11 juillet 1936, p. 1.

<sup>96</sup> « Le témoignage révoltant de M. Antoine Taschereau », *L'Illustration Nouvelle*, 14 juillet 1936, p. 5.

<sup>97</sup> « La déchéance canadienne-française sous le régime Taschereau-Godbout », *L'Illustration Nouvelle*, 13 juillet 1936, p. 7.



Le 15 août 1936, on peut lire en manchette que « Les libéraux vont encore tenter de voler l'élection ». Un journaliste affirme que des bulletins de vote sont déjà en circulation et que les organisateurs libéraux donneront la consigne à leurs militants de bloquer des bureaux de vote<sup>98</sup>. Deux jours plus tard, le journal rapporte que la police a retrouvé 22 585 cartes d'électeurs chez l'assistant de l'organisateur en chef des forces libérales<sup>99</sup>.

Ainsi, alors qu'on projette une image positive de l'Union nationale, des journalistes dépeignent le gouvernement libéral comme un régime pourri et corrompu. Les articles journalistiques sont alors très près des éditoriaux de l'époque, tant dans le style que dans l'argumentaire.

Le thème de la corruption est peu repris par les journalistes lors des campagnes électorales suivantes. Par contre, ceux-ci continuent de critiquer le chef libéral et, parfois, de mettre en doute l'éthique de certains candidats. En 1966, leur tête de Turc est Claude Wagner, le ministre de la Justice. On lui reproche d'avoir congédié abusivement Arthur Vachon, le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec, après que ce dernier ait déclaré aux médias des cas d'interventions politiques à la police provinciale. Les rebondissements dans cette affaire sont rapportés tous les jours dans le *Montréal-Matin*. Le journal publie notamment les réactions des centrales syndicales, dont celle de la CSN, qui dénonce l'« autoritarisme » de Wagner<sup>100</sup>.

<sup>98</sup> « Les libéraux vont encore tenter de voler l'élection », *L'Illustration Nouvelle*, 15 août 1936, p. 1.

<sup>99</sup> « On découvre 22,000 cartes électorales! », *L'Illustration Nouvelle*, 17 août 1936, p. 7.

<sup>100</sup> « La CSN dénonce l'autoritarisme de Claude Wagner », *Montréal-Matin*, 21 avril 1966, p. 3.

#### 7.4.4 L'assurance de la victoire

L'assurance de la victoire unioniste est un autre thème récurrent dans le *Montréal-Matin*. Lorsque le journal prend officiellement position pour l'Union nationale, les journalistes répètent régulièrement que le parti sera victorieux. En 1931, *L'Illustration* est persuadée que Camillien Houde sera élu premier ministre du Québec. À la une du 31 juillet, le journal mentionne que « la victoire est certaine » et une photo identifie le chef conservateur comme « Le futur premier ministre » (figure 7.1). Le 6 août, un journaliste affirme que selon les différentes prévisions, les conservateurs sont assurés de gagner 60 comtés<sup>101</sup>. Par ailleurs, *L'Illustration* titre en manchette du 1<sup>er</sup> août que la vie du maire Houde serait menacée<sup>102</sup>. Le journal fait état d'une rumeur selon laquelle des personnes dans l'entourage de Taschereau comploteraient pour attaquer le chef conservateur. Il s'agirait, selon la rumeur, du dernier recours des libéraux pour conserver le pouvoir. Finalement, le jour du vote, *L'Illustration* proclame en manchette que « Houde sera ce soir premier ministre ».

La même stratégie est utilisée en 1936. Le 14 août, un journaliste écrit à propos de Duplessis : « Partout, il a été acclamé comme le futur premier ministre. Partout, les électeurs ont donné libre cours à leur enthousiasme. Partout, on a augmenté l'intensité de cette vague populaire qui portera M. Duplessis et ses collègues au pouvoir lundi<sup>103</sup>. » Dans le même numéro, un journaliste laisse entendre que Godbout a abandonné l'affrontement. Déçu de la faible assistance à une assemblée à Asbestos, le chef libéral aurait refusé de prononcer son discours<sup>104</sup>.

<sup>101</sup> « Les conservateurs sont certains de 60 comtés », *L'Illustration*, 6 août 1931, p. 2.

<sup>102</sup> « La vie du maire Houde menacée? », *L'Illustration*, 1<sup>er</sup> août 1931, p. 1.

<sup>103</sup> « M. Duplessis reçoit partout un accueil chaleureux », *L'Illustration Nouvelle*, 14 août 1936, p. 3.

<sup>104</sup> « Godbout n'a pas osé porter la parole à Asbestos », *L'Illustration Nouvelle*, 14 août 1936, p. 2.

Figure 7.1

Une de *L'Illustration*, 31 juillet 1931

TEMPS PROCHAIN  
BEAU ET MOINS CHAUD  
MAXIMUM: 22 — MINIMUM: 10

Pour le  
peuple et par  
le peuple

**L'ILLUSTRATION**

Publié tous les matins, à Montréal, par la Société des Journalistes Canadiens, Inc., newspaper owned by James  
Gardner & Co. (Canada) Ltd., 100, rue de la Montée, Montréal, P.Q. Importée par British American Publishing Co., Limited.

Vol. II—No 24 TEL. MA. 7984 MONTREAL, VENDREDI, 31 JUILLET 1931 CASIER POSTAL 1480 20 PAGES

# UNE PRECIPITATION DUE AUX SCANDALES

**Le régime Taschereau, affolé par le dévoilement de scandales  
horrifiants qui menacent d'éclater, précipite les élections.—  
Pris entre deux feux, il tente un mouvement désespéré.—  
Le scandale de la Beauharnois et le scandale de la loi des  
accidents du travail.— "Dehors les taxeux et les traîtres!  
Québec d'abord!!"**

**Le régime vend les  
ouvriers aux étrangers  
après avoir vendu la  
province.— Dehors  
les traîtres!**

Comme l'*"Illustration"* l'avait an-  
noncé en premier, la Législature a  
été dissoute hier. La nomination des  
membres aura lieu le 17 août pro-  
chain, à Québec, le 24 août. Bref,  
l'élection la plus précipitée  
et la plus risquée dans la province de  
Québec.

Le régime et la peur l'ont donc  
dissout, dit le raisonnement et le bon sens.  
C'est le gouvernement a re-  
sisté à l'élection la plus possible;  
il avait la crise industrielle, il y  
avait le chômage et les familles dé-  
semparées par la faim, il y avait le mé-  
contentement des agriculteurs ac-  
cablés par les taxes et incapables d'é-  
couler leurs produits, il y avait la  
ruine de la colonisation et les milliers  
de réfugiés pleurant abandonnés  
à leur sort. C'était donc auant de  
difficultés qui criaient vengeance con-  
tre le régime Taschereau et qui si-  
gnifiaient la première occasion de le  
renverser par-dessus bord.

Mais il y avait, d'autre part, la  
peur d'éclater, des scandales si ré-  
voltants et si étonnants que le régi-  
me Taschereau ne pouvait plus hésiter.  
Il lui fallait en tenter un effort  
désespéré ou mourir à petit feu d'ici  
à l'expiration de son terme. Affolé  
par la peur, le régime Taschereau a  
tenu pour le premier cas.

Il n'en pouvait être autrement.  
Prenant le régime Taschereau pen-  
sant au peu de succès du scandale de la

**Le futur premier ministre**



**SON HONNEUR LE MAIRE CAMILLE HOUDE, chef de l'Opposi-  
tion provinciale, qui sera choisi premier ministre de la province de Qué-  
bec le 24 août prochain.**

Beauharnois, du scandale de la con-  
tribution des liqueurs et, chose in-  
fante entre toutes, du scandale de  
la loi des accidents du travail, scan-  
dale où l'on constata que le régime  
Taschereau vient de vendre la classe  
ouvrière en bloc pour acheter de  
garnir un cabinet dictatorial. Il lui fal-  
lait donc éviter ce désastre et pour  
cela précipiter les élections et pren-  
dre le peuple par surprise. C'est ce  
que fait le régime Taschereau en re-  
moment.

Il y a cependant, un fait que le ré-  
gime Taschereau n'avait pas prévu.  
C'est que l'Opposition dans Québec  
est prête et que les scandales seront  
publics avant 101 pour que l'élection  
sache à quel régime de bandits poli-  
tiques il a eu affaire depuis des an-  
nées, pour qu'il sache comment il  
s'est fait salement jouer par ces "in-  
taxeurs" qui, en même temps qu'ils en-  
gagent la population à l'impôt pour  
alimenter le Trésor, empochent  
leurs poches en vendant la province  
aux étrangers.

Le scandale de la Beauharnois se-  
ra une révélation pour le parti libé-  
ral en entier. Il couvrira de déshonneur  
le parti libéral de Québec aussi bien  
que celui d'Ottawa. Nous aurons  
d'ailleurs, sous peu, l'occasion de dé-  
montrer que dès le début, avant ce  
qui se passe à Ottawa, le parti libé-  
ral de Québec était vendu à la Beau-  
harnois. Nous verrons comment, d'a-  
bord, il fit chanter la campagne et  
comment, ensuite, à une situation ap-  
préhensible, il s'empressa de passer à la  
vapeur un projet de loi malgré les  
plus vigoureuses protestations de  
l'Opposition. C'est ce parti vendu qui  
aujourd'hui fait appel au peuple.

Mais dans la rue hantée, il n'y  
a que le premier pas qui coûte. Le ré-  
gime Taschereau depuis des années la  
province aux étrangers, il va le dire  
(Suite à la page 5)

## LA LOI DES ACCIDENTS SABOTEE

(voir page 5)

Absent du journal en 1944, le thème de la victoire assurée est repris aux élections de 1952, de 1960 et de 1966. Dans les derniers numéros de la campagne de 1952, les journalistes mentionnent que l'Union nationale est sûre de remporter les élections. Le 15 juillet, le *Montréal-Matin* publie en première page des photos de Duplessis avec le titre : « On se prépare à célébrer une grande victoire ». En 1960, considérant la grande popularité de Barrette, Langlois prédit, le 21 juin, la réélection de l'Union nationale<sup>105</sup>. Le même jour, un journaliste affirme que la victoire unioniste est assurée et que Barrette continuera à diriger la province :

Bien qu'on puisse déjà prédire que les célébrations de la victoire se prolongeront assez tard dans la nuit, le programme de l'hon. Antonio Barrette est déjà tout tracé pour la journée de jeudi, lendemain des élections. Le premier ministre a déjà annoncé qu'il serait à ses bureaux, dès jeudi matin, pour se remettre à la tâche. [...] L'hon. Antonio Barrette continuera ainsi à faire honneur à son passé d'humble ouvrier. Devenu l'ouvrier de toute notre politique nationale, il continue à apporter à son travail toute l'ardeur qui le caractérise. [...] La destinée de la province est entre bonnes mains<sup>106</sup>.

À la fin de la campagne électorale de 1966, Roger Rioux livre ses impressions personnelles<sup>107</sup>. Après avoir parcouru le Québec avec Johnson, il prédit que l'Union nationale fera élire 60 députés, le Parti libéral 47 et le RIN 1. Rioux avoue clairement ses préférences. Il écrit que « jamais dans toute son histoire l'Union nationale n'aura présenté à l'électeur une équipe aussi jeune, aussi dynamique et aussi compétente ». Il continue en expliquant que « contrairement à M. Johnson qui a livré une lutte merveilleuse tout au long de la campagne électorale et qui a donné à grand nombre de ses candidats l'opportunité de se faire valoir au niveau provincial, M. Lesage a commis plusieurs erreurs, notamment celle de centrer les projecteurs sur sa personne ». Selon Rioux, l'Union nationale sera élue puisqu'elle « présente à

<sup>105</sup> Lucien Langlois, « Indice d'une grande victoire », *Montréal-Matin*, 21 juin 1960, p. 2.

<sup>106</sup> « Fin de la campagne électorale », *Montréal-Matin*, 21 juin 1960, p. 6.

<sup>107</sup> Roger Rioux, « Coup d'œil sur la campagne », *Montréal-Matin*, 4 juin 1966, p. 8.

l'électorat un programme cohérent qui colle à la réalité et aux désirs de la population ».

Les journalistes du *Montréal-Matin* ont donc souvent insisté sur la victoire éminente de l'Union nationale. L'objectif, selon une stratégie politique assez commune, était d'influencer les indécis en leur faisant croire que la population se rangeait massivement derrière le camp unioniste. On souhaitait miser sur l'effet d'entraînement, mais aussi rallier les électeurs soucieux d'élire un député « du côté du pouvoir ».

Cette stratégie n'est pas utilisée en 1973. Au contraire, les journalistes relèvent à quelques reprises, non sans raison, à quel point la situation est difficile pour les unionistes. D'autres fois, le journal publie les résultats de sondages où l'Union nationale arrive en dernière position. Le 26 septembre 1973, un sondage accorde 40 % des voix au Parti libéral, 37 % au Parti Québécois, 17 % au Parti créditiste et seulement 6 % à l'Union nationale<sup>108</sup>. De tels résultats, on s'en doute, n'auraient pas été publiés dans le *Montréal-Matin* alors que celui-ci appartenait aux chefs de l'Union nationale.

Ainsi, nous constatons que l'attitude et la rhétorique des journalistes du *Montréal-Matin* varient selon les partis politiques concernés. Les différences sont particulièrement observables lors des campagnes électorales où le journal accorde officiellement son appui à l'Union nationale. Lorsqu'il est question de l'Union nationale, les journalistes abordent des thèmes qui projettent une image positive du parti : popularité du chef, succès des rassemblements, valorisation des idées et des promesses, assurance de la victoire, etc. Parallèlement, les journalistes projettent une image négative des libéraux en insistant sur les scandales auxquels ils sont associés

---

<sup>108</sup> « Les Libéraux et le PQ nez à nez », *Montréal-Matin*, 26 septembre 1973, p. 5.



(en 1931 et en 1936) et les ratés de leur campagne. Il n'est pas rare que les articles où on vante les succès de l'Union nationale et ceux où on présente les malheurs du Parti libéral soient mis côte à côte dans le journal.

En ce qui concerne les autres partis politiques, nous avons vu que les journalistes adoptaient une attitude plutôt bienveillante envers le Bloc populaire en 1944. D'autre part, le journal n'est pas opposé au RIN. Différentes sources mentionnent que l'Union nationale et le RIN avaient conclu un pacte de non-agression en 1966<sup>109</sup>. C'est peut-être pour respecter ce pacte que les journalistes du *Montréal-Matin* ne critiquent pas la formation indépendantiste.

Remarquons aussi que la pratique et le ton des journalistes changent selon les époques. En 1931 et en 1936, les journalistes sont partiaux et n'hésitent pas à se prononcer ouvertement contre le Parti libéral. Leurs articles mêlent nouvelles journalistiques et opinions personnelles, et le ton qu'ils emploient est parfois agressif. Des termes tels que « traîtres », « bandits » et « pourritures » sont utilisés comme synonymes de « libéraux ». Cette pratique se distingue de celle préconisée dans les journaux d'information de cette époque. Selon Stephen Ward, les journalistes canadiens des années 1930 concevaient l'objectivité comme le fait de n'émettre aucune opinion dans leurs textes<sup>110</sup>. Cette préoccupation n'est manifestement pas présente à *L'Illustration*.

---

<sup>109</sup> L'ex-député unioniste Jérôme Proulx révèle qu'un pacte de non-agression avait été conclu entre les deux partis. Dans ses mémoires, Pierre Bourgault mentionne pour sa part que l'Union nationale n'a jamais attaqué de front le RIN durant la campagne de 1966. Voir Jérôme Proulx, « Daniel Johnson et son aile nationaliste », dans Robert Comeau, (dir.), *Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, p. 65 ; Pierre Bourgault, *La politique. Écrits polémiques*, Montréal, Lanctôt éditeur, 1996, p. 107.

<sup>110</sup> Stephen Ward, *The Invention of Journalism Ethics: the Path to Objectivity and Beyond*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2006, 360 p.

Aux élections de 1952 et de 1960, les journalistes du *Montréal-Matin* changent leur approche et prennent soin de ne pas émettre ouvertement leurs préférences. Pour éviter de se prononcer, ils ont souvent recours au procédé de la citation journalistique. Jean Charron a noté que les journalistes du *Devoir* et de *La Presse* des années 1940 et 1950 privilégiaient la figure du journaliste-reporter en laissant parler les acteurs politiques et en misant sur la citation directe<sup>111</sup>. Il est possible que ce soit justement l'influence du système des journaux montréalais qui incite les journalistes du *Montréal-Matin* à adopter une telle pratique. Cela dit, dans le cas du tabloïd unioniste, les articles demeurent tout aussi partisans. Au lieu de critiquer eux-mêmes les libéraux, les journalistes le font en citant les propos de candidats de l'Union nationale. Par exemple, le 29 mai 1952, on peut lire en page huit un article intitulé « En 4 ans, l'Union nationale a fait dix fois plus en dix fois moins de temps que les libéraux<sup>112</sup> ». Il s'agit d'un titre accrocheur et partisan, mais en lisant l'article on s'aperçoit que cette déclaration provient en réalité de René Bernatchez, le candidat unioniste dans Lotbinière. Dans le corps du texte, l'auteur vante les réalisations de l'Union nationale et critique le Parti libéral, toujours en se servant des propos de Bernatchez. Bref, si les journalistes se « couvrent » en faisant parler à leur place les représentants de l'Union nationale, ils n'en favorisent pas moins cette dernière. Ils transmettent un message partisan tout en adoptant en apparence une distance professionnelle.

En 1966, les journalistes du *Montréal-Matin* se permettent plus souvent d'introduire des commentaires personnels dans leurs textes. À la toute fin de la campagne électorale, Roger Rioux invite directement les lecteurs à voter pour l'Union nationale. Encore une fois, cela peut s'expliquer par l'influence du système des journaux : Jean Charron a noté que les journalistes du *Devoir* et de *La Presse* délaissent la figure du

<sup>111</sup> Jean Charron, « Journalisme, politique et discours rapporté : évolution des modalités de la citation dans la presse écrite au Québec : 1945-1995 », *Politique et Sociétés*, vol. 25, n<sup>os</sup> 2-3, 2006, p. 147-181.

<sup>112</sup> « En 4 ans, l'Union nationale a fait dix fois plus en dix fois moins de temps que les libéraux », *Montréal-Matin*, 29 mai 1952, p. 8.

journaliste-reporter à la fin des années 1960 pour adopter celle du journaliste-analyste qui leur permet de poser un regard critique sur la nouvelle. Au *Montréal-Matin*, Clément Brown, Roger Rioux et Bernard Tétrault n'hésiteront pas à adopter cette nouvelle approche. Ce phénomène est également observable en 1973, alors que les journalistes présentent leurs pronostics et analysent les bons et les mauvais coups des différents partis.

### 7.5 Le contenu iconographique

En temps d'élections, le *Montréal-Matin* continue d'accorder une grande importance aux illustrations. De plus, le contenu iconographique du journal concerne parfois les campagnes électorales.

D'abord, durant certaines élections, le *Montréal-Matin* publie des caricatures éditoriales. Celles-ci ont pour but de faire rire les lecteurs, mais aussi d'encourager ou de dénoncer certaines situations. Également, elles peuvent être utilisées pour tourner en dérision un politicien. D'ailleurs, certains chefs de l'Union nationale ont souvent été ciblés par les caricaturistes d'autres journaux. Selon Dominic Hardy, Robert LaPalme a été engagé au *Devoir* en 1951 pour aider le journal dans sa lutte contre le régime duplessiste<sup>113</sup>. Dans ses caricatures, LaPalme se moquait du nez de Maurice Duplessis et le présentait comme un dictateur aux mœurs légères<sup>114</sup>. Daniel Johnson a pour sa part subi les goguenardises de Normand Hudon de *La Presse* et a eu beaucoup de difficulté à se défaire du sobriquet de « Danny Boy ». Dans le *Montréal-Matin*, ce sont plutôt les chefs du Parti libéral qui sont ridiculisés.

<sup>113</sup> Dominic Hardy, « Une grande noirceur : splendeurs et mystères de la caricature au Québec, 1899-1960 », dans Ségolène Le Men, (dir.), *L'art de la caricature*, Paris, Presses de l'Université de Paris Ouest, 2011, p. 164.

<sup>114</sup> À ce sujet, voir Alexandre Turgeon, *Le nez de Maurice Duplessis. Le Québec des années 1940 tel que vu, représenté et raconté par Robert La Palme : analyse d'un système figuratif*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université Laval, 2009.

*L'Illustration* comprend des caricatures en 1931 et en 1936. La plupart d'entre elles sont en continuité avec la posture intellectuelle et politique du journal et visent à mal faire paraître le chef libéral et à annoncer la fin du régime. Par exemple, la caricature du 5 août 1931 illustre Camillien Houde qui scie un mât, représentant le pouvoir, où se tient Louis-Alexandre Taschereau (figure 7.2).

Au cours de la dernière semaine de la campagne électorale de 1931, trois à quatre caricatures se côtoient chaque jour dans le même numéro. Seuls les libéraux sont ciblés. Quelques caricatures mettent en scène le chef conservateur, mais toujours dans des positions avantageuses. Houde est décrit comme le représentant du peuple et comme celui qui mettra fin à la corruption des libéraux.

Figure 7.2

Caricature éditoriale de *L'Illustration*, 5 août 1931



En 1936, la page éditoriale de *L'Illustration Nouvelle* comprend chaque jour une caricature dessinée par Louis Lemarchand. Ces caricatures sont souvent en lien avec les éditoriaux d'Adrien Arcand et, la plupart du temps, elles se moquent de Godbout. Lemarchand soutient, entre autres, que le chef libéral est à la solde des trusts et des compagnies étrangères. Le jour du vote, la caricature est exceptionnellement publiée en première page, où se trouve aussi pour l'occasion l'éditorial d'Arcand. Alors que celui-ci invite les lecteurs à élire l'Union nationale pour faire le ménage dans la politique québécoise, Lemarchand dessine un balai, identifié comme étant l'Union nationale, qui balaie des parasites qui ont le visage de personnalités libérales (figure 7.3).

Figure 7.3

Caricature éditoriale de *L'Illustration Nouvelle*, 17 août 1936



En 1944, le caricaturiste dessine uniquement sur le thème de la guerre, tandis qu'aux élections de 1952 et de 1960, le *Montréal-Matin* ne comprend pas de caricatures. En 1966, les caricatures sont dessinées par Payac. Celles-ci présentent généralement Jean



Lesage et certains de ses candidats dans des situations peu avantageuses. Par exemple, en continuité avec le traitement journalistique offert de la campagne, on tente de montrer qu'il y a des divisions internes dans le Parti libéral et que la direction de Lesage est contestée. Daniel Johnson, pour sa part, est rarement représenté.

En 1973, le caricaturiste du *Montréal-Matin* est Jean-Pierre Coallier. Celui-ci se moque sans réelle méchanceté des quatre chefs. Tous ont droit à quelques caricatures qui les désavantagent. Durant les derniers jours, toutefois, Robert Bourassa est un peu plus ciblé. Coallier illustre, entre autres, ce qu'il considère comme une campagne de peur que mène le chef libéral contre le projet indépendantiste (figure 7.4).

Figure 7.4

Caricature éditoriale du *Montréal-Matin*, 25 octobre 1973



Bref, durant les campagnes électorales de 1931, 1936 et 1966, le journal utilise la caricature éditoriale pour critiquer et tourner en dérision le chef du Parti libéral. À

noter que Duplessis et Johnson étaient très rarement représentés. Houde était un peu plus présent dans les caricatures de 1931, mais toujours dans des situations avantageuses.

Quant aux photographies, nous constatons qu'elles sont épisodiquement utilisées pour projeter une image positive de l'Union nationale. Aux élections de 1931 et de 1936, quelques photos de Camillien Houde et de Maurice Duplessis sont publiées, mais il s'agit surtout de portraits et elles ne sont pas très nombreuses. De plus, ce sont souvent les mêmes photos qui sont utilisées – celle de Houde apparaît à la figure 7.1. Aucune photo de Taschereau, de Godbout ou d'autres candidats libéraux n'a été retrouvée dans notre corpus pour les élections de 1931 et de 1936.

Dans les années 1930, les deux pages centrales de *L'Illustration* sont composées exclusivement de photographies – normalement il s'agissait d'images de sportifs et de vedettes de cinéma. Or, dans les derniers jours de la campagne électorale de 1931, ces photos de personnalités populaires sont remplacées par celles des candidats du Parti conservateur. En 1936, on a recours à la même stratégie, mais cette fois avec les candidats unionistes de l'île de Montréal seulement (figure 7.5).

En 1944, peu de photos concernent les élections. En 1952, elles sont un peu plus nombreuses, mais il s'agit encore une fois surtout de portraits de Duplessis. Aucun photographe du journal ne devait l'accompagner dans sa tournée électorale pour le photographier en action. Georges-Émile Lapalme, quant à lui, n'apparaît nulle part en image dans le *Montréal-Matin*.

Figure 7.5

Photos des candidats unionistes de l'île de Montréal, 11 août 1936



Source : *L'Illustration Nouvelle*, 11 août 1936, p. 13.



En 1960, la photographie s'impose comme un élément central dans la stratégie partisane du *Montréal-Matin*. Durant la dernière semaine de la campagne, chaque numéro du journal comprend des photos qui renvoient une image sympathique d'Antonio Barrette. On le voit, entre autres, dans des bains de foule, prendre des enfants dans ses bras, réaliser une première pelletée de terre symbolique, etc. (figure 7.6). L'attention est portée sur le chef de l'Union nationale – les autres candidats sont photographiés uniquement s'ils se tiennent aux côtés du chef lors de la prise de la photo. Parfois, les photos de Barrette occupent une page complète du *Montréal-Matin*. Celles-ci sont prises par des photographes du journal qui, selon toute vraisemblance, accompagnent le chef unioniste dans ses déplacements. L'objectif du journal était sans doute d'essayer de le rendre plus charismatique aux yeux du public, lui qui devait faire face à un opposant libéral dont c'était justement l'une des forces. D'ailleurs, et cela est révélateur, aucune photo de Lesage n'est publiée dans le journal en 1960.

Figure 7.6

Photographie d'Antonio Barrette posant avec une fillette



En 1966, le *Montréal-Matin* publie régulièrement des photos de Daniel Johnson. Contrairement à la campagne électorale de 1960, les autres candidats de l'Union nationale sont eux aussi représentés. Un photographe du journal prend certes des photos de la campagne libérale, mais celles-ci renvoient une image négative des libéraux. Le 23 avril, le journal publie une photo peu flatteuse de Lesage où son double menton est mis en évidence. Puis, le 4 juin, dans un article sur un rassemblement libéral, le texte est accompagné de photos de spectateurs qui lisent des journaux au lieu d'écouter l'orateur et, dans la légende, on fait état du peu de ferveur des personnes présentes<sup>115</sup>.

En 1973, les quatre chefs ont droit à des photographies dans le *Montréal-Matin*. Celles de Robert Bourassa et de René Lévesque sont un peu plus nombreuses. Contrairement aux élections de 1960 et de 1966, les photographies ne semblent pas projeter une image positive ou négative des chefs.

Nous constatons que la caricature, à l'instar des éditoriaux et textes d'opinion sur les élections, est utilisée surtout dans une perspective dépréciative – embêter, faire mal paraître l'adversaire –, alors que la photographie, elle, semble être exploitée dans une perspective essentiellement méliorative – dorer l'image des politiciens que l'on souhaite favoriser.

## 7.6 La publicité électorale

Pendant les campagnes électorales de 1931 et de 1936, *L'Illustration* comporte peu de publicités électorales. Lors de la première semaine, le journal ne publie que quelques encadrés pour annoncer les rassemblements du Parti conservateur en 1931 et

---

<sup>115</sup> « Lesage offre une grille de route », *Montréal-Matin*, 4 juin 1966, p. 11.



ceux de l'Union nationale en 1936. Durant la dernière semaine, le nombre de publicités augmente légèrement. Le 22 août 1931, soit la dernière journée avant le vote, *L'Illustration* a deux fois plus de pages qu'à l'habitude, puisque tous les candidats conservateurs de Montréal disposent d'une page publicitaire complète dans le journal. Les deux pages centrales, quant à elles, sont occupées par une publicité de Camillien Houde. La situation est semblable en 1936, alors que les publicités de la dernière semaine mettent en vedette Duplessis et les candidats montréalais de l'Union nationale.

Les libéraux, pour leur part, ne se procurent pas d'espace publicitaire dans *L'Illustration* en 1931 et 1936. Pourtant, ils achètent des publicités dans les autres quotidiens montréalais. En 1936, une publicité intitulée « Godbout joue cartes sur table » paraît presque chaque jour, sur une page complète, dans *La Presse* et *La Patrie*.

En 1944, le *Montréal-Matin* ne comprend aucune publicité électorale durant la première semaine de la campagne. Elles sont également peu nombreuses dans les autres quotidiens montréalais, ce qui laisse penser que les campagnes publicitaires des partis n'étaient peut-être tout simplement pas amorcées. Au cours de la dernière semaine, les quatre principaux partis politiques se procurent de l'espace publicitaire dans le *Montréal-Matin*. Chaque jour, les publicités de l'Union nationale, du Parti libéral, du Bloc populaire et de la Fédération du Commonwealth coopératif se côtoient dans les pages du journal. Les publicités de l'Union nationale sont un peu plus nombreuses, surtout dans les trois derniers jours de la campagne. Elles mettent principalement en vedette Duplessis. Les libéraux misent, eux aussi, sur l'image de leur chef et presque chaque jour ils achètent une page complète du *Montréal-Matin* pour inciter les lecteurs à voter pour Godbout.

En 1952, les publicités de l'Union nationale sont nombreuses dans les derniers jours de la campagne électorale. Elles sont, pour la plupart, conçues autour de la figure de Duplessis. Parfois, il s'agit d'une photo du chef unioniste avec la mention que « la province votera en bloc pour l'Union nationale », alors que d'autres fois la publicité rappelle les réalisations de Duplessis dans différents domaines. De plus, durant la dernière semaine, toutes les pages du journal, sauf la une et la page éditoriale, comprennent la publicité « Laissons Duplessis continuer son œuvre » (figure 7.7). Les autres partis ne font pas de publicité dans le *Montréal-Matin* en 1952.

Figure 7.7

Publicité « Laissons Duplessis continuer son œuvre »



La situation est semblable en 1960. Le *Montréal-Matin* comprend peu de publicités électorales au début de la campagne, mais nous en retrouvons plusieurs durant les derniers jours. Encore une fois, il s'agit exclusivement de publicités de l'Union nationale. La stratégie publicitaire du parti semble différente selon le média. Dans son analyse des publicités électorales à la télévision québécoise, Denis Monière a noté qu'Antonio Barrette est peu présent dans les publicités télévisuelles de l'Union nationale<sup>116</sup>. Le parti a préféré concevoir ses publicités autour d'artistes connus

<sup>116</sup> Denis Monière, *Votez pour moi. Une histoire politique du Québec moderne à travers la publicité électorale*, Montréal, Fides, 1998, p. 36.

comme Denis Drouin et Muriel Millard. Or, dans le *Montréal-Matin*, la majorité des publicités mettent en vedette le chef de l'Union nationale. On tente de le présenter comme un bon gestionnaire qui poursuivra l'œuvre de ses prédécesseurs. D'autre part, le journal comprend des publicités négatives contre les libéraux<sup>117</sup>. Intitulées « C'est l'temps qu'ça change dans le Parti Libéral », elles mentionnent que Lesage est un centralisateur et qu'il n'a pas d'expérience en politique provinciale.

En 1966, les publicités électorales sont absentes du journal au cours de la première semaine, mais nombreuses pendant les derniers jours de la campagne. Aux élections précédentes, les publicités de l'Union nationale étaient principalement conçues autour du chef. Cette fois, ce sont les candidats unionistes de la région de Montréal qui sont mis à l'avant-scène. De plus, et comme en 1960, le *Montréal-Matin* comprend des publicités négatives dirigées contre les libéraux. Intitulées « Jean Lesage a trahi le Québec », elles rappellent que le chef libéral a appuyé en 1964 la formule Fulton-Favreau, présentée, pour l'occasion, comme une politique constitutionnelle visant à supprimer les libertés du Québec<sup>118</sup>.

Fait à noter, des publicités du Parti libéral et du RIN sont publiées dans le *Montréal-Matin* en 1966. Les libéraux se procurent parfois une page complète dans le journal pour présenter certaines de leurs idées, tandis que le RIN achète quelques publicités qui mettent en vedette Pierre Bourgault. Ces annonces de « partis adverses » disparaissent toutefois lors des trois derniers jours de la campagne pour laisser toute la place à celles de l'Union nationale.

Enfin, en 1973, les quatre formations politiques se procurent de l'espace publicitaire dans le journal. Celles du Parti Québécois sont un peu plus nombreuses. Chaque jour,

---

<sup>117</sup> Ce sont des publicités payées par l'Union nationale.

<sup>118</sup> Il s'agissait d'une formule, développée par le ministre fédéral Edmund Davie Fulton et le ministre québécois Guy Favreau, pour établir les règles de modification de la Constitution canadienne.

les péquistes achètent des pages entières du journal pour expliquer certains aspects de leur programme.

Les publicités électorales dans le *Montréal-Matin* ont donc souvent été exclusives à l'Union nationale. Elles sont pour la plupart conçues autour du chef et des candidats unionistes de Montréal. D'autre part, les publicités sont plus nombreuses durant les derniers jours des élections. Serge Albouy a lui aussi noté cette particularité dans ses recherches sur le marketing politique. Le politologue explique que contrairement aux produits commerciaux où la publicité intensive se fait habituellement au lancement de la campagne publicitaire, « en politique [elle] survient le plus souvent à la fin de la campagne électorale<sup>119</sup> ». Le message véhiculé est ainsi toujours frais dans la mémoire des électeurs au moment de voter. Jean Loiselle, le directeur des communications de l'Union nationale en 1966, confirme dans son livre avoir utilisé cette stratégie. Il mentionne qu'il avait décidé de n'acheter aucune publicité dans les médias au cours des deux premières semaines de la campagne et « de tout concentrer dans les trois dernières semaines avec sursaturation dans les derniers huit jours<sup>120</sup> ».

### 7.7 Les lendemains de campagne

La présentation et l'analyse des résultats électoraux dans le *Montréal-Matin* ont souvent été conditionnées par la position officielle du journal. Le 25 août 1931, *L'Illustration* relève à la une que le scrutin a été marqué par « des voies de fait, des hold-ups, des vols de boîtes électorales, des attentats contre la police municipale, la supposition de personnes et la suppression en bloc de corps religieux de la liste

<sup>119</sup> Serge Albouy, *Marketing et communication politique*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 40, cité dans Denis Monière, *op. cit.*, p. 18.

<sup>120</sup> Jean Loiselle, *Daniel Johnson. Le Québec d'abord*, Montréal, VLB Éditeur, 1999, p. 58.

électorale<sup>121</sup> ». Selon les journalistes, ce fut une « campagne dégoûtante conduite par les rouges<sup>122</sup> » et « des milliers de voyous ont volé les élections d'une façon criminelle<sup>123</sup> ».

La réaction est à l'opposé en 1936, alors que *L'Illustration Nouvelle* consacre sa manchette du 18 août au « triomphe » de Duplessis. À l'intérieur du journal, la défaite du « régime Taschereau-Godbout » est célébrée. Un journaliste écrit que « plusieurs députés de l'Union nationale, élus dans la région de Montréal, sont venus remercier le personnel [du] journal<sup>124</sup> ». *L'Illustration Nouvelle* ne manque pas non plus de féliciter le travail d'Édouard Masson, actionnaire minoritaire de la Fédération des Journalistes canadiens, qui a agi durant la campagne comme organisateur en chef de l'Union nationale pour le district de Montréal. Bref, le journal ne se gêne pas pour mentionner ses liens avec l'Union nationale et insiste sur sa participation à l'élection de Duplessis.

En 1944, même si le *Montréal-Matin* n'a pas officiellement pris position, on semble se réjouir de l'élection de l'Union nationale. Le lendemain du vote, la manchette indique : « Vote écrasant contre le régime libéral ». En réalité, les libéraux ont obtenu un plus haut pourcentage de votes que les unionistes, soit 39,35 % contre 38,02 %.

Sans surprise, le *Montréal-Matin* célèbre de nouveau la victoire unioniste en 1952. La manchette du 17 juillet indique en très gros caractères « Victoire de Duplessis » et elle est accompagnée d'une photo du premier ministre souriant. Dans les pages intérieures, beaucoup d'espace est réservé à la retranscription des discours de la victoire et on insiste sur la défaite de Georges-Émile Lapalme dans son propre comté. L'éditorialiste, pour sa part, souligne que l'élection de l'Union nationale « fournira à

---

<sup>121</sup> « Résultats électoraux dans la province », *L'Illustration*, 25 août 1931, p. 1.

<sup>122</sup> « Campagne dégoûtante conduite par les rouges », *L'Illustration*, 25 août 1931, p. 2.

<sup>123</sup> « Des milliers de voyous ont volé les élections d'une façon criminelle », *L'Illustration*, 25 août 1931, p. 2.

<sup>124</sup> « Le régime n'est plus », *L'Illustration Nouvelle*, 18 août 1936, p. 2.



la province l'occasion de nouveaux progrès, qui facilitera son expansion dans tous les domaines<sup>125</sup> ».

Le 23 juin 1960, le changement de gouvernement n'est pas annoncé en première page. On apprend seulement que ce fut « une lutte serrée » et qu'Antonio Barrette a été réélu avec une majorité accrue dans Joliette. Dans les pages intérieures, l'élection des libéraux n'est que brièvement soulignée. Les articles de la deuxième page portent sur la réélection des principaux candidats de l'Union nationale, et l'éditorialiste écrit un texte pour féliciter la belle et honnête campagne du chef unioniste<sup>126</sup>.

Le 5 juin 1966, l'Union nationale est élue majoritaire, malgré que le Parti libéral ait obtenu plus de votes. Le lendemain, le *Montréal-Matin* titre en manchette que Johnson a triomphé. Dans les pages intérieures, des articles soulignent la victoire de l'Union nationale et, dans les jours qui suivent, le journal défend la légitimité du nouveau gouvernement<sup>127</sup>.

Au lendemain de l'élection de 1973, le *Montréal-Matin* publie en première page une photo de Robert Bourassa qui enlace sa fille Michèle. Le titre mentionne que les libéraux ont réalisé un « coup de balai ». À l'intérieur du journal, on annonce la mort de l'Union nationale. Le journaliste écrit que « l'élection du 29 octobre 1973 marque la fin du parti fondé par Maurice Duplessis<sup>128</sup> ». Finalement, en page éditoriale, Bernard Brisset des Nos s'inquiète du fait que le gouvernement n'aura qu'une faible opposition devant lui à l'Assemblée nationale<sup>129</sup>.

<sup>125</sup> « Le peuple a jugé », *Montréal-Matin*, 17 juillet 1952, p. 4.

<sup>126</sup> « L'élection d'hier », *Montréal-Matin*, 23 juin 1960, p. 4.

<sup>127</sup> Lucien Langlois, « Un mandat clair », *Montréal-Matin*, 7 juin 1966, p. 6.

<sup>128</sup> « L'UN est morte. Loubier battu », *Montréal-Matin*, 30 octobre 1973, p. 6.

<sup>129</sup> Bernard Brisset des Nos, « Un gouvernement sans opposition », *Montréal-Matin*, 30 octobre 1973, p. 10.

Lorsqu'il s'agit d'élections où le *Montréal-Matin* a officiellement donné son appui à l'Union nationale, la présentation des résultats est conséquente avec la position du journal. En 1936, en 1952 et en 1966, on se réjouit de la victoire de l'Union nationale. À l'inverse, les journalistes de 1931 crient à l'injustice, tandis que ceux de 1960 insistent sur les bons coups de la campagne unioniste.

\*\*\*

La présente analyse montre qu'en temps d'élection, le *Montréal-Matin* a souvent exercé une fonction partisane. Clairement, le journal a pris position en faveur des conservateurs en 1931, et des unionistes en 1936. À cette époque, les journalistes n'ont pas le souci de paraître impartiaux. Ils se prononcent ouvertement en faveur de l'élection des conservateurs et ils attaquent sans relâche, et souvent sur un ton vigoureux, les libéraux. Les stratégies privilégiées en 1931 et en 1936 ont plusieurs similitudes. *L'Illustration* mise sur la popularité de Houde et de Duplessis. Ceux-ci sont présentés comme des héros populaires qui attirent les foules partout où ils passent. À l'opposé, lorsqu'il est question des chefs libéraux, les journalistes écrivent qu'ils sont contestés et conspués. L'objectif ici était d'influencer les indécis en leur faisant croire que la population se rangeait massivement derrière le camp conservateur. C'est également pour cette raison que durant la dernière semaine, le journal répétait sans cesse que les conservateurs étaient assurés d'être élus. On espérait ainsi rallier les derniers indécis soucieux d'élire un député du côté du pouvoir. D'autre part, les promesses du Parti conservateur et de l'Union nationale retiennent peu l'attention des journalistes. Ils insistent plutôt sur les différents scandales liés au Parti libéral. Les pages éditoriales sont, elles aussi, comparables en 1931 et en 1936. Dans les deux cas, l'éditorialiste s'en prend principalement au chef libéral en remettant en question son intégrité, et des caricatures se moquant des libéraux sont publiées. Bref, l'appui du journal au camp conservateur est indéniable pour les élections de 1931 et de 1936.

La situation est toutefois différente en 1944. Pendant la première semaine, la campagne électorale passe pratiquement sous silence dans le *Montréal-Matin*. Il est plausible qu'Eugène Berthiaume et Jacques-Narcisse Cartier attendaient de conclure une entente financière avec l'un des partis en lice avant de confier un rôle partisan au journal. D'autre part, rappelons que Berthiaume appuyait l'Union nationale dans les années 1930, mais qu'en retour, il s'attendait à être nommé représentant du Québec à Paris et qu'une loi spéciale soit passée pour annuler la donation fiduciaire de 1914 concernant les actions de *La Presse*. Or, une fois élu, Duplessis n'a pas répondu à ces demandes. Peut-être cela explique-t-il pourquoi Berthiaume n'était pas aussi enclin à lui donner son appui en 1944, d'autant plus que les sondages de l'époque plaçaient l'Union nationale en troisième position. Durant la dernière semaine, le *Montréal-Matin* traite des élections, mais l'équipe du journal ne prend pas officiellement position – on perçoit néanmoins un léger favoritisme à l'égard de l'Union nationale et, dans une moindre mesure, du Bloc populaire. Les journalistes ne font pas de zèle partisan comme aux élections précédentes, et tous les partis affichent des publicités dans le journal.

Comme nous pouvions nous en douter, le *Montréal-Matin* appuie officiellement l'Union nationale lors des campagnes électorales de 1952, 1960 et 1966. Chaque fois, quelques journalistes sont attirés à la couverture des élections. Contrairement à leurs prédécesseurs des années 1930, ils ne prennent généralement pas ouvertement position et ils expriment peu de commentaires personnels dans leurs textes. Néanmoins, ils continuent de défendre l'Union nationale et de critiquer les libéraux en rapportant les propos de candidats unionistes. Les journalistes peuvent ainsi transmettre des messages partisans tout en semblant conserver une certaine éthique professionnelle. D'ailleurs, seuls les propos et les promesses de l'Union nationale sont rapportés dans le journal. En 1966, Jean Lesage est accompagné par des journalistes du *Montréal-Matin*, mais ceux-ci insistent sur les aspects négatifs de la campagne libérale. Comme aux élections de 1931 et de 1936, les journalistes

soulignent la popularité des chefs de l'Union nationale et décrivent leurs assemblées comme des succès populaires. Puis, durant les derniers jours, ils mentionnent que les unionistes semblent se diriger vers la victoire.

Les éditorialistes, pour leur part, incitent sans détour les lecteurs à voter pour l'Union nationale. Ils ont en commun d'axer la plupart de leurs textes sur la critique des chefs libéraux. En 1966, le nombre de textes d'opinion augmente. En plus des éditoriaux de Lucien Langlois, des chroniques sont écrites par d'autres membres du journal, dont Clément Brown et Julien Morissette. Enfin, l'élection générale de 1966 marque le retour des caricatures éditoriales, absentes du journal en 1952 et 1960.

Durant les élections de 1960 et 1966, les photographies sont judicieusement choisies. Le *Montréal-Matin* publie plusieurs photos qui avantagent les chefs de l'Union nationale. En 1966, un photographe semble attiré à la campagne libérale, mais les photos qu'il prend ne montrent pas Lesage et les libéraux sous leur meilleur jour.

D'autre part, le journal comprend beaucoup plus de publicités électorales à partir de 1952. En 1952 et en 1960, elles proviennent exclusivement de l'Union nationale, tandis qu'en 1966, le journal accepte des publicités des « partis adverses ». Les publicités électorales sont plus nombreuses durant les derniers jours des élections.

L'alliance partisane entre le *Montréal-Matin* et l'Union nationale est rompue à l'élection générale de 1973. L'équipe du journal tente de demeurer neutre et l'Union nationale n'est pas avantagée par rapport aux autres partis. Le *Montréal-Matin* semble libre d'attaches politiques en 1973.

Le *Montréal-Matin* a donc été partisan de l'Union nationale lors des élections qui ont eu lieu dans les années 1930 et lorsqu'il appartenait au parti. La stratégie était sensiblement toujours la même. Elle consistait à projeter une image positive de

l'Union nationale et une image négative du Parti libéral. De plus, ce sont souvent les mêmes thèmes qui étaient abordés : popularité du chef de l'Union nationale, succès des assemblées unionistes, scandales et bévues des libéraux, critique du chef libéral, assurance de la victoire de l'Union nationale, etc. La partisanerie s'effectuait en page éditoriale, mais aussi dans les articles journalistiques, dans le contenu iconographique, dans la publicité, etc. Bref, lorsque le *Montréal-Matin* prenait position, c'est tout le journal qui était monopolisé pour appuyer le parti. Néanmoins, les dirigeants de la compagnie éditrice désiraient continuer de plaire aux lecteurs, ce qui fait que les pages spécialisées, auxquelles ces derniers étaient habitués, demeuraient généralement intactes et nombreuses. Loin de nuire, le maintien de la facture populaire du journal permettait d'attirer des lecteurs qu'on pouvait ensuite tenter de convaincre de voter pour l'Union nationale.



## CONCLUSION

Partant de l'idée *a priori* selon laquelle le *Montréal-Matin* constitue un acteur important de l'histoire de la presse québécoise, nous souhaitons retracer l'histoire de ce journal et, dans une perspective plus globale, contribuer au champ de l'histoire de la presse au Québec. Nous désirions en connaître le mode de fonctionnement, son évolution et ses principales caractéristiques. Nous voulions déterminer comment il s'inscrit dans le système des journaux montréalais et de quelle manière il se distingue de ses principaux concurrents. Par ailleurs, sachant que le *Montréal-Matin* a longtemps été associé de près ou de loin à un parti politique, nous avons cherché à vérifier si ses différents propriétaires, et en particulier l'Union nationale, ont tenté de lui attribuer une fonction partisane. Afin de répondre à notre problématique, nous avons eu recours à trois approches différentes et complémentaires : l'histoire d'entreprise, l'analyse de contenu et l'analyse de la couverture médiatique lors des élections provinciales au Québec.

Notre thèse enrichit l'histoire de la presse, l'histoire intellectuelle et l'histoire politique au Québec de plusieurs manières. Elle permet, notamment, d'en apprendre davantage sur les différents propriétaires et acteurs du *Montréal-Matin*. Le journal a connu différentes formes de dépendance au long de son histoire : celle d'un homme, Eugène Berthiaume, qui l'a longtemps considéré comme un moyen pour promouvoir ses intérêts personnels; celle d'un parti politique, qui l'utilisait pour rejoindre les classes populaires de Montréal; et finalement celle d'un conglomérat, qui l'envisageait essentiellement comme un outil pour protéger le marché de *La Presse*. Par ailleurs, notre thèse permet d'examiner concrètement la situation d'un journal de parti à l'ère des médias de masse au Québec. Néanmoins, l'un des principaux apports de notre étude demeure d'approfondir notre compréhension du système des journaux montréalais. Lorsque *L'Illustration* est fondée en 1930, le marché des quotidiens

francophones est déjà bien occupé à Montréal avec *La Presse*, *La Patrie*, *Le Devoir* et *Le Canada*. Comme le portrait est déjà très varié, le nouveau journal doit trouver un moyen de se distinguer de ses concurrents pour se tailler une place dans le système des journaux montréalais. C'est dans ce contexte que les premiers administrateurs du journal, Eugène Berthiaume et les frères Lucien et Fernand Dansereau, choisissent de doter *L'Illustration* de caractéristiques propres à la presse populaire, un modèle de presse qu'on retrouvait surtout jusque-là dans le monde anglo-saxon. Ce trio innove en proposant une formule différente aux lecteurs. Celle-ci constituera la signature du *Montréal-Matin* tout au long de ses 48 années d'existence.

Le *Montréal-Matin* introduit plusieurs caractéristiques nouvelles dans le système des journaux montréalais. D'abord, il est le premier quotidien montréalais à adopter le format tabloïd. Ce petit format, identifié à la presse populaire, facilite la distribution et la lecture des journaux dans les transports en commun. Ensuite, notre analyse comparative de la mise en page du *Montréal-Matin* et de *La Presse* montre que les deux quotidiens offrent une facture visuelle très différente. Par exemple, le *Montréal-Matin* a longtemps accordé une plus grande importance aux illustrations. En 1934, ces dernières occupent 28,25 % de son espace rédactionnel, comparativement à seulement 8,5 % dans *La Presse*. Contrairement à *La Presse*, le *Montréal-Matin* privilégie une mise en page ordonnée et attrayante, non seulement pour la une, mais aussi dans ses pages intérieures. La mise en page est horizontale et les articles, peu nombreux, sont bien distincts les uns des autres. Également, la façon de concevoir la une est différente dans les deux journaux. Alors que *La Presse* y concentre les nouvelles les plus importantes de la journée, le *Montréal-Matin* compose plutôt sa page titre à l'aide de gros titres et d'illustrations afin de rendre le journal attractif et d'attirer l'attention des passants. Enfin, le *Montréal-Matin* est le premier quotidien montréalais à faire de la photographie l'élément central de ses pages titres et à concevoir la une comme un espace de mise en valeur du journal. Ses manchettes sont souvent réservées aux faits divers et aux nouvelles sportives.

Tout comme pour la mise en page, nous avons noté des différences notables entre le contenu du *Montréal-Matin* et celui de *La Presse*. Le journal du matin comprend moins de nouvelles politiques et économiques que *La Presse*, mais accorde en revanche une plus grande proportion de son espace rédactionnel aux faits divers et aux affaires judiciaires. Qui plus est, ces actualités revêtent souvent un caractère sensationnel : meurtres, vol de banques, procès de criminels, évasions de prison, etc. *La Presse* s'intéresse aussi aux faits divers et aux affaires judiciaires, mais elle le fait plus sobrement.

La catégorie dominante dans le *Montréal-Matin* n'en reste pas moins celle des sports. Sauf en 1944, les sports occupent toujours un espace largement supérieur dans le *Montréal-Matin* que dans *La Presse*. Dans les années 1950, ils deviennent la marque de commerce du *Montréal-Matin* et un élément central de son identité. Le responsable des pages sportives, Jacques Beauchamp, est une vedette et un des journalistes le plus en vue de la métropole. Plusieurs lecteurs se procurent le journal pour lire ses chroniques et ses primeurs sur le club de hockey Canadiens. D'ailleurs, à l'automne de 1965, une enquête réalisée par la firme Canadian Facts pour le compte du journal révèle que la majorité des lecteurs du *Montréal-Matin* le considèrent comme un journal sportif et, 64 % des lecteurs affirment acheter le journal pour sa section des sports<sup>1</sup>. En 1965 et en 1974, plus de la moitié du *Montréal-Matin* est consacrée aux sports, tandis que dans *La Presse*, le taux ne dépasse jamais 30 %.

D'autre part, le *Montréal-Matin* accorde généralement beaucoup d'espace aux divertissements. Il souhaite amuser et divertir ses lecteurs avec des bandes dessinées, des mots croisés et d'autres jeux. En 1954, les divertissements occupent 12,29 % de la surface rédactionnelle du *Montréal-Matin*, contre 1,65 % à *La Presse*.

---

<sup>1</sup> Pierre J.G. Vennat, « Ce que lisent les lecteurs des quotidiens francophones », *Cité Libre*, vol. 17, n° 3, 15 février 1967, p. 103-109.

Notre analyse révèle que le public cible du *Montréal-Matin* ne semble pas intéressé par les grandes questions politiques, économiques et sociales. Les lecteurs choisissent avant tout le *Montréal-Matin* pour les divertissements, les sports et les faits divers qu'on y retrouve en abondance.

Nous pouvons donc confirmer notre hypothèse de départ : le *Montréal-Matin* a innové la façon de faire du journalisme au Québec en introduisant dans le système des journaux des caractéristiques propres à la presse populaire. En retraçant l'histoire du *Montréal-Matin*, notre thèse permet d'améliorer nos connaissances sur les débuts et le développement de la presse populaire au Québec, une formule journalistique qui a eu une grande influence sur le système des journaux montréalais.

D'autre part, notre thèse montre que le *Montréal-Matin* a, en certaines circonstances, joué un rôle partisan. L'analyse de contenu nous permet de conclure qu'en temps normal, le *Montréal-Matin* se garde bien d'afficher une partisanerie politique trop apparente. Peu d'espace est alloué à la politique et, à l'exception de la page éditoriale, rares sont les traces d'une quelconque affiliation entre le quotidien et l'Union nationale. D'ailleurs, le quotidien n'est jamais identifié officiellement comme l'organe de l'Union nationale. Par contre, notre étude révèle que dans le contexte des élections provinciales, la fonction partisane du journal est généralement activée. Lors des élections de 1931 et de 1936, la prise de position partisane de *L'Illustration* est explicite. En fait, c'est carrément de la propagande qui est alors véhiculée dans les pages du quotidien du matin. Eugène Berthiaume souhaite voir le gouvernement libéral tomber et utilise son journal comme un outil de combat.

Après l'achat du journal par l'Union nationale, les chefs unionistes nomment chacun à leur tour des hommes de confiance aux postes clés du *Montréal-Matin* : directeur, rédacteur en chef, éditorialiste, directeur de l'information, courriériste parlementaire, etc. Ainsi, sans surprise, le *Montréal-Matin* appuie officiellement l'Union nationale

lors des campagnes électorales de 1952, 1960 et 1966. Comme aux élections de 1931 et de 1936, les journalistes soulignent la popularité des chefs de l'Union nationale, le succès des activités du parti et dénigrent les campagnes libérales. Les éditorialistes, pour leur part, dirigent leurs attaques contre les chefs libéraux. Ils soulignent qu'ils n'ont pas l'étoffe d'un premier ministre ou encore qu'ils sont à la solde du fédéral. Les photographies sont choisies dans le but d'offrir une image favorable aux chefs unionistes, tandis que les caricatures ciblent essentiellement les libéraux. Ainsi, le journal a généralement appuyé l'Union nationale dans le contexte des élections provinciales. La stratégie employée a toujours été sensiblement la même : projeter une image positive de l'Union nationale et une image négative du Parti libéral.

Le *Montréal-Matin* se révèle donc un outil malléable pour ses administrateurs. La stratégie, en temps normal, est de privilégier une formule journalistique susceptible de plaire à monsieur et madame Tout-le-monde pour augmenter le nombre de lecteurs et faire du journal une entreprise lucrative. En ce sens, le *Montréal-Matin* n'est pas différent des autres journaux d'information de son époque : il cherche à accroître son tirage pour augmenter ses revenus publicitaires. Par contre, en certaines occasions, par exemple lors des élections provinciales au Québec, on lui confie un rôle partisan. On tente alors d'influencer le bassin de lecteurs constitué au cours des années précédentes. Contrairement aux journaux partisans du siècle précédent, le *Montréal-Matin* ne s'adresse donc pas aux personnes déjà convaincues : il vise un large auditoire et tente d'influencer l'opinion publique aux moments opportuns. Les caractéristiques de la presse populaire lui assurent une base de plus en plus solide de lecteurs et, en période électorale, ce média bien implanté est utilisé pour essayer d'augmenter le nombre de votes pour l'Union nationale dans la région de Montréal. Les fonctions commerciale et partisane du *Montréal-Matin* sont donc complémentaires. Cette stratégie a favorisé la prospérité du *Montréal-Matin* dans les années 1950 et 1960, mais semble avoir offert des résultats plus ou moins concluants du point de vue de la politique.



Le *Montréal-Matin* est donc le premier quotidien à avoir véritablement occupé le créneau de la presse populaire au Québec. Il s'est inspiré d'un modèle de journaux déjà en vogue dans le monde anglo-saxon, mais il est le premier à l'importer et à l'appliquer au système de journaux quotidiens québécois. Le *Montréal-Matin* semble avoir été particulièrement influencé par le *Daily News* de New York. En effet, les deux journaux partagent plusieurs caractéristiques : unes accrocheuses, abondance de photographies et de gros titres, grande importance aux sports, etc. Il serait intéressant, dans des recherches subséquentes, d'approfondir cette idée en réalisant une analyse de contenu comparative du *Montréal-Matin* et du *Daily News*. D'une part, nous pourrions vérifier si le tabloïd new-yorkais est, comme nous le soupçonnons, la source d'influence du *Montréal-Matin*. D'autre part, nous pourrions déterminer quels sont les éléments qui ont été repris par le *Montréal-Matin* et comment celui-ci les a adaptés au système des journaux montréalais. En plus d'approfondir nos connaissances sur le *Montréal-Matin*, une telle étude permettrait d'aborder l'histoire de la presse au Québec en interpellant le concept des transferts culturels et d'analyser l'influence que les différents systèmes de journaux peuvent avoir les uns sur les autres.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Sources

#### 1.1 Sources manuscrites

*Archives de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Montréal)*

Fonds Clément-Arthur Dansereau, P673

Fonds Famille Trefflé Berthiaume, P207

Fonds Roger Duhamel, CLG46

*Archives du Séminaire Saint-Joseph (Trois-Rivières)*

Fonds Maurice L. Duplessis, FN-0019

*Archives du Service des archives et de gestion des documents de l'Université du Québec à Montréal*

Fonds du Syndicat des journalistes de Montréal, 78P

#### 1.2 Journaux et périodiques

*Dimanche-Matin*, hebdomadaire, Montréal.

*L'Action catholique*, quotidien, Québec.

*L'Autorité*, hebdomadaire, Montréal.

*La Patrie*, quotidien, Montréal.

*La Presse*, quotidien, Montréal.

*Le Canada*, quotidien, Montréal.

*Le Devoir*, quotidien, Montréal.

*Le Temps*, hebdomadaire, Québec.

*L'Illustration*, quotidien, Montréal.

*L'Illustration Nouvelle*, quotidien, Montréal.

*Montréal-Matin*, quotidien, Montréal.

### 1.3 Témoignages

BARRETTE, Antonio, *Mémoires*, Montréal, Beauchemin, 1966, 448 p.

BEAUCHAMP, Jacques, *Le sport c'est ma vie*, Montréal, Les Éditions Quebecor, 1979, 254 p.

BOURDON, Joseph, *Montréal-Matin : son histoire, ses histoires*, Montréal, La Presse, 1978, 282 p.

BOURGAULT, Pierre, *La politique. Écrits polémiques*, Montréal, Lanctôt éditeur, 1996, 365 p.

CARDINAL, Jacqueline et Laurent LAPIERRE, *Luc Beauregard, le pari de la vérité*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, xviii-360 p.

CARDINAL, Mario, Vincent LEMIEUX et Florian SAUVAGEAU, *Si l'Union nationale m'était contée...*, Montréal, Les Éditions du Boréal express, 1978, 348 p.

DANSEREAU, Pierre, *Projets inachevés : autobiographie*, Sainte-Foy, Éditions MultiMondes, 2005, 160 p.

FILION, Gérard, *Fais ce que peux. En guise de mémoire*, Montréal, Boréal, 1989, 381 p.

GROS D'AILLON, Paul, *Daniel Johnson, l'égalité avant l'indépendance*, Montréal, Stanké, 1979, 257 p.

GUAY, Jacques, « Maurice Bernier. L'amour du métier comme au premier jour », *Le « 30 »*, vol. 7, n° 5, mai 1983, p. 19-20.

LAPORTE, Pierre, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, 140 p.

LEBLANC, Gérald, « Le vécu de la concentration. La petite histoire du *Montréal-Matin*, du *Soleil* et du *Journal du Nord-Ouest* », *Du côté des journalistes, études sur l'industrie des quotidiens*, Ottawa, Commission royale sur les quotidiens, 1981, p. 117-139.

LOISELLE, Jean, *Daniel Johnson. Le Québec d'abord*, Montréal, VLB Éditeur, 1999, 267 p.

PELLETIER, Gérard, *Les années d'impatience, 1950-1960*, Montréal, Stanké, 1983, 320 p.

## 2. Ouvrages de référence et instruments de recherche

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973-, 10 vol.

DROUILLY, Pierre, *Statistiques électorales du Québec. 1867-1989*, 3<sup>e</sup> édition, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, 1990, 962 p.

LEMIRE, Maurice et coll., *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, Montréal, Fides, 1971-, 8 vol.

LÉVESQUE, Michel et Martin PELLETIER, *L'Union nationale : bibliographie (1936-2009)*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, 2009, ix-127 p.

Ayer firm, *N. W. Ayer & Son's directory, newspapers and periodicals*, Philadelphia, Ayer Press, 1930-1978.

## 3. Synthèses

Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, 646 p.

DICKINSON, John A. et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec, Septentrion, 2003, 452 p.

DROUILLY, Pierre, *Atlas des élections fédérales au Québec, 1867-1988*, Montréal, VLB Éditeur, 1989, 400 p.

DUMONT, Fernand et coll., *Idéologies au Canada français*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971-1981-, 4 vol.

LACOURSIÈRE, Jacques, *Histoire populaire du Québec*, tome 4, Québec, Septentrion, 1997, 416 p.

LAMONDE, Yvan, *Histoire sociale des idées au Québec*, Montréal, Fides, 2000-2004, 2 vol.

LAMONDE, Yvan, *La modernité au Québec. Tome 1 : La Crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*, Montréal, Fides, 2011, 323 p.

LINTEAU, Paul-André et coll., *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1986, 739 p.

ROY, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Boréal, 1993, 127 p.

#### 4. Études

##### 4.1 Études théoriques et méthodologiques

ADAM, Jean-Michel et Gilles LUGRIN, (dir.), *Genres de la presse écrite et analyse de discours*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001, 201 p.

BÉLANGER, Damien-Claude, Sophie COUPAL et Michel DUCHARME, (dir.), *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2004, 281 p.

BRIN, Colette, Jean CHARRON et Jean DE BONVILLE, *Nature et transformation du journalisme : théorie et recherches empiriques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2004, xvi-454 p.

BURRAGE, Michael, « Two Approaches to the Study of Mass Media », *Archives européennes de sociologie*, vol. 10, n° 2, 1969, p. 238-253.

CHARRON, Jean, *La production de l'actualité. Une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques*, Montréal, Boréal, 1994, 446 p.

CHARRON, Jean et Jean DE BONVILLE, « Journalismes en mutation. Perspectives de recherche et orientations méthodologiques », *Communication*, vol. 17, n° 2, décembre 1996, p. 15-49.



CHARRON, Jean et Jean DE BONVILLE, « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication*, vol. 17, n° 2, décembre 1996, p. 51-97.

DE BONVILLE, Jean, *L'analyse de contenu des médias : de la problématique au traitement statistique*, Bruxelles, De Boeck, 2006, 451 p.

DE TOCQUEVILLE, Alexis, *De la démocratie en Amérique*, tome II, Paris, Gallimard, 1986 [1840], 471 p.

FOUCAULT, Michel, *Les Mots et les Choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966, 405 p.

HERMAN, Edward et Noam CHOMSKY, *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 2008 [1988], 653 p.

LAMONDE, Yvan, « L'histoire culturelle comme domaine historiographique au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, 1997, p. 285-299.

KAYSER, Jacques, *Le quotidien français*, Paris, A. Colin, 1963, 167 p.

KELLY, Stéphane, *Les idées mènent le Québec : essai sur une sensibilité historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, 222 p.

LOVEJOY, Arthur O., *Essays in the History of Ideas*, Baltimore, Johns Hopkins U. Press, 1948, xv-359 p.

MARQUIS, Dominique, « The Catholic Press: A Challenge to the "Journalism of Information" Paradigm », dans Gene Allen & Daniel J. Robinson, (dir.), *Communicating in Canada's past. Essays in Media History*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 27-46.

MOUILLAUD, Maurice, « Le système des journaux (Théorie et méthodes pour l'analyse de presse) », *Langages*, n° 11, 1968, p. 61-83.

RIFFE, Daniel, Charles F. AUST et Stephen R. LACY, « The Effectiveness of Random, Consecutive Day and Constructed Week Sampling in Newspaper Content Analysis », *Journalism Quarterly*, vol. 70, n°1, printemps 1993, p. 133-139.

ROSS, Line, *L'écriture de presse. L'art d'informer*, Montréal, Gaëtan Morin, 2005, 256 p.

ROY, Fernande, « Recent Trends in Research on the History of the Press in Quebec: Towards a Cultural History », dans Gene Allen & Daniel J. Robinson, (dir.), *Communicating in Canada's past. Essays in Media History*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 257-270.

#### 4.2 Histoire de la presse

ANDREWS, Alexander, *The History of British Journalism, from the Foundation of the Newspaper Press in England to the Repeal of the Stamp Act in 1855*, London, Richard Bentley, 1859, 2 vol.

BARKER, Hannah, *Newspapers, Politics, and English Society, 1695-1855*, Harlow, Longman Books, 2000, 246 p.

BELLANGER, Claude, (dir.), *Histoire générale de la presse*, Paris, Presses universitaires de France, 1969, 4 vol.

BRIGGS, Asa, *Press and Public in Early Nineteenth-Century Birmingham*, Oxford, Printed for the Dugdale Society, 1948, 29 p.

BRIGGS, Asa et Peter BURKE, *A Social History of the Media: from Gutenberg to the Internet*, Cambridge, Polity, 2002, viii-374 p.

CONBOY, Martin, *The Press and Popular Culture*, London, Sage Publications, 2002, 194 p.

CORNU, Daniel, *Journalisme et vérité : l'éthique de l'information au défi du changement médiatique*, Genève, Labor et Fides, 2009, 486 p.

CROUTHAMEL, James L., *Bennett's New York Herald and the Rise of the Popular Press*, Syracuse, Syracuse University Press, 1989, xi-202 p.

D'ALMEIDA, Fabrice, *Images et propagande*, Paris, Casterman, 1995, 191 p.

D'ALMEIDA, Fabrice et Christian DELPORTE, *Histoire des médias en France : de la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2003, 434 p.

DELPORTE, Christian, *Les journalistes en France (1880-1950) : naissance et construction d'une profession*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, 449 p.

DELPORTE, Christian, *La France dans les yeux : une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 2007, 490 p.

EMERY, Edwin et Michael EMERY, *The Press and America: An Interpretive History of the Mass Media*, Boston, Allyn & Bacon, 1999, 698 p.

EVENO, Patrick, *Histoire du journal Le Monde. 1944-2004*, Paris, Albin Michel, 707 p.

GRANT, James, *The Newspaper Press; Its Origin – Progress – and Present Position*, London, Tinsley Bros, 1871-1872, 3 vol.

HAMPTON, Mark, *Visions of the Press in Britain, 1850-1950*, Chicago, University of Illinois Press, 2004, 232 p.

LE BOHEC, Jacques, *Les rapports presse-politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, 253 p.

LEDRE, Charles, *Histoire de la presse*, Paris, Fayard, 1958, 411 p.

LUTHER MOTT, Frank, *A History of American Magazines*, Cambridge, Harvard University Press, 1938, 5 vol.

LUTHER MOTT, Frank, *American Journalism: A History of Newspapers in the United States Through 250 Years, 1690-1940*, New York, Macmillan Co, 1941, ix-772 p.

MARTIN, Laurent, *Le Canard enchaîné. Histoire d'un journal satirique, 1915-2005*, Paris, Nouveau Monde, 2005, 774 p.

MUHLMANN, Géraldine, *Une histoire politique du journalisme : XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2004, ix-247 p.

MULLIKIN-PARCELL, Lisa et David SLOAN, *American Journalism : History, Principles, Practices*, Jefferson, McFarland & Company, 2002, 384 p.

PALMER, Michael B., *Des petits journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne*, Paris, Aubier, 1983, 352 p.

SCHUDSON, Michael, *Discovering the News. A Social History of American Newspapers*, New York, Basic Books, 1978, ix-233 p.

WEBB, R.K., *The British Working Class Reader, 1790-1848*, London, G. Allen and Unwin, 1955, 192 p.

WILLIAMS, J.B., *A History of English Journalism to the Foundation of the Gazette*, London, Longmans, 1908, 293 p.

#### 4.3 Histoire de la presse au Québec et au Canada

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN, « Aperçu du journalisme québécois d'expression française », *Recherches sociographiques*, vol. 7, n° 3, 1966, p. 305-348.

CAMPAGNA, Christiane, *Le rôle de la presse selon les propriétaires et rédacteurs des journaux montréalais, 1830-1880*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 1998, 144 p.

CHARRON, Jean, « Journalisme, politique et discours rapporté : évolution des modalités de la citation dans la presse écrite au Québec : 1945-1995 », *Politique et Sociétés*, vol. 25, n° 2-3, 2006, p. 147-181.

CHARRON, Jean, « Subjectivation du discours du journalisme politique au Québec, 1945-1995 », *Mots. Les langages du politique*, n° 82, 2006, p. 81-94.

CHARRON, Jean et Jocelyn SAINT-PIERRE, « Les formes du journalisme parlementaire au Devoir », *Communication* [En ligne], vol. 29, n° 2, 2012, (<http://communication.revues.org/2842>), consulté le 13 juillet 2012.

COMEAU, Robert et Luc DESROCHERS, (dir.), *Le Devoir : un journal indépendant (1910-1995)*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1996, 368 p.

CÔTÉ, Luc et Jean-Guy DAIGLE, *Publicité de masse et masse publicitaire. Le marché québécois des années 1920 aux années 1960*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1999, xxii-362 p.

COUVRETTE, Sébastien, *Un discours masculin sur la société : la publicité dans les quotidiens québécois des années 1920 aux années 1960*, Thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 2009, xv-367 p.

DANAUX, Stéphanie, « Une étape méconnue de l'humour graphique : les bandes dessinées de *La Presse* et *La Patrie*, 1904-1910. Perspectives de recherche en histoire de l'art », *Globe, revue internationale d'études québécoises*, vol. 15, n° 1, 2012, p. 129-159.

DARISSE, Cyntia et Jean DE BONVILLE, « *Le Devoir* des annonceurs : évolution du contenu publicitaire pendant un siècle », *Communication* [En ligne], vol. 29, n° 2, 2012, (<http://communication.revues.org/2833>), consulté le 13 juillet 2012.

DE BONVILLE, Jean, *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, 416 p.

DE BONVILLE, Jean, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*, Québec, IQRC, 1995, 223 p.

DE BONVILLE, Jean « Le "nouveau journalisme" américain et la presse québécoise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », dans Florian Sauvageau, (dir.), *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1999, p. 73-100.

DE LAGRAVE, Jean-Paul, *Les origines de la presse au Québec, 1760-1791*, Montréal, Éditions de Lagrave, 1975, 157 p.

DOYON, Nova, *La Gazette littéraire de Montréal (1778-1779)*, annotée par Jacques Cotnam avec la collaboration de Pierre Hébert, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011, 977 p.

DUBOIS Sophie, « *Le Devoir*, journal de combat? Étude de l'Affaire Refus Global », dans Jean CHARRON, Jean DE BONVILLE et Judith DUBOIS, *Points de vue sur un journal en mouvement. Six études sur Le Devoir (1910-2010)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 27-42.

FELTEAU, Cyrille, *Histoire de La Presse*, Montréal, Éditions La Presse, 1983-1984, 2 vol.

FETHERLING, Douglas, *The Rise of the Canadian Newspaper*, Toronto, Oxford University Press, 1990, x-130 p.

FLEMING, Patricia et coll., *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada. Des débuts à 1840*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2004, p. 65-97.

FRENETTE, Yves, « Les éditoriaux de "La Presse", 1934-1936 : une défense de la démocratie libérale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 3, décembre 1979, p. 451-462.

GALARNEAU, Claude, « La presse périodique au Québec, de 1764 à 1859 », *Mémoires et comptes rendus de la Société royale du Canada*, 4e série, XII, 1984, p. 143-166.



GINGRAS, Pierre-Philippe, *Le Devoir*, Montréal, Libre Expression, 1985, 295 p.

GODIN, Pierre, *L'information-opium : une histoire politique du journal La Presse*, Montréal, Parti pris, 1972, 479 p.

GUÉRIN, Andréanne, *La réaction de l'épiscopat québécois à l'industrialisation de la presse, 1884-1914*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université Laval, 2006, vii-158 p.

HARDY, Dominic, « Une grande noirceur : splendeurs et mystères de la caricature au Québec, 1899-1960 », dans Ségolène Le Men, (dir.), *L'art de la caricature*, Paris, Presses de l'Université de Paris Ouest, 2011, p. 151-170.

HARE, John et Jean-Pierre WALLOT, *Les imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1810*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1967, xxiii-381 p.

JONES, Richard, *L'idéologie de L'Action catholique, 1917-1939*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1974, 359 p.

LAHAISE, Robert, (dir.), *Le Devoir, reflet du Québec au 20e siècle*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1994, 504 p.

LE CAM, Florence, *Le journalisme imaginé. Histoire d'un projet professionnel au Québec*, Montréal, Leméac, 2009, 255 p.

LEMIEUX, Louis-Guy, *Le roman du Soleil : un journal dans son siècle*, Sillery, Septentrion, 1997, 299 p.

MARQUIS, Dominique, *La presse catholique au Québec : 1910-1940*, Thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 1999, xiv-435 p.

MARQUIS, Dominique, *Un quotidien pour l'Église : l'Action catholique, 1910-1940*, Montréal, Leméac, 2004, 220 p.

ROBINSON, Daniel J., *The Measure of Democracy: Polling, Market research, and Public life, 1930-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, ix-252 p.

ROSNER, Cecil, *Behind the Headlines: A History of Investigative Journalism in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 2008, 272 p.

ROUX-PRATTE, Maude, *Le Bien public (1909-1978) : un journal, une maison d'édition, une imprimerie la réussite d'une entreprise mauricienne à travers ses réseaux*, Thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 2008, 357 p.

ROY, Fernande et Jocelyn SAINT-PIERRE, « La haute rédaction des quotidiens québécois entre 1850 et 1920 », dans Yves Roby et Nive Voisine, (dir.), *Érudition, humanisme et savoir : hommage à Jean Hamelin*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 401-423.

RUTHERFORD, Paul, « The People's Press : The Emergence of the New Journalism in Canada, 1869-99 », *Canadian Historical Review*, vol. 56, n° 2, 1975, p. 169-191.

RUTHERFORD, Paul, *The Making of the Canadian Media*, Montréal-Toronto, McGraw-Hill, 1978, xi-141 p.

SAINT-PIERRE, Jocelyn, « La chronique parlementaire dans les quotidiens québécois de 1871 à 1921 : partisane ou impartiale », *Communication*, vol. 17, n° 2, 1996, p. 189-215.

SAINT-PIERRE, Jocelyn, *Histoire de la Tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.

TURGEON, Alexandre, *Le nez de Maurice Duplessis. Le Québec des années 1940 tel que vu, représenté et raconté par Robert La Palme : analyse d'un système figuratif*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université Laval, 2009, 445 p.

VIPOND, Mary, *Listening in: The First Decade of Canadian broadcasting, 1922-1932*, Montréal/Buffalo, McGill-Queen's University Press, 1992, xvii-380 p.

WARD, Stephen, *The Invention of Journalism Ethics: the Path to Objectivity and Beyond*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2006, xii-360 p.

#### 4.4 Histoire du Québec

BLACK, Conrad, *Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, 2 vol.

BOILY, Robert, « Les hommes politiques du Québec, 1867-1967 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 21, n° 3, 1967, p. 599-634.

BOISMENU, Gérard, *Le duplessisme : politique économique et rapports de force, 1944-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981, 432 p.

BOURQUE, Gilles et Jules DUCHASTEL, *Restons traditionnels et progressifs : pour une nouvelle analyse du discours politique : le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1988, 399 p.

BOURQUE, Gilles, Jacques BEAUCHEMIN et Jules DUCHASTEL, *La société libérale duplessiste : 1944-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994, 435 p.

COMEAU, Robert, Michel LÉVESQUE et Yves BÉLANGER, (dir.), *Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, x-451 p.

DION, Léon, *Québec 1945-2000 : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.

FAUCHER, Albert, « La question de l'électricité au Québec durant les années trente », *L'actualité économique*, vol. 68, n° 3, septembre 1992, p. 415-432.

FERRETTI, Lucia et Xavier GÉLINAS, (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*, Montréal, Septentrion, 2010, 520 p.

FOURNIER, Marcel, *L'entrée dans la modernité : science, culture et société au Québec*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986, 239 p.

GAGNON, Alain-G. et Michel SARRA-BOURNET, (dir.), *Duplessis : entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Québec/Amérique, 1997, 396 p.

GAUVREAU, Michael, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008, 457 p.

GÉLINAS, Xavier, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, xii-486 p.

GERVAIS, André, « D'où vient l'expression révolution tranquille? », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, n° 2, hiver 1998, p. 115-122.

GODIN, Pierre, *Daniel Johnson*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1980, 2 vol.

LANGEVIN, Martin, *La pensée nationaliste de Roger Duhamel, directeur de Montréal-Matin (1947-1952)*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1992, viii-168 p.

LAPOINTE, Dominique et Christian VIEN, *L'Union nationale, son histoire, ses chefs, sa doctrine*, Québec, Éditions du Mercredi, 1969, 183 p.

LA ROQUE, Hertel, *Camillien Houde : le p'tit gars de Ste-Marie*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1961, 157 p.

LA TERREUR, Marc, *Les tribulations des conservateurs au Québec de Bennett à Diefenbaker*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, 265 p.

LAVIGNE, Alain, *Duplessis. Pièce manquante d'une légende. L'invention du marketing politique*, Québec, Septentrion, 2012, 194 p.

LÉTOURNEAU, Jocelyn, *Croissance économique et régulation duplessiste : retour sur les origines de la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1986, 62 p.

LEVER, Yves, « La critique comme écriture », *Revue d'histoire littéraire du Québec et du Canada français*, n° 11, hiver-printemps 1986, p. 23-32.

MCROBERTS, Kenneth et Dale POSGATE, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, 350 p.

MEUNIER, E.-Martin et Jean-Philippe WARREN, *Sortir de la « grande noirceur » : l'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Québec, Septentrion, 2002, 207 p.

MEUNIER, E.-Martin, *Le pari personnaliste : modernité et catholicisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Fides, 2007, 369 p.

MONIÈRE, Denis, *Votez pour moi. Une histoire politique du Québec moderne à travers la publicité électorale*, Montréal, Fides, 1998, 246 p.

NADEAU, Jean-François, *Adrien Arcand, führer canadien*, Montréal, Lux éditeur, 2010, 404 p.

OUELLET, Fernand, « La révolution tranquille, tournant révolutionnaire? », dans Thomas Axworthy et Pierre Elliott Trudeau, (dir.), *Les années Trudeau : la recherche d'une société juste*, Montréal, Le Jour, 1990, p. 333-362.

PAQUET, Gilles, *Oublier la révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*, Montréal, Liber, 1999, 159 p.

QUINN, Herbert F., *The Union Nationale. A study in Quebec nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, 249 p.

ROBERT, Lucie, « D'Angéline de Montbrun à La Chair décevante. La naissance d'une parole féminine autonome dans la littérature québécoise », *Études littéraires*, vol. 20, n° 1, 1987, p. 99-110.

ROBERTS, Leslie, *The Chief: a Political Biography of Maurice Duplessis*, Toronto, Clarke-Irwin, 1963, ix-205 p.

ROUILLARD, Jacques, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 335 p.

ROUTHIER, Gilles, (dir.), *Faire écho au verbe. Réinvestir dans l'homélie*, Montréal, Médiaspaul, 1999, 247 p.

ROY, Fernande, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal Express, 1988, 301 p.

ROY, Jean-Louis, *La marche des Québécois. Le temps des ruptures : 1945-1960*, Montréal, Leméac, 1976, 383 p.

RUDIN, Ronald, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, xiii-294 p.

RUMILLY, Robert, *Quinze années de réalisations : les faits parlent*, Montréal, [s.n.], 1956, 237 p.

RUMILLY, Robert, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1978, 2 vol.

TRÉPANIER, Pierre, « La religion dans la pensée d'Adrien Arcand », *Les Cahiers des Dix*, n° 46, 1991, p. 207-247.

WARREN, Jean-Philippe, *L'engagement sociologique : La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Montréal, Boréal, 2003, 447 p.